

Le Monde

idées

Inégalité et privilèges

par le professeur HENRI BISMUTH (*)

Humaniser les hôpitaux

Quatorze syndicats de médecins hospitaliers, les deux grandes centrales des médecins d'exercice libéral et Solidarité médicale, veulent faire de ce mercredi 3 mars une journée nationale contre la politique de M. Jack Ralite. L'une des décisions du ministre, la suppression du secteur privé dans les hôpitaux, appelle un effort pour les humaniser. De quelle manière ? Pour J. Lansac, l'amélioration passe par un renforcement des moyens et par une revalorisation de la situation des praticiens à plein temps. Serge-Georges Raymond souligne le rôle que pourraient jouer les psychologues. Le professeur Bismuth montre que la personnalisation des soins passe par une suppression... du secteur public. Un « usager » apporte son témoignage.

Le jeu des recommandations

Les bénéficiaires de ces privilèges relèvent de deux catégories : les malades du secteur privé mais également d'autres malades dont la liste est longue : il peut s'agir de personnes à qui les situations dans le monde social confèrent le rang de personnes privilégiées : c'est le cas des hauts fonctionnaires, des hommes politiques, des universitaires, des artistes et d'une façon générale de ceux que l'on appelle des « personnes recommandées ». Cette notion de recommandation est matérialisée par des coups de téléphone ou des lettres, de médecins, d'amis ou d'administrateurs hospitaliers. Les médecins eux-mêmes en profitent, ainsi que leur famille étendue au cercle de leurs connaissances. Les malades du secteur privé ne font rien d'autre que d'acheter ces privilèges, parce que ni leur notoriété ni leur attachement au corps médical ne leur permettent d'y accéder. La suppression du secteur privé éliminerait cette dernière catégorie de bénéficiaires. Toutes les autres persisteraient, et peut-être augmenteraient car il est vraisemblable que la

pression de la « recommandation » s'amplifiera.

Si l'on voulait vraiment supprimer l'inégalité et les privilèges qui ne seraient plus que des privilèges de fonction ou de notoriété, il faudrait proposer des mesures très inhabituelles : par exemple, chaque matin, affecter les lits libres aux malades entrant par un tirage au sort ; répartir les interventions chirurgicales indifféremment entre les chirurgiens, à égalité de compétence évidemment, mesures applicables mais inacceptables par leur caractère impopulaire.

C'est la raison pour laquelle, après la suppression du secteur privé, l'inégalité à l'hôpital persisterait. Les privilèges seraient réservés à ceux que leur fonction ou leur notoriété distingueraient, sans possibilité pour le public d'y accéder. A moins de supprimer la raison même de l'inégalité : par la transformation des services hospitaliers en chambres seules et par la personnalisation des soins pour tous ; objectif en fait bien difficile à atteindre.

En effet, en donnant au malade l'assurance d'être pris en charge en totalité par un seul responsable, cette personnalisation des soins est une charge pour le médecin et encore plus pour le chirurgien (et ce n'est pas par hasard que le secteur privé est particulièrement développé en chirurgie). L'honneur pour le médecin privé, ou une sorte de dette de reconnaissance pour le malade recommandé, vient compenser le surcoût de travail que donne personnellement le médecin, en plus de sa fonction de médecin public. C'est parce que c'est un surcoût qu'il ne peut le donner à tout le monde, pour une question de temps, d'autant plus critique que le médecin sollicite à acquiescer une notoriété dans sa spécialité.

L'égalité de tous à l'hôpital ne sera obtenue que si tous les malades peuvent bénéficier de ces deux privilèges. Car, au fond, ce qu'il faut chercher à l'hôpital, ce n'est pas à supprimer le secteur privé mais le secteur public, pour que tous les malades, avec leur seule couverture sociale, deviennent des malades privés.

(*) Chirurgien de l'hôpital Paul-Brousse, Villejuif (94).

Larmes de crocodile

par le docteur JACQUES LANSAC (*)

La suppression du secteur privé à l'hôpital public fait verser beaucoup de larmes à certains collègues épris de liberté. Ils n'hésitent pas à dire ou à écrire que ce qu'ils protègent ce sont les malades qui, par le biais de ce secteur privé, peuvent avoir droit à une médecine plus humaine et plus personnalisée. Si ce secteur disparaît, disent ses défenseurs, les patients seront livrés pieds et poings liés à un médecin fonctionnaire et à la bureaucratie.

Ces larmes sur la liberté (moyennant quelque argent) ne sont-elles pas des larmes de crocodile ? Allons, un peu de pudeur, collègues ! Le secteur privé des hôpitaux publics est indifférent au plan de l'éthique. Pouvez-vous faire deux médecines de qualité différente ? J'espère que non.

Que diriez-vous d'un magistrat qui vous déclarerait : « Pour être jugé, vous avez le secteur public le matin, et mon secteur privé l'après-midi, mais il faudra payer ». Ou un directeur de l'enseignement supérieur des contributions qui vous suggérerait de venir le voir le soir dans son secteur privé pour mieux vous expliquer l'art de la déclaration de revenus ?

A qui fera-t-on croire que les 94 % des chefs de clinique ou les 54 % des professeurs agrégés qui n'ont pas de secteur privé font une mauvaise médecine et ne respectent pas leur malade ?

Honnêteté élémentaire

Oui, on peut recevoir sur rendez-vous dans des locaux corrects en respectant le colloque singulier, sans pour autant se faire payer directement. Nous sommes des médecins rétribués par la collectivité, nous devons des soins corrects et humains à ceux qui paient des impôts pour cela. C'est une honnêteté élémentaire. Rien ni personne ne nous oblige à exercer dans le secteur public, nous avons préféré ce type d'exercice à l'exercice dans le privé, il faut donc accepter les servitudes de cet état.

On peut même penser que la suppression de ce secteur privé humaniserait l'hôpital public, comme l'a fait la réforme de 1958, en obligeant les

médecins à vivre à temps plein dans le secteur hospitalier.

En effet, le praticien à temps plein en poste pour trente ou trente-cinq ans, ne pourra faire autrement que d'organiser correctement l'hospitalisation et consultations publiques. Cela l'obligera à se battre auprès de son administration pour obtenir une secrétaire nécessaire à la prise des rendez-vous et à la tenue des dossiers. Il sera contraint de se battre pour obtenir du personnel de consultations jusqu'à 18 ou 19 heures, le soir ou le samedi matin. Car un service public, n'en déplaise aux syndicats, devrait fonctionner aussi le samedi, et certains jours assez tard le soir, pour permettre à ceux qui travaillent de s'y rendre aisément.

Il faudra qu'il lutte pour pouvoir obtenir une radiographie ou un plâtre après 16 heures, et la majorité des médecins à temps plein le feront pour la bonne renommée de leur service, n'ayant plus la facilité archaïque du secteur privé. Bon nombre d'entre eux qui ont un secteur privé partagent mon point de vue, mais conservent ce système en raison des avantages qu'il donne au service dont ils ont la charge et aussi parce qu'il leur apporte une complémentarité de salaire et de couverture sociale, en particulier dans les hôpitaux non universitaires. L'administration n'est pas toujours très pure dans cette affaire : combien de fois a-t-elle poussé un praticien à embaucher une secrétaire sur son secteur privé, car elle était incapable de lui fournir un poste ; ou l'a-t-elle poussé à acheter du petit matériel, des livres, de l'appareillage photographique utile pour l'enseignement, faute de crédits ?

Bien des directeurs d'hôpital savent qu'un praticien consciencieux qui reverse à l'hôpital ce qui lui est dû sur son secteur privé rapporte plus que s'il fait des consultations publiques au prix dérisoire de 46,15 F. Il faut critiquer sans vergogne les pouvoirs publics, qui maintiennent la couverture sociale des médecins hospitaliers à temps plein dans des structures qui datent de l'époque où le médecin venait gratuitement donner ses soins à l'indigent, qui maintiennent une hiérarchie de salaires sans commune mesure avec le travail fourni et le niveau de qualification obtenu.

Sait-on, en effet, qu'un chef de clinique, qui est un spécialiste, médecin ou chirurgien, qui, après sept ans de médecine, travaille à l'hôpital depuis cinq ou six ans, gagne environ 8 000 F par mois pour dix à douze heures de travail par jour ? Ce salaire est payé pour moitié par

l'hôpital et pour l'autre moitié par l'université. Si ce médecin tombe malade, du jour au lendemain son indemnité hospitalière — soit la moitié de son salaire — disparaît, même s'il s'agit d'un accident du travail, d'une affection contractée au chevet des malades.

C'est la même chose pour un agrégé, qui, nommé à ce grade, rarement avant trente-cinq ans, gagne en début de carrière environ 14 000 F par mois.

Fonction publique et privilèges

Dans les hôpitaux non universitaires, la hiérarchie des salaires, la couverture sociale inexistante, l'absence quasi complète de retraite, imposent à beaucoup le secteur privé, si on veut que les revenus de ces spécialistes de bonne qualité soient comparables à ceux du secteur privé.

Niera-t-on que les médecins du secteur public ne peuvent bénéficier du 1 % de la formation permanente et que toute participation à des congrès où les frais entraînés par des voyages de formation sont à leur charge ?

Il faut donc que les pouvoirs publics soient bien conscients que, s'ils veulent garder dans le secteur public des gens dynamiques et de qualité, ils doivent leur assurer les moyens de travailler correctement à temps plein, les moyens de leur formation, une hiérarchie de salaires, en rapport avec leurs responsabilités. Sinon, l'hôpital ne gardera que les plus médiocres ou les plus timorés.

Enfin, puisque l'on en est à moraliser la fonction publique, il ne faudrait pas oublier qu'il n'y a pas que les médecins qui ont un secteur privé.

Les ingénieurs des ponts et chaussées touchent un pourcentage sur le montant des travaux qu'ils font exécuter, c'est la même chose pour les fonctionnaires du génie rural ou de l'équipement, sans parler des prébendes sur les importations touchées par les officiers des douanes ou du cas très particulier des trésoriers-payeurs généraux.

Supprimer les privilèges pour améliorer le service public est un impératif nécessaire mais pas suffisant ; il faudra aussi, quelques crédits, si possible, et c'est la question de la remise en ordre du secteur public, il ne faudrait pas oublier ceux des autres fonctionnaires dont les privilèges ne remontent pas à 1958 mais à 1789.

(*) Professeur sans chaire au C.H.U. de Tours.

La psychologie au service des usagers

par SERGE-GEORGES RAYMOND (*)

DANS un encart assez discret, (le Monde du 7 janvier) signalait la création de mille cinq cents postes de médecins destinés à « humaniser les consultations des services externes des hôpitaux ». Cette annonce faite par M. Jack Ralite au cours de sa visite à l'hôpital d'Argenteuil, le mardi 5 janvier, est en soi une démarche concrète rassurante pour les usagers. D'autant qu'il s'agit d'une première mesure visant à faire aboutir l'« humanisation des hôpitaux », leitmotiv de l'ancienne majorité.

Cette décision permettra-t-elle vraiment d'atteindre le but recherché ? Est-il si évident qu'une augmentation en nombre des postes de médecins soit l'unique solution à cette fameuse « humanisation » ? Rien n'est moins sûr, et, sur ce versant, la quantité des postes (probablement nécessaire) ne saurait, à mon avis, constituer une réponse adéquate et contribuer à un changement profond des mentalités, sinon à un replâtrage tout à fait temporaire.

A propos de la crise du C.N.R.S. (le Monde du 4 novembre 1981), M. Jean-Pierre Chevènement déclarait : « Dans un processus d'approfondissement et de développement des connaissances, un équilibre doit être préservé entre sciences dites « exactes » et sciences dites « sociales », ces dernières accusant sur les précédentes un retard de développement caractéristique d'une société qui refuse de se connaître elle-même ».

Changer les mentalités

Replaçant les sciences dites « humaines » dans leur rapport, aussi, avec les sciences dites « sociales », je pense que l'humanisation des hôpitaux passe nécessairement par ce réajustement. Il est une condition sine qua non du changement. Or cela apparaît encore peu dans les projets esquissés par le ministère de la Santé. Il est vrai que les traditions ont la vie dure, et que cela signifie surtout la résistance au changement d'une société qui ne refuse pas de se connaître, mais qui, bien plutôt, fait état de son hésitation à tirer les conséquences de ses choix.

L'humanisation des hôpitaux est subordonnée à un changement des mentalités, y compris chez les médecins. Un accroissement de leur efficacité — par la disponibilité qui en découle — peut certainement y apporter quelque chose. Cela est, toutefois, insuffisant, car cette humanisation doit obligatoirement être détachée de la fonction médicale,

tant il est vrai que les équipes médicales, les médecins et les infirmiers, ne peuvent faire autrement que traiter les malades comme des malades. Et ce n'est déjà pas une mince affaire !

Pour devenir concrète, cette profession de foi dépend de la démedicalisation, et il revient aux psychologues des hôpitaux, par le caractère non médical de leurs interventions, de rendre cette humanisation effective, qu'il s'agisse des services psychiatriques, du secteur des services médicaux et de spécialités médicales, des services chirurgicaux... Leur présence est la garantie d'une prise en considération de la personne totale. Ils sont également le pont entre le nouvel état de la personne souffrante et l'ancien : celui de l'individu dans son environnement.

Le psychologue des hôpitaux ne peut faire l'économie de poser la question de savoir pourquoi les gens sont ce qu'ils sont et font ce qu'ils font dans le milieu hospitalier : administratifs, médecins, auxiliaires médicaux... Il doit se demander pourquoi les malades se conduisent de telle façon plutôt que de telle autre. Cela fait référence à un état d'esprit, à une « certaine manière d'être », qui rend spécifique, d'abord, l'intervention du psychologue. A côté, bien entendu, du travail qu'il peut entreprendre auprès des demandeurs, partant de l'évaluation diagnostique qui ne saurait être dissociée de la prise en charge thérapeutique.

Seuls les psychologues, comme par hasard absents des discours tenus sur la santé et à propos de l'« humanisation des hôpitaux » (et je reste persuadé qu'il s'agit uniquement d'une omission), peuvent apporter le changement réclamé par les discours idéologiques. Je refuse de penser que ceux qui les tiennent soient, dans les faits, les mêmes à s'y opposer. Cela n'est même pas concevable !

Parce que je suis un travailleur de la santé mentale et militant syndical de la base, je dois me résoudre à constater, particulièrement dans les services publics, que les psychologues occupent une situation insoutenable (1). L'état de dégradation des conditions qui entourent leur pratique donne la mesure du décalage dans lequel les sciences dites « humaines » sont tenues. Pour dresser un tableau succinct, il peut être intéressant de savoir que les psychologues hospitaliers sont les seuls personnels à ne pouvoir se prévaloir des prérogatives qui sont, pourtant,

celles de tous les agents des entreprises publiques ou celles des fonctionnaires de l'Etat.

Après avoir été bafoué, neutralisé, noyé dans des services, le plus souvent médicaux, le psychologue est pudiquement oublié pour cause d'efficacité douteuse. Cette mutilation de toute une profession doit être ramenée à une crainte que ce personnage ne fasse surgir le doute, les interrogations, les malaises, de l'équipe médicale aussi bien que ceux des malades sur la question du désir de soigner, de se faire soigner et de guérir à n'importe quel prix, à propos surtout de la question du pouvoir et de l'arrogance. En tout cas, s'il a voulu regarder d'un peu plus près, il est actuellement condamné à occuper la place du mort sous l'inculpation de coups et blessures symboliques à l'égard d'un corps constitué.

Forger des outils

Aujourd'hui, les psychologues sont prêts à se préoccuper de ce qui se passe, pour eux et leur enveloppe budgétaire, dans les milieux hospitaliers. Ils se déclarent décidés à être présents, des qualités, dans toutes les instances qui contribuent au fonctionnement d'un service public auquel ils appartiennent. Ils veulent obtenir une réponse à la question des postes de psychologues... transférés en moquette. Ils ont des propositions à faire aux autorités de tutelle (2). Ils ont aussi à comprendre pourquoi, jusqu'à ce jour, a régné cette fantastique injustice autour des examens par tests psychologiques et autour des psychothérapies, en demandant que leur soient données les raisons qui font qu'un psychologue, dûment formé et préparé à distribuer de tels services, ne soit pas remboursé par une sécurité sociale qui perd, de ce fait, de l'argent. Qu'est-ce qui peut bien, alors, justifier qu'un omnipraticien, sans compétence dans ce domaine, puisse bénéficier de cette possibilité en toute sérénité ?

La question qu'il m'importe de soulever est celle d'un débat professionnel qui ne peut se poser en d'autres termes que ceux qui font appel à la pertinence sociale : Comment nous, psychologues des hôpitaux, mettons-nous la psychologie au service des usagers ? Aujourd'hui, nous devons nous forger des outils solides. Le titre protégé dont quelques organismes se prévalent, avec le doctorat professionnel, est l'un de ces

outils susceptibles de faciliter l'intégration du psychologue dans le tissu social. Dans le milieu hospitalier, il s'y ajoute l'interne de psychologie clinique, avec le développement des notions de carrière et de département de psychologie.

Le ministre permettra-t-il enfin un tel débat soit ouvert et qu'il devienne public ? Avec moi, le nombre croissant des psychologues cliniciens, ceux qui ne s'inscrivent pas à l'A.N.P.E. par respect pour une Université qui se soucie peu du devenir des étudiants qu'elle forme (et du gâchis des deniers publics), soulèvent au moins la question.

(*) Docteur en psychologie, psychologue des hôpitaux. Hôpital psychiatrique de Navarre, à Evreux. Responsable de la commission « psychologie des hôpitaux » du Syndicat national des psychologues.

(1) « Psychologues des hôpitaux, psychologues de santé libéraux » (la situation erratique occupée par des ecologistes juridiques) par S.-G. Raymond. In : *Actualités psychiatriques*, n° 8, décembre 1981, pp. 107-113.

(2) « Faidoyer pour une psychologie hospitalière » (le rôle du psychologue des hôpitaux) par S.-G. Raymond. In : *Actualités psychiatriques*, n° 8, décembre 1981, pp. 63-73.

Le point de vue des malades

677 F par jour pour un lit de camp

Assimiler l'hospitalisation en service privé au « libre choix » d'obtenir une chambre particulière avec téléphone et télévision moyennant un supplément justifié de prix de journée — comme certains l'ont fait dernièrement dans vos colonnes — ne correspond pas toujours à la réalité. J'en ai fait moi-même l'expérience, ayant dû faire opérer à cœur ouvert ma fille de deux ans en septembre dernier à l'hôpital Laennec de Paris.

Pour permettre à ma femme d'être hospitalisée avec notre fille, nous avons « choisi » le service privé, le service public ne donnant pas ce droit élémentaire. Dans ce service hautement spécialisé (où le prix de journée pris en charge par la sécurité sociale dépasse 2 700 F), le supplément à acquiescer chaque jour par la famille du malade est de 677 F. Il faut préciser que si ce supplément ré-

mune un quelconque privilège ce n'est ni celui de la télévision, ni celui du téléphone (qu'il ne couvre pas), ni celui des repas pris par la mère (facturés en plus), mais simplement celui de pouvoir mettre dans la chambre de l'enfant un mauvais lit de camp. Au demeurant, la qualité des soins et l'amabilité du personnel sont les mêmes qu'en secteur public (...).

Mutuelle, la partie non couverte peut rester très lourde dans un tel cas pour une opération de deux à trois semaines. Et que dire des malades qui n'ont pas de mutuelle ? Pour ceux-là, le libre choix est clair : pas de service privé ; pas d'hospitalisation de la mère avec son enfant (...).

PIERRE LE BON.
(La Chemy.)

La vie du toxicomane

Publié sous la direction de Claude Olievenstein.

CES textes, communications lors d'un récent séminaire à Marmoutan, nous parlent entre autres de l'enfance du toxicomane, de la dépendance, des rapports de la médecine de la toxicomanie et de la psychanalyse, des conduites ordinales et de la sortie de la toxicomanie. Une approche autant originale que vraie, loin du terrorisme intellectuel et de la peur. Textes de A. Charles-Nicolas, B. Geraud, R. Ingold, S. Sternschuss, H. Tonnelier et M. Valleur réunis par C. Olievenstein.

Collection « Psychiatrie ouverte »
série « Nodules » dirigée par Yves Pélicier
et Daniel Widlöcher - 120 pages - 20 F

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde

étranger

LA VISITE DE M. FRANÇOIS MITTERRAND EN ISRAËL

Jérusalem espère normaliser ses rapports avec Paris

(Suite de la première page.)

M. Begin, plus que ses prédécesseurs, sait mettre à profit les moindres braillements au sein d'un autre gouvernement. Les Américains sont payés pour le savoir. Dernièrement, le premier ministre israélien a attiré des discussions entre le secrétaire à la défense, M. Weinberger et le secrétaire d'Etat, M. Haig.

Le premier ministre craint toute nouvelle initiative diplomatique au Proche-Orient. Il a combattu avec vigueur celle de l'Europe, esquissée dans la déclaration de Venise en 1980, et plus encore l'an dernier, le plan Fahd, qui pourrait représenter une « ouverture ». Dans les deux cas, il a montré qu'il refusait de remettre en cause le processus de Camp David, c'est-à-dire une paix

séparée avec l'Egypte et un statut quo dans les territoires occupés qui lui permet de multiplier les faits accomplis.

Israéliens et Arabes attendent que M. Mitterrand, notamment lors de son discours à la Knesset le 4 mars, clarifie la position de la France, mais bien sûr cette attente est contradictoire et fort difficile à satisfaire.

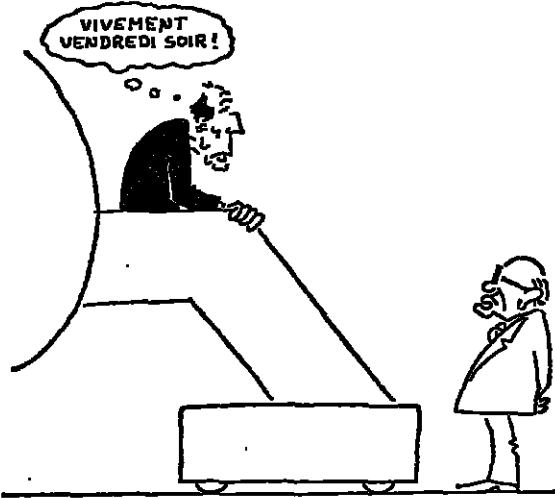
Autre écueil : la question de Jérusalem. Le président français a accepté de séjourner dans la Ville sainte, mais il était déterminé à ne pas émettre d'opinion précise sur la contestation dont elle fait l'objet. Cette réserve a été fort appréciée par les Israéliens (3). Mais M. Mitterrand peut-il donner l'impression d'éluder le débat au moment où le président égyptien provoque un incident en refusant de se rendre dans la ville dont Israël a fait sa capitale (le Monde du 2 mars) ? Le gouvernement israélien a beaucoup insisté pour que M. Mitterrand reste le plus longtemps possible à Jérusalem. Les Israéliens ont tenté de limiter, par exemple le déplacement à Saint-Jean d'Acre, que souhaitaient les Français, précisément parce qu'il avait pour effet de « désaccabliser » quelque peu la visite.

Parmi les sujets de discussion qui doivent être abordés au cours des deux jours d'entrevue, les Israéliens comptent faire figurer en bonne place le projet de reconstruction du centre nucléaire irakien pour lequel le gouvernement de Bagdad demande à nouveau l'aide de la France. Le gouvernement de Jérusalem menace de recommencer le bombardement de juin dernier. Est-ce une coïncidence ? Paris et Jérusalem semblent envisager par ailleurs une coopération pour l'installation en Israël d'une centrale électrique nucléaire. On n'écartera pas non plus, d'un côté comme de l'autre, une relance des relations militaires (le Monde du 18 décembre 1981). Cependant, les Israéliens sont plus déserts que les Français. Le ministre de la défense, M. Sharon, vient de confirmer que des « visiteurs importants » étaient venus de France en Israël au cours des dernières semaines.

L'Afrique est aussi à l'ordre du jour. Israël compte effacer sur le soutien de la France pour renouer ses relations diplomatiques avec plusieurs Etats africains et développer avec eux des échanges économiques qui, bien que discrets, n'ont pas été interrompus. Les Israéliens ont noté avec satisfaction la présence au sein de la délégation française de M. Guy Ferron, conseiller à l'Ellysée pour les affaires africaines.

La situation au Liban doit également être évoquée. Après

avoir tenu des propos inquiétants depuis le début de l'année, le gouvernement de Jérusalem ferait preuve maintenant d'une relative modération alors que l'émis-saire spécial américain, M. Oshib, est de retour dans la région pour essayer de prolonger le cessez-le-feu. Un haut fonctionnaire israélien a fait savoir que son gouvernement ne verrait aucune objection à un nouvel engagement français dans la force des Nations unies au Sud-Liban.



(Dessin de KONE.)

La venue de M. Delors, ministre de l'économie et des finances, est interprétée comme un signe de la volonté française d'augmenter les échanges franco-israéliens, mais on laisse entendre de part et d'autre qu'il ne faut pas s'attendre à des conséquences spectaculaires dans l'immédiat. Il s'agit surtout de mettre à l'étude une série de projets précis en prévoyant que désormais des contacts auront régulièrement lieu entre Jérusalem et Paris. Ainsi M. Mitterrand devrait-il commencer par inviter en France le président de l'Etat d'Israël, M. Itzhak Navon.

FRANCIS CORNU.

(3) C'est l'un des points à propos duquel Paris a fourni depuis des mois aux Israéliens des assurances pour souligner le changement intervenu dans la position française. Les autres points sont : reconnaître que les accords de Camp David représentent un élément « positif », ne plus parler sur une « initiative européenne », souligner que l'O.L.P. n'est pas le seul représentant du « peuple » palestinien, tout en la considérant comme le représentant des combattants, annuler les mesures autorisant les entreprises françaises à respecter le boycott arabe, reprendre des contacts au plus haut niveau entre Paris et Jérusalem.

Les attermoissements de la politique française sont perçus par des dirigeants arabes comme un mélange de naïveté et de duplicité

De notre correspondant

Beirut. — M. Mitterrand joue les relations franco-arabes à quilles ou double en se rendant ce mercredi 3 mars en Israël. Si son attitude et son propos durant ce voyage étaient d'une fermeté et d'une netteté exemplaires ; s'il proclamait tout haut à la Knesset le droit des Palestiniens

Arabes, tout le monde va observer, voire épier, les faits et gestes de M. Mitterrand en Israël, avec un œil critique et, a priori, un préjugé défavorable. L'ajournement de la visite du chef de l'Etat après l'annexion du Golan ouis son rétablissement ont finalement produit encore plus mauvais effet que si elle avait eu lieu sans changement de date. Le monde arabe ro-pêche aujourd'hui avec véhémence à M. Mitterrand d'être le « premier chef d'Etat occidental à se rendre en Israël », faisant mine d'oublier que M. Nixon l'y a triomphalement précédé, juste après s'être rendu en Egypte et en Syrie en juin 1974.

Il ne fait pas de doute pour les dirigeants arabes que les Israéliens essaieront d'entraîner M. Mitterrand à faire de petits gestes, même s'il a été annoncé qu'il ne visitera pas les territoires occupés. On voit mal comment il réussira à esquiver toutes les sollicitations et à se montrer suffisamment clair sur le problème palestinien. « Si seulement M. Mitterrand pouvait se faire huer à la Knesset... », soupirent récemment un diplomate français en poste dans une capitale du Proche-Orient. Et d'ajouter, résigné : « Mais il sera probablement acclamé, même si ce qu'il dit sur les Palestiniens ne plait pas aux Israéliens. »

La président syrien Hafez El Assad a clairement exposé le point de vue des Arabes sur cette visite dans sa déclaration au Monde du 2 mars. Les dirigeants arabes font grief au « régime socialiste français » d'être réticent, sinon hostile, à l'égard d'un rôle européen actif au Proche-Orient et de faire montre ainsi d'une « complicité » permettant à Israël de consolider le statu quo au détriment des droits arabes.

Les attermoissements de la politique de Paris au Proche-Orient, qui se traduisent par un déphasage et même des contradictions entre MM. Mitterrand, Mauroy et Chirac, sont finalement perçus par des dirigeants arabes comme un mélange de duplicité et de naïveté. « S'il n'y avait que naïveté, on pourrait avoir quelque bienveillance ; s'il n'y avait que duplicité, on serait forcé de tenir compte de l'habileté de la diplomatie française, mais une combinaison des deux... »

LUCIEN GEORGE.

(1) Israël a toutefois retrogradé une partie du Golan à la Syrie, en 1974.

1948 - 1982

Des relations en dents de scie

14 MAI 1948. — M. Ben Gourion proclame l'Etat d'Israël. La France, qui avait voté pour le plan de partage de la Palestine des Nations unies, reconnaît le jeune Etat hébreu.

25 MAI 1950. — Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, dans une déclaration connue sous le nom de « tripartite », affirment leur « inaltérable opposition à tout usage de la force entre des Etats quelconques au Moyen-Orient », et s'engagent à fournir à chacun de ces Etats, Israël compris, les armes qui lui seraient nécessaires pour assurer sa propre sécurité.

29 OCTOBRE 1956. — Trois mois après la nationalisation du canal de Suez, les troupes israéliennes entrent en Egypte à la première phase d'une offensive franco-anglo-israélienne dont le scénario avait été mis au point le 22 octobre dans les environs de Paris au cours d'une conférence secrète groupant MM. Ben Gourion et les ministres britanniques et français, Selwyn Lloyd et Christian Pineau.

13 MARS 1960. — En visite en France, où il est reçu par de Gaulle, Ben Gourion entretient l'amitié franco-israélienne « fondée sur des valeurs essentielles et éternelles ».

7 JUIN 1961. — « Israël est notre ami et notre allié », déclare de Gaulle à l'attention de Ben Gourion dont c'est la seconde visite de travail à Paris.

2 JUIN 1967. — Evénement la tension israélo-égyptienne née de la fermeture du golfe d'Alaba par Nasser, de Gaulle condamne le pays qui « trahit le premier ».

« ... Dès que les circonstances le permettront »

25 NOVEMBRE 1967. — Les déclarations de de Gaulle sur les « ambitions expansionnistes » d'Israël et ses propos sur le « juif, resté ce qu'il était avant et ce qu'il est maintenant, c'est-à-dire un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominant » sont qualifiées d'antisémitiques par plusieurs journaux israéliens. Le gouvernement parle de « falsification de l'histoire et d'injure au peuple juif ».

10 JANVIER 1968. — Le général de Gaulle condamne « les actes criminels de violence » commis par Israël à la suite du raid contre l'aéroport de Beyrouth. Le 6 janvier, nouvelle étape dans la détérioration des rapports franco-israéliens : Paris décide de mettre l'embargo sur les livraisons de tous les matériels militaires, y compris les pièces de rechange, à destination d'Israël.

27 JANVIER 1968. — M. Eban, ministre israélien des Affaires étrangères, affirme que la France « s'identifie manifestement dans la question du Proche-Orient à la politique de Moscou », et que sa position n'est pas « d'un lot moins hostile à l'égard d'Israël que celle de l'U.R.S.S. ».

25 DECEMBRE 1968. — Cinq vedettes israéliennes, sous embargo, quittent clandestinement le port de Cherbourg à destination de Haïfa, sous pavillon norvégien.

26 AVRIL 1972. — La polémique s'aggrave entre Paris et Jérusalem au sujet du Mirage vendu à la Libye et transféré en Egypte, et contribue à envenimer les relations entre la France et l'Etat hébreu.

24 OCTOBRE 1974. — M. Giscard d'Estaing, au cours de sa première conférence de presse comme président de la République, se prononce pour le droit des Palestiniens « à disposer d'une patrie ».

30 OCTOBRE 1974. — Visite de M. Sauvagnargues à Jérusalem, quelques jours après une rencontre entre le nouveau chef de la diplomatie française et M. Yasser Arafat à Beyrouth. Un « fossé infranchissable » sépare Paris de Jérusalem, estime, à l'issue de ce voyage, M. Eban, chef du gouvernement israélien.

23 OCTOBRE 1975. — M. Mitterrand affirme à Tel-Aviv : « Les socialistes français ont des relations particulières avec Israël ».

12 JANVIER 1977. — La libération de M. Abou David, responsable palestinien arrêté à Paris et réclamé par les Israéliens, qui l'accusent d'être l'un des organisateurs de la tentative d'enlèvement des athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich, en 1972, est vivement ressentie à Jérusalem.

30 MARS 1977. — M. de Guiringaud, nouveau ministre des Affaires étrangères, se rend à Jérusalem pour renouer avec l'Etat juif des relations passablement gâtées par l'affaire Abou David.

29 JANVIER 1978. — L'arrivée de M. Dajani, ministre israélien des Affaires étrangères, à Paris pour une visite de quarante-huit heures met

Une humeur de lire...



Points-Virgule Seuil

PROCHE-ORIENT

LA VISITE DE M. MITTERRAND EN ISRAËL

POLÉMIQUE ENTRE M. DELANOË (P.S.) et l'entourage de M. Chirac.

M. Denis Baudouin, porte-parole du maire de Paris a fait une mise au point au sujet d'une intervention que M. Jacques Chirac aurait faite, demandant au chef de l'Etat d'annuler son voyage en Israël. M. Bertrand Delanoë, porte-parole du parti socialiste, s'exprimant lundi 1^{er} mars sur Europe 1, a, en effet, évoqué « les pressions des uns ou des autres, auxquelles, à-t-il dit, est venu s'ajouter l'intervention de M. Jacques Chirac lui demandant d'annuler ce voyage ».

En réponse à ces propos M. Chirac a affirmé, selon l'Agence télégraphique juive : « Je ne sais pas où l'on a pris cette déclaration. Je n'en ai jamais parlé ». Le président du R.P.R. a souligné M. Denis Baudouin, n'a fait que « donner son opinion négative sur la date du voyage ».

De son côté, M. Bertrand Delanoë précise qu'il a en réalité fait allusion à des propos tenus par le président du R.P.R. sur TF 1 le 18 décembre dernier.

« M. Jacques Chirac, souligne-t-il, après avoir qualifié l'annulation du voyage d'acte de piraterie, avait déclaré : « Est-ce que le président de la République, devant cette situation, se coupe de forces internationales, ou en quelque sorte stationner cette affaire en se rendant, comme c'est prévu, prochainement en Israël ? A mon avis, ce n'est pas possible ».

Le porte-parole du P.S. indique qu'il « prend acte des réactions de M. Denis Baudouin », porte-parole du maire de Paris.

M. COUVE DE MURVILLE : la sagesse serait de ne pas faire trop de voyages.

« Du départ du général de Gaulle en 1969 à aujourd'hui, la diplomatie française au Proche-Orient a toujours été en gros celle que nous avions définie en 1967 : accords de bons rapports à la fois avec Israël et avec les pays arabes ; prendre des positions qui soient de nature à être utiles sans nuire et sans autres dans la recherche d'un accord », déclare M. Couve de Murville dans une interview publiée ce mercredi 3 mars par le *Matin* de Paris.

Après avoir déclaré que la France « pas plus que la Grande-Bretagne d'ailleurs » n'a son mot à dire dans la question du Proche-Orient parce que « l'indépendance de la France dans le monde s'est singulièrement amoindrie par rapport à cette époque », l'ancien ministre des Affaires étrangères du général de Gaulle ajoute : « A l'expérience, les gouvernements qui se succèdent arrivent tôt ou tard à la conclusion qu'il faut s'en tenir à une position d'équilibre, même si, dans le cas du pouvoir actuel, une impression bien différente avait été donnée pendant la campagne électorale, puis dans les premiers temps qui ont suivi. Encore faut-il, et la question se pose tous les jours, que pour définir cette position, tous les responsables impliqués, en public et en privé, exactement le même langage ».

M. Couve de Murville conclut que dans la situation où se trouve le Proche-Orient « je pense que la sagesse serait de ne pas faire trop de voyages. Ni d'un côté, ni de l'autre ».

Le gouvernement Begin entend faire preuve de fermeté à l'égard des opposants au retrait du Sinaï

De notre correspondant

Jérusalem. — La soudaine décision du gouvernement de M. Begin de faire preuve de fermeté à l'égard des opposants au retrait du Sinaï a semblé réduire le retentissement de la visite de M. Mitterrand. Au moment de l'arrivée de ce dernier, les Israéliens avaient plutôt le regard tourné vers la région de Yamit, au sud du pays, où des centaines de manifestants se disaient résolus à résister aux mesures prises par le ministre de la Défense, M. Ariel Sharon.

Considéré comme l'un des éléments les plus « durs » du cabinet de M. Begin, M. Sharon continue, en effet, de surprendre certains de ses partisans, qui se recrutent dans l'extrême droite et qui protestent contre l'« abandon » du Sinaï parce qu'ils voient là le signe d'autres renoncements à d'autres territoires occupés qui font partie, à leurs yeux, du Grand Israël.

Après avoir fait boucler, la semaine dernière, par l'armée toute la partie septentrionale de la péninsule pour empêcher l'efflux de milliers de manifestants, M. Sharon — qui paraît entraîner M. Begin dans sa détermination — a annoncé, mardi soir, qu'il allait commencer aussitôt à faire évacuer toutes personnes n'ayant pas un titre de résidents dans cette région. Dans la nuit de mardi à mercredi, il a ordonné l'expulsion de plusieurs « squatters » dans le sud du Sinaï, près de El-Hor.

Le ministre de la Défense, au cours d'un débat de censure demandé par le parti d'extrême droite Renaissance, s'est montré très sévère à l'égard des dirigeants de ce mouvement. Il a accusé le chef de file du Gush Emounim (Bloc de la foi), membre de

ce parti, d'avoir participé au transfert de quelque cinq cents grenades dans le Sinaï, armes qui, selon M. Sharon, étaient destinées à opposer une résistance violente aux opérations conduites par l'armée. La motion de censure déposée par Renaissance n'a recueilli que quatre voix. Le rabbin Halim Druckman, député de la coalition gouvernementale (parti national religieux) et vice-ministre des Affaires religieuses, a joint sa voix à celles des trois députés de Renaissance. Par la même occasion, il a annoncé qu'il quittait le gouvernement.

Mais l'élément le plus grave dans cette affaire est que le premier ministre, M. Begin, comme M. Sharon, semble douter de la fidélité du chef d'état-major de l'armée, le général Rappaport Eytan. En effet, le premier ministre avait reproché au général Eytan de s'être montré complaisant à l'égard des manifestants du Sinaï. Le 2 mars, le chef d'état-major a annoncé qu'il était prêt à donner sa démission, mais M. Begin lui en a refusé la possibilité, tout en le rappelant à l'ordre. Le chef d'état-major, qui avait les sympathies de M. Begin depuis longtemps, semble n'avoir pas suivi et compris l'évolution de la politique, assez surprenante, il est vrai, menée par M. Sharon, convaincu qu'il n'y a pas à transiger à l'égard de ceux qui contestent le processus de paix avec l'Egypte.

En fin de compte, M. Sharon semble n'être pas en désaccord avec le chef d'état-major, quand il s'agit de maintenir de la présence israélienne dans les territoires occupés, et, laissant entendre qu'il ne verrait pas d'un mauvais œil leur annexion, le ministre de la Défense va seulement jusqu'à bout du raisonnement, qu'il s'agit toujours, sous M. Begin, de la poursuite d'un projet El Sadat à Jérusalem en 1977 : la possibilité de conserver la Cisjordanie et le territoire de Gaza, sous contrôle israélien vaut bien de faire des « concessions douloureuses » à propos du Sinaï.

ERRATUM. — Le prénom de M. Delamar, ambassadeur de France à Beyrouth, assassiné le 4 septembre dernier, à Beyrouth, était Louis et non Paul, comme nous l'avons écrit par erreur dans le *Monde* du 2 mars.

EUROPE

Pologne

Le général Jaruzelski a obtenu l'appui total de M. Brejnev dans la phase actuelle

De notre correspondant

Moscou. — La visite du général Wojciech Jaruzelski à Moscou s'est achevée, mardi 3 mars, par deux entretiens en tête à tête du chef du gouvernement polonais, d'abord avec M. Leonid Brejnev, puis avec M. Nicolas Ribikov, chef du gouvernement soviétique. Ces entretiens ont porté l'un et l'autre sur le développement de la coopération entre les deux pays dans tous les domaines. Cependant, aucune précision n'a été donnée sur les mesures adoptées. Un communiqué commun a été publié à l'issue de la visite. Il réaffirme les assurances mutuelles que se sont données les deux parties. Du côté polonais, on rappelle que l'instauration de la loi martiale a « entraîné un coup d'état antisocialiste, sans l'Etat polonais d'un conflit fratricide » et rendu possible la réhabilitation prochaine du rôle dirigeant du parti, on indique que « la Pologne est et restera un Etat socialiste », qu'elle demeurera un « maillon solide » de la communauté socialiste et que l'amitié et l'alliance avec l'Union soviétique sont « la pierre angulaire » de sa politique étrangère. On se dit également résolu à mettre fin à toutes les actions qui visent à « ruiner l'économie », à « faire remonter l'anarchie et le désordre », à « modifier le régime politique et social ».

Du côté soviétique, on souligne que l'U.R.S.S. continuera d'apporter à la Pologne aide et soutien et qu'elle témoignera comme l'aurait fait, lui-même, M. Brejnev, sa « totale compréhension » à l'égard

des efforts entrepris par Varsovie. Les deux pays ont condamné « les tentatives de déstabilisation de la situation en Pologne » et les « méthodes de pression et de dictat » dont usent les Etats-Unis.

Au terme de ces deux journées de conversations destinées à dresser le bilan de deux mois et demi d'état de guerre en Pologne, les deux parties ont donc obtenu ce qu'elles souhaitaient. Le général Jaruzelski était venu chercher l'appui politique et économique de Moscou : il repart avec la certitude que le Kremlin continue pour le moment à miser sur lui. M. Brejnev, pour sa part, voulait que soit dissipée toute équivoque sur la ligne du gouvernement militaire polonais : il a reçu de son chef l'acte d'allégeance qu'il attendait.

Certes des réserves subsistent. M. Brejnev n'a pas caché que, pour lui, le redressement de la Pologne n'est en fait qu'un moyen et que beaucoup reste à faire, ce qui revient à dire que sa confiance reste très conditionnelle. Quant au général Jaruzelski, il a rappelé son détachement d'une partie plus que son pays, au cours de l'histoire, ne s'était jamais soumis à une pression étrangère, ce qui visait évidemment les Etats-Unis implicitement sans doute l'Union soviétique. Mais, en l'état actuel des choses, M. Brejnev et Jaruzelski demeurent l'un pour l'autre d'indispensables partenaires.

THOMAS FERNICZ.

Entre deux feux

Pour un temps du moins, le général Jaruzelski a assuré ses arrières : le Kremlin vient de lui apporter avec éclat le soutien qui lui permet de garder les rênes. L'attention peut-être des communistes polonais intranquilles, qui estiment que la normalisation n'est pas assez rapidement menée, M. Brejnev a montré que, pour lui, le général était présentement l'homme de la situation. Jamais M. Kania n'aurait été traité avec autant de considération.

Pendant son séjour à Moscou, le chef de la junte s'est efforcé de tenir une ligne médiane. Il a presque trouvé des accents nationalistes pour affirmer que la Pologne ne tolérerait pas les ingérences étrangères. Mais, en même temps, il a promis à ses interlocuteurs de préserver dans son pays un système copié sur le modèle soviétique. Il a obtenu de M. Brejnev quelques propos encourageants pour une politique de réforme, voire pour la reconstitution d'un syndicat indépendant. Mais il n'est toujours pas question d'en finir avec les rigueurs de la loi martiale, et le syndicat indépendant, si jamais il ressuscite, ne pourra pas, contrairement à Solidarnosc, exercer la moindre influence politique.

Le général a fait approuver les mesures prises depuis décembre par la junte. Faut-il s'en étonner ? Les Soviétiques, voulaient d'abord que l'on ramène de l'ordre dans un pays qu'ils jugeaient en proie à l'anarchie. Comment ne seraient-ils pas reconnaissants aux dirigeants po-

lonais qui se sont chargés de la besogne ? Mais ils ont aussi rappelé que dans un régime communiste un pouvoir militaire ne peut indéfiniment se maintenir. La normalisation des choses, faite lorsque le parti pourra reprendre son rôle dirigeant. Encore faudrait-il reconnaître ce parti dont le général est devenu le chef l'automne dernier, mais qui, depuis de longs mois, est en pleine débâcle.

Dans l'immédiat, l'Union soviétique a promis d'accroître, en valeur et en qualité l'aide économique qu'elle apporte à la Pologne. Aucune précision n'a toutefois été donnée. A très court terme, il faut faire face à la disette. Mais il faudrait aussi fournir à Varsovie les moyens de rembourser les dettes à l'égard de l'Ouest, faute de quoi une partie importante de l'économie nationale serait paralysée.

Le général Jaruzelski a donc obtenu de son voisin qu'il l'aide à remettre le pays d'aplomb. Il lui reste, ce qui est un peu plus difficile, à mettre de son côté une opinion polonaise qui n'a pas oublié le coup de force du 13 décembre. Le général a peut-être obtenu à Moscou quelques ressources qui lui permettront de nourrir un peu mieux ou un peu moins mal ses concitoyens. Il est douteux toutefois que les Polonais hostiles à la « normalisation » trouvent dans ce voyage des raisons de se remettre véritablement au travail.

BERNARD PERON.

Bulgarie

Remaniement des organismes dirigeants du parti

Un plénum du comité central du parti communiste bulgare s'est tenu le mardi 2 mars à Sofia pour procéder à certains remaniements des organismes dirigeants. Ainsi, le comité central, M. Popov, nommé ambassadeur à Prague en octobre 1979, a été rappelé soudainement à Sofia. Il y a deux mois. On apprend de source diplomatique, que M. Popov serait impliqué dans une affaire de malversations financières en liaison avec l'acquisition d'œuvres d'art à l'étranger, dont il était responsable de par ses fonctions de vice-ministre des Affaires étrangères chargé de la culture, en 1978.

De même, source, on indique que la démission de M. Takov du Bureau politique serait dûe non pas à des raisons de santé, mais plutôt à l'implication d'un de ses proches dans une affaire de trafic de devises. — (A.F.P.-Reuter).

En revanche, l'agence a fait état de l'annonce du parti pour un « défilé de nature criminelle », de M. Jivko Popov, jusqu'à présent membre suppléant du comité central. M. Popov, nommé ambassadeur à Prague en octobre 1979, a été rappelé soudainement à Sofia. Il y a deux mois. On apprend de source diplomatique, que M. Popov serait impliqué dans une affaire de malversations financières en liaison avec l'acquisition d'œuvres d'art à l'étranger, dont il était responsable de par ses fonctions de vice-ministre des Affaires étrangères chargé de la culture, en 1978.

De même, source, on indique que la démission de M. Takov du Bureau politique serait dûe non pas à des raisons de santé, mais plutôt à l'implication d'un de ses proches dans une affaire de trafic de devises. — (A.F.P.-Reuter).

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

THE FINANCIAL TIMES : le lien avec les pays arabes a survécu aux soupçons.

« Le plus remarquable est la force avec laquelle les liens arabes de la France ont survécu aux soupçons sur le changement présumé de sa politique. (...) La France reste le second fournisseur de l'Egypte en armements après les Etats-Unis et le second fournisseur de gaz aux Arabes. (...) Le contrat de gaz avec l'Algérie entraine probablement d'importantes contrats pour les compagnies françaises. (...) La République des Arabes à rompre leurs bonnes relations avec la France rejette l'importance qu'ils attachent à conserver des liens chaleureux avec un Etat européen, comme une manière de remédier à leur dépendance vis-à-vis des Etats-Unis ».

Une manifestation devant le Quai d'Orsay. — Une cinquantaine de militants du « collectif d'agitateurs Israéliens » ont arrêté la circulation mardi 3 mars, de 19 heures à 19 h 15, sur le quai d'Orsay, face au ministère des Relations extérieures, pour protester « contre les déclarations de M. Chirac qu'ils jugent favorables à l'O.L.P. ». D'autre part, les locaux de plusieurs compagnies aériennes arabes et israéliennes ont été harcelés de peinture mardi, en début d'après-midi, par des jeunes gens se réclamant d'un « front juif antiterroriste ». — (A.F.P.)

« Mitterrand ou home ». — Sur un mur du consulat de France à Jérusalem, des inconnus ont peint, dans la nuit de mardi 3 à mercredi 4 mars, l'inscription « Mitterrand ou home » sur un mur situé dans l'enceinte du consulat français. A Jérusalem, où le ministre français des Relations extérieures, M. Chevesson, doit rencontrer, jeudi, une délégation d'élus palestiniens de Cisjordanie et de Gaza.

« L'HUMANITE » : trente-quatre ans de guerre et d'annexions.

L'Humanité accorde une place réduite, en première page, mercredi 3 mars, au voyage du président de la République en Israël. Le quotidien du P.C.F. souligne que cette visite suscite « réserves ou critiques dans les pays arabes ».

En page intérieure, sous le titre : « Israël : trente-quatre ans de guerres et d'annexions », Dominique Badi écrit : « Le chef de l'Etat français arrive aujourd'hui dans une région où, depuis trente-quatre ans, soufflé le vent de la guerre. Parce qu'un peuple — le peuple palestinien — depuis plus d'un tiers de siècle vit exilé, sans patrie, spolié de ses droits nationaux, que lui dénie les dirigeants ultras de Tel-Aviv et leurs alliés américains ».

Le journaliste rappelle que, lors de la proclamation de l'Etat d'Israël, le 14 mai 1948, « sa création est généralement approuvée par les forces de progrès du monde entier ». Il ajoute : « Dès 1948, par la force et la terreur, les Palestiniens ont été chassés de leurs villes, de leurs villages. Un million ont fui dans la seule année 1948 pour échapper aux massacres, tel celui de Deir-Yassin, dont la population a été assassinée le 4 avril, par des hommes de l'Irgoun, groupe terroriste dirigé par M. Menahem Begin ».

La répression fait toujours la loi dans les territoires occupés par Israël : aux arrestations arbitraires, aux expulsions s'ajoutent le dynamitage de maisons de patriotes, les tortures dans les prisons. (...) Agresseurs, rumeurs, la police israélienne n'est possible qu'avec le soutien total des Etats-Unis, dont Tel-Aviv, allié stratégique et privilégié dans la région, sert fidèlement les intérêts ».

François Maspero
1, place Paul Painlevé 75005 Paris



Gdansk, la mémoire ouvrière 1970-1980
Récits recueillis par Jean-Yves Potel
Actes et mémoires du peuple 56 F

(Publié par)
A l'occasion du 15^e anniversaire du décès de
Docteur MOSSADEGH
L'O.I.E. (Organisation de la jeunesse et des étudiants du mouvement de la Résistance nationale iranienne) invite tous les compatriotes à la réunion qui se tiendra le 5 mars 1982 à 17 heures, à la Salle de la République, 84, rue de Grenelle, 75009 PARIS. R.P. 75234 Paris Cedex 05

« Un remarquable instrument de travail » LE MONDE

Revue d'études Palestiniennes

ouverte à tous ceux que ces questions concernent, d'où qu'ils viennent, au moment que le souci de la vérité guide leurs travaux.

AU SOMMAIRE DU N° 2

ENTRETIEN AVEC YASSER ARAFAT
EDMOND EL MALEH,
Au seuil de l'inertie : interrogations
ANDRE MIQUEL,
L'organisation de l'espace dans la présentation de la Palestine par le géographe al-Muqaddassi
BOAZ EVRON,
Les interprétations de P "Holocauste" :
Un danger pour le peuple juif
ISRAEL SHAIK,
L'ombre de l'Holocauste
ANTOINETTE MANOUE,
Effets économiques de l'emploi de la main-d'œuvre palestinienne dans les territoires occupés
Dossier
Les élections législatives à la 10^e Knesset

RAPPEL AU SOMMAIRE DU N° 1

Editorial :
Un peuple comme les autres
MAXIME RODINSON :
Quelques idées simples sur l'antisémitisme
ABDELKEBIR KHATIB :
Au-delà de l'antisémitisme et du sionisme
ILAN HALEVI :
Echange : les Juifs arabes
ELIAS SANBAR :
Le vécu et l'écrit : Historiens-réfugiés de Palestine
SORAYA ANTONIUS :
Femmes prisonnières pour la Palestine

Le n° 40 F - Abonnements 1 an (quatre numéros), 120 F
Etudiants (sur justificatif), 90 F
Revenus au nom des Editions de Minuit (CCP Paris 180.43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Etudes palestiniennes
Diffusion : les Editions de Minuit - 7 rue Bernard Palissy - 75006 Paris

EUROPE

Espagne

LE PROCÈS DES PUTSCHISTES

La défense exige des états de service du général Milans del Bosch contre les « rouges » pendant la guerre civile

De notre correspondant

Madrid. — Après huit longues séances, le procès des auteurs du putsch manqué du 23 février 1981 n'en est toujours qu'à sa première phase : la lecture, à la demande du procureur et des trente avocats de la défense, de larges extraits du dossier d'instruction. Ce dossier comporte près de trois mille pages au total, et on prévoit que le procès pourrait durer près de deux mois.

Le procureur a d'abord requis la communication intégrale des déclarations des accusés pendant l'instruction afin de montrer qu'ils se contredisaient de façon flagrante. Quand est venu le tour de la défense, le colonel Escanell, avocat du lieutenant-général Milans del Bosch (ancien capitaine général de la région militaire de Valence), a fait lire les déclarations de plusieurs témoins, parmi lesquels les officiers qui accompagnaient son client durant la nuit du putsch. Tous affirment que leur chef semblait persuadé d'agir en conformité avec les désirs du roi, dont le général Armada était censé être l'interprète. Ils affirment également que le lieutenant-général Milans del Bosch était convaincu que l'occupation du Congrès des députés se déroulerait pacifiquement et qu'il a été surpris à l'annonce que des coups de feu avaient été tirés. Enfin, ils soulignent que l'état d'urgence a été déclaré cette nuit-là à Valence dans le seul but de maintenir l'ordre : le colonel Escanell a fait lire un rapport des services secrets militaires de Valence soutenant que des militants de commissions ouvrières, la centrale communiste, étaient prêts à attaquer les casernes en cas de tentative de coup d'Etat (1).

L'avocat du lieutenant-général Milans del Bosch est apparemment décidé à jouer la carte du prestige militaire de son client, qui est reconnu par tous. Il a fait lire de larges extraits de ses états de service. Pendant près d'une heure, le public a appris dans le détail les actions militaires du lieutenant-général Milans del Bosch contre les « rouges » (sui-

vant la terminologie de l'époque) pendant la guerre civile, puis lors de la campagne de Russie, incluant le traditionnel serment de fidélité à Hitler. Ce rappel insistant d'une époque particulièrement douloureuse pour l'Espagne a été accueilli avec un certain malaise par les observateurs civils présents au procès. En revanche, le journal d'extrême droite *El Alcázar*, proche des putschistes, affirmait le lendemain, dans un titre de première page, que la carrière du lieutenant-général Milans del Bosch caractérisait « l'armée de la victoire ».

L'avocat du général Armada, M^{re} Hermosillo, se trouve dans une situation difficile, puisque tous les accusés font de son client le véritable responsable de la tentative de putsch. Pendant près de deux heures, il a fait lire de multiples déclarations, allant des capitaines-généraux de plusieurs régions militaires à la femme de ménage de son client, qui ont conduit à jeter le doute sur la culpabilité de ce dernier. Ainsi, le général Armada semble en mesure de justifier son emploi du temps, en invoquant divers témoignages concernant toute la journée du 20 février, ce qui démentirait sa participation supposée à une rencontre capitale entre les conjurés qui a eu lieu ce jour-là. D'autre part, les capitaines-généraux des Canaries et de la région militaire de Saragosse, ainsi que plusieurs officiers de l'état-major de l'armée, ont laissé entendre que la proposition de former un gouvernement de coalition présidé par le général Armada, tant reprochée à ce dernier, émanait en fait du lieutenant-général Milans del Bosch.

THÉRIY MALINIAK

Turquie

Un hebdomadaire est suspendu pour avoir condamné le « capitalisme primitif » des généraux

De notre correspondant

Ankara. — Le pouvoir militaire durcit le ton : moins d'une semaine après l'arrestation du groupe d'intellectuels de gauche appartenant au bureau de l'Association pour la paix, ordonnée par le tribunal militaire d'Istanbul (le Monde du 27 février et des 28 février-1^{er} mars), le commandant militaire d'Ankara, en vertu des pouvoirs qu'il détient de la loi sur l'état de siège, a suspendu « jusqu'à nouvel ordre » la publication de l'hebdomadaire *Arayis* (la Quête), proche de M. Ecevit, ancien premier ministre et leader du parti républicain du peuple, dissous comme toutes les formations politiques turques, en octobre dernier, par le conseil national de sécurité. Le même hebdomadaire avait déjà fait l'objet d'une pareille mesure de suspension l'an dernier, et son rédacteur en chef venait justement de sortir de la prison civile d'Ankara après avoir purgé une peine de deux mois prononcée à la suite d'un article ayant déplu aux autorités.

On ignore pour l'instant les raisons officielles de la présente suspension. Elle serait fondée sur un éditorial du 1^{er} mars intitulé « Le fonctionnaire de l'Etat et l'Etat du fonctionnaire », qui s'en prend vivement à la politique économique du gouvernement.

Celle-ci, selon l'hebdomadaire, favorisait avant tout le secteur privé au détriment du secteur public, et répercutait « sur les épaules des employés de l'Etat, à côté des ouvriers, le fardeau de la crise économique actuelle ». Le même éditorial soulignait « la détresse » des employés de l'Etat, incapables avec leur traitement mensuel, même récemment majoré d'environ 25 %, de se loger convenablement, s'élevait contre l'allégement de 10 % de l'assiette de l'impôt auquel sont assujetties les sociétés, tandis que les dépenses publiques sont démesurément réduites selon la politique économique en vigueur.

L'éditorialiste estime en outre que la politique salariale « sans pitié » condamne « au fait les employés de l'Etat à la famine », à la « pénurie » et stigmatise « la philosophie du 24 janvier » (1980), date de la mise en œuvre de la politique d'assainissement économique, laquelle, selon *Arayis*, constitue un exemple de « capitalisme primitif ».

Par ailleurs, le comité directeur de l'union des barreaux de Turquie, qui s'est réuni le dimanche 28 février à Ankara, a décidé de se pourvoir en appel devant le tribunal militaire

supérieur contre l'arrestation, le 28 février, du bâtonnier Apaydin, du barreau d'Istanbul, membre du bureau de l'Association pour la paix et l'un des défenseurs des cinquante-deux dirigeants de la centrale ouvrière progressiste DISK, actuellement jugé. Des avocats du barreau d'Istanbul représentant les dirigeants détenus de l'Association pour la paix ont déjà adressé au tribunal militaire supérieur d'Istanbul plusieurs requêtes. Faisant valoir que cette association, créée en 1977, n'avait jamais fait l'objet de la moindre enquête judiciaire jusqu'à l'intervention militaire du 12 septembre 1980, les avocats indiquent que le tribunal militaire d'Istanbul a repoussé à deux reprises respectivement il y a dix-sept mois et treize mois, comme non fondée, la demande d'arrestation des membres du bureau de l'Association pour la paix formulée par le procureur. Ils estiment donc que le revirement du tribunal cette fois-ci, alors qu'aucun élément nouveau n'a été ajouté au dossier, montre que l'incarcération de leurs clients « n'est fondée sur aucune raison juridique justifiée ni conséquente ».

Parallèlement à ces récents développements, alors que tout laissait

croire à une certaine libération du régime en vue de faciliter les débats sur le projet de nouvelle constitution, le malaise grandit chez les intellectuels turcs. En effet, les généraux du 12 septembre s'étaient jusqu'à présent gardés, contrairement à leurs prédécesseurs de l'intervention militaire de 1971, de les inquiéter, s'en prenant uniquement aux amateurs de menées terroristes qui avaient conduit le pays au bord de l'abîme ces dernières années. Déjà, dans la presse, on lit des éditoriaux invitant, évidemment sous des formules feutrées, le pouvoir à la modération, évoquant « la vertu d'oublier le passé », alors qu'assez de problèmes demeurent.

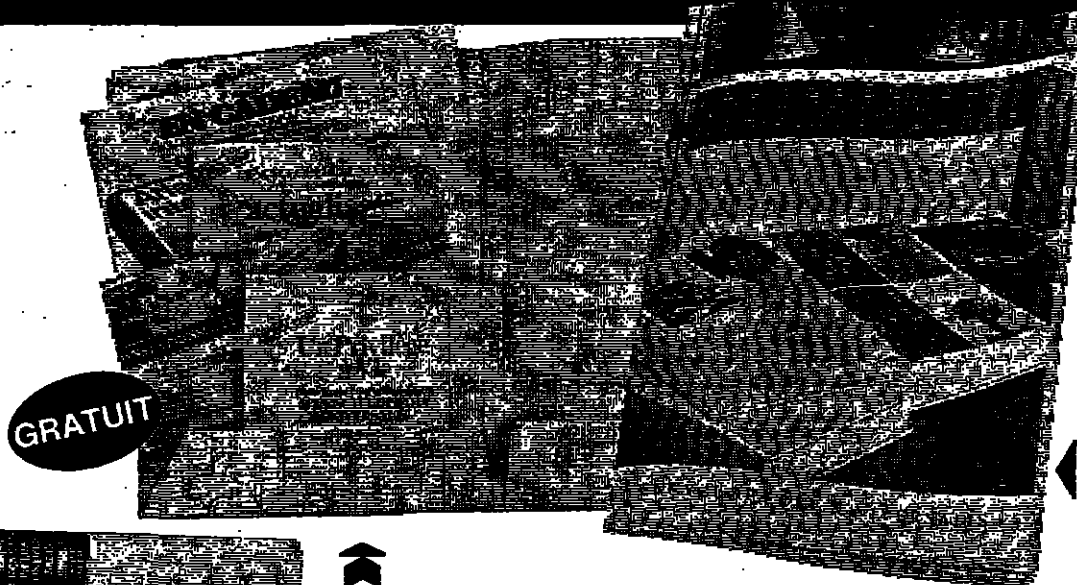
ARTUN UNSAL

Irlande du Nord

● LE PLUS HAUT MAGISTRAT D'ULSTER (lord chief justice), Sir Robert Lowry, a échappé mardi 3 mars, à Belfast, à un attentat. Les tireurs embusqués qui ont tenté de le tuer en ouvrant le feu sur sa voiture blindée ont atteint un professeur de l'université de la ville, dont l'état n'inspire pas d'inquiétude. — (A.F.P.)

L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

Pour la découvrir, demandez ce dossier **Gratuit** illustré en couleurs.



GRATUIT

Tout sur l'Encyclopædia Universalis dans cette brochure de 32 pages.

Il vous sera envoyé par la poste sans engagement de votre part.

Pour vous présenter la plus grande et la plus complète des encyclopédies françaises, il fallait un dossier aussi important. Il contient notamment, sous forme d'une brochure, toute la documentation que vous devez avoir sur l'Encyclopædia Universalis pour la connaître et la juger par vous-même.

Une magnifique brochure de 32 pages uniquement disponible par cette offre.

Richement illustrée en couleurs, claire et passionnante, elle vous décrit d'une façon extrêmement approfondie l'Encyclopædia Universalis.

- Vous découvrirez que c'est une œuvre monumentale qui met tout le savoir humain à votre portée. Qui s'adresse à l'intelligence. Qui montre, détaille, explique à l'aide de textes concis, de dessins, de schémas, de photos.
- Vous apprendrez que sa valeur scientifique est sans aucun équivalent puisque tous ses articles sont rédigés par d'éminents savants du monde entier — 4.000 au total !
- Vous constaterez que sa structure, unique en France, en 5 tomes de volumes, vous permet de la consulter facilement et efficacement.

Vous comprendrez enfin quel enrichissement perpétuel elle peut être pour vous et pour votre famille.

Les témoignages de personnalités célèbres.

A cette brochure sont joints de nombreux commentaires sur l'Encyclopædia Universalis. Signés par Pierre Desgranges, Claude Roy... et par de grands journalistes, ils vous permettent de vous faire une idée encore plus précise de l'intérêt de cette prestigieuse encyclopédie en 20 volumes.

Des avantages précieux.

Votre dossier vous fournit également des renseignements sur les facilités et les avantages spéciaux que vous attendez si vous souscrivez à l'Encyclopædia Universalis : — des possibilités de crédit intéressantes pouvant aller jusqu'à 3 ans ; — un privilège à vie exclusif ; — un système exceptionnel faisant que l'Encyclopædia Universalis ne vieillit jamais ; — et, en plus, un cadeau de très grande valeur : l'Atlas International géant. Cet atlas, le plus complet jamais réalisé, est un chef-d'œuvre de la cartographie qui a nécessité 10 ans de recherches et 12 millions de francs d'investissements !

Découvrez vite l'Encyclopædia Universalis sans aucun engagement de votre part. Renvoyez donc ce bon dès aujourd'hui ou appelez le 723.89.80 (répondeur automatique 24h/24).

Bon pour une documentation Gratuite

Merci de renvoyer ce bon dès aujourd'hui au Club Français du Livre, 6, rue Galilée, 75782 PARIS CEDEX 16.

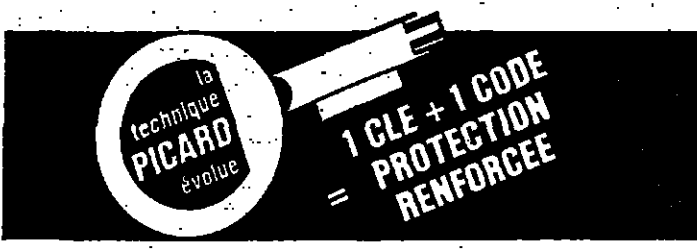
OUI, je désire faire plus ample connaissance avec l'Encyclopædia Universalis et connaître tous les avantages que vous réservez aux souscripteurs. Envoyez-moi par la poste, gratuitement et sans engagement, le passionnant dossier ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS.

Nom _____ Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Localité _____

Offre valable uniquement pour la France métropolitaine et la Suisse. 044 3501 050



Derrière un bonheur en trompe-l'œil, c'est tout le problème de la paternité vraie et fausse (mais où est la vraie ?) que ce roman évoque jusqu'à ses conséquences les plus démentielles. 240 pages, 58 F.

Flammarion

Listes de Mariage & CARTIERS

DIPLOMATIE

La Croix-Rouge internationale s'inquiète des prises de position d'un de ses dirigeants favorables à la junte salvadorienne

De notre correspondant

Genève. — Une vive indignation règne à Genève depuis que le nouveau président des sociétés de la Croix-Rouge, M. Enrique de la Mata (Espagne), a porté un coup sévère à la réputation de neutralité indispensable à l'activité de la Croix-Rouge internationale ainsi qu'à la sécurité de tous ceux qu'elle a pour mandat de protéger.

La Croix-Rouge internationale, rappelons-le, est composée de deux organismes internationaux : le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.), dont tous les membres et délégués sont de nationalité suisse et la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, fédération de cent vingt-huit sociétés nationales. L'activité du C.I.C.R. s'exerce dans les conflits internationaux, les guerres civiles et les troubles intérieurs. Quant à la Ligue, elle agit principalement dans les situations de catastrophes naturelles.

Or, M. de la Mata a déclaré, au Salvador, au cours d'une conférence de presse le 2 février : « J'ai trouvé en M. Duarte (1), un authentique démocrate, un démocrate de la tête aux pieds, aux intentions nobles et prenant des risques physiques et politiques afin de trouver une solution pacifique aux problèmes du Salvador. » Il a déploré l'image négative donnée de ce pays, « image injustement dramatique ». Ces propos, qui ont été enregistrés, ont été naturellement reproduits dans toute la presse salvadorienne. Dès le lendemain, le C.I.C.R. a adressé un communiqué aux délégués se trouvant dans la région pour se désolidariser de cette prise de position contraire à l'esprit de la Croix-Rouge. Coïncidence ou avertissement ? Toujours est-il que, pour la première fois depuis dix-huit mois, une ambulance de la Croix-Rouge

a été attaquée, et un de ses occupants blessé.

M. Olof Stroh (Suisse), chef des opérations de la Ligue, répète pour son courage et son efficacité, a donné sa démission le 16 février, estimant que M. de la Mata a compromis l'organisation. Il a adressé aux cent vingt-huit sociétés nationales une lettre, avec coupures de journaux salvadoriens à l'appui, pour expliquer sa décision. M. Alexandre Hay, président du C.I.C.R., avait demandé à M. de la Mata de faire amende honorable, ne serait-ce que pour rassurer tous ceux qui ne se sentiraient plus en sécurité depuis que la Ligue a été placée, par la voix de son président, aux côtés du pouvoir salvadorien. Or, quelques jours plus tard, M. de la Mata s'est exprimé dans le même sens au Panama, déclarant que, pour lui, M. Duarte était un « modèle de démocratie ».

N'ayant pas obtenu satisfaction, le C.I.C.R. contrairement à sa tradition de prudence, a publié un communiqué sévère précisant qu'il aurait préféré ne pas se prononcer à ce sujet. Le communiqué dit cependant : « Des déclarations telles que celles faites par M. de la Mata sont susceptibles de compromettre l'action du C.I.C.R. et sa crédibilité (...) et, dans le cas du Nicaragua et du Salvador, risquent de compromettre la sécurité de nos délégués. Nous regrettons cet incident de parsons et souhaitons que rien de semblable ne se reproduise. » En outre, le président Hay a, contrairement à ce qu'avait annoncé M. de la Mata, affirmé qu'en aucun cas la Croix-Rouge internationale n'assumerait le contrôle des élections au Salvador.

ISABELLE VICIARIAC.

(1) Président de la junte de gouvernement militaire et civil de San-Salvador.

Au conseil des ministres

M. BÉREGOVY : la France entend faire un effort pour que l'Europe parle d'une seule voix.

Le conseil des ministres, réuni mardi 2 mars au palais de l'Élysée, a entendu une communication de M. Claude Cheysson, le ministre des relations extérieures, évoquant les récents sommets franco-italien et franco-allemand qui ont permis de faire la tour des grands problèmes internationaux liés à la crise économique mondiale et au regain de tension entre l'Est et l'Ouest.

A ce sujet, M. Pierre Bérégovoy, secrétaire général de l'Élysée, a indiqué qu'il a été reconnu, face à la crise et face à ce regain de tension, la nécessité pour les pays d'Europe d'exprimer en commun leur position dans tous les domaines où leur avenir est engagé.

Il s'agit, a indiqué M. Bérégovoy, de faire un effort pour que l'Europe parle d'une seule voix sur ces questions. Pour cela, il faut importer dans un premier temps d'utiliser la dimension européenne et les institutions qui existent et d'éclaircir les difficultés qui entravent le développement de la Communauté elle-même. Dans un deuxième temps, il convient d'établir un dialogue « franc et direct » avec les États-Unis. Il convient enfin d'identifier les divergences existant avec l'U.R.S.S. et ses alliés de manière à pouvoir les traiter utilement. A l'occasion de ces sommets, le gouvernement a noté avec satisfaction que la solidarité et la volonté de coopération se sont manifestées.

Selon le porte-parole de M. Brejnev

LE DÉPLOIEMENT DES SS-20 EN EUROPE SERAIT SUSPENDU DEPUIS TROIS MOIS

Munich (A.F.P.). — L'Union soviétique n'a déployé aucune nouvelle fusée SS-20 dans la partie occidentale de son territoire depuis la visite à Bonn, fin novembre, de M. Leonid Brejnev, a affirmé mardi 3 mars, M. Leonid Zamiatine, membre du comité central du parti communiste d'U.R.S.S. et porte-parole habituel du président soviétique. Au cours d'une conférence sur le désarmement organisée par l'Académie protestante de Tutzing, près de Munich, M. Zamiatine a démenti d'autre part les affirmations du secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger.

ger, selon lesquelles l'U.R.S.S. installait tous les cinq jours un nouveau missile SS-20.

[A Washington, un porte-parole du département d'État a déclaré que les États-Unis ne disposent d'aucune confirmation concernant les propos de M. Zamiatine. Une confiance du même genre avait été faite par un autre responsable soviétique à un éditorial social démocrate allemand en visite à Moscou début février (le Monde du 5 février). On note en tous cas que Washington n'a pas modifié le chiffre indiqué au janvier pour le parc total des SS-20 soviétiques : 320 missiles.]

AMÉRIQUES

El Salvador

M. HAIG AFFIRME QUE LA GUÉRILLA EST « COMMANDÉE » DE L'EXTÉRIEUR

De notre correspondant

Le secrétaire d'État américain, M. Alexander Haig, a déclaré le mardi 3 mars que la guérilla de gauche du Salvador « était commandée » et « contrôlée » de l'extérieur, et que les États-Unis en avaient des « preuves surabondantes et irréfutables ».

Il a précisé que ces « preuves » avaient été présentées à la commission des services secrets de la Chambre des représentants et du Sénat.

M. Haig qui parlait devant la commission des affaires étrangères de la Chambre, n'a pas donné plus de précisions, mais c'est la première fois qu'un dirigeant américain va aussi loin dans les accusations sur l'aide étrangère fournie aux guérilleros du Salvador. Le directeur de la C.I.A., M. William Casey, a assuré, pour sa part, dans une interview à l'hebdomadaire U.S. News and World Report, que la guérilla était dirigée depuis le Nicaragua avec l'aide de Cuba, du Vietnam, de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Union soviétique.

M. Haig a également déclaré qu'il « ne rejette ni n'accepte » le plan de paix pour l'Amérique centrale proposé par le président du Mexique, M. Lopez Portillo. « Il manque un élément fondamental », a-t-il ajouté : l'engagement des parties à mettre un terme à leurs activités illégales.

La Chambre des représentants a voté mardi à une écrasante majorité une motion demandant au président Reagan de faire en sorte que des « discussions sans conditions » s'engagent entre les parties salvadoriennes afin de garantir un climat sûr et stable » en vue des élections du 28 mars. (A.F.P. - Reuters)

● Spécial coopération, est le thème du numéro de mars de Croissance des Jeunes Nations (1). Dans un dossier d'une quarantaine de pages, il analyse la politique passée de la France en ce domaine, présente celle du gouvernement socialiste ainsi que des témoignages de coopérateurs et d'animateurs d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux de coopération. Gilbert Blardone, codirecteur de la revue, avec Thérèse Nallet, s'interroge sur le rôle de la coopération dans le développement des pays du tiers-monde. Enfin, dans un sondage, ce numéro comprend, à l'intention des candidats coopérants, une très utile liste des organismes « à qui s'adresser ».

(1) 182, boulevard Malesherbes, 75008 Paris Cedex 17.

● Le Pételin (1) publie dans son numéro daté du 28 février, un dossier sur « le fait » dans le monde et « la coopération ».

(1) 5, rue Bayard 75003 Paris Cedex 04.

VERS L'EXPERTISE COMPTABLE

préparation au D.E.C.S. autres préparations : — Capacité en Droit — Ecoles de Service Social

L'ÉCOLE CHEZ SOI enseignement privé à distance

75240 PARIS CEDEX 05

Tél. 634.21.99

États-Unis

M. Jobert s'est présenté à Washington comme « l'ange de la conciliation »

De notre correspondant

Washington. — Des négociations politiques ? Nullement. « Moi, je suis ris-pas-sel », a affirmé, lundi soir 1er mars, avec un rien d'ironie, M. Michel Jobert, ministre français du Commerce extérieur, en visite à Washington du 28 février au 3 mars. Ce séjour n'avait qu'un seul but : « Prendre des contacts personnels, établir des rapports faciles et réguliers » avec les interlocuteurs américains, sans vague, sans éclat. On n'est plus en 1974, la France ne subit plus les « provocations » des États-Unis, a expliqué l'ancien ministre des affaires étrangères de Georges Pompidou, qualifié de « diplomatique » par M. Kissinger dans ses Mémoires, et de promettre : « C'est l'ange de la conciliation qui a débouqué ».

M. Jobert s'est donc entretenu dans la plus grande sérénité avec les responsables américains du Commerce (M.M. Baldrige et Brock), du Trésor (M. Regan), des transports (M. Lewis) ainsi que plusieurs parlementaires et businessmen. Par la force des choses, ces conversations ont tourné autour des fournitures de gaz soviétique à la France et pris ainsi une tournure politique.

Répondant aux critiques de ses interlocuteurs, M. Jobert a exposé une « logique implacable » en sept points :

- 1) Il n'existe pas d'activité industrielle moderne sans énergie ;
- 2) L'Europe possède très peu d'énergie ;
- 3) Certains pays ont fait beaucoup d'efforts de France avec l'atome pour se libérer de cette tutelle ;
- 4) Paris a acquis la certitude qu'il ne trouverait du gaz qu'en Algérie et qu'en U.R.S.S. ;
- 5) Il n'y a pas de risque d'une dépendance à l'égard de l'U.R.S.S. puisque le gaz est en abondance à partir de 1990-1992 (selon les experts) au même de 1987 (selon les estimations personnelles de M. Jobert) ;
- 6) M. Jobert cherche à payer son énergie en francs ; ce que les Soviétiques lui offrent ;
- 7) Qui propose mieux ?

Gaz et charbon

Cette thèse irréfutable en apparence laisse des portes ouvertes. M. Jobert ne suggère-t-il pas une révision possible de l'accord avec l'U.R.S.S. ou une intervention des pays consommateurs de ce texte ? « Demain, dit-il, il y aura une offre abondante de gaz sur le marché mondial, avec la mer du Nord, le golfe de Guinée,

la Canada... Les négociations seront abordées différemment. »

Le ministre a parlé avec ses interlocuteurs du charbon américain. La France, qui en consomme dix millions de tonnes par an, serait prête à augmenter ses achats « à condition qu'il y ait un retour pour notre industrie » que le vendeur fasse « des efforts ». Pour baisser le prix de ce charbon (payable malheureusement en dollars), il faut de gros navires, donc des installations particulières pour charger et décharger. Aucun problème de déchargement ne se pose en France. Reste à équiper en conséquence certains ports américains de la côte est. « Nous demandons aux Américains de participer à cet investissement », a dit M. Jobert.

Le ministre du Commerce extérieur ne semble pas croire à une initiative des États-Unis pour empêcher la construction du gazoduc sibérien. D'abord parce que ce serait techniquement impossible : « Les Soviétiques maîtrisent plus de temps à la construire mais, s'ils le voulaient, ils le construiraient quand même » ; puis parce que ce serait « entrer en confrontation avec l'U.R.S.S. ».

Selon M. Jobert, les États-Unis n'ont pas choisi la confrontation. Leur politique est « très ambiguë, très verbale jusqu'ici ». Les Européens ne vont pas arrêter leurs activités industrielles sous prétexte que Washington n'aime pas tel ou tel fournisseur. « Les États-Unis ne cherchent pas la confrontation avec l'U.R.S.S. », a souligné lundi le ministre, mais, alors, pourquoi veulent-ils l'empêcher de vendre du gaz ? De gaz d'origine algérienne, dont on ne parle jamais.

Le ministre n'a pas noté chez ses interlocuteurs d'inquiétude réelle à propos des nationalisations en France. « C'est plus un argument de négociation qu'une véritable préoccupation ».

A Washington, M. Jobert s'est entendu dire, avec la plus grande certitude, que les taux d'intérêt américains diminueraient « dans le courant du printemps » de façon à peser sur le dollar. On lui a même cité un chiffre qu'il refuse de dévoiler, quelque chose comme 10 %, croit-on savoir. Trop beau pour être vrai ? « Le printemps comme ça le 21 mars », a fait remarquer M. Jobert. « Il se termine le 21 juin », lui a-t-on répondu. Mais tous les interlocuteurs du ministre ont pas manifesté le même optimisme.

ROBERT SOLÉ.

ASIE

Corée du Sud

M. KIM DAE-JUNG ET D'AUTRES OPPOSANTS INCARCÉRÉS BÉNÉFICIENT D'UNE RÉDUCTION DE PEINE.

Séoul (A.F.P. - Reuters, U.P.I.). — Le président Chun a décrété mardi 2 mars une amnistie concernant au total deux mille huit cent soixante-trois condamnés et dont profitent plus de deux cents détenus politiques. Certains sont libérés, d'autres bénéficient seulement d'une réduction de peine. Parmi ceux qui concernent cette dernière mesure, il y a M. Kim Dae-jung, ancien leader de l'opposition.

L'autre part, le général Kim Kye-won, impliqué dans l'assassinat de Park Chung-hee, en octobre 1979, voit sa peine réduite à dix ans d'internement.

Le président Chun a déclaré que cette amnistie, la plus importante depuis qu'il est au pouvoir, visait à restaurer l'unité nationale.

[M. Kim Dae-jung, un catholique bien connu à l'étranger, avait été condamné à mort en septembre 1980 par une cour martiale. Il était accusé d'avoir tenté de renverser le gouvernement en suscitant des troubles à Kwangju. A l'époque, cette condamnation avait suscité de vives campagnes de protestation aux États-Unis et au Japon. Le général Chun avait promis M. Kim en janvier 1981, avant son voyage officiel à Washington, purgant une peine de prison à vie, l'indemnité de l'opposition d'annuler un grève. En principe, depuis la réduction de peine décidée mardi, il lui reste dix-huit ans à purger en prison, mais on laisse entendre à Séoul qu'une libération sous condition pourrait intervenir un jour.]

Afghanistan

LA PRÉSENCE MILITAIRE SOVIÉTIQUE AURAIT ÉTÉ RENFORCÉE DANS LE NORD DU PAYS.

Selon les milieux diplomatiques occidentaux à New-Delhi et Islamabad, les troupes soviétiques se sont renforcées ces dernières semaines dans le nord de l'Afghanistan et notamment le long de la route reliant l'U.R.S.S. à Kaboul. Les mêmes sources font état de l'arrivée de deux régiments (environ mille deux cents hommes chacun) à Sher-Khan-Bandari, non loin de la frontière, au nord de Kandahar, pour remplacer des unités déjà dans le pays. La présence militaire soviétique était d'autre part devenue « très apparente » en février, dans la province de Badkhis, que traverse l'axe routier nord-sud et près de la capitale Mazari-Sharif, ainsi qu'à proximité de la ville d'Alcha, dans la province voisine du Jawajan. (A.F.P. - U.P.I. - A.F.P.)

DEUX SÉNATEURS ESTIMENT QU'IL FAUDRAIT RÉDUIRE LES TROUPES AMÉRICAINES EN EUROPE.

Washington (A.F.P. - U.P.I.). — Les États-Unis devraient réduire les effectifs de leurs troupes stationnées en Europe pour protester contre la décision de certains de leurs alliés de s'approprier en gaz soviétique, a déclaré mardi 2 mars le sénateur républicain de l'Alaska, M. Ted Stevens. « Ce sont les contribuables américains qui paient pour la défense de l'Europe occidentale pendant que celle-ci trouve normal de dépendre des Soviétiques pour 20 % de leurs besoins en énergie », a déclaré M. Stevens devant le sénat à la défense, M. Caspar Weinberger, venu défendre le budget du Pentagone au Congrès.

M. Weinberger, qui a rappelé que le gouvernement américain avait vivement critiqué le projet de gazoduc euro-sibérien, a toutefois mis en garde le Congrès américain contre tout retour à l'isolationnisme. « Il est de notre intérêt, pour ne mentionner que cet aspect du problème, que l'Europe ne soit pas enclavée (par les Soviétiques). Je ne crois pas que nous pourrions exister dans un tel cas », a affirmé M. Weinberger.

Tidie du sénateur Stevens est soutenue par un de ses collègues démocrates, M. John Stennis (Mississippi). Au cours des années 60 et 70, divers tentatives ont eu lieu pour réduire voire retirer les troupes américaines en Europe. Elles n'ont jamais abouti. La plus célèbre a été celle du sénateur Mike Mansfield. A l'époque, M.M. Stevens et Stennis s'étaient opposés à cette proposition.

ventes dans les 5, 6, 7, 8, 15, 16 arrondissements

Régie Presse le Monde

Tél. 296.15.01

Comment la France a donné la bombe à Israël et à l'Irak

PIERRE PEAN

un livre détonant

Le Canard Enchaîné

Fayard



VIEILLE AFRIQUE JEUNES NATIONS

Par Philippe Decraene

A la lumière de vingt-cinq ans d'expérience, acquise grâce à de nombreuses enquêtes effectuées sur le terrain, l'auteur tente de répondre à cette question. Il traite successivement des changements culturels, sociaux, religieux, économiques et politiques intervenus au sud du Sahara au cours du dernier quart de siècle.

An seuil de la troisième décennie des indépendances, il considère que l'avenir des États africains se présente sous des auspices plus favorables que celui de beaucoup d'autres États du globe.

Collection "Perspectives Internationales" dirigée par Charles Zorobis - 304 pages - 98F.

puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

TAIWAN : les nouveaux défis

III. - Les limites de la démocratisation

par HENRI LEUWEN

Après notre envoyé spécial à Taiwan, R.-P. Parangaux, qui a fait le point sur la situation diplomatique et économique de l'île (le Monde des 2 et 3 mars), Henri Leuwen évoque les problèmes politiques intérieurs de l'île.

Pour l'étranger de passage à Taipei, l'atmosphère est infiniment plus libre, plus détendue qu'il y a quelques années. La présence policière est si discrète qu'on pourrait la croire inexistante. La censure, beaucoup plus souple qu'autrefois, laisse passer plus d'informations sur l'étranger. La liberté de déplacement est totale, les conversations dans les endroits publics sont libres et volontiers irrespectueuses, et l'on ne risque pas, comme à Pékin, de causer de graves ennuis à ses interlocuteurs chinois. L'atmosphère, pour un Européen, n'est pas sans rappeler le franquisme finissant : des slogans dans et derrière des fenêtres d'indifférence générale et de prospérité économique (« Être patriote, c'est être anticomuniste »). N'oublions jamais nos compatriotes en détresse, d'autant plus insolites qu'ils apparaissent, la plupart du temps, coincés entre deux flashs publicitaires.

Un succès pour les « hors-parti »

Parfois, la similitude de ton avec la propagande de Pékin est étonnante. Lors de notre passage à Taipei, on commémorait l'anniversaire de la naissance de Chiang Kai-shek, ou, comme on doit le dire à Taiwan, « Chiang Gong », formule pleine d'affection filiale et de respect que l'on peut traduire approximativement par le « père Chiang ». Étaient interviewés à la télévision pour la circonstance des familles du défunt président et de simples passants. L'un de ces derniers éclata en sanglots tout en continuant d'énoncer les qualités humaines du « père Chiang » : sollicitude envers le petit peuple, simplicité, humanité. Cela faisait irrésistiblement penser au culte analogique dont, en Chine populaire, Zhou Enlai est l'objet. Les mots utilisés pour évoquer les deux défunts étaient quasiment les mêmes, ils faisaient appel au même inconscient collectif, au même mythe du « bon ministre ».

On aurait tendance à l'oublier : en deçà des idéologies antagonistes dont elles se réclament, la République de Chine (Taïpeh) et la République populaire de Chine (Pékin) puisent aux mêmes références culturelles millénaires, et il s'agit bien, de part et d'autre du détroit qui sépare Taiwan du continent, de la même Chine.

Bien que toute opposition organisée soit toujours interdite à Taiwan, en vertu de la loi martiale, que justifie officiellement l'état de guerre avec le continent depuis 1949, le gouvernement taiwanais n'en continue pas moins à encourager une démocratisation limitée de la vie politique. Les élections locales qui se sont déroulées en novembre ont constitué à cet égard un test positif. Certes, il ne s'agit que de l'équivalent de nos élections cantonales et municipales. Mais elles se sont déroulées de façon régulière, et, durement disputées, ont abouti à l'élection de quarante-quatre indépendants (sur cent quatre-vingt-neuf élus). Ces quarante-quatre élus sont ce que l'on appelle à Taiwan les *dangwai*, les « hors-parti ».

Un an après, la plupart de ces publications ont été autorisées à paraître, et le rédacteur en chef de l'une d'entre elles, les *Années 80* (*Bashi Niandai*), peut se déclarer optimiste. Pour M. Sima Wenwu, en dépit du procès de *Formose* et des lourdes condamnations prononcées contre les principaux animateurs de la revue, les *dangwai* jouent un rôle de plus en plus important dans la vie politique. « Ils doivent contribuer à accélérer le processus qui permettra de passer d'une société militariste à une société démocratique ». L'optimisme de M. Sima Wenwu se fonde sur la réalité socio-économique de Taiwan. « Nous ne sommes pas en Corée du Sud. La petite bourgeoisie est ici beaucoup plus importante ; et elle aspire à une démocratisation du régime [...] ». Les *Taiwanais* sont beau-

coup plus ouverts qu'il y a quelques années. Ils osent parler. Par exemple, après la mort, dans des circonstances étranges, du professeur Chen Wencheng (le Monde daté 3-4 janvier 1982), les journaux ont critiqué directement la sécurité militaire, ce qui aurait été impensable naguère. M. Sima Wenwu se définit un « opposant modéré responsable » pouvant s'exprimer librement comme « dans des limites bien définies ». Il lui serait impossible, reconnaît-il, de prendre dans sa revue la défense des anciens rédacteurs de *Formose* emprisonnés.

L'affaire de la revue *Formose*

La revue *Formose* a été interdite, et tous ses collaborateurs emprisonnés, à la suite de l'incident survenu dans la ville méridionale de Gaosiong, le 10 décembre 1979. *Formose* avait organisé une manifestation pour célébrer la Journée internationale des droits de l'homme, qui dégénéra en affrontements avec la police. Huit responsables de la revue furent tout d'abord jugés pour « sédition » par un tribunal militaire, et condamnés à des peines allant de la prison à vie pour son directeur, M. Shi Mingde, et à vingt, douze et huit ans pour les autres collaborateurs. Des tribunaux civils ont, d'autre part, condamné une quarantaine de personnes à des peines allant jusqu'à sept ans de prison pour « complicité d'actions violentes » et « aide à personnes séditeuses ». Parmi elles, on compte trois prêtres de l'église presbytérienne de Taiwan, dont son secrétaire général, le révérend Gao Chumming, et deux écrivains de renom, MM. Wang Tuo et Yang Jingchu (1).

Il est indiscutable que le succès de *Formose* (cent mille exemplaires dès le troisième - et dernier - numéro) en avait fait le signe de ralliement de tous les opposants au Koumintang. De là à en faire des « séditeurs », il y avait un pas que le gouvernement n'a pas hésité à franchir. En privé, certains officiels reconnaissent volontiers que les animateurs de *Formose*, loin d'être de dangereux comploteurs, étaient des « amateurs », débordés par leur propre succès. Mais ils s'empressent d'ajouter qu'il était impossible de tolérer un mouvement qui aurait fini par revendiquer officiellement l'indépendance de Taiwan et constitué ainsi un risque de déstabilisation, sur le plan intérieur et sur le plan international, la Chine communiste pouvant trouver dans d'éventuels troubles taiwanais prétexte à intervention militaire.

Que *Formose* ait compté d'authentiques partisans de l'indépendance de Taiwan, en liaison avec les indépendantistes émigrés aux États-Unis, cela ne fait aucun doute. Mais, dans leur majorité, les membres de la revue étaient composés de démocrates, soucieux d'élargir leur action dans un cadre légal, et l'on chercherait en vain dans les trois numéros parus un quelconque appel à la « sédition ». Le problème, c'est qu'on peut difficilement militer en faveur de la démocratie à Taiwan sans remettre implicitement en cause la loi martiale, et, avec elle, la prétention du Koumintang à la légitimité du pouvoir non seulement à Taiwan mais aussi en Chine continentale. Cette légitimité n'est plus guère crédible : mais le gouvernement n'en tend pas qu'on la remette en question, même indirectement. En arrêtant pratiquement tous les intellectuels liés à *Formose*, il a voulu montrer les limites d'une « libération » jugée pourtant nécessaire. Les *Taiwanais* de souche sont parfaitement conscients d'être les principaux artisans de la prospérité actuelle, et ont tendance à s'estimer frustrés du pouvoir, largement détenu par les « continuateurs » débarqués en 1949 après la débâcle des nationalistes.

Les récentes propositions de Pékin concernant la réunification de la Chine ne suscitent, officiellement, que le mépris. Une caricature publiée par un quotidien local résume bien cette attitude. Un cycliste en haillons croise une luxueuse automobile et lance au chauffeur médusé : « Vous voulez que je vous prête de l'argent ? » - allusion méprisante aux propositions de Pékin d'« aider économiquement Taiwan » et à la différence des niveaux de vie de part et d'autre du détroit (le revenu annuel moyen par habitant est estimé à 2 000 dollars, soit environ dix fois celui de la Chine populaire). Les autres propositions de Pékin, et notamment l'invitation de diverses personnalités taiwanaises à venir sur le continent, sont traitées avec une égale dérision.

Le « bandit Deng »

La plupart des journaux insistent sur le fait qu'il ne saurait être question de négocier quoi que ce soit avec des dirigeants qui, jusqu'à nouvel ordre, sont toujours des « bandits ». Le caractère *fei* (« bandit ») précède toujours invariablement le nom d'un dirigeant de Chine populaire lorsqu'il y est fait référence, et M. Deng Xiaoping, par exemple, n'est pas autrement cité que comme le « bandit Deng ». Mais, en privé, certains *Taiwanais* se montrent relativement inquiets. Pour eux, les propositions de Pékin ne visent pas seulement à dissuader les États-Unis de vendre des armes sophistiquées à Taiwan. Lorsque Pékin propose de rétablir les relations postales avec Taiwan ou de faire transférer les cendres de Chiang Kai-shek sur le continent - être enterré dans la terre de ses ancêtres - pour les Chinois traditionnels une signification quasi religieuse - de telles propositions vont droit au cœur des Chinois de Taiwan, à qui le Koumintang répète depuis plus de trente ans qu'il n'y a qu'une seule Chine. Pékin tenterait ainsi de faire directement pression sur la population taiwanaise, afin d'infléchir l'attitude du Koumintang. Il est symptomatique que la presse de Taiwan ait complètement passé sous silence ces deux dernières propositions, alors qu'elle avait globalement rendu compte des « neuf propositions » du maréchal Ye Jianying en vue de la réunification.

Face à cette « offensive de propagande », le Koumintang devra sans

doute réviser son discours interne. Déjà le douzième congrès du Koumintang, tenu en avril 1981, a marqué une évolution considérable. Certes, les communistes chinois sont toujours qualifiés de « bandits », mais il n'est plus question désormais de « reconquête du continent » ni de « soulèvement armé » en Chine continentale. Le slogan est aujourd'hui : « Unifier la Chine selon les trois principes du peuple ». Ces trois principes : « Démocratie, Nationalisme, Vie du peuple », édictés par Sun Yat-Sen en 1924, ont toujours constitué l'idéologie officielle des nationalistes. Quelle signification accorder à ce nouveau slogan ? Le professeur Wei-Wu, de l'université d'Etat de Taiwan, nous l'explique : « La Chine populaire va devoir faire face à de tels problèmes dans la décennie à venir, la crise de confiance dans le régime est telle que les Chinois du continent vont faire pression sur leurs dirigeants pour qu'ils abandonnent le marxisme ». Les « Trois principes du peuple » constitueraient en quelque sorte l'idéologie de rechange du continent.

Derrière cet optimisme pour le moins surprenant, il faut sans doute voir la volonté de Taiwan de réaffirmer son identité face aux nouvelles ambitions de Pékin. Pour la première fois depuis la prise de pouvoir par Mao en 1949, les dirigeants de la Chine populaire semblent considérer qu'ils peuvent « digérer » Taiwan en en tirant profit, de la même manière qu'ils pensent pouvoir tirer profit des méthodes de gestion capitalistes dans les « zones économiques spéciales » des provinces du Guangdong et du Fujian. Devant la perspective peu réjouissante de devenir un jour une « zone économique spéciale » sous contrôle de Pékin, Taiwan réagit en affirmant que la réunification des deux Chines passe par l'abandon du socialisme. Une façon comme une autre de prolonger indéfiniment un *statu quo* dont Taiwan s'est fort bien accommodé depuis trente-deux ans.

FIN

(1) Sur le déroulement des procès consécutifs à l'incident de Gaosiong, voir Amnesty International, « Rapport de mission en République de Chine », Paris, 1981.

Toutes les bonnes choses ont une fin.



« A l'aéroport, la dame du comptoir m'a laissé monter sur la balance à bagages. Je fais 25 kg. Dans l'avion, le monsieur très gentil avec la veste rouge m'a donné une grande pochette pleine de jeux et d'illustrés. Pour manger, il y avait un repas chaud et l'hôtesse qui a un joli accent m'a même aidée à découper ma viande. Papa a bu tout son vin et un peu de celui de maman. Maman a dit que c'était bête, parce qu'il pouvait demander une autre bouteille à l'hôtesse ».

Le film était très bien. Même mieux qu'au cinéma, parce qu'on avait loué des écouteurs super, comme pour la stéréo de papa. Maman avait peur que je m'ennuie, mais finalement, je voulais plus descendre !

Selon Air Canada, un voyage en avion doit être un plaisir.

Pour le goûter, rien de tel que l'hospitalité canadienne. Elle se manifeste par une profusion de petites attentions qui adoucissent les longs vols : repas chaud, rafraîchissements sans suppléments*, programmes musicaux et film de premier ordre, confiseries, serviettes rafraîchissantes, le tout dispensé par un personnel de bord aussi chaleureux qu'est charmant son français.

Mais l'hospitalité canadienne ne se paie pas forcément au prix fort : les tarifs « Meilleures Aubaines » Air Canada vous offrent des vols réguliers vers Montréal et Toronto à des prix à peine supérieurs à ceux d'un charter. Et si vous voulez visiter l'Ouest Canadien, Air Canada vous réserve aussi d'autres bonnes surprises.

Pour votre prochain vol au Canada, renseignez-vous auprès d'Air Canada ou de votre agent de voyages.

Toutes les bonnes choses ont aussi un commencement.

C'est si bon que vous voudrez rester à bord.

*boissons alcoolisées, vins et liqueurs sont en vente dans l'avion.

Plan : Service Passagers, 24, rue des Capucines 75001, PARIS (1) 1 23 21 14 15. Ligne 355, place de la République 75002, PARIS (1) 1 23 21 42 12.

Air Canada se réserve le droit d'apporter des modifications à ses conditions de transport.

AIR CANADA

AFRIQUE

Algérie

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 MARS

En dépit de la fermeté du parti unique le Parlement a su créer un nouveau pôle de vie politique

De notre correspondant

Alger. — Les Algériens vont aux urnes vendredi 5 mars pour renouveler leur Assemblée nationale. Finit cent quarante-trois candidats briguent les deux cent quatre-vingt-un sièges, vingt de plus que dans le précédent Parlement, qui comptait deux cent soixante et un députés (1). De nouvelles circonscriptions ont été créées pour tenir compte de l'accroissement démographique, particulièrement sensible dans les villes (2). Les candidats, trois pour chaque siège, ont tous été choisis par le parti unique du Front de libération nationale dont ils doivent être obligatoirement membres. Un premier tri a été opéré par les komas, les cellules de base qui ont éliminé les trois quarts des dix-sept mille postulants. La sélection s'est poursuivie au niveau des wilayas (sous-préfectures) puis des wilayas (départements) durant plusieurs semaines, la liste finale étant établie par le bureau politique du parti fin janvier. C'est assez dire que chaque nom a été soigneusement soupesé.

Contrairement à ce qui s'était passé en 1977 lors du précédent scrutin, aucun membre du gouvernement n'est candidat. La moitié des députés sortants environ se représentent, au premier rang desquels M. Rahab Bitat, le président de l'Assemblée, l'un des chefs historiques de la révolution algérienne, qui a fait campagne à Bouira, près d'Alger. Huit autres candidats sont comme lui membres du comité central du F.L.N., parmi lesquels deux anciens vice-présidents de l'Assemblée, MM. Djelloul Malalika qui se présente à Blida et M. Abdelrahmane Bellayal, candidat à Sétif. En revanche, une quarantaine de députés qui voulaient briguer un second mandat ont été écartés.

Le président Chadli Bendjedid est intervenu personnellement pour recommander le choix de candidats répondant aux trois critères fixés par la Charte nationale : « Intégrité, compétence et engagement ». Il a aussi attiré l'attention des militants et des cadres sur la nécessité d'une plus large représentation féminine à l'Assemblée. Neuf femmes seulement siégeaient sur les bancs du précédent Parlement et l'une d'entre elles, Mme Zhor Ounissi, est ancienne responsable de l'Union nationale des femmes (UNFA).

est entrée l'an passé au gouvernement où elle s'est vu confier le secrétariat d'Etat aux affaires sociales. L'appel du président ne semble guère avoir été entendu. Quarante-deux femmes seulement ont été retenues, soit 5 % à peine du nombre total de candidats. Nombre d'entre elles se présentent dans des circonscriptions où elles affrontent un député sortant, ce qui réduit considérablement leurs chances déjà minces d'être élues. L'absence de candidatures féminines est particulièrement nete dans les wilayas agro-pastorales comme celle de Tiziaret sur les Hauts - Plateaux où pourtant l'UNFA revendique quelque vingt mille « militantes ».

Gardiennes des institutions

Dans leur écrasante majorité, les candidats sont des fonctionnaires, des enseignants, des permanents de l'appareil du parti et des cadres des sociétés industrielles nationales. 58 % d'entre eux ont moins de quarante ans et près de la moitié ont fait des études universitaires. Il n'y a rien de surprenant à ce que les élections de députés soient nombreuses parmi les cadres moyens et supérieurs du parti et de l'Etat. C'est en effet l'une des meilleures filières pour accéder aux responsabilités et faire carrière. L'un des membres du bureau politique, M. Boualem Bakli, ministre de la Justice, est un ancien député comme d'ailleurs six de ses collègues du gouvernement, MM. Mohamed Oumessane (travail), Bakhti Nemmiche (affaires étrangères), Mohamed Nabi (formation professionnelle), Ahmed Bentrouba (pêche et transports maritimes), Bachir Rouis (postes et télécommunications) et Mme Zhor Ounissi (affaires sociales), secrétaire générale du gouvernement. M. Mohamed Tahiri, a suivi la même voie. Au cours de la précédente législature, plusieurs parlementaires ont été nommés à de hautes fonctions, qu'il s'agisse de commissaires régionaux du parti ou d'ambassadeurs. Vingt-sept députés enfin sont entrés au comité central du F.L.N. lors de sa création en janvier 1978.

L'Assemblée populaire nationale (A.P.N.) est ainsi un vivier pour

les hautes responsabilités, mais c'est aussi une institution qui a su au fil des cinq années de son premier mandat acquiescer à son rôle spécifique. Les événements, il est vrai, ont joué en sa faveur. Le mois de décembre 1978 de Houari Boumedienne a placé sous les feux de l'actualité le président de l'Assemblée, M. Rahab Bitat. Il lui est revenu, en vertu des dispositions constitutionnelles, d'assurer l'intérim et de veiller durant quarante-cinq jours à la régularité et au bon déroulement du processus de succession qui s'est terminée dans les délais prescrits par l'acception du colonel Chadli Bendjedid à la magistrature suprême. À travers son président, devenu pour quelques semaines le premier personnage de l'Etat, c'est l'Assemblée tout entière qui s'est sentie investie d'une mission de gardienne du bon fonctionnement des institutions.

Mais, au-delà de ces circonstances exceptionnelles, c'est par la qualité et l'ampleur de son travail que l'Assemblée a acquis une légitimité qui, dans un système de parti unique, ne découle pas automatiquement d'un suffrage universel lorsqu'on tout au moins « canalise ». En cinq années, les députés ont examiné soixante-cinq textes législatifs et en ont adopté cinquante-cinq, parmi lesquels le statut général du travailleur, les codes pénal et de procédure pénale, les codes des douanes, des assurances, de l'information, etc. Ils ont débattu chaque année des lois de finances et ont adopté le plan quinquennal 1980-1984. Les textes présentés par le gouvernement sont rarement sortis indemnes de l'hémicycle. L'Assemblée a ainsi voté, par exemple, un code portant statut personnel, plus communément appelé « code de la famille », (dont l'adoption a finalement été renvoyée sine die), ou encore lors des discussions sur la loi concernant la prévention et la régie-

mentation des différends collectifs du travail.

Onze projets de loi ont été déposés par les députés eux-mêmes. Dans certains cas, le gouvernement a repris à son compte ces propositions en les complétant. C'est ce qui s'est passé pour la loi décidant la vente à leurs locataires - qui en feraient la demande des logements et magasins laissés par les Français et gérés jusqu'à présent par l'Etat. Utilisant toutes les prérogatives que leur reconnaît la Constitution, les députés ont également pris l'initiative de constituer des commissions d'enquête telle celle qui a examiné les conditions dans lesquelles avait été conclu le contrat initial de vente de gaz naturel liquidé entre la Sonatrach et la société américaine El Paso. Ils ont également réclamé et obtenu la réunion d'une session extraordinaire pour examiner les problèmes des émigrés et leur réinsertion. Ils ont critiqué avec vivacité en ce domaine l'action du gouvernement, obtenu la mise en place d'un organisme interministériel pour suivre ce dossier.

On a donc pris l'habitude à Alger de voir les ministres « plancher » devant les députés. Chaque année le message sur l'état de la nation que le président de la République est tenu par la Constitution de prononcer devant l'Assemblée constitue un temps fort de la vie politique du pays. L'Assemblée n'est plus seulement une école de formation des cadres supérieurs de l'Etat, un lieu où peuvent se révéler les talents et les capacités, c'est aussi, en marge des pesanteurs bureaucratiques des appareils de l'Etat et du parti, un forum où peuvent s'exprimer des désaccords, se confronter des idées, naître des initiatives, un espace de (relative) liberté, l'une des soupapes enfin donnant au régime un minimum indispensable de démocratie.

DANIEL JUNQUA.

(1) Elle avait été élue le 25 février 1977. Les premières élections législatives de l'Algérie indépendante avaient eu lieu le 29 septembre 1964. Il s'agissait d'une Assemblée constituante, supprimée après le coup d'Etat du 19 juin 1965.

(2) On compte en moyenne un député pour quatre-vingt mille habitants.

(3) Dix députés peuvent déposer un amendement, vingt députés peuvent déposer une proposition de loi.

République d'Afrique du Sud

LA CRISE AU SEIN DU PARTI NATIONAL

Les deux ministres qui s'étaient opposés à M. Botha ont donné leur démission

De notre correspondant

Johannesburg. — Logiques avec eux-mêmes, les deux ministres rebelles du cabinet de M. Pieter Willem Botha, M. Andries Treurnicht (Administration), chef de file des « verkrampptes » (crispés ou fauchés) et M. Fendie Hartzenberg, ont offert leur démission, qui a été acceptée par le premier ministre.

M. Botha a indiqué qu'il ne rendrait public les échanges de lettres avec ses deux anciens collaborateurs que si les démissions brisèrent eux-mêmes le silence sur ce point.

Les tâches de M. Treurnicht seront assumées par le ministre de l'éducation (blanche), M. Gerrit Viljoen, ainsi personnel de M. Botha, tandis que M. David de Villiers (commerce et tourisme) remplacera M. Hartzenberg. Confier l'éducation des Noirs au responsable de celle des Blancs, soit peut-être été plus logique, mais le gouvernement aurait ainsi pu donner l'impression fautive qu'il s'engageait sur la voie d'une éducation unique et de même qualité pour tous. On prête d'ailleurs au premier ministre le souhait de vouloir procéder prochainement à un remaniement plus large qui lui

permettrait notamment de faire entrer au cabinet des hommes plus noirs.

La présente phase du processus d'élimination des faucons les plus durs du parti national devrait connaître son terme — du moins temporairement — ce mercredi 3 mars, dans la limite fixée par M. Botha aux rebelles pour se soumettre ou se démettre.

Le principal vaincu, M. Treurnicht, celui pour qui la moindre amélioration du système était dangereuse et accablait la « menace communiste », se tient pour l'instant assez coi. On lui prête l'intention d'annoncer rapidement la création d'un nouveau parti d'extrême droite avec les disciples qui lui resteront après le règlement de comptes de mercredi. Le créneau est certes déjà bien occupé par une demi-douzaine de formations, mais les nouveaux arrivants disposent d'un sérieux avantage sur leurs concurrents, puisqu'ils ont une voix au Parlement du Cap. Les « rebelles », en effet, seront vraisemblablement exclus du parti mais conserveront les mandats remportés l'an dernier sous l'étiquette nationaliste.

PATRICE CLAUDE.

Somalie

LE PRÉSIDENT SYAAD BARRE LÈVE L'ÉTAT D'URGENCE ET REMANIE SON GOUVERNEMENT

Mogadiscio (A.F.P.). — L'état d'urgence instauré en Somalie le 21 octobre 1980 par le président Syaad Barre a été levé, mardi 2 mars, à l'issue d'une réunion extraordinaire du comité central du Parti socialiste révolutionnaire de Somalie (P.S.R.S.). Le comité central du parti a également décidé que les membres du Conseil révolutionnaire suprême (C.R.S.) « représentent leurs tâches normales ». À la suite de l'état d'urgence, le C.R.S., composé de dix-sept membres qui avaient aidé le président Syaad Barre à prendre le pouvoir en 1969, avait été révoqué et avait été remplacé par le parti. Des comités spéciaux chargés de la défense, de la sécurité, de l'économie, etc., avaient été mis sur pied, en avril de l'année dernière, et dix membres du C.R.S. avaient été relevés de leurs postes gouvernementaux.

Par ailleurs, le président Syaad Barre, secrétaire général du P.S.R.S., a décidé, avec l'approbation du comité central, de procéder à un remaniement de la direction du parti et de gouvernement. Le nouveau cabinet compte vingt-six ministres et vingt et un secrétaires d'Etat, parmi lesquels le lieutenant-général Mohamed Ali Samatar (ministre de la défense), le major général Hussein Kadiye Arafah (adjoint présidentiel pour les affaires d'Etat), le colonel Husein Ghedi (ministre des affaires présidentielles) et M. Abderrahman Jannuna - Barre (ministre des affaires étrangères).

Tchad

PARIS ENVOIE DE NOUVEAU UN ÉMISSAIRE À N'DJAMENA

Ancien ambassadeur de France au Togo, à Madagascar et au Soudan, M. Jean-Pierre Cammendon effectue actuellement une mission de contact auprès du gouvernement d'union nationale de transition (GUNT) du Tchad pour faire le point sur la situation dans le pays et sur la coopération franco-tchadienne. On indiquait, mardi 2 mars, dans la capitale tchadienne, que l'émissaire français, qui a déjà effectué une mission analogue en juillet 1981, s'était rendu dimanche à N'Djamena, le centre du pays, pour y rencontrer le président Gouroun Oueddei.

De son côté, le colonel Abdelkader Kamougue, vice-président du GUNT, a réaffirmé, mardi, à N'Djamena, que son gouvernement était résolu à « régler militairement » la problématique tchadienne, tout en déplorant la « désorganisation » des troupes gouvernementales. Le colonel Kamougue, leader des forces armées tchadiennes (FAT), a notamment déclaré à ce propos que cette « désorganisation » était à l'origine de la partie du contrôle d'Oum Hadjar, jeudi dernier, au profit des forces armées du nord (FAN), partisans d'Hissène Habré, quatre jours après la conquête de la ville par les troupes gouvernementales. « L'échec de la victoire a fait publier à nos hommes la nécessité d'une organisation défensive », a-t-il ajouté en précisant que toutes les tendances politico-militaires tchadiennes avaient contribué à la prise d'Oum Hadjar.

A TRAVERS LE MONDE

Chili

Le dirigeant syndical Tucapel Jimenez, président de l'Association nationale des employés, retrouvé mort avec deux balles dans la tête près de Santiago, a été sauvagement battu et tué à l'arme blanche avant d'être assassiné, a dénoncé le médecin légiste au quotidien.

provoqueront l'El Mercurio, le 2 mars. — (A.F.P.)

Côte d'Ivoire

REOUVERTURE DE L'UNIVERSITÉ. — M. Houphouët-Boigny, chef de l'Etat ivoirien, a annoncé, mardi 2 mars, la réouverture, à compter du jeudi 4 mars, de l'université et des grandes écoles d'Abidjan fermées depuis le 10 février (le Monde du 12 février). Il a en outre enjoint à tous les enseignants et à tous les étudiants et élèves d'être présents à cette date dans leurs établissements respectifs pour la reprise des cours. Le président Houphouët-Boigny a en outre annoncé que les montants des bourses et les traitements des enseignants, qui avaient été suspendus, étaient débiqués. — (A.F.P.)

Indonésie

M. MEKANDEAU A DJAKARTA. — Le ministre français des postes et télécommunications est arrivé mercredi 3 mars, en Indonésie, pour une visite de trois jours. Premier membre du gouvernement à se rendre à Djakarta depuis l'élection de M. Mitterrand, il aura des entretiens à caractère politique et économique avec plusieurs ministres et devra s'entretenir des relations franco-indonésiennes avec le président Suharto. — (A.F.P.)

Pakistan

SIX PARTIS POLITIQUES INTERDITS ont accusé, mardi 2 mars, le gouvernement d'avoir fait arrêter plus de dix mille opposants au régime militaire la semaine dernière, de « terroriser la population » et de transformer le pays en un Etat policier. Au cours d'une conférence de presse tenue à Karachi, M. Shah Ahmed Noorani, président du Jamiat Ulema-I-Pakistan (conservateur musulman), a affirmé que des personnes arrêtées étaient « torturées sans merci ». Le président Zia-ul-Haq avait déclaré la semaine dernière que deux mille cent trente-deux personnes avaient été arrêtées.

notamment dans les provinces du Sind et du Pendjab, et qu'il s'agissait d'éléments « criminels et antisociaux ». — (Reuters)

Philippines

FERMETURE DES « HAMLEUX STRATEGIQUES ». Le ministre de la défense a ordonné mardi 2 mars, la fermeture des « hamleux stratégiques », du type de ceux établis au Vietnam du Sud dans les années 60 — et qui avaient été installés par l'armée dans certaines zones du sud du pays où se poursuivait une insurrection séparatiste musulmane. Ces regroupements de forces de population avaient touché vingt-cinq mille paysans de la province de Dayao del Norte. — (U.P.I.)

République Sud-Africaine

Ouverture d'une enquête sur la mort de M. Neil Aggett. — L'enquête sur la mort en prison, le mois dernier, du docteur Neil Aggett, jeune médecin blanc hostile à l'apartheid (le Monde daté 7 et 8 février), a débuté mardi 2 mars à Johannesburg. Un avocat représentant la famille du défunt, découvert selon la thèse officielle pendu au quartier général de la police, a demandé l'autorisation de visiter la cellule où il est mort et de parler à ses codétenus. Aucune décision n'a toutefois été prise sur ce point par le magistrat, qui a ajourné l'audience au 13 avril. — (Reuters)

Zambie

Incident frontalier avec le Zaïre. — Des milliers de Zambiens auraient fui leurs villages à la frontière avec le Zaïre à la suite d'échanges de coups de feu au cours du week-end dernier, entre des soldats zambiens et zaïrois, près de Mufulira en Zambie. Selon des informations parvenues mardi 2 mars à Lusaka, ces villageois se seraient réfugiés à Ndola, chef-lieu de la province du Copperbelt. Selon un porte-parole du gouvernement zambien qui considère cette affaire comme « très grave », le Zaïre a fermé sa frontière avec la Zambie, à Ndola, lieu de passage en territoire zaïrois des ressortissants zambiens désireux de rendre des provinces du Copperbelt (nord) dans ce territoire. — (A.F.P.)

Halte au Vol

1 serrure à 8 points à pompe
LAPERCHE
(Fabrication Française)
depuis 1788

Matériel
GARANTI 5 ANS

+
1 blindage acier
15/10°

+
4 goupillons d'acier
anti-dégondage

+
renforcement
du bâti bois par
1 cornière en acier

+
1 cornière anti-pince
à l'extérieur sur le
pourtour de la porte

Offre
exceptionnelle
(limitée)
au lieu de 2.350 F
3.150 F TTC
Pose et dépt. compris
PARIS-BANLIEUE

Société
PARIS PROTECTION
(à seule adresse)
55, av. de la Motte Picquet
75015 PARIS

566.65.20
CREDIT GRATUIT
6 MOIS

loterie nationale

ARLEQUIN

vous gagnez dans l'ordre
vous gagnez dans le désordre

Tirage ce Soir
À La
Télévision

Chaque jour dans
Le Monde
ventes et locations
dans les
5, 6, 7, 8, 15, 16
arrondissements

à partir du
28 mars 1982
nous assurons nos vols
Paris - Helsinki - Paris
à partir de **ROTESY - Charles de Gaulle**

classe Économique
et nouvelle classe
"Executive"

1 vol quotidien Paris - Helsinki - Paris
arrivée Charles de Gaulle 12 h 10
départ Charles de Gaulle 12 h 55

voire Agent de voyage ou
FINNAIR 11 rue Auber - 75009 Paris - tél. 742.33.33

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS CANTONALES

Des trois départements du Limousin, la Corrèze, où la majorité et la présidence du conseil général sont en jeu, apparaît, cette année encore, comme un test des évolutions nationales. D'ailleurs, pour la première fois, par la personnalité de M. Chirac, la Corrèze pourrait se doter, d'un président de conseil général communiste, perspective qui met à l'épreuve l'union de la gauche au niveau de l'électorat, d'autant que l'opposition ne se prive pas d'user de cet argument pour tenter d'attirer à elle, une fois encore, une fraction de l'électorat de centre-gauche.

En position dominante dans la Creuse et la Haute-Vienne, la gauche socialiste est, dans ce dernier département, en concurrence serrée avec un parti communiste, dont le seul, à l'élection présidentielle, n'a pas entamé l'audience locale, comme l'ont prouvé les élections législatives, bien qu'il y ait perdu deux circonscriptions sur les trois qu'il détenait. Les reports de voix au sein de la gauche seront, là aussi, significatifs de « l'état de l'union ».

HAUTE-VIENNE : le P.S. retrouvera-t-il la majorité absolue ?

De notre correspondant

Limoges. — Le rapport des forces au sein de la gauche, majoritaire au conseil général de la Haute-Vienne, avec trente et un sièges sur trente-huit (17 P.S. et 14 P.C.), sera-t-il modifié les 14 et 21 mars ? Vingt cantons sont renouvelables, auxquels s'ajoutent deux cantons nouvellement créés à Limoges-ville pour tenir compte de l'évolution démographique du département. L'agglomération limogeaude, qui réunit la moitié de la population départementale et qui ne comptait que douze cantons, en compte désormais quatorze. Sur les vingt cantons à renouveler, neuf sont détenus par des socialistes, huit par des communistes, trois par l'opposition.

Plusieurs vétérans du conseil général ne se représentent pas, à commencer par M. René Regaudie (P.S.), président depuis la Libération. Du côté du P.S., on se souvient du temps, pas si lointain, où le parti jouissait d'un quasi monopole sur la vie politique départementale. Un monopole grisé, peu à peu par le P.C., jusqu'à la spectaculaire élection, en mars 1978, d'un député communiste dans chacune des trois

circonscriptions. Le P.C. représentait alors 33,85 % de l'électorat, contre 26,72 % pour le P.S. Depuis, la « vague rose » de juin dernier a rétabli la prépondérance socialiste traditionnelle : le P.S. a retrouvé 36,57 % des suffrages exprimés en Haute-Vienne et deux députés sur trois. Seul s'est résisté M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, candidat, le 14 mars, à Pierre-Buffière, dont il est le conseiller général sortant. Mais le P.C. a maintenu ses positions puisque, avec 33,39 %, il a reculé, en juin 1981, que d'un demi point, et que, dans la circonscription législative la plus peuplée (Bellac), où se situent neuf des vingt-deux cantons soumis à réélection, M. Jacques Jouve bien que devancé par un socialiste, M. Marcel Mocœur, avait amélioré son score par rapport à 1978 (de 29,54 à 31,16 %).

L'opposition, jusque-là divisée dans les scrutins (ce qui avait pour effet, souvent, d'éliminer ses divers candidats à l'issue du premier tour), présente, cette fois, un candidat unique dans dix-huit des vingt-deux cantons soumis à élection. — G. C.

CREUSE : les jeunes de Pontarion

De notre correspondant

Guéret. — Dans la Creuse, aux quatorze cantons renouvelables, un quinquième est venu s'ajouter, du fait du décès du conseiller général de Grand-Bourg. Dans dix cantons, on retrouve une « triangulaire » classique : P.C.F., P.S. et divers droite ou R.P.R. On constate aussi une nette tendance au renouveau des candidatures.

Le canton de Pontarion est significatif à cet égard. Déjà, il y a six ans, il avait élu le benjamin de l'assemblée départementale, M. Claude Chazeirat, dont le P.S. a siégé longtemps occupé par la droite. Cette année, M. Chazeirat, trente-six ans, maire d'une des deux plus importantes cités du canton, Sordant, axe sa campagne sur le bilan de son mandat, en défendant les grandes orientations prises par le conseil général, que préside M. André Chaudernagor, ministre chargé des affaires européennes : désenclavement, animation économique et culturelle.

Outre ce bilan, M. Chazeirat entend s'appuyer sur les grandes options du gouvernement. Il défend la politique de création d'emplois et de maintien de l'exploitation agricole à responsabilité individuelle, en soulignant la nécessité d'une politique des prix passant par la mise en place d'offices par produits.

Face au sortant, le P.C.F. a choisi un candidat plus jeune, agent d'exploitation des P.T.T., âgé de trente-deux ans, et qui sollicite pour la première fois un mandat politique. Connus pour son activité syndicale au sein de la C.G.T., M. Payanbos participe, aussi, à la vie associative du canton. Il souligne le rôle déterminant de son parti au sein de la nouvelle majorité, et il défend l'organisation de l'agriculture et de l'élevage, ainsi que le désenclavement de Sordant et de Pontarion.

L'opposition a choisi un candidat de la même génération, M. Gérard Fanton, trente-quatre ans, restaurateur et hôtelier. Bien que débutant dans la vie politique, M. Fanton est fort connu, car il a su faire de son restaurant de Saint-Hilaire-le-Château l'une des toutes premières tables de la région. Il entend axer sa campagne sur les problèmes du monde agricole, et, en tant que représentant du R.P.R., il défend la politique préconisée par son parti pour enrayer la chute du revenu des agriculteurs.

LIMOUSIN : un test pour l'union de la gauche

CORRÈZE : le P.C. joue. Gagnera-t-il ?

De notre envoyé spécial

Tulle. — La Corrèze est l'un de ces départements où le parti communiste, après avoir fortement regagné au premier tour de l'élection présidentielle, le 26 avril 1981 (21,85 % des suffrages exprimés, contre 30,25 % à l'élection européenne de juin 1979), avait retrouvé à peu près, le 14 juin suivant, son score des élections législatives de mars 1978 (27,06 % contre 27,92 %). Cela n'avait pas empêché l'élection d'un député socialiste, à Brive, pour la première fois depuis quatorze ans. M. Jean-Claude Cassaing avait devancé, au premier tour, le député communiste sortant, M. Jacques Chaminade. Cependant, l'élection du maire de la ville, M. Jean Combastel (P.C.), à Tulle (dont le siège avait été perdu par le P.C.F. au profit du R.P.R. en 1978) et la réélection de M. Jacques Chirac, au premier tour, à Ussel, montraient que la victoire de M. Mitterrand n'avait pas modifié fondamentalement l'équilibre politique du département.

Arrivé en troisième position, avec 20,52 % des suffrages exprimés, au premier tour de l'élection présidentielle, M. Mitterrand avait recueilli près de 60 % des voix au second tour. Le candidat socialiste avait bénéficié de la réputation des électeurs de M. Chirac à reporter leurs voix sur le président sortant, qui avait obtenu, au second tour, moins de suffrages que le chef du R.P.R. au premier. Les Corrèziens s'étaient déjà montrés réfractaires au giscardisme lors des scrutins antérieurs, la liste conduite par M. Simone Veil n'obtenant, par exemple, que 8,38 % des voix à l'élection européenne. Département rural fortement marqué par la Résistance, la Corrèze se partage entre un radicalisme, dont M. Chirac a su s'approprier la tradition et les méthodes, et un communisme d'origine (tous les socialistes corrèziens avaient choisi le P.C. en 1920), à coloration paysanne et patricienne.

Comment découper Brive ?

La composition du conseil général reflète cette situation. Avec quinze conseillers, l'opposition d'aujourd'hui avait pu conserver la présidence de l'assemblée départementale, en 1979, parce qu'elle en comptait dans ses rangs le doyen. Les progrès du parti communiste, qui avait gagné cinq sièges, mettaient, en effet, la gauche à égalité avec la droite et empêchaient M. Chirac de conserver la présidence. En se rangeant au côté des

chiraciens, M. Jean Charbonnel, maire de Brive, ancien ministre, qui avait rompu avec M. Chirac lorsque celui-ci était premier ministre et qui s'était rapproché de la gauche, avait permis la désignation, au bénéfice de l'âge, de M. Georges Debat.

Le parti communiste comptant onze conseillers généraux, contre quatre pour le parti socialiste, les gains de la gauche au printemps de 1981 lui ouvrent la voie de la présidence du conseil général. Le problème du redécoupage cantonal de Brive et de Tulle s'est posé dans ce contexte. Le préfet d'alors, nommé avant la victoire de la gauche, proposa la création de deux cantons supplémentaires à Brive, qui en comportait deux, et d'un à Tulle, qui en comportait aussi deux. Après consultation des forces politiques départementales, le projet envoyé au ministre de l'Intérieur et de la décentralisation prévoyait le découpage de Brive en cinq cantons, celui de Tulle en trois cantons et la création d'un second canton à Ussel. Le mode de division retenu pour Brive consistait à délimiter des triangles, dont le sommet était situé au centre de la ville et la base à la périphérie. Toutefois, un autre type de découpage — dont on allait voir qu'il avait la préférence du P.C. et de l'opposition — était mentionné dans le projet : il consistait à circonscrire un canton central, entouré de cantons périphériques.

Le ministre retint le découpage en triangles pour Brive et la création d'un canton à Tulle, mais pas le doublement d'Ussel. Soumis au conseil général le 7 novembre, ce projet fut repoussé par les communistes et l'opposition. L'assemblée désigna une commission spéciale, qui élaborait un contre-projet, adopté le 14 novembre dans les mêmes conditions. Communistes et chiraciens proposaient le découpage de Brive en six cantons, celui de Tulle en quatre cantons et celui d'Ussel en deux cantons. Brive comprenait un canton central entouré de quatre cantons, et un sixième canton englobant la périphérie nord de l'agglomération.

Les socialistes dénonçaient l'accord entre le P.C. et l'opposition : grâce à la création d'un canton au centre de la ville, M. Charbonnel, battu deux fois de suite aux élections législatives, conserverait son siège de conseiller général, tandis que M. Jacques Chaminade, devancé par le candidat socialiste en juin 1981, avait toutes chances de conserver le sien dans le nouveau canton de Brive-Sud-Ouest ; un canton de plus à Tulle, c'était une chance supplémentaire pour le P.C. en progrès dans cette région, et le nouveau canton d'Ussel, capitale de la « Chirac », ne pouvait qu'aller au R.P.R. Les socialistes soulignaient, en outre, que vingt-huit conseils municipaux, sur les trente-cinq communes concernées, avaient approuvé le projet initial de découpage de Brive et de Tulle (mais Brive l'avait rejeté et d'autres conseils municipaux avaient assorti leur approbation de réserves).

De leur côté, MM. Charbonnel et Chirac accusaient le P.S. et le gou-

vernement de vouloir « charcuter » à leur profit la principale agglomération du département. Quant aux communistes : « Que voulez-vous, dit M. Chaminade, c'est fait, donc, ce n'est pas parce que Chirac le dit que je vais affirmer le contraire. » M. Christian Audouin, premier secrétaire de la fédération communiste, souligne, pour sa part, que le projet initial ne respectait pas les critères économiques et démographiques qui doivent être la règle, selon lui, pour un tel découpage, et que les communes concernées ont approuvé le contre-projet du conseil général.

Le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation a, finalement, au début de février, donné raison à l'assemblée départementale, en prenant, après avis du Conseil d'Etat, un décret qui retient le contre-projet des élus, sans toutefois créer un second canton à Ussel, la population du canton actuel n'étant pas égale au double de la moyenne des cantons du département. La décision prise — au plus haut niveau, dit-on — fait droit à la volonté des deux principales forces politiques du département.

« Un parti de gouvernement »

Les socialistes ne désespèrent pas pour autant. Le député de la circonscription de Brive, M. Cassaing est, bien placé dans le canton de Brive-Nord-Ouest, de même que son suppléant, M. Yves Terrien, à Beynat, face au président du conseil général sortant. Le P.S. est également en bonne position dans le nouveau canton de Malemort. En revanche, la compétition devrait être serrée, pour lui, à Brive-Sud-Est, face au P.C., et à Brive-Nord-Est, face au candidat de l'opposition. Ses chances sont, meilleures à Meyssac, et il peut prendre aux communistes le canton de Vigou, où le conseiller sortant, qui ne se représente pas, avait laissé paraître des désaccords avec son parti. Le P.C.F. devrait conserver son siège de Brive, (où il peut gagner le canton de Brive-Sud-Est), de même que celui de Seilhac et celui de Tulle (Tulle rural-Nord). Il est en concurrence avec le P.S. dans le canton de Tulle rural-Sud, face à M. Georges Mouly, sénateur (gauche démocratique), conseiller sortant. Dans les deux autres cantons du chef-lieu (Tulle urbain-Nord et Sud), où l'opposition présente des candidats nouveaux en vue d'une bataille serrée aux élections municipales (la gauche n'est majoritaire que de trois sièges au conseil municipal), l'issue de la compétition est incertaine, avec avantage au parti communiste. Celui-ci dispute au P.S., en outre, le canton de Bort-les-Orgues, où M. Jean-Pierre Dupont (opposition) est en difficulté, les socialistes présentant M. François Hollande, collaborateur de M. Jacques Attali à l'Elysée, candidat contre M. Chirac en juin 1981, tandis que le P.C.F. est représenté par Mme Simone Rigaudie, très active lors de la lutte menée par les ouvriers de la tannerie pour sauver leur emploi.

L'opposition devrait conserver sans difficulté le canton de Brive-Centre où M. Charbonnel a choisi de se présenter, de même que ceux d'Egletons, Lubersac (que vise, cependant, le P.C.), Mercœur et Meymac (M. Chirac). Elle compte tirer profit des difficultés du P.S. à Vigou (où le conseiller sortant, M. Bernard Coutaud, ne se représente pas et où les socialistes ont désigné Mme Brigitte Godet, collaboratrice de M. Lionel Jospin) et, peut-être, à Saint-Privat.

La présidence du conseil général étant à la portée des communistes, ceux-ci ne font pas mystère de leurs ambitions (M. Chaminade serait leur candidat à ce poste) et même « une intense campagne d'explication », selon les termes de M. Audouin lors d'une conférence de presse, sur le thème : « Un parti de gouvernement aussi pour la Corrèze. » « Si le parti socialiste n'avait pas la majorité à lui seul à l'Assemblée nationale, si au lieu de quatre, le nombre des ministres communistes était de huit ou dix, ajoutait M. Audouin, il est évident que la politique sociale et économique de la gauche au pouvoir revêtirait un autre dynamisme en matière de pouvoir d'achat et de création d'emplois. » M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, s'adressera, en particulier, aux agriculteurs le 4 mars à Brive et à Vigou, et M. Georges Marchais participera à un meeting à Tulle le 9 mars.

L'opposition se montre unanime. MM. Charbonnel et Chirac paraissent oublier leurs querelles, en dépit de l'ardeur que met M. Amédée Domenech, ancien « pilier » de l'équipe de France de rugby et président départemental du parti radical, à défendre un chiracisme intransigent sous les fenêtres du maire de Brive, en présentant des candidats dans les six cantons de cette agglomération (les radicaux de gauche, associés à M. Charbonnel au sein de la municipalité, présentent un candidat à Brive-Sud-Est). M. Chirac mène campagne à son habitude, sur le terrain, de même que M. Charbonnel à Brive, ce dernier faisant valoir des maintiens que voter pour la gauche, c'est voter pour un président du conseil général communiste. Les deux hommes tiendront un meeting ensemble le 5 mars à Malemort.

De part et d'autre, on se montre attentif à l'évolution de l'électorat paysan, dont une frange, qui avait voté pour M. Mitterrand le 10 mai, pourrait revenir vers la droite. Les socialistes soulignent que les mesures prises par le gouvernement ne sont pas de nature à mécontenter les petits agriculteurs, très majoritaires dans la campagne corrèzienne. Mis à part une visite de M. Jacques Delors, originaire du département, les 7 et 8 mars, et la participation de M. Pierre Bérégovoy, secrétaire général de l'Elysée, qui avait été candidat à Brive lors des élections législatives de 1973, aucun membre du gouvernement n'a prévu de venir apporter son appui aux socialistes de Corrèze.

PATRICK JARREAU

Le Printemps en Méditerranée à bord de Mermoz

Cinq occasions merveilleuses de découvrir — ou de retrouver — Mermoz le flag ship de la flotte Paquet, son confort, son service à la française, sa table, ses spectacles et son accueil. Tout cela au printemps lorsqu'il distille ses charmes dans la légèreté de l'air, aux rivages fleuris de la plus belle mer du monde.

Cinq croisières de 7 à 10 jours, au départ de Toulon, à partir de 2.470 F.

- Belade Latine du 28 avril au 3 mai
- Côte Ligurienne
- Fantaisie de Mai du 12 au 19 mai
- Espagne - Tunisie - Sardaigne
- Pentecôte du 29 mai au 5 juin
- Baléares - Maroc - Espagne
- Printemps en Méditerranée du 19 au 29 mai
- Grèce - Turquie - Grèce
- Ibérique du 19 au 26 juin
- Maroc - Espagne.



CROISIÈRES PAQUET
N°1 de la croisière en France.

Demandez le catalogue et renseignez-vous auprès de votre Agence de Voyages ou Croisières Paquet : 5, Bd Malesherbes, Paris - 266.57.59 - 70/72, rue de la République, Marseille - 91.91.21 - 2, rue Halévy, Nice - 38.81.90 - 1, Allée de Chartres, Bordeaux - 44.88.35 - 42, rue Rothschild, Genève - 32.64.40 - 20, rue Ravenstein, Bruxelles - 513.62.70.

Visitez L'AMÉRIQUE en version française

En Amérique, le problème c'est l'accent. Soyez rassurés, votre accompagnateur CAMINO le possède parfaitement. Grâce à ses compétences, vous comprendrez les États-Unis. CAMINO est le spécialiste des voyages accompagnés aux États-Unis. Et 20 ans CAMINO a fait découvrir l'Amérique à plus de 100 000 personnes.

OPTION PRIX GARANTIS
Si le jour de votre inscription, vous réglez votre voyage, sans plus rien tenir et définitif, quelles que soient les hausses du dollar ou des carburants. Vous pourrez aussi ne verser qu'un acompte et régler les hausses éventuelles.

DÉPARTS GARANTIS
sans minimum de participants - Pour 1982, nous vous proposons 8 circuits et plus de 100 départs. Il y a sûrement le vôtre !

ACCOMPAGNEMENT GARANTI
nos spécialistes expérimentés vous accompagneront pendant tout le voyage et vous serez l'Amérique.



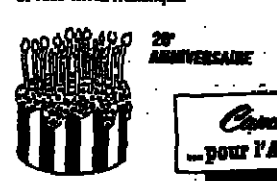
CIRCUITS ORIGINAUX
CAMINO vous fait bénéficier de ses vingt ans d'expérience du tourisme aux États-Unis. CAMINO est recommandé par la plupart des agences de voyages touristiques à recevoir vos inscriptions.

L'AMÉRIQUE EN CLASSE Camino
A partir de 8950 F. Par vols réguliers AIR FRANCE, services complets de cuisine touristique (ni chaux, ni vols vacances), vous visiterez l'Amérique avec raffinement dans les meilleurs hôtels, en cars climatisés, et avec de nombreux repas inclus.

L'AMÉRIQUE EN CLASSE AMECO
A partir de 6200 F. Une nouvelle formule qui réduit d'un tiers le prix de nos circuits sans rien toucher au programme traditionnel, par un choix d'hôtels modestes et la suppression des repas.

Cochez et renvoyez à CAMINO :
21, rue A. Charpentier - 75017 PARIS
Tél. : 072.06.11.
Vite, CAMINO, envoyez-moi gratuitement votre catalogue 1982 des voyages aux USA.

NOM _____
ADRESSE _____



Camino a choisi l'Amérique... pour l'Amérique choisira Camino

ALLEZ

POLITIQUE

Le désert idéologique français

(Suite de la première page.)

Pour le reste, R.P.R. et U.D.F. brandissent l'épouvantail du collectivisme, parlent sans trêve et sans répit des « social-communistes », amalgame terrifiant, probablement destiné à faire écho aux souvenirs des Vandalas et des Huns. Il n'est question que de menaces totalitaires, de culte de l'outrance tenant lieu de recyclage culturel. On voit surgir des clubs de pensée et de réflexion, qui produisent seulement de terribles dévotions de « premier jour » pour étudiants préparant l'ENA. L'opposition se renforce grâce à un mécontentement croissant d'une bonne partie des classes moyennes, des travailleurs indépendants et des agriculteurs. Elle s'affaiblit faute de renouveau intellectuel. Elle ressemble abominablement bien des protestataires, elle mobilise des militants. Durant les campagnes de l'an passé, l'une de ses composantes tentait d'acclimater un réagisme aux couleurs de la France, l'autre d'étoffer la notion de libéralisme avancé. Aujourd'hui, dans ce camp-là, le mode n'est plus aux concepts. Comme si l'objectif était simplement à terme la restauration.

C'est aussi vrai du camp d'en face. Le parti communiste, ayant croqué une partie de son héritage électoral et dilapidé une fraction plus large encore de son patrimoine d'autorité et de prestige, a entrecroisé avec son vingt-quatrième congrès l'examen attentif des vraies raisons de ses malheurs. Il en est pour l'instant à l'année 1955. A ce rythme-là, il n'atteindra guère la période actuelle avant la fin du siècle. Le P.C. sait pourtant bien qu'il ne saurait, sans prendre de grandes risques, faire l'économie d'un minimum de renouveau en cause idéologique. Sa conception de la société française a vieilli tragiquement. La répétition perpétuelle des mêmes méthodes, des mêmes impasses et des mêmes drames dans les pays de l'Est ne peut ni lui échapper ni le dispenser de révisions douloureuses, d'ailleurs amorcées à Rome ou à Madrid. L'adaptation de ses propres principes de fondation aux années 80 est avérée. Mais, pour l'instant, son réflexe sur ce sujet, il garde, pour lui, le résultat de ses cogitations. Du coup, il ne se définit que négativement. Son modèle personnel, il nous l'assure, n'est ni celui du P.S. ni celui des démocraties populaires. Il est français assurément, ce qui est bien tautologique, mais tout de même peu éclairant.

Quant à l'idéologie socialiste, la voici en veilleuse. La victoire de

M. François Mitterrand l'a comme anesthésiée. Les contraintes nouvelles de la solidarité gouvernementale, les devoirs de réserve inhérents au statut de parti du président, la disparition théorique des tendances au sein du P.S. lui-même se sont ligues pour la stériliser. Passé le semestre de liesse et de célébration, de volontarisme et de naïveté, quelque approfondissement ne serait pourtant pas inutile. Le P.S. se veut le pionnier d'une troisième voie, se distinguant à la fois du marxisme-léninisme et de la social-démocratie. C'est une idée intéressante, orgueilleuse mais bien vague. De même sa prétention à inaugurer une « démocratie du vingt et unième siècle » : tant d'ambition mérite au moins un peu d'explication.

D'autant que ce ne sont pas les questions sérieuses qui manquent. Comment faire, par exemple, pour engendrer sensiblement le nombre des fonctionnaires, élargir considérablement le secteur public — c'est fait, — réanimer la planification, imaginer une politique industrielle, inévitablement interventionniste, sans courir tout droit vers le risque de sur-administration et de bureaucratie, auquel nous succédons justement toutes les social-démocraties européennes ? Hormis quelques intentions pieuses, où sont les garde-fous ?

De même, comment multiplier les mesures sociales — réduction de la durée du travail sans perte de salaire, abaissement de l'âge de la retraite, cinquante semaines de congés, relèvement des bas salaires — tout en respectant les promesses de ne point alourdir encore les prélèvements sociaux et fiscaux ?

Où bien en politique étrangère, peut-on vraiment concilier le refus du partage des pays industriels en deux blocs antagonistes avec la place particulièrement éminente que tient la France en ce moment au sein du pacte atlantique ? Est-il sérieusement possible d'écouter sur ce point les mises en garde et les admonestations de Mme Marie-France Garaud et de Pierre Juillet sans désespérer le CIERES ?

Et comment les nombreux sociologues qui militent au P.S., le parti le plus universitaire de France, expliquent-ils que, contrairement à 1958 ou 1961, la victoire de la gauche en 1981 n'a été accompagnée d'aucune vague d'adhésion dans les formations de la majorité et dans les syndicats ouvriers ?

Au lieu de s'étourdir d'inventives, de se gorger de mots et de se spatiser de querelles bruyantes, les princes qui nous gouvernent et ceux qui plaident du désir de les remplacer, les idéologues officiels des quatre grandes familles politiques et les intellectuels engagés feraient mieux de renouveler un peu leurs stocks de concepts. Dix mois tout juste, c'est le délai de validité. Nous y sommes presque. Serait-ce trop demander que d'espérer quelques analyses inédites devant une situation qui n'est en tout cas pas banale ?

ALAIN DUHAMEL

La chemise personnalisée

Formule idéale pour les personnes qui recherchent le confort, l'élégance et la qualité à des prix raisonnables, en évitant déplacements et déceptions.

Un procédé d'un siècle inimitable, appliqué depuis plus de 30 ans, permet de recevoir directement, à bras armés, des chemises de haute qualité (fine), réalisées aux mesures individuelles de chacun, dans la forme et le tissu préférés.

Grand choix de nouveautés toutes fibres. En outre, un « chemise-service » assure la rénovation, retouche, etc.

A. SCHNEIDER

Chemiserie Modélité
194 bis, rue Saint-Denis, PARIS-2
93-86-84 (93-85-13 après 19 h.)
Notices M 323 gr. cont. 1 timb.

Langues
CADRES - DIRIGEANTS
Chargés d'affaires à l'étranger

Apprenez en un temps record (40 à 60 h.)
langues vivantes
connaissances indispensables.

VOYAGE FORMATION

24, r. E. Barbusse, 75005 Paris
Tél. : 335-12-10 - 335-15-43

Rhône-Alpes

DES PRINCIPES NOUVEAUX ET DES CRÉDITS

Le gouvernement veut lancer une vaste opération de réhabilitation de la banlieue lyonnaise

Les premières déclarations d'intention de M. Hubert Dubedout, président de la Commission nationale pour le développement social des quartiers (« Le Monde » du 18 février), le laissent deviner : priorité sera donnée à l'emploi et à son corollaire en amont, l'éducation, dans le traitement du dossier des banlieues des grandes agglomérations. La conférence de presse — suivie d'une visite sur le terrain récemment exploité des Mingottes, à Vénissieux (Rhône) — qui était organisée le 2 mars par le député et maire de Grenoble et M. Michel Dresch, chargé de mission auprès du premier ministre, a été l'occasion d'annoncer, à ce propos, des mesures concrètes.

De notre correspondant régional

Lyon. — Tout n'est pas chiffré, tout n'est pas définitivement arrêté. C'est dans la logique d'une procédure qui fait largement appel à la « concertation » et à la « coordination » des actions. Mais le représentant de M. Mauroy et M. Dubedout n'est pas venu à la préfecture du Rhône les mains vides. A partir d'une philosophie participative qui devrait associer très largement les élus d'une agglomération entière — la première étape — et d'une « concertation » des élus locaux, M. Jean Rigaud, représentant le président modéré de la communauté urbaine de Lyon, a été écouté. M. Jean Rigaud, représentant le président modéré de la communauté urbaine de Lyon, a été écouté. M. Jean Rigaud, représentant le président modéré de la communauté urbaine de Lyon, a été écouté.

Ces deux secteurs absorbent certes des crédits importants : 23 millions de francs pour la réhabilitation des grands ensembles de l'agglomération, avec un effort particulier pour l'aménagement des espaces publics. 57 millions de francs pour la réhabilitation des zones d'habitat collectif, avec un effort particulier pour l'aménagement des espaces publics.

Les actions dites sociales seront plus nouvelles. Le ministère de la Solidarité nationale et le secrétariat d'Etat aux immigrés participent pour 3,5 millions de francs à l'aide aux associations et à la création de postes, notamment d'animateurs et d'éducateurs. La formation professionnelle se voit attribuer un crédit supplémentaire de 3,5 millions de francs, dont 1,5 millions de francs sont destinés à la formation professionnelle.

Une société multiraciale ?

On retrouve là une des nouvelles idées défendues par le président de la Commission pour le développement social des quartiers. La même remarque vaut pour l'éducation nationale : les communes de l'est lyonnais intégrées dans une zone d'éducation prioritaire devraient connaître un « renforcement » de l'encadrement enseignant pour mener, selon les termes de M. Dubedout, « une action qualitative et pédagogique ». Aux yeux du maire de Grenoble, cette démarche n'est pas contradictoire avec une politique « tenant compte de la démographie sociale » qui peut ici et là entraîner la fermeture de certaines classes. On notera que le secteur jeunesse et sports paraît pour l'instant être en lice avec seulement 1 million de francs de crédits supplémentaires et que d'autres dossiers sont encore en suspens, dont celui des transports en commun. Ce sont les chapitres qui devront être étudiés par une

EN PRÉSENTANT LE BUDGET DE LA VILLE

Le maire de Lyon critique la politique économique et financière de l'Etat

De notre correspondant régional

Lyon. — Le conseil municipal de Lyon a adopté, le 2 mars, son budget pour 1982 par 49 voix (modérés U.D.F. et R.P.R.) contre 12 (socialistes et communistes). D'un montant global de 1.332 milliards de francs, ce budget est en augmentation de 15,80 % par rapport au dernier exercice. Condamné par la gauche (« Il s'agit d'un budget d'austérité trop timide », il a été défini comme « un budget de combat » par le sénateur et maire (non inscrit), M. Francisque Collomb.

« Prolonger le désengagement de l'Etat, freiner l'accroissement des charges, pourrissent les efforts d'investissement et de protection des contribuables lyonnais, écrasés par les impôts d'Etat dans une période économique difficile. » Les priorités définies par le maire ont été argumentées par une critique radicale de l'action gouvernementale. En commençant par les « mauvaises surprises » de la dotation globale de fonctionnement (1), qui ne sera augmentée que de 10,40 %. « Ce sera pour la ville de Lyon un manque de ressources de 31 millions de francs », estime M. Collomb qui continue : « Tout porte à croire qu'un complément de dotation à titre de régularisation sera versé à la ville de Lyon. Malheureusement il nous est interdit d'anticiper sur cette régularisation ce qui va à l'encontre d'une sage gestion de trésorerie. »

La critique est tout aussi vive sur la réduction du temps de travail : « Il est à craindre que le passage aux trente-cinq heures, loin d'aboutir à un meilleur partage de l'emploi ne provoque à terme une augmentation du chômage », dit le maire.

Il faut souligner deux points forts dans les investissements : 23 millions de francs pour les constructions scolaires et 21 millions de francs pour le secteur culturel (Musée des beaux-arts, musée Guimet, parc archéologique) et un allègement de la taxe d'habitation. Ce dernier élément, qui sera bien accueilli par les contribuables lyonnais, est la conséquence de la réduction de 7,80 % à 4 % du prélevement de l'Etat pour frais de recouvrement de cette taxe dont la progression sera limitée à 12,4 %, soit moins que l'augmentation de l'indice des prix de 1981. — C.R.

(1) Il s'agit de la part de T.V.A. versée par l'Etat aux communes. Elle représente 41 % du budget lyonnais.

FAITS ET PROJETS

LIMOGES FIDÈLE AUX TROLLEYBUS

Limoges reste fidèle aux trolleybus, jugés plus silencieux et moins polluants que les cars et les autobus. Afin de remplacer progressivement le parc de ces véhicules, le conseil municipal vient de décider d'acquiescer dans un premier temps quinze trolleybus livrables fin 1982 et qui seront mis à la disposition de la compagnie concessionnaire.

Actuellement, cinquante trolleybus sillonnent les rues de Limoges qui est, avec Saint-Brieuc, Marseille, Lyon, Grenoble, l'un des cinq villes qui n'ont jamais abandonné ce moyen de transport.

LE RAPPORT FRANÇAIS SUR LA CATASTROPHE DU BETELGEUSE

Les experts du gouvernement français se refusent à déterminer les responsabilités dans la catastrophe du pétrolier français « Betelgeuse » qui avait causé, le 8 janvier 1979 à Bantry Bay (Irlande), la mort de 50 personnes dans les 40 membres français de l'équipage.

Dans un rapport de 113 pages, publié le 2 mars au Journal officiel, après plus de deux ans d'enquête, la commission officielle française, déplorée le jour de l'accident, déclare « qu'elle n'a pas élucidé les causes immédiates du sinistre » survenant au pétrolier, armé par compagnie française, de navigation, filiale du groupe Total.

Sur ce point, le rapport français diverge radicalement de celui établi en juillet 1980 à la demande du gouvernement de Dublin. La commission d'enquête irlandaise faisait porter à l'armateur français la majeure partie des responsabilités de l'accident, incriminant notamment la « faiblesse anormale » de la coque du bateau. « La naissance du premier feu, les conditions de sa propagation au cours des premières minutes du sinistre et les

réactions du personnel du navire et de celui du terminal demeurent inconnues », estiment pour leur part les trois experts français de la marine marchande. Le rapport français fait surtout état des « témoignages partiels, tendancieux ou même faux » du personnel en service au terminal de la compagnie pétrolière américaine « Gulf », où le « Betelgeuse » allait décharger une cargaison de brut embarquée en Arabie Saoudite.

UNE CENTRALE AU CHARBON A LORIENT ?

Construire-t-on à Lorient, dans le Morbihan, une centrale électrique au charbon ? Le projet a, tout cas, été présenté à la presse par M. Yves Le Drian, maire de la ville et député socialiste du Morbihan, qui était accompagné par le président de la chambre de commerce. C'est l'abandon de la centrale nucléaire de Plogoff (Finistère), qui a conduit les édiles et les responsables économiques de Lorient à réactiver un projet ancien.

Il consiste à construire sur les rives du Blavet deux chaudières à charbon d'une puissance électrique de 500 mégawatts chacune. Elles consommeraient 2,2 millions de tonnes de charbon par an. La construction de la centrale occuperait mille cinq cents personnes et durerait six à sept ans. Lorient attend maintenant le feu vert du ministre de l'énergie, M. Raymond Barre, maire de Rennes et député socialiste d'Ille-et-Vilaine.

TASSEMENT DANS LES TRANSPORTS EUROPEENS

La Commission européenne prévoit pour 1982 un faible accroissement (+ 1 %) du transport routier, ferroviaire et fluvial des marchandises dans l'Europe des Dix, avec un tonnage global de quatre cent vingt-deux millions de tonnes. Dans un document publié à

Bruxelles, la Commission note le climat d'incertitude et d'inquiétude qui prévaut chez les transporteurs routiers et fluviaux. Elle indique que la récession dans certains secteurs clés (charbon, acier et construction) a entraîné une baisse de 0,4 % des transports terrestres en 1980 et de 2,4 % en 1981.

Face à une stagnation des transports fluviaux et à une diminution de 1 % des transports ferroviaires, la Commission prévoit une progression d'au moins 2 % des transports routiers. La répartition du trafic en 1982 devrait être de 40 % pour la route, de 44 % pour les voies navigables et de 16 % pour le rail (A.F.P.).

● Nouveaux poissons protégés. — Lamproles, aloses, saumons et truites de mer viennent d'être classés espèces protégées par un décret publié au Journal officiel. Cette décision ne signifie pas que la pêche de ces poissons est désormais prohibée, mais elle a pour effet d'interdire la destruction de leurs zones de frai. Les pêcheurs vont donc recevoir prochainement des instructions du ministère de l'environnement leur permettant de délimiter, dans les cours d'eau de leur département, les zones de frai sur lesquelles désormais il sera interdit de construire des barrages et d'exploiter des gravières.

● Les violences à Choos. — La Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R., trotskiste) a dénoncé, le mardi 2 mars, « la violence inouïe avec laquelle les forces de police ont réprimé la manifestation antimilitariste de Choos ». « De qui et de quoi, ces gens, à commencer par le préfet Max Larigues, prétendent-ils se venger ? Serait-ce du 10 mai et du changement politique qu'il a entraîné ? », demande la L.C.R. qui ajoute : « La majorité P.S.-P.C. et ses représentants au gouvernement ne peuvent laisser sans réponse de tels agissements. Le préfet, responsable de ce qui s'est passé, doit être immédiatement sanctionné ».

VOUS VOYAGEZ SEUL ? ALLEZ EN AFRIQUE POUR MOINS CHER.



AIR AFRIQUE

Découvrir l'Afrique à tarif réduit, même si vous voyagez seul. Pour vous 2 Tarifs Découverte, au choix. Selon vos projets, 33% de réduction ou le tarif « Visite » : 45% de réduction. Des Tarifs Découverte, il en existe 21, tous sur vols réguliers.

LES TARIFS
"DECOUVERTE"
AIR AFRIQUE

IL Y A UN TARIF POUR VOUS : ALLEZ VOIR AIR AFRIQUE OU VOTRE AGENT DE VOYAGES.

Le Monde

société

Un conflit en Haute-Loire entre le personnel d'une fromagerie et des paysans

Brioude (Haute-Loire). — « Étrange face à face ! D'un côté, des agriculteurs (11) ; de l'autre, des ouvriers. Les premiers, au nombre de quatre cents à cinq cents, avaient expulsé, dans la nuit du 1^{er} au 2 mars, les seconds, qui occupaient depuis le 22 février l'usine Riches-Monts de Brioude (Haute-Loire), une fabrique de fromage. Une opération délicate, très bien préparée, qui s'est déroulée sans violence ni incident. Un coup de force qui n'est

pas sans rappeler celui d'Isigny, à cette différence que les agriculteurs continuent d'occuper les lieux. Ils y sont. Ils y restent, et attendent patiemment que les négociations entre le personnel et la direction aboutissent. Ensuite seulement, ils partiront.

Pour le moment, ils s'installent vaillamment sur leur bien. « Nous sommes ici chez nous. Cette usine, c'est nous

qui l'avons payée. Notre patience a des limites. » Alors, ils se relaient dans les bâtiments, dans les bureaux de l'administration, bien décidés à ne pas céder, espérant secrètement que petit à petit le travail va reprendre.

Après huit heures de négociation, dans la nuit du mardi 2 au mercredi 3 mars, un protocole d'accord a été établi. Il devait être soumis ce mercredi à l'assemblée générale des ouvriers grévistes.

reprenant le travail. Mais le conflit est au point mort.

Les grévistes n'arrivent pas à convaincre les paysans du bien-fondé de leur lutte, et ces derniers ne comprennent pas toujours, eux qui travaillent souvent plus de cinquante heures par semaine, qu'on chipote trente-neuf heures. Habitués aux dix-huit heures, quelle affaire pour eux, de renouer quotidiennement les menues de rations.

Entre paysans et ouvriers, ce n'est plus le même combat. Les syndicats de chaque corporation s'affrontent, se renvoient la balle, estimant mutuellement qu'ils n'ont pas de leçon à recevoir des autres. La grande solidarité du monde du travail en a pris un sérieux coup. Il a suffi que les intérêts respectifs s'opposent pour que les vieux rêves s'écroulent. « Il faudra pourtant bien trouver un point d'équilibre », espère M. André Chauvet, président de la coopérative laitière du Puy. La situation, coincée entre le marteau et l'enclume, s'y emploie, mais la tâche s'annonce difficile, extrêmement difficile, d'autant que les arrière-pensées politiques ne sont pas étrangères à ce conflit à la veille des élections cantonales.

MICHEL BOLE-RICHARD.

(1) Et non pas des salariés des coopératives voisines comme il a été indiqué par erreur dans le Monde du 3 mars.

Ouvriers contre « péquenots »

De notre envoyé spécial

aux entre F.M.C.L. (Fédération nationale des coopératives laitières) et les syndicats viennent pourtant d'être signés, mais la C.G.T. a refusé de s'y associer.

La grève avec occupation d'usine a donc été déclenchée le 22 février par 65 % à 80 % du personnel. Une catastrophe pour les paysans, comme l'explique M. Antoine Rougier, président de la « Coopérative laitière d'Auvergne, l'une des sept coopératives dont Riches-Monts est la clé de voûte. « On ne conteste pas le droit de grève, mais la liberté du travail doit exister. Il n'est pas question pour nous de remplacer les grévistes. La fabrication est stoppée. Notre lait est transformé en poudre, de qui constitue un important moyen de gagner. Nos clients ne sont plus approvisionnés au moment même où on lance une campagne de publicité pour le fromage à raclette, la quasi-totalité de notre production. Mille deux cents tonnes de stocks représentant 2 milliards 400 millions de centimes se détériorent dans les caves, car le fromage n'est plus travaillé. »

Après une première entrevue entre producteurs de lait et grévistes au milieu de la semaine, ces derniers acceptent d'affiner les modalités de

raclette. Le lendemain, le tribunal du Puy statue en référé ordonne l'expulsion. Mais les pouvoirs publics n'interviennent pas. Samedi 27 février, les négociations tournent une nouvelle fois court. Le directeur et le responsable des relations sociales sont expulsés, affirmant-ils, de leur bureau. L'impasse est totale. Les paysans ont donc décidé d'agir.

M. Debattise mis en accusation

À quel niveau a été prise la décision ? « C'est le conseil d'administration des coopératives », disent les paysans. La C.G.T., elle, parle de « proposition et accusé ». M. Michel Debattise, ex-ministre gauchiste animé de revanche. Le directeur de l'usine, M. Courinat, pense que « les producteurs de lait ont eu une autre logique, une réaction saine, car les grévistes se sont mis dans l'illégalité ». En attendant, les agriculteurs n'ont manifestement pas l'intention de quitter l'usine, à proximité de laquelle stationnent discrètement quelques forces de police. Des camions chargés de fromage à raclette ont déjà pris la direction de la Suisse, et les non-grévistes ont pu

La chancellerie fait une mise au point après la libération d'Alessandro Stella

« La liberté du travail doit exister »

Comme dans beaucoup d'autres entreprises, le conflit est né de l'application de l'ordonnance sur les trente-neuf heures. Les pourparlers engagés depuis près d'un mois se sont enlisés, la C.G.T. accusant la direction d'intransigence et cette dernière reprochant à l'organisation syndicale nettement majoritaire (F.O.) de représenter, que le quart des syndiqués dans cette entreprise de cent quatre-vingt-cinq personnes, une surenchère constante. M. Michel Courinat, le directeur, explique : « Après les trente-neuf heures, ce fut la prime de 400 francs mensuelle, puis la titularisation du personnel temporaire, le paiement de la pause casse-croûte. Et, définitive, on a buté sur la modulation des horaires. » De son côté, le secrétaire régional de la C.G.T., M. André Béal, qui mène les négociations, estime qu'il est « inadmissible » qu'on réduise encore les salaires — qui représentent environ 320 francs par mois — pour appliquer l'ordonnance sur les trente-neuf heures et que le temps de travail puisse passer de trente-deux à quarante-huit heures (la fameuse modulation) en fonction de la production.

« C'est impossible, s'exclame un ouvrier, alors qu'en temps normal (quarante-deux heures actuellement) on manipule 49 tonnes de fromage par jour. C'est très dur des chaînes de production. » Les accords natio-

Après la mise en liberté, le 26 février, à Metz, d'Alessandro Stella, un ressortissant italien recherché par la justice de son pays, et qui avait été arrêté, le 22 février, par la police française (le Monde du 2 mars), la chancellerie a affirmé que le gouvernement français avait agi « en conformité avec la convention franco-italienne d'extradition et dans le souci de ne pas maintenir l'arrestation d'une personne sans être en possession des éléments suffisants d'appréciation ».

La chancellerie ajoute : « Les articles 5, alinéa 3, et 7, alinéa 3 de la convention d'extradition franco-

italienne du 12 mai 1979, confèrent au gouvernement français la possibilité de ne pas faire procéder à l'arrestation de la « personne recherchée, et de demander à l'Etat requérant des explications complémentaires sur la nature et les circonstances des faits visés au mandat d'arrêt, afin de déterminer si celui-ci entrent dans les prévisions de la loi. »

C'est en application de ces dispositions que la chancellerie a fait sursis à l'exécution du mandat d'arrêt et a demandé au gouvernement italien, par l'intermédiaire du ministre des relations extérieures, des

indications complémentaires. »

De leur côté, les avocats de M. Stella, M^{rs} Jean-Pierre Mignard et Francis Teyssier, ont déclaré : « C'est abusivement que certains organes de presse ont présenté M. Stella comme membre des Brigades rouges. Les charges retenues contre lui par le juge Palminteri sont d'ordre pénal et ne concernent pas la politique. Diverses infractions lui sont reprochées, toutes commises en relation avec son action politique, mais aucun fait de violence à personne ne figure dans la liste des délits dressés à son encontre par la justice italienne. »

Des précédents

Selon le communiqué de la chancellerie et celui de M^{rs} Mignard et Teyssier, les informations publiées dans le Monde du 2 mars comportent deux erreurs : M. Stella ne serait pas recherché par l'Italie pour homicide par imprudence mais pour des chefs d'inculpation moins graves. De plus, il n'appartendrait pas aux Brigades rouges mais à un collectif autonome de Vienne.

Ces erreurs viennent du fait qu'à l'origine M. Stella était recherché dans son pays comme « brigadiste » et pour homicide par imprudence. Puis le dossier fut confié à un juge d'instruction de Vienne qui, après enquête, ne retint plus contre lui que son appartenance à un groupe autonome, et comme chef d'insubordination le plus grave se participant à une bande armée. Lorsque la nouvelle de la libération de M. Stella a été

connue, ce sont les premiers griefs qui ont été mis en avant et non les seconds.

Cette erreur est-elle volontaire ou les auteurs de la « fuite » qui a eu lieu après la libération de M. Stella ont-ils délibérément grand l'effaire pour mettre le gouvernement en difficulté ? C'est loin d'être exclu.

Cependant, si l'on s'en tient aux chefs d'inculpation finalement retenus, il est probable que la chambre d'accusation de Metz — un cas où elle serait saisi — refusera son extradition. Cela ressort de la jurisprudence passée. Dès lors, le fait de savoir si la chambre d'accusation sera ou non saisie devient secondaire.

Un point néanmoins reste obscur : c'est la manière dont M. Stella qui avait été placé sous séquestre extrajudiciaire a été relâché. Si on s'en

tient aux textes, sa mise en liberté ne pouvait être décidée — mesure que cela prête à discussion — que par la chambre d'accusation statuant non pas sur la demande d'extradition mais sur ce point précis. Dans le cas de M. Stella, c'est le parquet de Metz qui, sur ordre de la chancellerie, a pris la décision.

Cette affaire confirme le sonnet du gouvernement de régler de manière pragmatique ce genre de situation. Selon des informations sûres, ce n'est pas la première fois depuis le départ de Stella d'octroyer la libération à des personnes réclamées par leur pays pour des délits politiques. Elle devient périlleuse lorsqu'une fuite se produit. — R.L.G.

(Publié)

Le père d'une victime de l'attentat de la rue Copernic jugé pour outrage à magistrat

La philosophie du parquet

« Ils allaient tous le répéter. M. Pierre Barbier, le président de la dix-septième chambre correctionnelle de Nanterre : « Vous savez bien dit : le juge mon cul. » L'avocat de l'accusé, M^{rs} Charles Libmann : « Il y a dit monsieur le président. » Le substitut du procureur aussi, M. Fernand Bessis, tout en chantant le Malentendu de Camus reprend mot à mot l'outrage et les témoins, deux policiers, ne s'en privent pas non plus. « Monsieur le président, on a bien entendu : le juge mon cul. » Ce que l'accusé, M. Gilbert Bouissou, cinquante-deux ans, reconnaît volontiers : « Oui, j'étais énervé, alors j'ai répondu... »

Et de nouveau à la barre pour la cinquième fois, on entend : « Le juge mon cul. » M. Bouissou, qui n'est pas un homme très éloquent, se défend en copiant-machant pour outrage à magistrat et outrage à la force publique. Scrupuleux, bon enfant, le président s'informe : « Le mot s'adressait-il au juge ou l'accusé ? » Puis à l'accusé : « On est obligé, comprenez-vous, de discuter, il y a des nuances. » Mais perdu, le débat était bel et bien constitué.

Le 27 avril 1981, deux inspecteurs de la septième brigade territoriale de Paris, qui enquêtent sur la banqueroute frauduleuse d'une entreprise de transport international, demandent à M. Bouissou, qui n'est pas concerné par cette affaire, des renseignements sur les tarifs à destination de la Guadeloupe. M. Bouissou, gérant d'une société de transport, n'est pas en mesure de répondre. « Je ne fais pas d'international, adressez-vous à la chambre syndicale. » Mais les deux jeunes policiers qui enquêtent sur commission rogatoire insistent : « Le juge saura bien vous faire parler. » A quel M. Bouissou répond tout naturellement ce qu'on n'a cessé de répéter à l'audience.

On aurait pu s'en tenir là. Pourtant les policiers se fâchent. M. Bouissou s'empare alors de la photographie d'un jeune homme posée sur son bureau et exaspéré il hurle : « Copernic, vous connaissez ? La police aurait dû être là. » Les deux inspecteurs gardent leur sang-froid et publiquement tiennent leur homme. Ils lui dressent aussitôt un procès-verbal. Ce Bouissou s'en prendrait-il à la police, à la justice, à leur jeune pouvoir ?

Ce Bouissou, le père de Philippe, vingt-cinq ans, du garçon qui, le 3 octobre 1980, passait à moto, de la rue Copernic à Paris, de Philippe tué par l'explosion. Mais il ne voulait pas savoir : le transporteur n'est qu'un original qui injurie la force publique en brandissant des photographies. Passable des tribunaux.

Les Bouissous s'en peuvent plus. Depuis la mort de leur fils unique, ils sont malades. Lui est à bout de nerfs, elle déprimée.

Les mots de M. Libmann touchent juste. Il explique le désarroi du père qui n'a même pas pu récupérer les vêtements de son fils parce que la Cour de sûreté de l'Etat avait été saisie de la « délicate affaire ». Il raconte comment, à la télévision, le soir de l'attentat, il ont reconnu la moto. On entendait leur douleur. Tous baissent la tête. Et les auteurs du procès-verbal l'ont entendue dans les épaules. Le procureur griffonne, les deux hommes s'assoient, ont aimé de pleurer avec M. Bouissou. A la barre, il avait osé jurer un policier moins intelligent que l'autre. Le président avait aussitôt rectifié : « Le tribunal a garde bien de porter un jugement et, d'ailleurs, on fait des cours et des cours en philosophie sur l'intelligence... »

Alois M. Libmann ne manque plus une seule cible. « Faut-il qu'une de ces familles de victimes dont un premier ministre a dit qu'elles étaient innocentes devienne une famille de coupables ? » « Je suis scandalisé, interpelle le parquet de Nanterre que je considère comme responsable de façon monstrueuse de la complicité de M. Bouissou. » Et, demandant à M. Bessis de laisser sa tribune, et Camus de côté, il lui avoue : « Je n'ai pas la même administration que vous pour l'opportunité des poursuites et je m'interroge sur le ministère public de Nanterre. » Il y avait au départ deux policiers et leur procès-verbal, un juge-mou-ou et rien d'autre que la mort d'un enfant. Il s'est trouvé un procureur pour poursuivre. M. Libmann demandait la rature. Le président a prêté défiance jusqu'au 18 mars. Il faut mettre la bête au programme de philosophie.

CHRISTIAN COLOMBANI.

POLICE

LE S.G.P. « ROMPT L'ÉTAT DE GRACE »

Le Syndicat général de la police (S.G.P.), membre de la Fédération autonome des syndicats de police (FAS.P.), appelle l'ensemble des agents de surveillance de la police nationale, des forces de fonctionnaires des deux sexes chargés de la surveillance des sorties d'écoles, à observer, le samedi 6 mars à 11 heures, une « grève d'observation ». Dans un communiqué, le S.G.P. qui déclare représenter quelque

80 % des mille trois cents agents de surveillance en service à Paris, dans les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne, indique qu'il est « conduit à rompre l'état de grâce avec le gouvernement », et qu'il estime nécessaire de protester « contre les lenteurs inadmissibles de l'application des décisions intervenues, en matière statutaire et disciplinaire, entre M. Gaston Defferre et le S.G.P. ».



Le respect de leur rôle. Les détaillants, qui ont choisi de présenter et de conseiller les modèles Desabrie, sont en droit d'attendre de nous le service qui leur permet de bien faire leur métier. Parce qu'ils sont des partenaires exigeants et consciencieux, le respect de nos détaillants, nous le faisons de mille façons :

En tenant toujours scrupuleusement les délais de livraison, en respectant la conformité de nos commandes spéciales. On ne voit aucune différence entre une pièce d'ordre livrée le 15 février et une commande de rassortiment livrée le 15 avril, en proposant à leurs clients un agrandissement de taille au millimètre, en fabriquant une mode indémodable. Ils sont 250 détaillants en France et 250 à l'étranger qui vendent l'un des plus beaux jersey du monde.

Un rôle que je respecte comme on doit respecter la responsabilité des autres.

Desabrie

ÉDUCATION

UN COLLOQUE A LILLE

Vivre « autrement » au lycée

Lille. — La salle de l'université de Lille-III était vraiment bien petite pour accueillir, parmi les participants au colloque organisé les 27 et 28 février par la revue « Autrement », tous ceux qui souhaitent participer à l'atelier « Un lycée différent ». Ils étaient au total cent trente enseignants, élèves, parents et respon-

sables d'associations à avoir sacrifié un week-end pour débattre de « La vie au lycée aujourd'hui ». Et sur ce nombre, beaucoup ont manifesté leur souhait de rencontrer M. Jean-Gabriel Cohn-Bendit, promoteur d'un lycée différent à Saint-Nazaire (« le Monde » du 4 février).

De notre envoyé spécial

Vedette M. Cohn-Bendit ? L'insistance du cameraman de FA 3 qui le filme longuement comme celle d'un journaliste d'une radio libérale qui veut absolument l'interroger pour le laisser croire. Lui, Gaby, comme on l'appelle ici, refuse cette célébrité. Bien sûr, il est le frère du Daniel de 1968, mais, s'il a réussi à imposer son projet au ministre de l'éducation nationale, c'est surtout, affirme-t-il, grâce à son passé de militant syndical à la Fédération de l'éducation nationale (FEN).

Gaby, passionné, et « passionné » comme il le dit lui-même, — charme, l'auditoire. Certes, il ne termine pas toujours ses phrases, il coupe la parole aux intervenants, et ses idées ont tendance à se télescoper tant il a de choses à dire. Il parle du corps enseignant sclérosé, qu'à trente-six ans, lui, n'a plus envie de transformer. Il évoque le cahi-

net du ministre de l'éducation nationale, « qui réclame, veut faire quelque chose pour que cela change dans l'école », les pesanteurs syndicales et politiques, ou sa satisfaction d'être « forcé de choisir » les élèves de l'école à 19 h 30.

Quand il écoute les questions, il y répond avec franchise, manifestant son refus de créer un nouveau ghetto, exprimant sa joie de voir les élèves se prendre en charge eux-mêmes ou avouant son angoisse pour l'avenir. « Vais-je pouvoir continuer ? Les élèves seront-ils satisfaits de ce que nous essayons de leur proposer ? »

À côté de cette expérience qui vient de commencer, il existe des projets prêts à se transformer en réalité. Comme le souligne M. Marc Coutty, organisateur du colloque, l'un des points positifs de cette rencontre a été de « constater que, depuis le 10 mai, dans différentes villes de France, Paris, Lorient, Bordeaux, Nantes... des enseignants et des parents réfléchissent à de nouveaux lieux d'enseignement ».

Certains ont envie de quitter la structure, qu'ils jugent trop contraignante, de l'éducation nationale. Ceux-là, comme M. Cohn-Bendit, sont prêts à travailler quarante ou cinquante heures par semaine en refusant que leurs collègues critiquent leur bénévolat. « Les mêmes qui jugent notre expérience et se battent pour faire quinze heures ou des de dix-huit se précipitent dès qu'il y a des heures supplémentaires à saisir », ajoute M. Cohn-Bendit. Le jour, assure-t-il, où un ministre de l'éducation nationale pe-

sera le montant des sommes que les enseignants reçoivent en dehors de l'école, « il y aura des révolutions ».

Pseudo-libéralisme

D'autres éducateurs présents à Lille ont choisi d'agir « de l'intérieur de la structure ». Ils ont profité de ces deux jours pour étudier le rôle des journaux lycéens, réfléchir à la manière de mieux connaître la population d'un établissement, imaginer des projets d'action éducative (P.A.E.) qui associent le maximum d'enseignants et d'élèves, ou abordent la question de l'introduction de l'informatique au lycée. Des élèves, disséminés dans les différents ateliers, ont apporté le point de vue des usagers. Ils n'ont pas hésité à critiquer « le pseudo-libéralisme des profs de gauche » et ont insisté pour que ces derniers « aient des positions un peu plus claires en cas de conflit entre l'administration et les élèves ».

Lundi matin, tous ces jeunes et moins jeunes, qui croient que l'on peut vivre « autrement » dans les établissements, ont regagné leur « chez-soi ». Vont-ils faire part à leurs collègues dans la salle des professeurs, ou à leurs camarades de classe, du bouillonnement d'idées et des nombreuses pistes de recherche dégagées à Lille ? Arriveront-ils à mobiliser tous les enseignants qui, depuis des années, « ont baissé les bras parce qu'ils avaient fait trop longtemps contre une administration sourde ? ». Saumon-ils communiquer leur enthousiasme à transformer les établissements en lieux « où l'on a plaisir à se rendre ? ».

SERGE BOLLOCH.

M. JACQUES GEORGE EST NOMMÉ VICE-CHANCELLIER DES UNIVERSITÉS DE PARIS

M. Jacques George, professeur à l'université de Rennes-1, est nommé vice-chancelier des universités de Paris par décret publié au Journal officiel du 3 mars. Il remplace Mme Danièle Blondel qui a été nommée directeur des enseignements supérieurs au ministère de l'Éducation nationale (nos dernières éditions du 26 février).

Né le 3 octobre 1922 à Rennes, M. Jacques George est docteur d'État en sciences politiques (1953) et agrégé des Facultés de droit (1952). Professeur à la faculté des sciences juridiques de Rennes en 1955, il est, en 1976, détaché auprès du ministre des affaires étrangères pour exercer la fonction de professeur à l'Institut universitaire européen de Florence, dont il dirige le département des sciences politiques et sociales de 1979 à 1980. Change de conférences à l'ENSA (option Espagne) en 1980 ; option Italie en 1981). M. George était depuis octobre 1980 professeur à l'université de Rennes-1.

Un président d'université réélu. — M. Jacques Bompain, professeur de grec, a été réélu président de l'université de Paris-Sorbonne (Paris-IV), vendredi 26 février, au premier tour de scrutin par soixante et onze voix sur soixante-quatorze suffrages exprimés.

M. Georges Sarre, député de Paris, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, a été élu membre du conseil de l'université de Paris-1 (Panthéon-Sorbonne) par 38 voix contre 22 à M. Jacques Chirac et à bulletins blancs au titre des personnalités extérieures choisies en raison de leurs compétences et de leur rôle dans l'activité régionale par les membres du conseil de cette université.

Olivier FRANC JAZZ QUINTET

Concerts ★ Solo ★ Animation
1, RUE DU DRAKULIN - 75017 PARIS
Tél. : 228-67-46

Les syndicats autonomes appellent les universitaires à faire grève

La Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur appelle ses adhérents à cesser le travail, ce mercredi 3 mars, dans toutes les universités françaises. Selon les déclarations de ce syndicat, « cette grève n'est qu'un commencement ». « Nous nous opposerons, précise-t-il, autant qu'il sera nécessaire, à cette suite entreprise de démolition de notre enseignement supérieur ». Le syndicat souhaite défendre les « libertés » contre le pouvoir « social-démocrate », qui, « voulant une université à la botte, a supprimé le Conseil supérieur des corps universitaires (C.S.C.U.) ». Autre grief des autonomes, la modification récente de la loi d'orientation qui a mis fin à la représentation de la catégorie des professeurs dans les conseils d'université, mesure introduite par Mme Alice Saumier-Selkès alors qu'elle était ministre des universités.

Enfin, ce syndicat proteste con-

tre le Comité technique paritaire (C.T.P.) récemment créé par le gouvernement. Selon le syndicat autonome, l'élection des membres de ce comité par un collège unique comprenant les professeurs, les maîtres-assistants et les assistants titulaires va « renforcer considérablement l'influence des organisations de gauche ».

Grève apolitique, proclament les responsables autonomes, qui s'associent dans les disciplines médicales au mot d'ordre lancé le même jour par quatorze syndicats médicaux et le mouvement Solidarité médicale (« le Monde » du 3 mars). Grève pour la liberté, explique M. François Terné dans le Figaro, en précisant que cette liberté a permis à l'enseignement supérieur de ne pas devenir, comme l'enseignement secondaire, « la chasse gardée d'une armée de profs encadrés par des militants socialistes dont le quotient intellectuel est illustré par le discours du gouvernement ».

LA NOSTALGIE DU POUVOIR

Que ces professeurs du supérieur fassent grève pour éviter la « montée de la boue » et défendre le pluralisme, on peut le comprendre, mais qu'ils mettent en tête de leurs revendications leur opposition à la possible désignation d'universitaires par le gouvernement pour remplacer les membres du C.S.C.U., ne cesse d'étonner. En effet, le même syndicat n'a nullement protesté, en août 1979, lorsque Mme Saumier-Selkès avait décidé de créer le C.S.C.U. et d'augmenter le nombre des personnalités nommées dans cette instance. Les adhérents du syndicat autonome étaient aussi muets lorsque le ministre avait choisi plusieurs d'entre eux pour y siéger. Il est vrai qu'à l'époque il s'agissait de lutter « contre le monopole des syndicats » et qu'il était préférable d'avoir des personnalités nommées que des universitaires élus.

Le même syndicat avait parlé, en

1979, de « mesures courageuses » à propos de l'amendement de M. Antoine Rufenacht, alors député R.P.R. de Saint-Maritain, qui proposait que seuls les professeurs participent à l'élection des présidents d'université. Enfin, ces universitaires, qui reprochent vertueusement au gouvernement actuel de « soumettre l'université à l'arbitraire politique », n'ont jamais élevé la voix lorsque le ministre précédent décidait de supprimer des formations de deuxième et troisième cycle, ou encore de limiter l'accès des universités françaises aux étudiants étrangers.

Les grévistes du 3 mars regrettent, en fait, d'avoir perdu, depuis le 10 mai, le pouvoir dans les universités. Au-delà du prétexte plutôt cocasse du C.S.C.U., ce que reproche le syndicat autonome à M. Alain Savary, c'est surtout... d'être socialiste. — S.B.

RÉVISIONS BAC

A.B.C.D.

aux vacances de PAQUES

COURS PRIVE MINERVA

Château de l'Écluse

Chen - 35000 LES BLANCS

Tél. : (05) 37-65-81

Documentation sur demande

COURS PRIVE MINERVA

75, rue d'Alsace

4, rue de Verdun

95010 St-Maurice

Tél. : 338-22-28

Tél. : 337-34-83

et 338-65-23

Registres d'inscriptions ouverts

pour cours de vacances août et

septembre. Année scolaire 82-83

(6^e à terminale).

505, L'ESPRIT DE FAMILLE.



NOUVEAU C'est une nouvelle familiale. Une vraie berline, équipée d'une deuxième banquette arrière qui lui permet d'offrir huit vraies places, toutes face à la

route. Mais ce qui la rend tout à fait unique, c'est la parti qui l'on peut tirer de son espace intérieur. En rabattant le dossier de la 2^e banquette arrière,

puis celui de la première banquette arrière, vous obtenez un plancher plat. Ainsi, la transformation en break est intégrale.

Construites pour durer, les deux versions essence et diesel du nouveau 505 familial bénéficient de la garantie anticorrosion 6 ans Peugeot.

505 FAMILIAL PEUGEOT

La Passion et la Raison

Année modèle 82. Peinture métallisée en option.

SCIENTENCES

AU CONSEIL DES MINISTRES

Le gouvernement jette les bases d'une ambitieuse politique du « domaine de la mer »

Le conseil des ministres du mardi 2 mars a entendu une communication de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de la technologie, et Louis Le Pen, ministre de la mer, sur la recherche et le développement technologique dans le « domaine de la mer ». On notera l'expression « domaine de la mer » qui a remplacé « océanographie » ou « océanologie » : le gouvernement veut développer toute la recherche scientifique

Trois grands secteurs des activités marines ont, dès à présent, un impact économique et social considérable : la pêche (la France consomme pour 7 milliards de francs de produits de la pêche, dont 3 milliards de francs de produits importés) ; le pétrole offshore (le chiffre d'affaires global dans ce secteur est de 10 milliards de francs) ; la construction navale (le chiffre d'affaires est, là aussi, de 10 milliards de francs). Les trois priorités de la recherche océanographique à court terme sont donc la pêche (conchyliculture comprise), la technologie de l'offshore dans les mers profondes (au-delà de 300 ou 400 mètres de profondeur d'eau), la technologie de la construction navale, qui doit devenir compétitive.

A moyen terme, l'effort vise à développer des domaines de l'océanologie dont les possibilités d'exploitation s'établissent déjà : l'aquaculture nouvelle — c'est-à-dire l'élevage d'espèces marines restées jusqu'ici presque exclusivement sauvages — qui en est, pour la France, à une production annuelle de 400 tonnes ; l'exploitation des nodules polymétalliques, dont il faut évaluer la faisabilité et les coûts, bien que celle-ci ne soit sûrement pas pour

demain ; l'énergie thermique des mers, inutilisable, certes, en métropole, mais qui pourrait être une source intéressante d'énergie dans certains départements et territoires d'outre-mer et une source non moins intéressante de vente de technologie.

Enfin, il y a la recherche fondamentale, exploratoire (la modélisation des phénomènes climatiques, marins et sédimentaires par exemple), qui est indispensable non seulement à une meilleure compréhension de notre planète, mais encore à toute exploitation rationnelle des ressources de la mer.

La recherche océanographique (scientifique et technologique) est pratiquée dans de très nombreux laboratoires relevant de différents organismes : CNEO, Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), universités, Office de recherche scientifique et technique (O.R.S.T.O.M.), Institut scientifique et technique des pêches maritimes (I.S.T.P.M.), Institut national de la recherche agronomique (I.N.R.A.), Institut national de la santé et de la recherche médicale (I.N.S.E.R.M.), Muséum national d'histoire naturelle, laboratoires du ministère de la Défense, Institut français de pétrole (I.F.P.), etc. Il y a aussi les industries

et technologiques qui contribuent à faire mieux connaître et à mieux exploiter le monde marin considéré comme un ensemble. En outre, le conseil des ministres a nommé M. Yves Sillard au poste de président-directeur général du Centre national pour l'exploitation des océans (CNEO). Ce qui témoigne de la volonté de donner à cet organisme une dimension industrielle et de lui faire jouer le rôle de moteur puissant dans le développement des activités marines de la France.

publiques ou privées qui travaillent sur ou sous la mer. Les programmes de recherche et de la technologie et le ministère de la mer ne veulent pas supprimer ou réduire tous ces laboratoires. Ils veulent coordonner les programmes de recherche et de développement technologique concernant le milieu marin de manière à éviter l'éparpillement de l'effort financier de l'Etat (1,6 milliard de francs au total pour 1982, 1,25 milliard de francs en 1981), et à répartir les tâches pour améliorer l'efficacité.

La coordination des programmes

Un comité de coordination des programmes de recherche et de développement technologique en milieu marin va donc être créé pour favoriser les rencontres, toutes les trois ou quatre semaines, des représentants des organismes concernés par la mer. Il sera présidé par un représentant du ministère de la recherche et de la technologie et son secrétaire sera assuré conjointement par le ministère de la recherche et de la technologie et par le ministère de la mer. Ce comité sera à géométrie variable : c'est-à-dire que le nombre de participants variera.

En « petite formation », le comité réunira le président et les représentants du CNEO, de l'I.S.T.P.M., de l'O.R.S.T.O.M., de l'I.F.P., et du Programme interdisciplinaire de recherche océanographique (P.I.R.O.). Créé en avril 1981, grâce à un accord passé entre le C.N.R.S. et le ministère des universités, le P.I.R.O. est chargé de stimuler et de coordonner la recherche fondamentale en océanographie, qui est menée dans les laboratoires du C.N.R.S. et des universités. En 1981, son budget était de 11 millions de francs donnés à parts égales par chacun des deux organismes concernés et prélevés sur les crédits de développement.

Cette « petite formation », qui se réunira très souvent, jouera le rôle d'une sorte de direction de la recherche océanologique française. En « grande formation », le comité réunira les représentants de tous les organismes impliqués dans la recherche océanologique ou seulement de ceux qui sont concernés par un problème spécifique.

Le comité sera le point de contact entre les organismes de recherche et de développement technologique. Il discutera de la répartition du personnel entre les laboratoires, et du partage des moyens du Centre d'essais en vol de Colomb-Béchar (Algérie), puis, jusqu'en 1984, sous-direction technique du Centre de l'Atlantique de Centre d'essais en vol de Colomb-Béchar. Une autre interruption comme responsable du programme Concorde au secrétariat d'Etat à l'aviation civile. Il rejoint, en 1981, le CNEO, où il est chargé de la construction du centre spatial Guyana de Kourou, dont il devait succéder, en 1982, directeur technique, puis, en 1982, directeur.

Deux ans plus tard, il rentre à l'ELDO (Organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'essai spatiaux) comme chef de projet du lanceur européen Europe-III, qui ne verra jamais le jour à la suite de la dissolution de l'ELDO. Aussi, revient-il, en 1972, au CNEO pour diriger, d'abord à Brétigny, puis à Evry (Seine-et-Marne), la division des lanceurs, d'où sortira le programme européen Ariane, qui quittera en 1976 pour la direction générale du CNEO.

Le rôle central du CNEO

Dans cette réorganisation de la recherche marine, le CNEO jouera un rôle central : mais il lui faudra démontrer sa capacité d'être le premier expert et le premier conseiller du gouvernement pour les affaires océanologiques et de valoriser au maximum ses qualités et ses potentialités. Il devra ainsi devenir « le » grand établissement spécialiste des technologies marines. Tout en continuant à mener à bien ses programmes actuels de recherche, et ses actions de valorisation (en aquaculture notamment à gérer les moyens lourds (bateaux et centre de calcul), et à être le maître d'œuvre de projets complexes associant divers partenaires publics ou privés, il devra travailler en harmonie avec les autres organismes : avec l'I.S.T.P.M. pour les techniques de pêche avec l'I.F.P. pour la pénétration sous la mer avec les industriels pour les constructions navales, par exemple. Ainsi sera-

t-il à même de mieux préparer les programmes futurs en accord avec les établissements de recherche et les industriels.

L'I.S.T.P.M. et l'O.R.S.T.O.M. ne seront pas oubliés dans cette organisation. Le premier devra devenir plus dynamique et s'ouvrir vers l'extérieur. Le second, dont les centres de recherche océanographique d'Abidjan et de Nouméa, notamment, sont de grande qualité, devra être mieux relié aux autres organismes français.

Manifestement, le gouvernement veut faire du milieu marin un des grands champs de sa politique de recherche et de développement technologique. Le CNEO devrait jouer un rôle privilégié. Encore faudra-t-il qu'après années il donne à la recherche océanologique en France et au CNEO en particulier les moyens financiers de cette politique ambitieuse.

YVONNE REBEYROL.

RELIGION

Premier rassemblement national des diacres permanents

Ni sous-prêtres, ni super-sucristains

De notre correspondant

Nîmes. — Les diacres permanents viennent de se réunir, pendant deux jours, à Nîmes, en congrès national. Ils sont actuellement cent vingt-sept en France et plus de six cents, qui, intégrés à des groupes de réflexion, se préparent à le devenir. Ce premier rassemblement revêtait une importance toute particulière pour la hiérarchie qui était représentée à ces journées par Mgr Lucien Bardon, évêque de Châlons-sur-Marne, chargé du diocèse pour l'épiscopat français. Les délégations des diocèses allemand, belge, portugais, espagnol, ainsi que quelques diacres protestants, ont assisté à ce rassemblement.

Ces deux journées ont permis de dissiper quelques ambiguïtés sur la réalité, le rôle et le devenir des diacres dans l'Eglise. La restauration du diaconat n'est pas une invention du vingtième siècle, mais une redécouverte qui plonge ses racines dans les premiers siècles de l'Eglise.

Actuellement, encore modeste, le diaconat français a paru, au cours de ce congrès, correspondre assez bien aux orientations définies par l'épiscopat. La plupart des diacres sont mariés et père de famille, ils sont âgés de plus de trente-cinq ans (la plupart ont entre quarante-cinq et cinquante ans). Quinze sont catholiques, dont cinq religieux engagés dans l'apostolat. Sans une dizaine de retraités, presque tous poursuivent leur activité professionnelle, dans les secteurs les plus variés et à tous les niveaux de responsabilité. C'est ainsi qu'étaient rassemblés, par exemple, des ouvriers agricoles, des professeurs de musique et de préfecture, des ingénieurs, deux cadres supérieurs, des agents de maîtrise dans les travaux publics,

l'imprimerie et la S.N.C.F., des enseignants, des commerçants, mais aussi un gardien de la paix, un analyste financier, un percepteur et un journaliste.

A Nîmes, leur place a été précisée : ni sous-prêtres, ni super-sucristains ! Les diacres se veulent au service de l'Eglise et des hommes ; particulièrement les plus pauvres.

Il appartient au Père Leducq, théologien, de souligner les trois fonctions caractéristiques de la mission du diacon : communication, entre la société et l'Eglise, élaboration du langage de foi dans la langue des hommes d'aujourd'hui, enfin, arbitrage des conflits susceptibles de naître entre Eglise et société.

JEAN-CHARLES L'HEUREUX.

MÉDECINE

La France décide de mener une politique d'ouverture à l'égard de l'Organisation mondiale de la santé

Le docteur Halidan Mahler, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), a été reçu mercredi 3 mars, sa première visite officielle en France. Durant son bref séjour à Paris, une série de rencontres officielles au plus haut niveau avait été organisée. Reçu, le 2 mars, par le président de la République, le directeur général de l'O.M.S. a été reçu, le 3 mars, par le ministre de la Santé, M. Jean-Pierre Cot, Jack Ralite et Mme Nicole Questiaux.

Cette visite officielle et les contacts qu'elle a permis d'établir témoignent de la volonté gouvernementale de mener une politique d'ouverture à l'égard de l'O.M.S. C'est dans cette optique que M. Ralite vient de confirmer qu'il présiderait en mai prochain la délégation française lors de la prochaine assemblée mondiale de l'O.M.S. à Genève.

A bien des égards, la visite à Paris du directeur général de l'O.M.S. apparaît comme chargée de signification politique. L'Organisation mondiale de la santé, qui a été créée par la République française, a été constituée « en un événement ». C'est événement, a-t-il ajouté, confirmé que le changement du 10 mai 1978 au domaine de nos relations avec l'O.M.S. C'était jusqu'ici la réserve, pour ne pas dire une certaine méfiance, qui avait empêché l'Organisation mondiale de la santé d'être un partenaire français. « En bien, la page est tournée. »

La page précédente, pour reprendre l'image du ministre de la Santé, était obscure notamment par l'orientation qu'avait donnée ces dernières années le docteur Mahler à la politique de l'O.M.S. Compte tenu de l'importance des schémas sanitaires occidentaux dans le tiers-monde, cette politique est apparue comme un enjeu de la rivalité sino-soviétique (le Monde du 4 octobre 1978). Elle s'inspire en grande partie de la révolution sanitaire de la République populaire de Chine. De plus, les responsables de l'O.M.S. sont allés, dans certains cas, jusqu'à souligner la part qui devrait être réservée selon eux aux « médecines traditionnelles » jusqu'à faire l'éloge d'une « médecine sans médicaments ».

Le docteur Mahler a longuement développé plusieurs de ses thèmes concernant une critique très vive de « l'établissement médical » évoquant aussi le déséquilibre entre pays nantis et pays en voie de développement, dés-

équilibre qui constitue, selon lui, une « situation intolérable ». A plusieurs reprises aussi, il a souligné les contradictions existant entre des positions et celles développées par Ivan Illich dans son ouvrage « Némésis médicale ». De tels propos ne pouvaient que choquer la plus grande partie du corps médical français, hospitaliers, universitaires, participant déjà à des missions de coopération. Une autre source de conflit fut l'attitude de l'O.M.S. préconisant, dès 1976, l'arrêt de la vaccination antivaricelle dans les pays industrialisés. Compte tenu de ces éléments, le développement de la coopération médicale française n'a pas suivi la filière des soins primaires, à la différence de certains autres pays comme par exemple les Etats-Unis, le Canada ou l'Allemagne. L'O.M.S. a Genève, on regrette vivement la « conservation française ».

Un net changement

Le bon sens politique du 10 mai ne pouvait manquer d'effleurer les grandes lignes suivies jusqu'ici par le gouvernement français en matière de coopération sanitaire. Après la redéfinition de cette politique par M. Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la coopération et du développement, dans le cadre de l'Action concertée pour le développement de l'Afrique (le Monde du 1^{er} octobre 1981), la volonté politique d'ouverture à l'égard de l'O.M.S. manifestée auparavant par le gouvernement marque un net changement.

Selon certains observateurs, l'un des objectifs visés par le docteur Mahler consisterait à faire de la France un pays pilote en matière de santé communautaire. De fait, le développement des centres de santé intégrés, la participation des usagers à la définition d'une politique sanitaire, l'accent mis sur la prévention et l'importance accordée à l'organisation de la vie collective, qui font partie du programme socialiste de santé sont en harmonie avec les conceptions qui font partie du projet Mahler.

A l'Elysée, on reste cependant fort prudent. De toute évidence, la convergence de vues ne peut signifier qu'il y a accord à tous les échelons et sur tous les points. Il restera en particulier aux responsables français à démontrer que l'accroissement de la participation française aux programmes multilatéraux ne se réalisera pas au détriment des programmes bilatéraux de coopération sanitaire.

Le rapprochement établi se concrétisera notamment au mois de mai par le fait que M. Ralite présidera la délégation française lors de la prochaine Assemblée mondiale de la santé qui se tiendra à Genève. Cette décision permettra peut-être d'aplanir une petite difficulté rapidement.

Initiation à la micro-informatique et à la programmation en BASIC

Une semaine : 2.000 F

GRETA 13 : 680-60-67 (postes 48 et 49)

DÉFENSE

SÉRIE DE RÉACTIONS APRÈS LA PÉTITION DE SOLDATS POUR LE SERVICE A SIX MOIS

Plusieurs organismes ou associations ont publié des communiqués pour faire connaître leur point de vue dans le débat ouvert sur le service national à la suite de la pétition prônant le service à six mois qui avait réclamé la réduction de la durée des obligations militaires.

La Fédération de l'éducation nationale (FEN) estime que la durée du service militaire doit être déterminée en fonction des nécessités de la défense et elle considère que « le droit de pétition et de revendication collective, en dehors des heures de service, est un droit qui doit être reconnu aux soldats qui sont aussi des citoyens dans un pays démocratique ».

Le Conseil national de liaison des armées-armées-nation, qui préside le général (cadre de réserve) Jean-Paul Escheverry, met en cause « certaines unions locales syndicales » qui présentent « des revendications dangereuses pour la défense, et fondées sur une absurde confusion entre une arme et une usine ». Il suggère qu'une action en profondeur, commandée à l'école, fasse prendre conscience aux citoyens que le service des armes est indispensable à la liberté de la nation. Le mouvement d'information pour les droits du soldat (I.D.S.) proteste contre « une répression visant à nier et à empêcher toute forme d'exercice de droit démocratique pour les soldats » et demande que « les soldats soient les 10 mai dans les casernes ne soient pas déguisés ».

Enfin, le Collectif national de campagne des soldats, formé d'anciens appelés, qui est à l'origine de la pétition pour le service de six mois, fait savoir : « Nous ne sommes pas des jusqu'aboutistes, nous sommes prêts à discuter de tout, pourvu qu'on nous entende. Mais une chose est sûre : les exigences portées par la pétition nationale, sont vraiment minimales, ce sont des exigences de démocratie et de bon sens. »

Le général de brigade Georges Baffieuf a été nommé, par le conseil des ministres du mardi 2 mars, directeur de l'école supérieure des officiers de réserve du service d'état-major.

LUNETTES service

Si vous avez cassé, perdu ou simplement oublié vos lunettes, il y aura, pour vous, chez Leroy, une solution ultra-rapide.

Dans les centres Leroy répartis dans Paris, 50 spécialistes, hautement qualifiés, vous attendent.

LE ROY OPTICIEN

du lundi au samedi inclus.

Rayons spécialisés : A. acoustique médicale • Ventes de contact • Travaux photos

104, Champs-Élysées • 11, bd du Palais • 158, rue de Lyon • 147, rue de Rennes • 5, place des Ternes • 27, bd Saint-Michel • 127, Fg Saint-Antoine • 30, bd Barbès

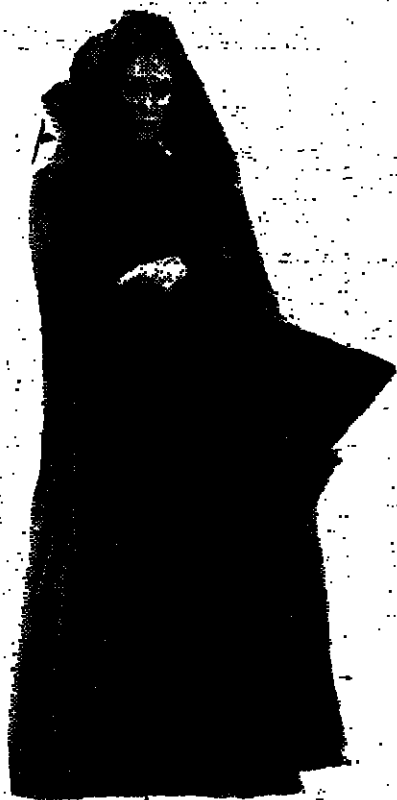
TÉLEX PARTAGE

ETRAVE SERVICE TELEX PARIS 345 21 62

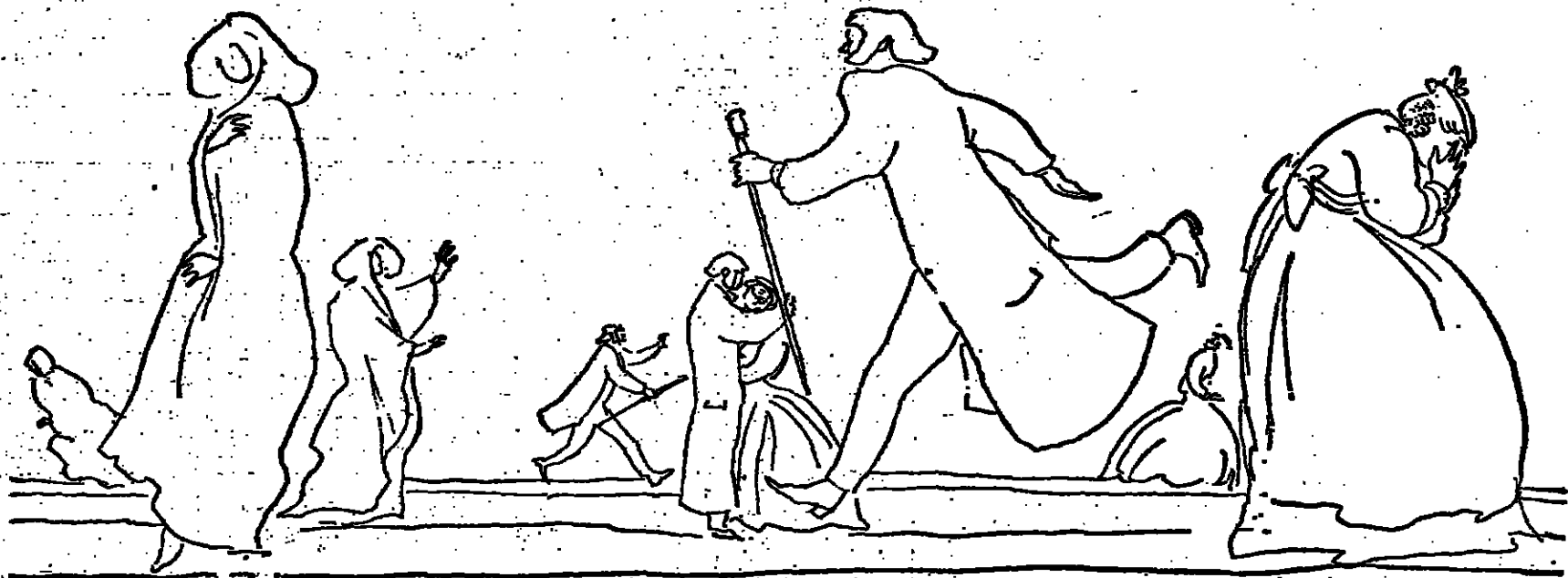


Le Monde

ARTS ET SPECTACLES



« La Maitresse du lieutenant français », un film de Karel Reisz



De la difficulté d'aimer au XIX^e comme au XX^e siècle

UNE femme vêtue de noir, robe et voile à la mode des années 1890 s'avance le long d'un petit port, au bord de la mer. Une voix lui donne des indications : celle d'un metteur en scène, car nous sommes dans un film en cours de tournage où une actrice, Anna, joue le rôle de Sarah, la femme en noir. Ce film, on va le voir, est une adaptation du roman de John Fowles, *La Maitresse du lieutenant français*, paru en 1969, et en France, en 1972 (1). L'auteur, racontant une histoire située à l'époque victorienne (elle commence fin mars 1897), metait, tout au long de son œuvre, un double jeu subtillement ironique.

torien, mais en intervenant constamment pour se poser des questions sur la manière d'écrire au vingtième siècle. Ses interventions, ses digressions, ses réflexions à l'époque moderne, donnaient une distance savoureuse à l'histoire de Charles et de Sarah (celle-ci n'étant pas, d'ailleurs, ce qu'elle semblait, prétendait être).

Pour résumer l'attitude du romancier, citons ce paragraphe extrait de la page 413 de l'édition française : « J'ai eu la prétention de passer à la réalité de l'année 1897 ; mais il est bien évident qu'un siècle a passé sur la réalité de cette période. Il serait vain de faire

preuve, à ce propos, d'optimisme ou de pessimisme ou de quelque chose du même genre, car nous savons tous parfaitement ce qui s'est produit depuis lors. » En somme, un écrivain, tout Anglais qu'il soit, ne peut pas être, de nos jours, Dickens, les frères Brontë ou George Eliot. Mais, sans le reconnaître, la voix intérieure du romancier, ce pastiche victorien-furieusement romantique serait-il aussi passionnant ? Strikement pas. D'où la difficulté d'une adaptation cinématographique. La solution proposée par Karel Reisz, à première vue déconcertante, est, en fait, admirable.

le domaine du cinéma. On sait, depuis longtemps, que les acteurs ne sont pas des gens comme les autres. Après avoir joué Charles Smithson, Mike joue sa propre vie, avec sa psychologie et son comportement modernes. Il s'acharne à un romantisme qui, dans le vingtième siècle, ne lui convient pas, il harcèle sa partenaire, fait des scènes et se rend parfaitement antipathique alors qu'Anna reste une femme libre de ses décisions.

Ainsi découvre-t-on, grâce à Meryl Streep dont la double interprétation est superbe de sensibilité, d'intelligence, d'émotion et de fermeté, que la Sarah du roman était une femme en avance sur son époque. A la fin du film victorien, Sarah s'en va en barque avec Charles vers un ne sait trop quoi, car elle n'a pas cédé. Une garden-party d'après-tournee consomme la « rupture » de Mike, qui se conduit en enfant gâté se voyant refuser un jouet, et d'Anna, qui lui oppose un refus tranquille.

A travers une fiction du vingtième siècle et le métier d'acteur, Karel Reisz montre magistralement le pouvoir, la séduction romanesques du cinéma (2).

J. S.

(1) Ce roman reparait aux Editions du Seuil avec une nouvelle préface de l'auteur, du film. 474 pages, 50 F.
(2) La sortie du film est reportée au 17 mars.

Deux styles, un tout

Dans la Nuit américaine, François Truffaut a montré l'existence de la vie privée des acteurs sur le tournage d'un film. Pinter et Reisz, eux, ont construit deux histoires : celle du roman victorien dans le style de l'époque et celle des acteurs, en dehors du film pendant et après son tournage. Marié et père de famille, Mike (interprète de Charles) tombe amoureux d'Anna (interprète de Sarah). Mais on ne se conduit pas au vingtième siècle comme au dix-neuvième, et l'histoire moderne n'est pas la reproduction, par images, de celle de

la Maitresse du lieutenant français. Elle se substitue aux interventions de John Fowles, dans son roman. Il y a, donc, deux axes en scène différents, qui forment un tout, deux styles photographiques (par Frédéric Rossif, redevenu chef opérateur) qui unissent la beauté et le mystère romantique du film à costumes, à la réalité contemporaine, deux interprétations différentes (avec transformations physiques) de Meryl Streep et Jeremy Irons.

La réussite de cette entreprise tient à ce qu'on ne quitte jamais

J'ai montré les comédiens

BIEN qu'il le prenne avec humour, Karel Reisz n'aime pas tellement qu'on lui rappelle qu'il fut, à la fin des années 50, un des chefs du « free cinema » anglais. « Pour nous, dit-il, ce n'était pas le sujet qui comptait mais une attaque contre l'industrie, une façon d'insister sur l'autorité du metteur en scène. La côté social, très fort du « free cinema » est, aujourd'hui, couvert par la télévision, et si un réalisateur comme Ken Loach revient à cette inspiration, il n'existe pas de groupe organisé. Les préoccupations sociales sont présentes dans les films que j'ai tournés aux Etats-Unis et dans la Maitresse du lieutenant français, film anglais réalisé avec des capitaux américains. Mais j'ai beaucoup évolué, heureusement. Parlons plutôt du présent.

« Le roman de Fowles m'a attiré par le personnage de Sarah et par le dialogue entre le dix-neuvième siècle et le vingtième siècle. Sans l'intervention du narrateur, le roman n'aurait pas eu de vie. L'adaptation, le caractère victorien de Sarah a été entièrement conçu par un esprit du

vingtième siècle. Si on enlève cela, l'histoire ne tient plus debout. La volonté du romancier a créé un type féminin qui est, déjà, du vingtième siècle. Sarah est libre, indépendante et solitaire, non pas à cause des pressions sociales, même si elles existent, mais de sa propre volonté. Fowles explique très bien tout cela, et le changement, aujourd'hui, de la relation de l'auteur littéraire à ses personnages. Avant moi, d'autres cinéastes ont voulu adapter ce roman, Mike Nichols, Fred Zinnemann, par exemple. Ils avaient exclu le regard du vingtième siècle et cela n'a pas marché. Une des choses importantes du roman est que la femme crée sa propre fiction, se montre théâtrale pour préserver sa vie spirituelle. Il était impossible de transposer la réflexion du romancier sur le roman victorien et sur sa manière d'écrire. J'ai pensé tout de suite à Pinter, pour remplacer cela par une histoire moderne, qui devait être beaucoup plus ambiguë. Personne n'est mieux qualifié, en ce qui concerne l'ambiguïté, que Pinter ! J'ai travaillé à l'adaptation avec lui.

Les éclairages ambigus

« Aujourd'hui, le droit à l'égalité et à la liberté va de soi. A l'époque victorienne, la femme qui se voyait libre avait un grand chemin à faire, une montagne à escalader, et, il lui fallait trouver un homme digne d'elle. Ce n'est pas le cas de Charles mais il lui fallait un certain courage pour vivre cette situation. C'est pourquoi il est plus sympathique, au fond, que Mike. Le film est fait de deux histoires différentes et le me suis placé entre les deux. Dans l'une et l'autre, la femme est plus intelligente, plus imaginative que l'homme. Elle a plus d'esprit. J'ai voulu montrer les comédiens d'un film dans leur milieu social, sans les idéaliser. Je considère l'histoire moderne comme celle de gens qui ont trop de privilèges, toutes les libertés, mais ne savent pas quoi en faire. Le roman d'amour de deux personnes qui font le même métier n'est pas directement lié à la fiction du film. Au vingtième siècle, l'amour n'est plus quelque chose à quoi l'on arrive après un long effort. Tout est trop facile et l'homme perd de la beauté, de l'autorité, de la présence, de la force parce qu'il veut tout, et tout de suite.

« La voix de la narration amène le problème-ci de l'écriture, au cinéma comme en littérature. J'ai beaucoup pensé. La plupart des films sont racontés du point de vue de « je ». Cela amène aux questions de style. Quel aspect de l'expérience va déterminer la voix que vous allez employer ?

Au tournage, j'ai déjà une idée du montage mais dans la salle de montage, je découvre d'autres possibilités d'orchestrer la narration. Elle repose essentiellement sur le choix des détails qu'on a décidé d'éclaircir. Quand on a trouvé son propre point de vue, moral par rapport à l'histoire, on a les détails qui feront le style. C'est pareil pour un romancier. L'éclairage de l'époque victorienne est très impressionniste, la lumière est employée pour clarifier les événements. Dans l'époque moderne, il y a plus de liberté d'événements, mais la lumière est un éclaircissement ambigu.

« J'ai choisi immédiatement Meryl Streep après l'avoir vue, à New-York, dans la Mégère apprivoisée. Savez-vous qu'elle était une actrice de théâtre reconnue avant de jouer dans des films que je n'ai, d'ailleurs, pas vus ? Meryl Streep a un grand calme intérieur, elle semble avoir le temps d'exprimer ses sentiments. Ce fut plus difficile de trouver son partenaire. Les jeunes acteurs, aujourd'hui, ont une présence prolétarienne d'enfants des rues. Il y en a peu qui puissent jouer un prince. Jeremy Irons a réussi à être, dans l'époque victorienne, un « gentleman » dans le vrai sens : un homme qui n'a pas seulement de belles manières grâce à l'argent et à l'éducation mais dont on attend qu'il soit quelque'un de bien.

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

CAHIERS DU CINEMA 333

AU SOMMAIRE

- Le palmarès des lecteurs des Cahiers
- Sur deux cinéastes français : entretiens avec André Téchiné et Jean-Louis comolli
- A propos du tournage du dernier film de Jacques Rivette : « Le Pont du Nord »

Chez votre marchand de journaux - 20 F

Pablo Picasso filmé par Frédéric Rossif

Dialogue de chefs d'œuvre

FREDERIC ROSSIF, qui s'intéresse aux animaux, fait le portrait de Picasso. Sans poils, sans yeux rieurs et courts qu'il avait sur le califour, sans autres plumes que ses pinceaux, cet animal-ci avait quelque chose du monstre, sacré bien sûr. Or rien n'est plus périlleux que vouloir tracer la vie d'un monstre de cette taille, le synthétiser, l'expliquer, le rendre familier, même, et peut-être surtout lorsqu'on l'a soi-même poncé. Avec une intuition dont on lui saura gré, Rossif semble avoir heureusement choisi la prudence, évitant de trop faire du « Rossif ».

On prendra donc en patience le « premier » début du film qui montre, symbole d'une haute originalité diversement interprétable, une suite de photos jaillir l'une après l'autre des flammes. Puis on s'extorcera l'œil en suivant le « second » début qui refait l'histoire telle que la vit défilé Picasso, c'est-à-dire telle qu'il ne la vit pas : une suite de séquences d'archives se suc-

céder, se téléscopent, se chevauchent, avec de temps à autre, en contrepoint, les toiles du maître. Bref, toute une époque. Mais le travail de Rossif trouve ensuite sa cohérence.

Il trouve sa cohérence et nous, peu à peu, ce que nous attendons. L'œuvre, tout l'œuvre défile, sobrement éclairé par un texte d'Hélène Parmelin ou par l'intervention de documents : Picasso vivant, peignant, tour à tour grave, et facétieux. L'intérêt documentaire de cette séquence de musée des musées, de catalogue des chefs d'œuvre, compense ici les petites agaceries liées aux prises de vues répétitives des toiles et à quelques séquences imaginaires tout à fait saugrenues. Et que ne pardonnerait-on pas pour voir longuement Picasso dessiner sur les murs courbes d'une salle voûtée, ou donner ses formes à un oiseau d'argile ? On sort terrassé par ce Pablo Picasso-là.

FREDERIC EDELMANN.

«Absence of Malice», de Sydney Pollack

«GEORGES BIZET», Un livre de Michel Cardoze

Les fausses évidences



CERTAINS films, la chance (mais aussi le talent) aidant, arrivent sur nos écrans au bon moment. S'ils sont américains comme *Absence of Malice* et réalisés par un superprofessionnel comme Sydney Pollack, un des très rares cinéastes hollywoodiens qu'on croirait juste débarqué de la Warner ou de la Columbia de la grande époque, le simple hasard ne suffit pas à donner une explication rationnelle d'une telle réussite. Comme souvent dans le passé, la réalité copie la fiction, le cinéma chevauche l'actualité. Inutile de revenir sur tous ces scandales bien connus, aux États-Unis, en France ou ailleurs, que les médias, journaux, télévision, catapultent aux quatre coins de l'univers. Les médias, aujourd'hui, on a presque le droit de le dire, écrivent l'histoire.

Mais dans ces médias, des individus assument des responsabilités, de par la position plus ou moins importante qu'ils occupent ils peuvent ou non dégrader l'aspect positif, l'évidence révélatrice d'une affaire, ou au contraire brouiller à plaisir les pistes comme dans un roman policier. Ou tout simplement

se laisser mener en bateau, devenir des jouets dans les mains du pouvoir. C'est sur ces dernières prémises que Sydney Pollack et son remarquable scénariste, Kurt Luedtke, ont fondé l'intrigue de *Absence of Malice* (qu'il faudrait traduire par « En toute innocence »).

Une jeune femme journaliste, Megan Carter (Sally Field, la Norma Rae du film de Martin Ritt), piquante, pimpante, toujours prête à bondir sur le dernier scoop, mord à l'insouciance que lui tend un agent fédéral venu enquêter sur la mort d'un bootlegger notoire. Elle lance la rumeur que le fils du défunt, Michael Gallagher (Paul Newman), un vendeur de spiritueux tout ce qu'il y a de plus correct, est impliqué comme numéro un dans l'enquête. La mécanique médiatique à broyer les consciences se met en marche. Obligé de trouver un alibi, Michael voit voler à son secours une ancienne amie qui lui fournit une caution mais sous le sceau du secret. Megan Carter n'a cure de ces clauses de conscience, provoquant le suicide de la jeune femme le jour où sa vie privée est étalée à la première page des journaux.

La vie privée des journalistes

L'enquête prend son élan, se déplace, mêlant la politique locale aux investigations du fédéral. L'agent de Washington tend une filature, découvre l'accord de Gallagher junior avec le district attorney : moyennant contribution à la caisse électorale du district attorney qui es lance dans la politique, celui-ci rétablit la vérité et déclare publiquement que Gallagher n'était rien à voir avec les tréfonds de son père. L'imbricolage se résout dans la grande scène du cinquième acte : le petit juge de Floride, dans une apoustrophante improvisation de treize minutes en présence des divers protagonistes, remet chacun à sa place. Megan l'ingénue se console peut-être dans les bras de l'héritier Gallagher.

Kurt Luedtke, qui a inventé cette histoire, parle en orateur. Il a lui-même travaillé deux ans à Miami, dans les bureaux du journal qu'on aperçoit dans le film. Il fut pendant cinq ans le rédacteur en chef de la *Detroit Free Press*, le quotidien quotidien en importance (520 000 exemplaires) des États-Unis. En février 1975, nous dit-il, il décide d'abandonner le journalisme pour tenter sa chance au cinéma : « J'avais atteint le sommet des honneurs dans ma profession, je ne pouvais espérer davantage. J'avais trente-huit ans, et je me voyais me morfondre dans ce même boulot pendant vingt-deux ans jusqu'à l'âge de la retraite. » Kurt Luedtke est aujourd'hui, en langage professionnel, *a hot property*, une vedette sur le marché du scénario. *Absence of Malice* est son tout premier script.

Le scénariste a été étroitement associé au tournage et au montage du film, en collaboration avec le fidèle conseiller littéraire de Sydney Pollack, David Rayfield. Au départ il avait écrit le rôle de Gallagher pour Al Pacino, le film devait être réalisé à Detroit. L'hiver était déjà avancé, Al Pacino ne pouvait se libérer. Paul Newman, cinquante-sept ans, prend la relève, le tournage aura lieu à Miami que connaît bien Luedtke. « Il nous faisait une star pour sceller l'accord », explique l'ancien journaliste. « Oui, il y a eu conflit entre le fils Gallagher et la jeune journaliste. Mais avec Paul

Newman et Sally Field, il était indéniable qu'ils tombent amoureux l'un de l'autre. » Quant à Megan, la jeune journaliste, précise Kurt Luedtke, « c'est un brillant reporter dans un journal très ordinaire, de taille moyenne. Surtout qu'elle n'est pas assez maligne pour voir le piège qu'on lui tend. Là est peut-être l'originalité véritable du sujet, cette absence de malice, qu'il faudrait aussi traduire, un peu lourdement, par « absence de présence d'esprit ».

LOUIS MARCORELLES.

* Voir les films nouveaux.

Marcelle BRUNSWIG
expose actuellement quelques
aquarelles - paysages -
A la GALERIE DAVID BENMAOR
ou VILLAGE SUISSE

AMBRASSADE AUSTRALIE
4, rue Jean-Baptiste (13^e)
Métro Bir-Hakeim

Stanislaus RAPOTEC
peinture expressionniste abstraite

1^{er} MARS - 5 AVRIL

GALERIE CHARDIN
LOILIER
Œuvres récentes

36, r. de Seine, 6^e - 4 au 17 mars

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
et bld. av. Daumesnil, 1^{er} - 55-79-18

LEOPOLDO MENDEZ
Artiste d'un peuple en lutte
Gravures

1^{er} et 2^e ét. 10 h-18 h, sam. 12 h-18 h

15 FÉVRIER - 27 MARS

Entre marxisme et objectivité

DEPUIS un peu plus d'un siècle, le succès de *Carmen* ne se dément pas ; non seulement il s'agit de l'opéra le plus joué dans le monde, mais encore il jouit à la fois de la faveur du grand public et de celle des connaisseurs. En leur temps, des personnalités aussi diverses que Wagner, Brahms, Tchaïkovski, Debussy, Mahler, Berg, Fauré, ont dit bien haut leur admiration pour un ouvrage singulier qui, comme le *Freischütz*, a relégué dans l'ombre l'auteur et le reste de son œuvre.

Qui était Georges Bizet ? Qu'importe, dira-t-on, sa musique parle pour lui. Mais justement, celui qui a conçu une musique capable de « parler » à des catégories d'auditeurs qui d'habitude ne se mélangent pas ne saurait être un homme ordinaire. C'est ce qui a conduit Michel Cardoze, actuellement rédacteur en chef adjoint et chroniqueur à France-Inter, à entreprendre une biographie de Bizet qui vient de paraître aux Éditions Mazarine. Journaliste à l'Économiste jusqu'en 1979 (il y a, notamment, dirigé le service culturel), Michel Cardoze ne se pose nullement en musicologue, mais indubitablement il admire la musique de Bizet, et apprécie aussi bien l'ariézienne, les *Jour d'enfants*, la *Jolie Fille de Perth* et les *Pêcheurs de perles*. On ne saurait en dire autant de tous ceux qui se penchent actuellement de dissenter sur *Carmen*. C'est là un avantage considérable : persuadé a priori

que celui qui a écrit des œuvres si attachantes ne saurait être totalement antipathique, il évite ainsi des pièges que tendait au biographe un tant soit peu marxiste la personnalité désorientante du compositeur.

Car Bizet, de par son milieu d'origine, son éducation, ses conceptions aux convenances, est un « bourgeois », à n'en point

douter. Pis même, car le « peuple » lui inspire une méfiance mêlée de dégoût ; volontiers élitiste, n'a-t-il pas écrit quelque part : « Je ne parle que des gens intelligents, car les autres, pour moi, n'existent tout simplement pas » ? Sensible aux idéaux de fraternité universelle, il préfère cependant l'ordre promis par M. Thiers aux désordres sanglants de la Commune.

Les morales

Tout cela est déconcertant, d'autant que Bizet ne mène pas ses mots, s'intéresse à mille choses à la fois et travaille jusqu'à l'épuisement sur cent projets divers et contradictoires. Et voilà qu'en 1874 il écrit sans crier gare une œuvre révolutionnaire — puisque le réalisme du sujet la rend particulièrement scabreuse — et populaire, son langage musical étant accessible à tous, voire à des spectateurs médiocrement intelligents. L'effort sur soi, ou l'aveu, aurait-il été trop fort, puisqu'en tuant le petit-bourgeois l'éclosion de l'œuvre tue, pour ainsi dire, son auteur l'année suivante ? La brusque révélation de sa nature profonde, masquée jusque-là à coups de censure et d'auto-mutilations, aurait-elle déclenché un mécanisme irréversible et fatal.

Bien qu'il débouche sur cette conclusion, le livre de Michel

Cardoze est heureusement moins simpliste, encore qu'on y découvre le souci de justifier les errements de la jeunesse par la victoire finale. Le ton n'échappe pas à une sorte de paternalisme moralisateur qui ressemble assez, en fin de compte, à celui de la droite bien-pensante voyant dans le personnage de Bizet un rempart contre les déchaînements du vice. Et si *Carmen*, occupée au fond à concilier l'amour et le devoir (car lorsqu'elle tue don José à désespoir, c'est pour tenir les engagements qui la lient aux contrebandiers), n'était pas la femme libérée qu'on veut en faire maintenant, la musique aurait-elle moins d'attrait ? Si *Carmen* — l'opéra — renvoyait des idées de la morale bourgeoise et la morale révolutionnaire, montrant que les contrebandiers ne valent pas mieux que les soldats, ou ne montrant rien du

tout, le propos de Michel Cardoze s'en trouverait singulièrement affaibli.

Alors, dira-t-on, pourquoi s'occuper d'un livre critique jusqu'à dans ses bonnes intentions ? Tout simplement parce que, faite d'une traduction en français de l'ouvrage de Winton Dean, il s'agit de la première biographie de Bizet qui prenne en considération bien des faits ou des écrits soigneusement dissimulés au public français par l'embourgeoisement du compositeur, un livre qui critique, dans le meilleur sens du mot, l'image édifiée qu'on en donnait et s'interroge sur les problèmes professionnels et familiaux au milieu desquels il se débattait. Enfin, parce que Michel Cardoze sait raconter une démarche marchande toujours insatisfaisante, car le contexte socio-économique n'explique pas un artiste, par un souci d'analyse psychologique qui ne verse pas pour autant dans la psychanalyse sauvage. Nous avons donc là un document mille fois plus précieux que tout ce qui s'est écrit sur Bizet en France depuis le petit livre de Frédéric Robert (1955), et dont le souci d'objectivité, fût-il au service d'une démonstration contestable en fin de compte, donne au lecteur, par le nombre d'informations qu'il rassemble, la possibilité de se faire une opinion fondée.

GERARD CONDE.

* *Georges Bizet*, par Michel Cardoze, 297 pages, Éditions Mazarine, 67

Prestige musical de France

A la suite de l'Orchestre national de France, l'Orchestre de Paris a effectué au Canada et aux États-Unis une tournée qui s'est achevée, le 19 février à New-York, avec cinq soirées triomphales au Carnegie Hall.

UN orchestre symphonique français en tournée aux États-Unis, c'est un peu le même défi que celui d'un constructeur d'automobiles allant les vendre à Detroit. Un défi difficile étant donnée l'abondance des grands orchestres d'opéra, d'opéra-comique, de symphonie, de chambre, de Cleveland, Boston, Detroit, Chicago, New-York... pour n'en citer que quelques-uns.

La succès des orchestres français est d'autant plus méritoire qu'il leur fallait surmonter la contre-publicité faite par des critiques plus ou moins bienveillants, vantant les exceptionnelles qualités individuelles des musiciens français pour mieux regretter un prétendu manque de discipline de l'ensemble. Et bien sûr, les meilleurs spécialistes se sont divertis en apprenant que les deux grands orchestres fran-

çais, l'Orchestre national de France et l'Orchestre de Paris, se rendaient, aux États-Unis à quelques semaines d'intervalle. Cette « coïncidence » ne pouvait que renforcer la réputation de manque de coordination et d'improvisation attribuée aux Français, illustrée par des propos assez vifs échangés entre Lorin Maazel et Daniel Barenboim.

A en juger par l'accueil très chaleureux et parfois même enthousiaste du public, la concurrence a du bon. Dans la foule de l'Orchestre national de France, l'Orchestre de Paris a été acclamé, d'abord au Canada, puis au Carnegie Hall de New-York, à Washington et dans deux autres petites villes américaines où il a joué l'intégralité des symphonies de Beethoven. Pour compléter ce cycle, et comme une sorte de supplément à ce menu déjà riche, Itzhak Perlman interprète le Concerto pour violon de Beethoven.

Ignorant leurs sources de financement différentes, les critiques du *New York Times* soulignent à tort que les deux forma-

tions se valent à une quelconque de gros sous. Mais c'est en faveur de l'Orchestre de Paris qu'il a tranché la rivalité, et encore avec des réserves :

« L'Orchestre de Paris n'est pas un brillant ensemble de virtuoses comme nos grandes villes américaines peuvent se flatter d'en posséder (...) Mais c'est un honnête instrument, d'une efficacité honnête pour servir la grande musique et les grands chefs qui l'interprètent... » Daniel Barenboim qui, après Rudolph Serkin et Leonard Bernstein, avait reçu la Beethoven Society Medal, n'a pas entièrement plu au *New York Times*, mais le *New York Post* ne tarit pas d'éloges. « Il a suivi à la lettre les indications détaillées de Beethoven, tout en donnant à chaque symphonie la richesse que seul un grand chef d'orchestre peut communiquer ». Pour le critique du *Washington Post*, « sous la direction de Barenboim, nous avons entendu un Beethoven plus sévère et monumental (...) Et dans la Pastorale, à la différence de Bernstein ou de Karajan, insistant sur l'aspect descriptif, Barenboim dirige dans

un état mental de pureté et d'innocence (...) Il y ajoute une dimension mystique ».

L'Orchestre de Paris a parfaitement mené son opération de prestige, comme il se le devait envers ceux qui soutiennent ses efforts : l'État, la Ville de Paris et un certain nombre d'entreprises. Il a en même temps éliminé les doutes qui subsistent sur la qualité de son et de discipline des formations symphoniques françaises. Une meilleure coordination aurait peut-être permis de mieux répartir les activités des deux orchestres — rivaux — dans le temps. Faut-il penser que Daniel Barenboim que « la vie musicale a suivi à la lettre les indications détaillées de Beethoven, tout en donnant à chaque symphonie la richesse que seul un grand chef d'orchestre peut communiquer », est évidemment pour sa paroisse, il citait l'orchestre de la B.B.C., qui « s'est donné pour but de louer de la musique contemporaine ou expérimentale, de travailler surtout en studio et de donner quelques concerts publics avec de bons chefs invités ».

HENRI PIERRE.

Marcelle BRUNSWIG
expose actuellement quelques
aquarelles - paysages -
A la GALERIE DAVID BENMAOR
ou VILLAGE SUISSE

AMBRASSADE AUSTRALIE
4, rue Jean-Baptiste (13^e)
Métro Bir-Hakeim

Stanislaus RAPOTEC
peinture expressionniste abstraite

1^{er} MARS - 5 AVRIL

GALERIE CHARDIN
LOILIER
Œuvres récentes

36, r. de Seine, 6^e - 4 au 17 mars

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
et bld. av. Daumesnil, 1^{er} - 55-79-18

LEOPOLDO MENDEZ
Artiste d'un peuple en lutte
Gravures

1^{er} et 2^e ét. 10 h-18 h, sam. 12 h-18 h

15 FÉVRIER - 27 MARS

Galerie
JEAN PIERRE
JOUBERT
28, avenue Maignan, 75008 Paris
Tél. 562.67.13

MARZELLE
3 mars - 30 avril

DESSINS FRANÇAIS CONTEMPORAINS
72 ARTISTES réunis à la
GALERIE DE LA SEITA
12, rue Surcouf (7^e) - Métro : Invalides
DU 27 JANVIER AU 10 MARS
Tous les jours de 11 h. à 18 h. (sauf dimanche et jours fériés)

GALERIE DU MESSAGER
FOLON
12 FÉVRIER - 21 MARS
Fermé le jeudi
MUSÉE DE LA POSTE
34 boulevard de Vaugirard - Paris 15^e

GENIS
4 mars - 30 avril
Tous les jours de 10 h à 19 h
Dimanche de 15 h à 19 h
ARTFRANCE
36 Av. Maignan Paris 8^e
359.17.39

MANDRAGORE INTERNATIONALE
18, rue des Coutures-Saint-Gervais - PARIS 3^e
VALADARES
AQUARELLES
présentation sur rendez-vous
537-54-30

GALERIE
MARWAN HOSS
février-mars
BRAQUE • CÉZANNE • DAUMIER • LÉGER
MATISSE • PICASSO • REDON
SEURAT • SIGNAC • TOULOUSE-LAUTREC
12, rue d'Alger - 75001 Paris - Tél. 266.37.66
M^e Tuilleries - Parking Vendôme - Fermé le samedi après-midi

PLACE DE LA BASTILLE - PARIS
DU 26 FÉVRIER AU 7 MARS 1982
les antiquaires spécialisés sont présents au :
4^e SALON DE LA
CURIOSITE
OBJETS D'ART ET DE COLLECTION
2^e SALON DE LA
PEINTURE
DESSINS - GRAVURES - SCULPTURES
AFFICHES DE 1600 à 1930
DE 11 A 20 H SAMEDI ET DIMANCHE DE 10 A 20 H

LA CRISE DES CLUBS EN FRANCE

L'avenir du jazz

JAZZ-UNITÉ annule ses programmes de mars. Jazz-Unité arrête les frais. Gérard Terronès avait la charge de ce lieu d'accueil parisien qui ne peut survivre dans les conditions qui étaient les siennes en février 1981, et qui sont les mêmes aujourd'hui. Terronès, qui allie la passion à la compétence, ne boucle pas la porte, ne jette pas la clé dans l'égout, mais, il draine, après un an d'efforts, son bilan financier négatif. En dépit de sa victoire morale, le jazz continue de végéter le nuit dans les clubs. Tout se passe comme si, en ce secteur, des forces malignes complotaient ses défaits.

Il était prévu, ce mois-ci, à Jazz-Unité, dans le quartier des Quatre-Temps, l'octette de François Tusques, le quintette de Bobby Few, les quatuor de « L'Objet », Davis et de Philippe Catherine, le quatuor de saxophones (Jeanneau, Chautemps, Maté, Di Donato), le trio de Tony Oxley, le duo Memphis Slim-Michel Denis. Tous sont gommés de l'affiche où n'apparaît plus que Sonny Sharrock, les 26 et 27 mars.

Rien n'y a fait, ni le milieu de musiciens qui sont succédés depuis douze mois, ni l'audience qui n'a cessé de croître, ni le dévouement militant des animateurs : il se révèle à l'évidence qu'un club de jazz de haut niveau ne peut exister fermement, écorché, qu'il est de taxes, alors qu'une salle « favorisée » reçoit la même programmation sans laquelle elle aurait sombré bien avant lui.

Donneur, toujours deux poils et deux mesures, telle est la conclusion amère, sinon décou-

ragée, que tire Gérard Terronès, dont chacun sait que, depuis longtemps, il s'achène à la bonne bataille. Son travail, dit-il, et ceux du même ordre, sont hélas ! « totalement ignorés des pouvoirs publics ». Vieilles affaires, qu'il faudrait enfin tenter de régler, tout le monde du 17 décembre 1981.

Le bateau du jazz ne navigue plus sur un seul fleuve, il a pris la mer, il voyage partout. Il essuie, avec des bonheurs divers, d'éviter deux écueils. Le premier, c'est l'immense iceberg de l'institution classique, plus féroce, sans doute, de privilèges que de préjugés. Le second, c'est la mine posée sous l'eau par ceux qui défendent des musiques connues et qui convoitent les éventuels avantages qu'on pourrait bien, tout de même, lui offrir.

Quoi de plus navrant, en effet, que la distance qui sépare la demande d'une grande audience et l'aide que l'on est en droit d'attendre, mais qui ne vient jamais.

Ce public qui fuit le jazz représente une personne sur trois parmi celles qui mobilise la vie culturelle. Il ne s'agit pas de ceux qui, simplement, aiment le jazz, mais de ceux qui, à toute autre musique, le préfèrent. Ils paient leurs impôts, comme les autres, mais ils ont le sentiment de toujours régaler le voisin. Ils ne reçoivent pas, pour eux, en proportion raisonnable, la part qui leur revient de ce qu'ils ont engagé.

Que l'on n'aille pas dire, surtout, que le jazz est indéchiffrable. Son sens est, comme celui d'autres réalités non géométriques, assurément inexacte,

ce qui ne signifie pas non rigoureuse. Ses aficionados citent des artistes, inégalement et tout le reste, ni, ce qui en serait l'inéluctable conséquence, dans l'élargissement du ghetto, le partage de mœurs budgétaires qu'on ramassait sur le tapis du banquet. Elle ne peut consister qu'en une reconnaissance de la spécificité jazzique, qu'en l'octroi d'un budget séparé, honnêtement chiffré, incompressible et géré, en un point à définir de la pyramide administrative, par un homme, ou un groupe, qui ne s'intéresserait pas forcément au jazz mais qui, étant chargé de lui, s'en préoccuperait avant tout.

Plusieurs instances doivent sortir le jazz des difficultés qu'on lui a créées : la région, dans quelque temps, et, dès maintenant, la ville. Paris, aujourd'hui, est exemplaire, qui a révisé un festival annuel, fondé deux classes dans ses conservatoires, établi un espace d'animations et d'ateliers, accordé une subvention au grand orchestre de Solal et au Centre d'information musicale, tout cela pour les jazzistes. L'Etat peut agir semblablement, avec son autorité « capitaliste ». Il lui suffit d'actualiser, dans l'esprit et dans la lettre, le rapport Pesca. Tout y est prévu pour contourner l'iceberg, désamorcer la mine, et, dans un même mouvement, étudier le problème des détaxes pour Jazz-Unité et les clubs créatifs de l'ensemble de l'Haut-de-Seine. Mais il faut faire vite, balayer le doute, commencer d'agir. C'est le moment.

LUCIEN MALSON.

EDITIONS ET RÉÉDITIONS

Le passé du jazz

AU retour en force de la musique afro-américaine — sous toutes ses formes — est associée une flopée d'ouvrages qui paraissent ou qui reparaissent. Vient, en premier lieu, le livre d'André Hodeir : *Hommes et problèmes du jazz*, qui était inaccessibles, et se trouve, de nouveau, facilement, en librairie (1). Hodeir fut le premier, dans le monde, qui manifesta ce que pouvait et devait être une analyse musicale rigoureuse du fait jazziste. Rompant avec une description qui s'éparpillait l'étude technique poussée, affinée, l'auteur donnait, dans cette œuvre désormais classique, l'exemple d'un écrit critique, anti-raciste, digne de son objet, c'est-à-dire enfin soustraite à l'amateurisme bêtifiant que l'opinion commune considérait comme aux petites domaines marginales.

Cette action de scrutateur, coupante comme un scalpel, remarquable par la fermeté de la pensée et la perfection du style, n'est pas que l'expression d'une science. Elle rend aussi un hommage adhésif, affectueux, aux musiciens que les conditions historiques privent du pouvoir d'exercer eux-mêmes une réflexion rationnelle sur ce qu'ils

avaient inventé. Autrement en apparence seulement, cette critique s'offre enfin comme une véritable création d'idées ou de notions, et comme une fructueuse contribution au plaisir audilif qui se redouble dans la lecture et qui déçoit, grâce à elle, des réalités insupportables, lui permettant de s'accroître, de s'agrandir.

Premier bibliographique cette fois, un opuscule de Gérard Herabart : *Le Blues* (2). Succédant à son *Encyclopédie*, dont nous avons souligné l'intérêt (voir le Monde du 26 juin 1980), ce traité, comble et indispensable, émane d'un des meilleurs collaborateurs de l'excellente revue *Soul Bag*. Il est édité dans la collection « Que sais-je ? » consacrée à tout, trop souvent, comme un ensemble d'écrits d'initiation ou de vulgarisation — auxquels Hodeir, dans la préface à son « discours de la méthode », souhaitait que le jazz ne soit pas uniquement asservi. Ici, comme ailleurs, tout dépend de l'auteur, de la connaissance de première main (qu'on ne y lègue un *Lagache* ou un *Piaget*). Or, personne ne parle mieux de l'histoire-géographie du blues qu'Herabart. Il a sa place dans cette série de petites publications savantes.

La fin des années 20

Résurgence encore, et ciliée par choix d'alternance, le *Dictionnaire du jazz*, de Hugues Panassié et Madeleine Gauthier (3), très utile pour ceux qui sont attachés aux styles construits antérieurement au bop. Ce volume, qui se présente comme un complément de l'édition de 1971, rajoute une cinquantaine de musiciens, dont vingt-neuf nés avant 1910, et dix-huit nés avant 1920. Aucun grand artiste de jazz n'aurait vu le jour entre 1930 et 1940. Un seul serait apparu en-dehors : Minko Alexander. La puissance jazzique serait donc morte globalement, par mutation génétique ou mutation culturelle, à la fin des « gay twenties ». Nous nous permettons d'être plus optimiste.

Pins optimiste est aussi Jacques Bédaride dont on diffuse l'*Anthologie des musiciens de jazz* (4). L'éditeur a cherché, avec ce livre, à réaliser le pendant de l'*Anthologie des interprètes classiques*, de Claude Monquetti. Conçu de la même façon, le volume présente, dans une chronologie en de brèves biographies, les artistes qui ont occupé la scène, de Scott Joplin à Scott Hamilton. Ces courtes biographies de vedettes, Bédaride les destine au grand public — alors que le « dico » de Panassié s'adresse à ceux qui sont déjà mordus. Bédaride, dont les phrases poétiques filent comme des fusées de feu d'artifice, a, volontairement, supprimé l'un

des premiers et plus fameux artistes du vieux temps : Buddy Bolden. Peut-être parce qu'il est « sans disque » et qu'une étude universitaire récente a jeté des doutes sur son aventureuse vie.

Bolden, écrit Donald Markowitz (5), ne serait pas né en 1888, comme le signale Feather, ni en 1870 comme le note Panassié, mais en 1877. Il ne fut pas harpiste, ni pamphlétaire au *Cricket*, comme tout le monde l'a cru. Il ne fréquenta jamais le Tin Type Hall, car ce lieu ou tout au moins cette enseigne, n'a jamais existé. Ce qui est sûr, c'est qu'il joua de la trompette ou du cornet. De cela, les preuves abondent. A la bonne heure. Grâce à elles, nous pouvons tout de même garder quelque confiance en de vieux livres et reprendre, après tant de révélations surprenantes, notre respiration. — Lu. M.

(1) André Hodeir. *Hommes et problèmes du jazz*. Collection « Encyclopédie ». Éditions Payot, 1980, 100 pages, 100 francs.
(2) Gérard Herabart. *Le Blues*. PUF, collection « Que sais-je ? », n° 1856.
(3) Hugues Panassié et Madeleine Gauthier. *Dictionnaire du jazz*. Albin, 1981, 320 pages, 100 francs.
(4) Jacques Bédaride. *Anthologie des musiciens de jazz*. Stock, collection « Musique ».
(5) Donald Markowitz. *Buddy Bolden*. Presses universitaires de la Louisiane. Édition de Capa, New-York.

Au Metropolitan Opera, l'hiver

TRAVERSER, à New-York la Lincoln Center, Plaza balayée par le blizzard, est déjà une performance pour un émigré de nos Alpes lyonnaises. Mais auparavant on souffrait sous les ardeurs lumineuses du Metropolitan Opera une affichelette vous informant que le ténor italien Luciano Pavarotti, protagoniste du spectacle, se fait porter pâle, « victime d'un mauvais rhume », donne une deuxième envie de détailler.

L'opéra au programme de la « première » de ce soir-là était *Les Maîtres de Chœur* de Verdi, avec Katia Ricciarelli, Leo Nucci et Paul Plishkin — une distribution de solistes digne de la Scala et de Covent Garden (où nous avions vu l'œuvre en 1978). L'ampleté était comble (3 800 personnes) et le bruissement de volière, préface aux soirées de gala, se répandait alentour quand il cessa brusquement : un régisseur venait de faire son apparition devant le rideau. C'était l'annonce fatale du « mauvais rhume ».

L'amour des New-Yorkais pour le théâtre lyrique est tel que la foule, qui avait bravé le froid, aurait dû, elle, braver la mort. Pour ce public fervent du bel canto, la défection de Pavarotti,

dont la réputation est en passe d'atteindre celle de Caruso, était cuisante. Croit-on que de l'orchestre riche en smoking et de décors somptueux jusqu'à cinquante balcons où étaient perchés les « pieds tendres », se manifesta quelque mauvaise humeur ? Rien, pas un sifflet, aucune absence. En revanche, quand fut annoncé que le ténor espagnol José Carreras remplaçait « au pied levé » l'italien, la salle crœna sous les applaudissements. Belle façon de faire play, digne de la générosité de ces lieux.

On sait en effet que le nouveau « Met » (1968) doit son équilibre financier à des mécènes dont le premier « patron » s'appelait John D. Rockefeller. C'est grâce à ces « patrons », qui siègent au parterre comme les marguilliers à leur banc d'œuvre, que la saison lyrique peut avoir lieu de septembre à avril et que les places sont accessibles aux bourgeois les plus modestes.

Cette salle allait nous démontrer une autre étonnante bienveillance en matière de spectacle. Car cette *Les Maîtres de Chœur* production médiocre en dépit de la situation musicale de Nello Santi, fut chaleureusement accueillie.

Le deuxième tableau présentait un contraste scénique plus saisissant encore. A la différence de Luciano Pavarotti, dont le tour de taille est digne de Falstaff, José Carreras figure un petit ténor, dressé sur ses ergots que l'immuable mezzo Bianca Berli, qui interprétait la fièvre duchesse Federico écorrait de toutes sa volumineuse personne en polissant, dans le plein sens du terme. On comprenait mieux les réticences du metteur en scène à se faire traîner sur le proscenium, si ce n'est à épouser son encombrante partenaire.

Mais l'opéra atteignit un comique courtois, ce fut dans le troisième tableau. Nous sommes revenus dans la grange de Miller. Le dialogue est vif entre les deux pères qui tonnent leur fureur. Enfin, pour trancher le débat, font irruption dans un grand fracas de fanfaronnerie les archers, du comte, les choristes de toutes dimensions, aux tro-

gues enroulées, coiffés de pots de chambre à fleurs, après desquels les vétérans de Faust rentrent dans leurs foyers falaises de Broadway. Mais quinze minutes de ces souvenirs figures de voltigeurs.

L'ancien Metropolitan Opera, le fameux « Diamond Horseshoe », qui diffusa ses fastes sur la 39^e Rue, était déjà fier de ces cantatrices à allures de stars, à l'époque des Géraldine Farrar et des Ross Ponselle. Le nouveau « Met » n'a pas perdu cette promotion des vedettes du bel canto au détriment des productions tape à l'œil, à l'image de celles qui fleurissent dans les music-halls de Broadway. Mais quinze minutes de cette scène modeste, dotée d'une machinerie ultrasophistiquée, en viennent à reconstruire pour une « première » tous les poncifs du répertoire, voilà bien — à New-York ! — un anachronisme qui remplit l'esprit de confusion.

OLIVIER MERLIN.

à la galerie
« Des femmes »
71 rue de Seine, 75006 Paris
UNE ANNÉE A LA GALLERIE DES FEMMES
MURIEL MAGEAIONE - Françoise MARTINELLI - Kate MILLET - Michelle KROBLAUGH - Susan DERLAUAY - Bobbie CLAYTON - Claude BATEO - Tina MODOTTI - Dominique GABROU
DU 5 MARS AU 20 AVRIL
Tous les jours sans dimanche de 10 heures à 19 heures

Violence et Magie
Exposition des peintures de
DENIS BOISSIER
à la GALLERIE JEAN-PIERRE LAVIGNES
16, rue Saint-Louis-en-l'Île
du 2 au 14 mars 1982

CENTRE NATIONAL
DE LA TAPISSERIE D'AUBUSSON CONTEMPORAINE
La galerie INARD
Présenté
ADAM BORDERIE CALDER CALY COCTEAU DEBAND
Suzanne DELAUNAY GRIFFOIT HENRI JACOB
Tamara JAWORSKA LAGRANGE LE CORBUSIER LURCAT
MILLET CAMPBELL PERROT PICART LE DOUX POLO SAINT-SAËNS
SALAZAR SAUTOUX-GAILLARD SCHIMMONE VASARELY
VIGOROUX WOGNENSKI
178, boulevard Saint-Germain, Paris-7 - 544-66-88

MAISON DE LA CULTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
La Virtude Histoire de Joseph Suss Oppenheimer dit Le Juif Suss
THÉÂTRE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
Location : 831.11.45 - 866.00.22 et 3 FNAC

C^{ie} MORIN-TIMMERMAN
LES CANCANS Goldoni
THEATRE 13
DU 17 FÉVRIER AU 28 MARS
RÉSERVATIONS : 589.05.99

Olivier Ollivier
leçons de bonheur
11, rue de la Harpe
Paris 5
loc. 262.59.49 - franc-copier

STUDIO D'IVRY
DERNIERE 7 MARS
C^{ie} ALAIN-OLLIVIER
L'IGNORANT et le FOU
de Thomas BERNHARD
LOCATION 672.37.43

Anachronismes
En comparant *Les Maîtres de Chœur* au *Don Quichotte* de 1948, Verdi l'aurait jugé de ses prédécesseurs, angéliquement de Donizetti. D'un une partition assez florissante, mais qui attise déjà par sa puissance les flammèches de ses futures œuvres : le rythme « staccato » du *Traviata*, les envolées de la *Traviata* ou du *Bohème* du bel canto. C'est le « libretto » (Cammarano d'après Schiller) qui pèche le plus : l'histoire très germanique entre une villageoise et un amoureux de haut lignage à la manière de Giselle, le tout saupoudré par le conflit de deux pères abusifs — autrement dit, un affreux mélodrame, dans le plein sens du terme, consistait dans la production signée Nathaniel Merrill.

L'action se passe en trois actes, dans un Tyrol du dix-sep-

tième siècle en carton-pâte, et attise deux écueils : une grande modeste, celle de Miller, où affinent et refluent une centaine de villageois ; le château du comte Walter, dont les vôtres de cathédrale servent de cadre démesuré aux duos. On la production du « Met » recrée les limites du pompierisme, c'était dans la « direction » des chanteurs. Et les autres, aujourd'hui, que le théâtre lyrique, s'il veut faire place au cinéma, ne peut plus tolérer le style armétoir normande louchant sur le chef d'orchestre sans bouger d'un pouce. Or, cette *Les Maîtres de Chœur* sur les planches dès le lever du rideau, et ce, jusqu'à la fin.

Dans le premier tableau, après la jolie ritournelle chantée par la non moins jolie soprano Katia Ricciarelli, le vieux Miller nous a conté ses mémoires sur un ton riant.

755.60

été et directeur de Radio-France;
Sollers : M. Marshall, scénar.

22 h 15. La nuit sur France-Musique : Musique du culte, heures de J. Brahms, Richard Strauss, S. Rachmaninov, J. H. H. Schostakowitch ; 0 h 15. Chansons inédites : œuvres de Giani, Tiziana et de Samuele Desiderio ; 0 h 30. Rapp. et Kino, Braxton, Agnieszka, Lewis.

● A la rencontre de Gaston Leval, par Claude Rousset-Manuel et Yves Gilibert (France 2, 19 h 30) : un portrait de l'écrivain, considéré sous ses multiples facettes et à la fois de journaliste et de romancier, et traité comme un grand personnage de son époque - avec de nombreuses lectures et deux extraits de son roman "L'Opéra" - dans une adaptation réalisée pour la radio en 1963.

... ..

● **Memberships at Naylor 17-21**

■ Menzberg et Mahler (F.M., 12 h). — Premier défenseur de l'œuvre mahlerienne qu'à la tête de l'Orchestre philharmonique d'Amsterdam contribua à faire connaître, on peut dire Mahler pour le conduire ensuite en Hollande comme sa seconde patrie. — Willem Mengelberg était d'après le compositeur viennois, le seul à qui il pouvait confier en toute confiance les symphonies. L'éloge n'était pas de circonstance, et Georges Liebert, qui s'empêcha, avec talent, à faire découvrir les « chefs mariés », la prouve, enregistrements rares à l'appui. La carrière de Mengelberg fut aussi enrichie à travers ses interprétations de Richard Strauss qui lui avait dédié « Une vie de héros », de Rostomanyov, de

[illegible]

1000

● **Martial Solal et John Lewis** à deux pianos (*F.-M., 20 h 30*). — Numéros bien rodés et acrobatiquement balisés d'une musique classique, les duos de piano sont dans le jazz des acrobaties sans fillet où l'on ne prend pas la peine d'écaborder les tapageuses de chapeautiers. Ici on résiste au plaisir de pousser les notes plus intimistes, des vibrations vont résonner chaleureuses. Ajout, le concert assez exceptionnel de Martial Solal, héros solitaire du piano et de John Lewis, ancien du Modern Jazz Quartet (il n'est pas le seul à avoir joué de la guitare électrique) pourvu d'un jeu classique, temps : joué avec Mark Jordan) est-il un vrai choc de nature, sinon de contraires. La déséquilibrée « brillante », un « petit humoristique, de Solal rencontre le génie mélodique et nuancé de John Lewis. — T. Fr.

- 16 N°4, D'un œil, l'autre : œuvres de Vaughan-Williams, Janacek, Casadesu, Jolys.
- 17 N°2, Le jeu des ambroïes : œuvres de Debussy.
- 18 N°3, Studio-concert : Musiques traditionnelles : musiques populaires d'Occident.
- 19 N°3, Jazz.
- 20 N°4, La recherche musicale.
- 21 N°3, Concert de France (dont le 1^{er} et 2^e du Grand Auditorium du Radio-France) : œuvres diverses de grande maîtrise du jazz, avec M. Sol et J. Lewis, piano.
- 22 N°4, La nuit sur France-Strasbourg : œuvres de Debussy, de J. Haydn : solistes français d'aujourd'hui œuvres de Copernic, W.F. Bach : 9 h 3, Opéra-nuit.

Mardi 9 mars

Deux films

FRANÇAIS: SI VOUS SAVEZ
Film français d'Alain Resnais et Alain de Bédouy (1972).
Doublage, épique, GÉNÉRAL.
NOUS VOILA
FR 2, 20 h 30.

Après l'occupation et la chute de l'empire de Vichy, la libération et ses espoirs, après l'été de Gaulle, la chronique historique laisse percer un certain optimisme. L'antagonisme des événements politiques oppose la politique sur les attitudes des années 40 et sur les deux chefs successifs: les leaders français ont, pour la plupart, des attitudes de pouvoir, paternelles et protectrices.

EST ARRIVÉ DEMAIN

Film américain de René Clair (1944), avec D. Powell, L. Carmichael, J. O'Neil, E. Kennedy, J. Philmore.
A 2, 20 h 45.

Quelle attitude pour un journaliste qui, de pouvoir, annonce, avant tout le monde, les événements qui ne se produisent que le lendemain? Sur ce thème de René Clair, scénariste de John Ford, René Clair, réalisateur, a écrit une comédie dans laquelle la fantaisie intervient de façon humoristique. L'action est située à New-York, à la fin du siècle dernier.

TROISIÈME CHAÎNE: FR 3

12 h. D'un soleil à l'autre. Une émission de J.-C. Widemann. 18 h. 30. Pour les jeunes. Les soirées de l'écran. 18 h 55. Tribune libre. S.O.S. environnement. 19 h 18. Journal. 19 h 25. Émissions régionales. 19 h 30. Deschamps animé: Ulysse St. Ulysse rencontre Ulysse. 20 h. Les Jeux. 20 h 30. Cinéma: «Franz, si vous savez». DPA Harris et A. de Bédouy. Deuxième partie: Général nous voit. 21 h 30. Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2. Matinales: voir lundi. 8 h. Les chemins de la connaissance: Aujourd'hui la danse (la danse comme séduction, avec R. Thoenig). À 8 h 30. Georges Haldas et la légende des cafés: à 8 h 30, le bois de vie. 9 h. Les matinales des autres: Tambours d'ouest, un culte de possession au Mali occidental. 10 h 45. Récit de la vie: «L'émigrant de Volpère», de G. d'Annunzio. 11 h. Instruments rares: Le clavier harpe (J. Demus interprète Debussy, Mendelssohn, Chopin, Schumann et Liszt). 12 h 5. Agnès: La nouvelle alliance de l'homme et de la nature, avec M. P. P. 12 h 30. Livre: Paroles variées. 14 h. Sema: au Brésil. 14 h 5. Un livre, des voix: Œuvres de théâtre, théâtre de J. Racine, théâtre de M. P. P. 14 h 47. Émissions spéciales: Le Comité français de l'Union dans le monde. 15 h 30. Les points cardinaux: La cité de Londres inaugure son Barbiere. 16 h 15. Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE: A2

10 h 30. ANTOLOPE. 12 h. 5. Pensez donc ma vie. 12 h 30. Jeu: J'ai la mémoire qui saute. 12 h 35. Émissions régionales. 13 h 45. Série: Les amours des années grises. 14 h. Aujourd'hui la vie. 16 h 5. Téléfilm: Le fantôme du vol 401. De S. Stern et B. Rosenbaum. Une enquête sur l'assassinat d'un jumbo L 1011 qui s'est déroulé dans les montagnes de Floride. 16 h 40. Entre vous. 17 h 50. Série A2. Les quatre-vingt: C'est chouette: 2-3. 18 h 30. C'est la vie. 18 h 50. Série: Des chiffres et des lettres. 19 h 10. D'accord, pas d'accord. (L.N.O.). 19 h 20. Émissions régionales. 19 h 45. Les gens d'ici. 20 h. Journal. 20 h 30. Cinéma: (et à 22 h 15). 20 h 45. Cinéma: «C'est arrivé de nuit». De René Clair. 21 h 15. Journal.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musiques du matin: œuvres de Schubert, Brahms, Rimsky-Korsakov, Glazounov, Haendel, Paganini. 8 h 7. Questions musicales. 9 h 2. Questions musicales: le disque, une affaire qui tourne: œuvres de Montemurri, Haendel, Tchaïkovski, Stravinsky, Bartók, Chostakovitch, Mozart. 12 h. Musiques populaires d'aujourd'hui: le jazz. 12 h 30. Jazz: le jazz américain. 13 h. Opéra: «Madame Favart», de l'Opéra. 14 h 4. Récit à musique: œuvres de Chopin, Liszt, Schumann. 14 h 5. Les enfants d'Orphée. 15 h. D'une oreille l'autre: œuvres de Schubert, Liszt, Schumann. 16 h 2. Le jeu des enfants: œuvres de Bartók, Hindemith. 17 h 30. Studio-concert (en direct du studio 101): œuvres de Marcel, Shostakovitch, Ravel, Debussy, Stravinsky, Bartók, Liszt, Schumann. 18 h 30. Jazz: les irrésistibles (télé-cinéma). 19 h. Premières lectures: magnétique de M. P. P. 19 h 30. Concert (studio 101): œuvres de Debussy et Liszt. 20 h. «Préludes pour piano», de Debussy.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musiques du matin: œuvres de Schubert, Brahms, Rimsky-Korsakov, Glazounov, Haendel, Paganini. 8 h 7. Questions musicales. 9 h 2. Questions musicales: le disque, une affaire qui tourne: œuvres de Montemurri, Haendel, Tchaïkovski, Stravinsky, Bartók, Chostakovitch, Mozart. 12 h. Musiques populaires d'aujourd'hui: le jazz. 12 h 30. Jazz: le jazz américain. 13 h. Opéra: «Madame Favart», de l'Opéra. 14 h 4. Récit à musique: œuvres de Chopin, Liszt, Schumann. 14 h 5. Les enfants d'Orphée. 15 h. D'une oreille l'autre: œuvres de Schubert, Liszt, Schumann. 16 h 2. Le jeu des enfants: œuvres de Bartók, Hindemith. 17 h 30. Studio-concert (en direct du studio 101): œuvres de Marcel, Shostakovitch, Ravel, Debussy, Stravinsky, Bartók, Liszt, Schumann. 18 h 30. Jazz: les irrésistibles (télé-cinéma). 19 h. Premières lectures: magnétique de M. P. P. 19 h 30. Concert (studio 101): œuvres de Debussy et Liszt. 20 h. «Préludes pour piano», de Debussy.

Mercredi 10 mars

PREMIÈRE CHAÎNE: TF1

12 h 5. Réponses à tout. 12 h 30. Les visiteurs du jour. 13 h. Journal. 13 h 40. Un monde pour tous. Des enfants du monde. 13 h 55. Série: Les enfants du monde. 14 h 30. Cinéma: «Le monde est un village». 14 h 50. Les visiteurs du jour. 15 h 30. La bulle magique. 15 h 40. Les visiteurs du jour. 16 h 30. Les visiteurs du jour. 16 h 40. Les visiteurs du jour. 17 h 30. Les visiteurs du jour. 18 h 30. Les visiteurs du jour. 19 h 30. Les visiteurs du jour. 20 h 30. Les visiteurs du jour. 21 h 30. Les visiteurs du jour.

TROISIÈME CHAÎNE: FR 3

12 h. D'un soleil à l'autre. 18 h. 30. Pour les jeunes. 18 h 55. Tribune libre. S.O.S. environnement. 19 h 18. Journal. 19 h 25. Émissions régionales. 19 h 30. Deschamps animé: Ulysse St. Ulysse rencontre Ulysse. 20 h. Les Jeux. 20 h 30. Cinéma: «Franz, si vous savez». DPA Harris et A. de Bédouy. Deuxième partie: Général nous voit. 21 h 30. Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2. Matinales: voir lundi. 8 h. Les chemins de la connaissance: Aujourd'hui la danse (la danse comme séduction, avec R. Thoenig). À 8 h 30. Georges Haldas et la légende des cafés: à 8 h 30, le bois de vie. 9 h. Les matinales des autres: Tambours d'ouest, un culte de possession au Mali occidental. 10 h 45. Récit de la vie: «L'émigrant de Volpère», de G. d'Annunzio. 11 h. Instruments rares: Le clavier harpe (J. Demus interprète Debussy, Mendelssohn, Chopin, Schumann et Liszt). 12 h 5. Agnès: La nouvelle alliance de l'homme et de la nature, avec M. P. P. 12 h 30. Livre: Paroles variées. 14 h. Sema: au Brésil. 14 h 5. Un livre, des voix: Œuvres de théâtre, théâtre de J. Racine, théâtre de M. P. P. 14 h 47. Émissions spéciales: Le Comité français de l'Union dans le monde. 15 h 30. Les points cardinaux: La cité de Londres inaugure son Barbiere. 16 h 15. Journal.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musiques du matin: œuvres de Schubert, Brahms, Rimsky-Korsakov, Glazounov, Haendel, Paganini. 8 h 7. Questions musicales. 9 h 2. Questions musicales: le disque, une affaire qui tourne: œuvres de Montemurri, Haendel, Tchaïkovski, Stravinsky, Bartók, Chostakovitch, Mozart. 12 h. Musiques populaires d'aujourd'hui: le jazz. 12 h 30. Jazz: le jazz américain. 13 h. Opéra: «Madame Favart», de l'Opéra. 14 h 4. Récit à musique: œuvres de Chopin, Liszt, Schumann. 14 h 5. Les enfants d'Orphée. 15 h. D'une oreille l'autre: œuvres de Schubert, Liszt, Schumann. 16 h 2. Le jeu des enfants: œuvres de Bartók, Hindemith. 17 h 30. Studio-concert (en direct du studio 101): œuvres de Marcel, Shostakovitch, Ravel, Debussy, Stravinsky, Bartók, Liszt, Schumann. 18 h 30. Jazz: les irrésistibles (télé-cinéma). 19 h. Premières lectures: magnétique de M. P. P. 19 h 30. Concert (studio 101): œuvres de Debussy et Liszt. 20 h. «Préludes pour piano», de Debussy.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musiques du matin: œuvres de Schubert, Brahms, Rimsky-Korsakov, Glazounov, Haendel, Paganini. 8 h 7. Questions musicales. 9 h 2. Questions musicales: le disque, une affaire qui tourne: œuvres de Montemurri, Haendel, Tchaïkovski, Stravinsky, Bartók, Chostakovitch, Mozart. 12 h. Musiques populaires d'aujourd'hui: le jazz. 12 h 30. Jazz: le jazz américain. 13 h. Opéra: «Madame Favart», de l'Opéra. 14 h 4. Récit à musique: œuvres de Chopin, Liszt, Schumann. 14 h 5. Les enfants d'Orphée. 15 h. D'une oreille l'autre: œuvres de Schubert, Liszt, Schumann. 16 h 2. Le jeu des enfants: œuvres de Bartók, Hindemith. 17 h 30. Studio-concert (en direct du studio 101): œuvres de Marcel, Shostakovitch, Ravel, Debussy, Stravinsky, Bartók, Liszt, Schumann. 18 h 30. Jazz: les irrésistibles (télé-cinéma). 19 h. Premières lectures: magnétique de M. P. P. 19 h 30. Concert (studio 101): œuvres de Debussy et Liszt. 20 h. «Préludes pour piano», de Debussy.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musiques du matin: œuvres de Schubert, Brahms, Rimsky-Korsakov, Glazounov, Haendel, Paganini. 8 h 7. Questions musicales. 9 h 2. Questions musicales: le disque, une affaire qui tourne: œuvres de Montemurri, Haendel, Tchaïkovski, Stravinsky, Bartók, Chostakovitch, Mozart. 12 h. Musiques populaires d'aujourd'hui: le jazz. 12 h 30. Jazz: le jazz américain. 13 h. Opéra: «Madame Favart», de l'Opéra. 14 h 4. Récit à musique: œuvres de Chopin, Liszt, Schumann. 14 h 5. Les enfants d'Orphée. 15 h. D'une oreille l'autre: œuvres de Schubert, Liszt, Schumann. 16 h 2. Le jeu des enfants: œuvres de Bartók, Hindemith. 17 h 30. Studio-concert (en direct du studio 101): œuvres de Marcel, Shostakovitch, Ravel, Debussy, Stravinsky, Bartók, Liszt, Schumann. 18 h 30. Jazz: les irrésistibles (télé-cinéma). 19 h. Premières lectures: magnétique de M. P. P. 19 h 30. Concert (studio 101): œuvres de Debussy et Liszt. 20 h. «Préludes pour piano», de Debussy.

Jeudi 11 mars

PREMIÈRE CHAÎNE: TF1

12 h 5. Réponses à tout. 12 h 30. Les visiteurs du jour. 13 h. Journal. 13 h 40. Un monde pour tous. Des enfants du monde. 13 h 55. Série: Les enfants du monde. 14 h 30. Cinéma: «Le monde est un village». 14 h 50. Les visiteurs du jour. 15 h 30. La bulle magique. 15 h 40. Les visiteurs du jour. 16 h 30. Les visiteurs du jour. 16 h 40. Les visiteurs du jour. 17 h 30. Les visiteurs du jour. 18 h 30. Les visiteurs du jour. 19 h 30. Les visiteurs du jour. 20 h 30. Les visiteurs du jour. 21 h 30. Les visiteurs du jour.

TROISIÈME CHAÎNE: FR 3

12 h. D'un soleil à l'autre. 18 h. 30. Pour les jeunes. 18 h 55. Tribune libre. S.O.S. environnement. 19 h 18. Journal. 19 h 25. Émissions régionales. 19 h 30. Deschamps animé: Ulysse St. Ulysse rencontre Ulysse. 20 h. Les Jeux. 20 h 30. Cinéma: «Franz, si vous savez». DPA Harris et A. de Bédouy. Deuxième partie: Général nous voit. 21 h 30. Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2. Matinales: voir lundi. 8 h. Les chemins de la connaissance: Aujourd'hui la danse (la danse comme séduction, avec R. Thoenig). À 8 h 30. Georges Haldas et la légende des cafés: à 8 h 30, le bois de vie. 9 h. Les matinales des autres: Tambours d'ouest, un culte de possession au Mali occidental. 10 h 45. Récit de la vie: «L'émigrant de Volpère», de G. d'Annunzio. 11 h. Instruments rares: Le clavier harpe (J. Demus interprète Debussy, Mendelssohn, Chopin, Schumann et Liszt). 12 h 5. Agnès: La nouvelle alliance de l'homme et de la nature, avec M. P. P. 12 h 30. Livre: Paroles variées. 14 h. Sema: au Brésil. 14 h 5. Un livre, des voix: Œuvres de théâtre, théâtre de J. Racine, théâtre de M. P. P. 14 h 47. Émissions spéciales: Le Comité français de l'Union dans le monde. 15 h 30. Les points cardinaux: La cité de Londres inaugure son Barbiere. 16 h 15. Journal.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musiques du matin: œuvres de Schubert, Brahms, Rimsky-Korsakov, Glazounov, Haendel, Paganini. 8 h 7. Questions musicales. 9 h 2. Questions musicales: le disque, une affaire qui tourne: œuvres de Montemurri, Haendel, Tchaïkovski, Stravinsky, Bartók, Chostakovitch, Mozart. 12 h. Musiques populaires d'aujourd'hui: le jazz. 12 h 30. Jazz: le jazz américain. 13 h. Opéra: «Madame Favart», de l'Opéra. 14 h 4. Récit à musique: œuvres de Chopin, Liszt, Schumann. 14 h 5. Les enfants d'Orphée. 15 h. D'une oreille l'autre: œuvres de Schubert, Liszt, Schumann. 16 h 2. Le jeu des enfants: œuvres de Bartók, Hindemith. 17 h 30. Studio-concert (en direct du studio 101): œuvres de Marcel, Shostakovitch, Ravel, Debussy, Stravinsky, Bartók, Liszt, Schumann. 18 h 30. Jazz: les irrésistibles (télé-cinéma). 19 h. Premières lectures: magnétique de M. P. P. 19 h 30. Concert (studio 101): œuvres de Debussy et Liszt. 20 h. «Préludes pour piano», de Debussy.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musiques du matin: œuvres de Schubert, Brahms, Rimsky-Korsakov, Glazounov, Haendel, Paganini. 8 h 7. Questions musicales. 9 h 2. Questions musicales: le disque, une affaire qui tourne: œuvres de Montemurri, Haendel, Tchaïkovski, Stravinsky, Bartók, Chostakovitch, Mozart. 12 h. Musiques populaires d'aujourd'hui: le jazz. 12 h 30. Jazz: le jazz américain. 13 h. Opéra: «Madame Favart», de l'Opéra. 14 h 4. Récit à musique: œuvres de Chopin, Liszt, Schumann. 14 h 5. Les enfants d'Orphée. 15 h. D'une oreille l'autre: œuvres de Schubert, Liszt, Schumann. 16 h 2. Le jeu des enfants: œuvres de Bartók, Hindemith. 17 h 30. Studio-concert (en direct du studio 101): œuvres de Marcel, Shostakovitch, Ravel, Debussy, Stravinsky, Bartók, Liszt, Schumann. 18 h 30. Jazz: les irrésistibles (télé-cinéma). 19 h. Premières lectures: magnétique de M. P. P. 19 h 30. Concert (studio 101): œuvres de Debussy et Liszt. 20 h. «Préludes pour piano», de Debussy.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musiques du matin: œuvres de Schubert, Brahms, Rimsky-Korsakov, Glazounov, Haendel, Paganini. 8 h 7. Questions musicales. 9 h 2. Questions musicales: le disque, une affaire qui tourne: œuvres de Montemurri, Haendel, Tchaïkovski, Stravinsky, Bartók, Chostakovitch, Mozart. 12 h. Musiques populaires d'aujourd'hui: le jazz. 12 h 30. Jazz: le jazz américain. 13 h. Opéra: «Madame Favart», de l'Opéra. 14 h 4. Récit à musique: œuvres de Chopin, Liszt, Schumann. 14 h 5. Les enfants d'Orphée. 15 h. D'une oreille l'autre: œuvres de Schubert, Liszt, Schumann. 16 h 2. Le jeu des enfants: œuvres de Bartók, Hindemith. 17 h 30. Studio-concert (en direct du studio 101): œuvres de Marcel, Shostakovitch, Ravel, Debussy, Stravinsky, Bartók, Liszt, Schumann. 18 h 30. Jazz: les irrésistibles (télé-cinéma). 19 h. Premières lectures: magnétique de M. P. P. 19 h 30. Concert (studio 101): œuvres de Debussy et Liszt. 20 h. «Préludes pour piano», de Debussy.

PREMIÈRE CHAÎNE: TF1

12 h 5. Réponses à tout. 12 h 30. Les visiteurs du jour. 13 h. Journal. 13 h 40. Un monde pour tous. Des enfants du monde. 13 h 55. Série: Les enfants du monde. 14 h 30. Cinéma: «Le monde est un village». 14 h 50. Les visiteurs du jour. 15 h 30. La bulle magique. 15 h 40. Les visiteurs du jour. 16 h 30. Les visiteurs du jour. 16 h 40. Les visiteurs du jour. 17 h 30. Les visiteurs du jour. 18 h 30. Les visiteurs du jour. 19 h 30. Les visiteurs du jour. 20 h 30. Les visiteurs du jour. 21 h 30. Les visiteurs du jour.

TROISIÈME CHAÎNE: FR 3

12 h. D'un soleil à l'autre. 18 h. 30. Pour les jeunes. 18 h 55. Tribune libre. S.O.S. environnement. 19 h 18. Journal. 19 h 25. Émissions régionales. 19 h 30. Deschamps animé: Ulysse St. Ulysse rencontre Ulysse. 20 h. Les Jeux. 20 h 30. Cinéma: «Franz, si vous savez». DPA Harris et A. de Bédouy. Deuxième partie: Général nous voit. 21 h 30. Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2. Matinales: voir lundi. 8 h. Les chemins de la connaissance: Aujourd'hui la danse (la danse comme séduction, avec R. Thoenig). À 8 h 30. Georges Haldas et la légende des cafés: à 8 h 30, le bois de vie. 9 h. Les matinales des autres: Tambours d'ouest, un culte de possession au Mali occidental. 10 h 45. Récit de la vie: «L'émigrant de Volpère», de G. d'Annunzio. 11 h. Instruments rares: Le clavier harpe (J. Demus interprète Debussy, Mendelssohn, Chopin, Schumann et Liszt). 12 h 5. Agnès: La nouvelle alliance de l'homme et de la nature, avec M. P. P. 12 h 30. Livre: Paroles variées. 14 h. Sema: au Brésil. 14 h 5. Un livre, des voix: Œuvres de théâtre, théâtre de J. Racine, théâtre de M. P. P. 14 h 47. Émissions spéciales: Le Comité français de l'Union dans le monde. 15 h 30. Les points cardinaux: La cité de Londres inaugure son Barbiere. 16 h 15. Journal.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musiques du matin: œuvres de Schubert, Brahms, Rimsky-Korsakov, Glazounov, Haendel, Paganini. 8 h 7. Questions musicales. 9 h 2. Questions musicales: le disque, une affaire qui tourne: œuvres de Montemurri, Haendel, Tchaïkovski, Stravinsky, Bartók, Chostakovitch, Mozart. 12 h. Musiques populaires d'aujourd'hui: le jazz. 12 h 30. Jazz: le jazz américain. 13 h. Opéra: «Madame Favart», de l'Opéra. 14 h 4. Récit à musique: œuvres de Chopin, Liszt, Schumann. 14 h 5. Les enfants d'Orphée. 15 h. D'une oreille l'autre: œuvres de Schubert, Liszt, Schumann. 16 h 2. Le jeu des enfants: œuvres de Bartók, Hindemith. 17 h 30. Studio-concert (en direct du studio 101): œuvres de Marcel, Shostakovitch, Ravel, Debussy, Stravinsky, Bartók, Liszt, Schumann. 18 h 30. Jazz: les irrésistibles (télé-cinéma). 19 h. Premières lectures: magnétique de M. P. P. 19 h 30. Concert (studio 101): œuvres de Debussy et Liszt. 20 h. «Préludes pour piano», de Debussy.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musiques du matin: œuvres de Schubert, Brahms, Rimsky-Korsakov, Glazounov, Haendel, Paganini. 8 h 7. Questions musicales. 9 h 2. Questions musicales: le disque, une affaire qui tourne: œuvres de Montemurri, Haendel, Tchaïkovski, Stravinsky, Bartók, Chostakovitch, Mozart. 12 h. Musiques populaires d'aujourd'hui: le jazz. 12 h 30. Jazz: le jazz américain. 13 h. Opéra: «Madame Favart», de l'Opéra. 14 h 4. Récit à musique: œuvres de Chopin, Liszt, Schumann. 14 h 5. Les enfants d'Orphée. 15 h. D'une oreille l'autre: œuvres de Schubert, Liszt, Schumann. 16 h 2. Le jeu des enfants: œuvres de Bartók, Hindemith. 17 h 30. Studio-concert (en direct du studio 101): œuvres de Marcel, Shostakovitch, Ravel, Debussy, Stravinsky, Bartók, Liszt, Schumann. 18 h 30. Jazz: les irrésistibles (télé-cinéma). 19 h. Premières lectures: magnétique de M. P. P. 19 h 30. Concert (studio 101): œuvres de Debussy et Liszt. 20 h. «Préludes pour piano», de Debussy.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musiques du matin: œuvres de Schubert, Brahms, Rimsky-Korsakov, Glazounov, Haendel, Paganini. 8 h 7. Questions musicales. 9 h 2. Questions musicales: le disque, une affaire qui tourne: œuvres de Montemurri, Haendel, Tchaïkovski, Stravinsky, Bartók, Chostakovitch, Mozart. 12 h. Musiques populaires d'aujourd'hui: le jazz. 12 h 30. Jazz: le jazz américain. 13 h. Opéra: «Madame Favart», de l'Opéra. 14 h 4. Récit à musique: œuvres de Chopin, Liszt, Schumann. 14 h 5. Les enfants d'Orphée. 15 h. D'une oreille l'autre: œuvres de Schubert, Liszt, Schumann. 16 h 2. Le jeu des enfants: œuvres de Bartók, Hindemith. 17 h 30. Studio-concert (en direct du studio 101): œuvres de Marcel, Shostakovitch, Ravel, Debussy, Stravinsky, Bartók, Liszt, Schumann. 18 h 30. Jazz: les irrésistibles (télé-cinéma). 19 h. Premières lectures: magnétique de M. P. P. 19 h 30. Concert (studio 101): œuvres de Debussy et Liszt. 20 h. «Préludes pour piano», de Debussy.

Les jours de relâches sont indiqués entre parenthèses.

Les jours de relâches sont indiqués entre parenthèses.

Les salles subventionnées

et municipales

OPERA (742-5730) Les 3, 4 et 6, 10, 12 h 30 : *Salta*; les 8 et 9, 19 h 30 : *Piccola*.

SALLE FAVART (256-12-30) (D. and.) 30 h 30, max. sam., 15 h 30, dim., 14 h 30 et 18 h 30 : *Swobbling Brown Sugar* (Maxim années 30), le 8, 20 h 30 : *Concert* d'orgue de K. (Weber, Beethoven, Schumann).

COMEDIE-FRANÇAISE (491-10-20), le 3 et 7, 20 h 30 : *Les Caprices* de Molière; le 9, 20 h 30 : *Le Plaisir de rompre*; le 10, 20 h 30 : *Le Voyage de M. Perrichon*; les 8 et 9, 20 h 30 : *Le Bourgeois gentilhomme*.

CHATELAIN (727-81-15), Grand Théâtre, les 4, 5, 6 et 10, 20 h 30 :

STRANIERI (18, 20, 22, 24, 26, 28, 30, 32, 34, 36, 38, 40, 42, 44, 46, 48, 50, 52, 54, 56, 58, 60, 62, 64, 66, 68, 70, 72, 74, 76, 78, 80, 82, 84, 86, 88, 90, 92, 94, 96, 98, 100, 102, 104, 106, 108, 110, 112, 114, 116, 118, 120, 122, 124, 126, 128, 130, 132, 134, 136, 138, 140, 142, 144, 146, 148, 150, 152, 154, 156, 158, 160, 162, 164, 166, 168, 170, 172, 174, 176, 178, 180, 182, 184, 186, 188, 190, 192, 194, 196, 198, 200, 202, 204, 206, 208, 210, 212, 214, 216, 218, 220, 222, 224, 226, 228, 230, 232, 234, 236, 238, 240, 242, 244, 246, 248, 250, 252, 254, 256, 258, 260, 262, 264, 266, 268, 270, 272, 274, 276, 278, 280, 282, 284, 286, 288, 290, 292, 294, 296, 298, 300, 302, 304, 306, 308, 310, 312, 314, 316, 318, 320, 322, 324, 326, 328, 330, 332, 334, 336, 338, 340, 342, 344, 346, 348, 350, 352, 354, 356, 358, 360, 362, 364, 366, 368, 370, 372, 374, 376, 378, 380, 382, 384, 386, 388, 390, 392, 394, 396, 398, 400, 402, 404, 406, 408, 410, 412, 414, 416, 418, 420, 422, 424, 426, 428, 430, 432, 434, 436, 438, 440, 442, 444, 446, 448, 450, 452, 454, 456, 458, 460, 462, 464, 466, 468, 470, 472, 474, 476, 478, 480, 482, 484, 486, 488, 490, 492, 494, 496, 498, 500, 502, 504, 506, 508, 510, 512, 514, 516, 518, 520, 522, 524, 526, 528, 530, 532, 534, 536, 538, 540, 542, 544, 546, 548, 550, 552, 554, 556, 558, 560, 562, 564, 566, 568, 570, 572, 574, 576, 578, 580, 582, 584, 586, 588, 590, 592, 594, 596, 598, 600, 602, 604, 606, 608, 610, 612, 614, 616, 618, 620, 622, 624, 626, 628, 630, 632, 634, 636, 638, 640, 642, 644, 646, 648, 650, 652, 654, 656, 658, 660, 662, 664, 666, 668, 670, 672, 674, 676, 678, 680, 682, 684, 686, 688, 690, 692, 694, 696, 698, 700, 702, 704, 706, 708, 710, 712, 714, 716, 718, 720, 722, 724, 726, 728, 730, 732, 734, 736, 738, 740, 742, 744, 746, 748, 750, 752, 754, 756, 758, 760, 762, 764, 766, 768, 770, 772, 774, 776, 778, 780, 782, 784, 786, 788, 790, 792, 794, 796, 798, 800, 802, 804, 806, 808, 810, 812, 814, 816, 818, 820, 822, 824, 826, 828, 830, 832, 834, 836, 838, 840, 842, 844, 846, 848, 850, 852, 854, 856, 858, 860, 862, 864, 866, 868, 870, 872, 874, 876, 878, 880, 882, 884, 886, 888, 890, 892, 894, 896, 898, 900, 902, 904, 906, 908, 910, 912, 914, 916, 918, 920, 922, 924, 926, 928, 930, 932, 934, 936, 938, 940, 942, 944, 946, 948, 950, 952, 954, 956, 958, 960, 962, 964, 966, 968, 970, 972, 974, 976, 978, 980, 982, 984, 986, 988, 990, 992, 994, 996, 998, 1000, 1002, 1004, 1006, 1008, 1010, 1012, 1014, 1016, 1018, 1020, 1022, 1024, 1026, 1028, 1030, 1032, 1034, 1036, 1038, 1040, 1042, 1044, 1046, 1048, 1050, 1052, 1054, 1056, 1058, 1060, 1062, 1064, 1066, 1068, 1070, 1072, 1074, 1076, 1078, 1080, 1082, 1084, 1086, 1088, 1090, 1092, 1094, 1096, 1098, 1100, 1102, 1104, 1106, 1108, 1110, 1112, 1114, 1116, 1118, 1120, 1122, 1124, 1126, 1128, 1130, 1132, 1134, 1136, 1138, 1140, 1142, 1144, 1146, 1148, 1150, 1152, 1154, 1156, 1158, 1160, 1162, 1164, 1166, 1168, 1170, 1172, 1174, 1176, 1178, 1180, 1182, 1184, 1186, 1188, 1190, 1192, 1194, 1196, 1198, 1200, 1202, 1204, 1206, 1208, 1210, 1212, 1214, 1216, 1218, 1220, 1222, 1224, 1226, 1228, 1230, 1232, 1234, 1236, 1238, 1240, 1242, 1244, 1246, 1248, 1250, 1252, 1254, 1256, 1258, 1260, 1262, 1264, 1266, 1268, 1270, 1272, 1274, 1276, 1278, 1280, 1282, 1284, 1286, 1288, 1290, 1292, 1294, 1296, 1298, 1300, 1302, 1304, 1306, 1308, 1310, 1312, 1314, 1316, 1318, 1320, 1322, 1324, 1326, 1328, 1330, 1332, 1334, 1336, 1338, 1340, 1342, 1344, 1346, 1348, 1350, 1352, 1354, 1356, 1358, 1360, 1362, 1364, 1366, 1368, 1370, 1372, 1374, 1376, 1378, 1380, 1382, 1384, 1386, 1388, 1390, 1392, 1394, 1396, 1398, 1400, 1402, 1404, 1406, 1408, 1410, 1412, 1414, 1416, 1418, 1420, 1422, 1424, 1426, 1428, 1430, 1432, 1434, 1436, 1438, 1440, 1442, 1444, 1446, 1448, 1450, 1452, 1454, 1456, 1458, 1460, 1462, 1464, 1466, 1468, 1470, 1472, 1474, 1476, 1478, 1480, 1482, 1484, 1486, 1488, 1490, 1492, 1494, 1496, 1498, 1500, 1502, 1504, 1506, 1508, 1510, 1512, 1514, 1516, 1518, 1520, 1522, 1524, 1526, 1528, 1530, 1532, 1534, 1536, 1538, 1540, 1542, 1544, 1546, 1548, 1550, 1552, 1554, 15

Ensemble: intercontemporain, dir. J.-C. Penzinger, avec C. Hadady, J.-M. Manzana, A. Noveux, P. Müller (Jancsek, Dincul, L. de Pablo, J. L. Garcia, J. L. Garcia), les 4, 5, 6 et 7, 16 h : *Quintettes* Festival international de films ethnographiques et sociologiques ; les 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 1 h : *Ensemble* U.S.A. ; 19 h : *Cinema in the Age of Pollock*.

CAREE SYLVIA MONFORT (soprano), les 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 h et 16 h 45 : *Cirques Gréus* à l'antienne ; (D. sotr. L.) 20 h 30, 21 h 30, 22 h 30 : *Sarcophages*.

LES CHAMBRAS DE LA VILLE (17-22-27), les 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 1 h : *Chambres de chambre de Folsies* (voir Théâtre municipal de Paris).

LES CHAMBRAS DE PARIS (28-10-31), les 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 1 h : *Maestros* ; le 4, 20 h 30 : *Y. Massenet* (les *Brigands*) ; les 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 1 h : *Orchestra de chambre de Folsies*.

Les autres salles

[illegible][illegible]

GALLERIE 85 (230-63-51) (D. L.)
 20 h 30 : *The Glass Menagerie*
 (dern. 16 0)
LEONARD 86 (230-59-09) (D.) 20 h 15 :
 la Cantatrice chauve (20 h)
 la Lepout : 22 h 30 : *l'Augmentation*
JARDIN D'HYVÉE (235-74-40) (D.)
 L., 21 h : *Leçons de bonheur*
LA REUVREUR (874-70-98) (D. soir.)
 L., 21 h, mat. dim. 15 h 30 :
 Divan
LIBRE - THEATRE (338-45-37) (D.)
 L., 21 h : *Le grand jeu*
 la Grande Pour dans la montagne
LOCKENAY (544-67-94) (D.) L.
 L., 21 h : *Le grand jeu*
 20 h 15 : *Un amour de théâtre*
 22 h 15 : *Show devant 8 July*
 22 h 30 : *Donnez 22 h 15*
 nous trizine tendresse : *Pettit*
MAIRIE (235-70-09) (D. soir.)
 L., 21 h : *Le grand jeu*
 20 h 45, mat. dim. 15 h :
 L., 21 h : *Le grand jeu*
 s'assures
MARIE STUART (230-17-80) (D.)
 L., 21 h : *Le grand jeu*
 Confession d'un
MARGNY (234-54-41) (G.L.)
 L., 21 h : *Le grand jeu*
 Salle Gabriel (235-30-34) (D.)
 L., 21 h : *Le grand jeu*
MATHEURIN (235-60-90) (D. soir.)
 L., 21 h, mat. dim. 15 h et 16 h 30 :
 L., 21 h : *Le grand jeu*
MICHEL (235-34-00) (L.)
 mat. dim. 15 h 30 : *On dinera*
MICROPHONE (740-45-22) (D. soir.)
 L., 21 h 30 : *Le grand jeu*
 15 h 30 : *Petite merveille*
MODERNE (230-66-30) (D. soir. L.)
 L., 21 h : *Le grand jeu*
MONTFARNAISE (232-82-90) (D.)
 L., 21 h, mat. dim. 15 h 30 :
 L., 21 h : *Le grand jeu*
 (D. soir. L.) 21 h, mat. dim.
MONTMARTRE (770-83-75) (J. D.)
 Foile Amante
PAPA (237-50-51) (D. soir.)
 L., 20 h 45, mat. dim. 15 h et 16 h
 20 h 30 : *Peuvre*
PEUVRE (237-50-47) 20 h 30 et
 20 h 45 : *Peuvre*
 Toute honte bue (dern. 16 0)
POCIE (235-66-30) (D. soir.)
 L., 21 h : *Le grand jeu*
 20 h 45, mat. dim. 15 h 30 : *Barron*

[illegible]

CROISIX, Kiosque (882-77-64), le 9, 20 h 30 : G. Morera.

CLAMART, C.C. J. Aup (865-11-97) et 100 rue de la République, le 9, 20 h 30 : P. Talpasaut.

CLICHY-VA LA GARENNE, Th. Rutebeuf (731-13-17), les 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 : Société Royale des Artistes.

COLOMBES, M.J.C. (782-42-70), le 9, 20 h 30 : Société Royale des Artistes.

CORREIL-ESSONNES, C.C. P.-Neruda de (068-06-73), le 5, 20 h, 20 h 30.

LA COUVENUE, O.C.M. (826-54-10), le 6, 20 h 20, 4.5 : Chante et danse de Soumainville. Turo Théâtre (568-40-10).

CRETET, Maison des Arts A. Malraux (899-94-06), le 9, 20 h, 20 h 30.

ESTAMPES, Salle des Fêtes (404-44-80-90), le 5, 21 h : Artiste Parisien.

EVRY, Azura (077-59-30), le 5, 21 h : J. Halleyde, le 7, 18 h : Y. Furcrau.

FONTAINEBLEAU, C.C. J. Aup (425-44-44), le 6, 21 h : C. L'Herminier et ses amis.

GENEVILLIERS, T.M.G. (302-48-23), le 5, 21 h : Polioraria.

GENEVILLIERS, Théâtre (793-24-24), le 5, 21 h : Les Compagnons du théâtre.

LEVALLOIS PERRETTE, C.C. J. Aup (dim., 17 h). Perspectives ultérieures.

IVRY, Th. des Quartiers (872-37-42), le 5, 20 h 30 : Ombre d'Eros ou d'ailleurs : Studio D. adressé au 22 rue de la Chapelle, 16^e l'Argonne et le Fun.

JOINVILLE, Cinéma Le Royal (862-44-22), le 5, 20 h 30 : Les Compagnons du théâtre.

JUVISY, Salle des Fêtes, le 6, 20 h : Hal Singer Quartet. Jeannette.

LAGNY, C.C. J. Aup (862-44-22), le 5, 20 h 30 : Les Compagnons du théâtre.

LEVALLOIS, M.J.C. (737-44-98), le 5, 21 : Hippodrome.

MANTONVILLE, C.C. J. Aup (865-43-45), le 5, 20 h 30, 21 h, mat. dim, 17 h : Paris by night ou le Bal des deux villages.

MARLY LE ROI, M.J.C. (892-74-87)

LES SPECTACLES

NONLINEARLY

[illegible][illegible]

GAUMONT COLISEE v.o. - QUINTETTE PATHÉ v.o. - GAUMONT LES HALLES v.o.
MAYFAIR PATHÉ v.o. - BERLITZ v.f. - MONTPARNASSE PATHÉ v.f.
CLICHY PATHÉ v.f. - GAUMONT CONVENTION v.f. -
PATHÉ Championy - CYRANO Versailles

Tout l'héritage Hollywoodien
dans le superbe film de Laurence Kasdan.
La Fièvre au corps a tout pour plaire.
L'EXPRESS

Un vrai film noir comme on les aime.

Laurence Kasdan, un maître du suspense.

Un superbe morceau de cinéma,
dans la grande tradition du film noir.
EUROPE

Un "thriller" digne des grands films
noirs américains.

LE FIGARO MAGAZINE

la Fièvre au Corps

"LA FIÈVRE AU CORPS" WILLIAM HURT · KATHLEEN TURNER
et RICHARD CRENNA · Écrit et réalisé par LAWRENCE KASDAN
Produit par FRED T. GALLO PARAVISION TECHNOLOGY

2025 RELEASE UNDER E.O. 14176

Les cafés-théâtres

[illegible]

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-45), 21 h., mat. D. 15 h. 30 : Achetez François.

UGC ERMITAGE VO • GRAND REX • UGC OPÉRA • LES MONTPARNOS
UGC ODEON VO • MAGIC CONVENTION VO • MISTRAL • UGC GODELINS • 3 MURAT
CZL Versailles • MIEUX Montreuil • CARREFOUR Paris • ARTEL Nogent
ARTEL Créteil • ARTEL Marne La Vallée • FLANADES Sarcelles • VELIZY 2
FRANÇAIS Enghien • UGC Confians • UGC Poissy • PARAROUMT La Yvergne
CLUB Les Mureaux • 9 DEFENSE 4 TEMPS

DIEU OU DIABLE

PROK SPECIAL
DU JURY
AVORIAZ
82

WOLFEN

[illegible]

CINEMA

[illegible]

Les grandes reprises

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A. v.o.), Nickel-Ecoles, 5^e (325-72-67).
AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A. v.i.) : 3^e Hausman, 8^e (770-67-55).
LE BAL DES VAMPIRES (A. v.i.) : (*) : Elysées Point-Show, 5^e (225-67-29).

RONAPARTE ET LA REVOLUTION (F.). — Recueil, 1^{re} (1707-59-64).
REARERS MORANT (Aust. v.o.) :
 Vendôme, 2 (162-92-97).
CLAUDE VERNET (Aust. v.o.) :
 "La v.o." : Olympia-Luxembourg
 8^{re} (833-97-71) Et Sp. Palace
 Croix-Nivert, 14^e (374-93-94) E.
LES CHEVAUX DE FEU (Sov. v.o.) :
 A. Dams, 1^{re} (337-74-39).
LA BÊTE DE SARRACEN (A. v.o.) :
 Olympia-Luxembourg, 8^{re} (222-
 87-23). Olympia-Balsac, 5^e (561-
 10-50).
LA BÊTE DES TARTARES (It. v.o.) :
 Studio Bertrand, 7^e (763-
 64-65).
2881 L'ÉVÈQUE DE L'ESPACE (A. v.o.) :
 Hausmann, 2^e (770-47-45).
DOYES CADEN (Jap. v.o.) : Saint-
 Lambert, 15^e (374-93-94).
ET POUR QUELQUES DOLLARS
DE PLUS (A. v.o.) : Argos, 2^e
 (327-67-69).
FANTASME D'AMOUR (It. v.o.) :
 Cinéma Présent, 1^{re} (203-02-55).
LA GUERRE DES BOUTONS (F.). :
 Olympia-Luxembourg, 8^{re} (833-97-71).
L'IMPOSSIBLE M. BEEB (A. v.o.) :
 Michel-Molès, 5^e (325-72-97).
JOHNIEY GOT HIS GUN (A. v.o.) :
 Action Christiana, (325-55-55).
JOHNIEY GOT HIS GUN (A. v.o.) :
 Action Christiana, (325-55-55).
 41-15). Duhamel, 1^{re} (93-52-53).
 H. 8^{re}.
LE LARGO (A. v.o.) : Action
 Christiana bis, 5^e (823-32-13). Action
 Le Fayetia, 5^e (878-39-30).
LE LARGO (A. v.o.) : Parapana
 (F.). : Espace Gaîté, 14^e (337-
 95-94).
LE POINTE MAN (A. v.o.) : Es-
 tival de Clignancourt, 4^e (272-53-32).
LES LAUREAT (All. v.o.) : Saint-
 Lambert, 15^e (374-93-94).
LAWRENCE D'ARABIE (A. v.o.) :
 Recueil, 1^{re} (707-39-04).
LE LÉON (F.). : Olympia-Luxem-
 bourg, 14^e (327-52-53). Mont-
 pernaux, 14^e (327-52-53).


[illegible][illegible]

BEN Z
CONTES
YIDDISH


IMET

ET CHANTS

LAND



U.G.C. BIARRITZ (v.o., Dolby) -
(v.f.) - CAMÉO (v.f.) - BRETAGNE
(v.f., Dolby) - MISTRAL (v.f.) -
T (v.f.) - U.G.C. OPÉRA (v.f.) -
- U.G.C. GARE DE LYON (v.f.) -
seilles (v.f.) - GAMMA Argentess
(v.f., Dolby) - ARTEL Cinéma (v.f.) -
VIATIC Le Bourget (v.f.) -
ay (v.f.).



PARAMOUNT CITY TRIUMPH (v.o., Dolby) PARAMOUNT
ODISSÉE (v.o., Dolby) - PARAMOUNT MAILLOT (v.f.) - PARAMOUNT
OPÉRA (v.f.) - MAX-LINDER (v.f.) - PARAMOUNT BASTILLE (v.f.) -
PARAMOUNT MONTMARTRE (v.f.) - PARAMOUNT MONTPARNAISE
(v.f.) - SAINT-CHARLES CONVENTION (v.f.) - PARAMOUNT ORLÉANS
(v.f.) - PARAMOUNT GODELINS (v.f.) - PARAMOUNT GALAXIE (v.f.) -
3. SECRETAN (v.f.) - PARAMOUNT La Vierge - CLUB Colombes -
ARTEL Villeneuve - ARTEL Nogent - CARREFOUR Pantin MÉLIES
Montmartre - STUDIO Paris - 11. RUE DE LA VIEILLE CLAY - 4. TRAPÈZ
Le Défense - ALPHA Argenteuil - U.G.C. Chelles - CLUB Les Mureaux -
PARFON Argenteuil

32 h 30 : Brubaker. Le magnifique.
PROMOTION DU CINEMA (v.o.).
Studio 28, 18^e (març-36-07). Mex. :
Toto apôtre et martyr ; J. : Tes
foie ou quoi ? ; V. : Maman très
chère ; D. : Mex. : Tout feu, tout
flamme.

Les séances spéciales

AGATHA ET LES LECTURES ELLI-
MITERS (Fr.). Ciné-Seine, 5^e (326-
95-89), 12 h. 15 (cf. Ma.).
AFFRANC, SALES ET MERCHANTS
H.

Compagnie Renault

AUD-BARRAULT

**A LA GUERRE, VOUS TUEZ POUR SURVIVRE...
DANS LES RUES DE NEW YORK,
C'EST SOUVENT PAREIL.**

LE DROIT DE TUER

MARCEL ZATTANI scénariste
JOHN SCHRAMM réalisateur
avec CHRISTOPHER GEORGE-SIMMONS et BOBBY
et ROBERT D'AVENIO dans les rôles de "GERTERMAN" et "LUI"
Montage de COHEN SUTHERLAND. Musique originale composée et dirigée par JERRY GOLD.
Avec la participation de JOHN CASH, JOHNNY WALKER, THE TRAMPS et AL ROGER BOWLING.
© 1978, U.S.A. Film Corporation, tous droits réservés.
Distributeur : FRANKLIN D. SWANSON CORPORATION

Photo: Sam Hargis - G. F. M.

Les festivals

D. FAUREANES : Maraca, de (278-
47-55) ; Merc., D. les Trois Mous-
quetaires : Zorro ; V. : le Gueho ; S. Mar.
: le Voleur de Bagdad.

E. KRATON : Maraca, de (278-47-55).
le Général ; J. D. : Pianoles en
folie ; S. L. : la Croisière du Na-
vireux.

G. CHAPLIN (v.o.) : Noctambules,
de (243-49-56), Merc., B. : les Les-
sons de musique ; J. D. : le Détective ; Mar.
: Monsieur Verdoux.

H. MONDRIEN (v.o.) : Action ! Le
Futur, sa (270-50), Merc. : la
Favite sans retour ; J. : Sept ans
de réclusion ; V. : Troubles-moi
un peu ; S. : l'Amour est un jeu
serus ; D. : Attré d'autobus ; L.
: Marilyn ; Mar. : Niagara.

HOLLIVOOD :

A. RAY : République, 1^{re} (265-53-55),
Mar. : le Splendeur des Ambassan-
ces ; J. : Barbe Bleue ; V. : Bande de
Joni Hunt ; S. : Evade-moi, tout
est court ; D. : les Amants de la
nuiti ; L. : la Route du tabac ;
Mar. : Hiver à New York.

GAT (v.o.) () :** Douze et 1^{er}, 12
(243-52-57), V. 17 h 10, Mar.
17 h 15 et 18 heures ; J. 17 h 15
et 18 heures ; S. 12 h 15 ; Comen-
quences ; V. Mar. 12 h 30 ; Cu-
rtaçons.

FILM DU INTERNATIONAL DU
FILM DU TIERS-MONDE : Banne-
lach, 15e (229-54-54) : le Film
du Tiers-Monde.

S. BUCKI, M. KHASAI : le film de
S. Bengali, D. Marcel, C. Fernand,
A. Yilmaz, S. Mahabram,
C. Bengali, S. Bengali, A. Yilmaz,
D. Marcel, C. Kavar ; le film de

LA FEMME DE L'AVIATEUR (Fr.).

FLASH (G.), (9435-61-62), 15 h.
(22 h.).

FLASHER GORDON (A. v.), Kino-
panorama, 15 (306-50-50), 15 h.

GIMME SKEETEE (A. v.), Vidéo-
kino, 3* (325-59-34), 15 h. 30 et
36 h.

LA GRANDE ESCROQUERIE DU
ROCK'N'ROLL (Fr.), Rivoli-Ciné-
ma, 3* (372-83-30), 22 h. 15.

LE GUSTAF (Fr.), Rivoli-
Cinéma, 3* (372-23-33), J. V. L.
Ma. 14 h. 30.

INDIA SONG (Fr.), Cinq-Sé-
nes, 3* (323-59-67), 12 h. 30. (2^e Ma.)

JOHN LENNON FOR PRESIDENT
(A. v.), Cinq-Sénes, 3* (325-
59-34), 12 h. 30.

LOIN DE MANHATTAN (Fr.), Cyné-
ma-Entrée, 14 (543-87-42), 12 h.
15 et 3 h. D.I.

MON ONCLE (Fr.), Timpliers, 3*
(372-94-56), Ma. S. D. 14 h.

LES PRODUCTEURS (A. v.), Cinq-
Sénes, 3* (323-59-60), 14 h. 10 et
20 h. 10.

LES VACANCES DE M. RULOT (Fr.),
Timpliers, 3* (372-94-56), 14 h.
D. 16 h.

LES YEUX DE LAURADA, MARS (A. v.),
Timpliers, 3* (372-94-56), 14 h.
S. D. 22 h.

LA NUIT DU PÉLOPON (Fr.), Esca-
nual, 15 (707-22-40), V. 6 h. 15.

Four the sales on other lines progresses

LES FILLES DU PAYSANT
ou film de
CARLOS SAURA

3 mars -

maire		Grande Salle	
mar	3 20 h 30	L'AMANTE ANGLAIS	Concert Daria Novotna
jeu	4 20 h 30	L'AMANTE ANGLAIS	R. Strauss, Chostak
ven	5 20 h 30	L'AMANTE ANGLAIS	ANTIGONE, TOUJOURS
sam	6 20 h 30	ANTIGONE, TOUJOURS	ANTIGONE, TOUJOURS
dim	7 18 h 45	Concert Daria Novotna	Concert Ensemble
dim	7 15 h	ANTIGONE, TOUJOURS	dir. Jean-Claude Po
lan	8 20 h 30	Concert Ensemble	L'AMANTE ANGLAIS
mar	9 20 h 30	dir. Jean-Claude Po	L'AMANTE ANGLAIS
mar	10 20 h 30	L'AMANTE ANGLAIS	ANTIGONE, TOUJOURS
jeu	11 20 h 30	ANTIGONE, TOUJOURS	ANTIGONE, TOUJOURS
ven	12 20 h 30	ANTIGONE, TOUJOURS	L'AMANTE ANGLAIS
sam	13 20 h 30	L'AMANTE ANGLAIS	Concert Ensemble
dim	14 18 h 45	Concert Ensemble	dir. Michel Fiquenza
dim	14 15 h	L'AMANTE ANGLAIS	Marcelle Rousseau
lan	15 20 h 30	Repecteur autour	Russini
mar	16 20 h 30	ANTIGONE, TOUJOURS	L'AMANTE ANGLAIS
mar	17 20 h 30	ANTIGONE, TOUJOURS	ANTIGONE, TOUJOURS
jeu	18 20 h 30	L'AMANTE ANGLAIS	ANTIGONE, TOUJOURS
ven	19 20 h 30	L'AMANTE ANGLAIS	ANTIGONE, TOUJOURS
sam	20 20 h 30	Concert Quatuor de	Concert Quatuor de
dim	21 18 h 45	Peter Salaffi violon	violoncelliste : Mead

4 avril

Petit Rond-Point

	VIRGINIA
	VIRGINIA
	VIRGINIA
	VIRGINIA
piano, Frédéric Lédoux violoncelle : orchestra	VIRGINIA
Contemporary musician	
UNE FEMME, CAMILLE CLAUDEL	
UNE FEMME, CAMILLE CLAUDEL	
	VIRGINIA
	VIRGINIA
	VIRGINIA
Vocal M. Piquemal	
piano : Raydon, Schubert, Brahms,	
	VIRGINIA
ANTIGONE, TOUJOURS	
UNE FEMME, CAMILLE CLAUDEL	
	VIRGINIA
	VIRGINIA
UNE FEMME, CAMILLE CLAUDEL	
	VIRGINIA
Cleveland Donald Weisterstein violon, Rita And alto, Paul Katz Violon, Beethoven	

GAUMONT AMBASSADE • FRANÇAIS PATHE • GAUMONT RICHELIEU • WEPLER PATHE
MONT-PARNASSE PATHE • GAUMONT SUD • GAUMONT LES HALLES • NATION • PLM ST JACQUES
SAINT-MICHEL • STUDIO ST GERMAIN

[illegible]

**STRESS ES
TRES, TRES
AVEC
GERALDINE CHAPLIN**

LE GROUPE
tse
JOUE
trio

THEATRE MODERNE
15, RUE BLANCHE 75009 - 282.05.30

**Y LA CANNÉ
A SUCRE**

BAB 23.25
DINER-SPECTACLE

mar	23	20 h 30	L'AMANTE ANGLAIS
mer	24	20 h 30	ANTIGONE, TOUJOU
jeu	25	20 h 30	ANTIGONE, TOUJOU

ven 26 20 h 30 L'AMANTE, TOUJOURS
ven 27 20 h 30 L'AMANTE ANGLAIS
dim 28 18 h 45 Concert Georges L.
Beethoven
dim 28 15 h L'AMANTE ANGLAIS
mar 30 20 h 30 L'AMANTE, TOUJOURS
mar 31 20 h 30 L'AMANTE ANGLAIS

avril

jeu 1 20 h 30 L'AMANTE ANGLAIS
ven 2 20 h 30 L'AMANTE ANGLAIS
sam 3 20 h 30 ANTIQONE, TOUJOURS
dim 4 10 h 45 Concert Mozartem
violon, Vladimir I.
Helwich Amninger
dim 4 15 h ANTIQONE, TOUJOURS

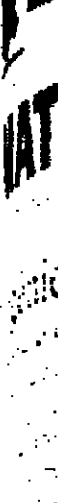
**utilisez ce
comme bon
soulignez spectacles e-**

prix Grande Salle 80 F
prix Petit For

note
adresse
nombre de places (Grande Salle)
nombre de places (Petit Rond-Point).
règlement bancaire ou postal
à l'ordre de la Cie Renaud
enveloppe timbrée pour l'env
Théâtre du
Av. Franklin Roosevelt 75

VIRGINIA
VIRGINIA
UNE FEMME, CAMILLE CLAUDEL

UNE FEMME, CAMILLE CLAUDEL VIRGINIA
 Undermacher piano : Ravel, Xerakis,
 VIRGINIA
 S UNE FEMME, CAMILLE CLAUDEL VIRGINIA
 VIRGINIA
 S UNE FEMME, CAMILLE CLAUDEL
 Quartett Salzburg Kartheisz Franko
 Markovic violon, Jiri Pospischal alto,
 violoncelle : Haydn, Mozart
 S UNE FEMME, CAMILLE CLAUDEL
calendrier
de location
des dates de votre choix
 70 F 65 F 50 F 30 F
 1-Point 55 F
 x F total F
 x F total F
 3 vols ou mandat-lettre
 Barraud adressé avec une
 oi des billets
1-Point
08 Paris - tél. 256.70.80



NATRA

complet région

2 heures Electrique

Directeur de Projet URSS

OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emploi régional emploi régional emploi régional emploi régional

MATRA ESPACE TOULOUSE

prend de l'expansion et recherche pour son service programme et planning :

Ingénieurs

pour organiser le planning de projets spatiaux (+ 100 MF)

Il aura pour mission de :

- définir la méthodologie et d'organiser le planning en collaboration étroite avec le groupe projet,
- coordonner la mise à jour et le suivi du planning et élaborer les synthèses-délaïs relatives à l'avancement et aux modifications du projet,
- contrôler et "auditer" les plannings des sous-traitants internationaux.

Ce poste concerne un ingénieur de formation INSA ou équivalent ayant au moins 2 ans d'expérience industrielle du développement de projets complexes aéronautiques, spatial ou du type engineering.

Il se fera reconnaître par sa rigueur et ses qualités d'organisation. La réussite dans ce poste favorise une évolution de carrière vers la coordination ou le contrôle de projet.

Déplacements fréquents de courte durée nécessitant un anglais courant.

Adresser CV, photo, rémunération actuelle et souhaitée en indiquant la référence NK 881 à MATRA, Chef du Personnel rue des Cosmonautes Z.I. du Palays - 31400 TOULOUSE

MATRA ESPACE TOULOUSE

Le nouveau centre spatial orienté sur la maîtrise d'œuvre de projets spatiaux augmente régulièrement ses effectifs et doit atteindre 450 personnes en 1982.

Pour favoriser une gestion personnalisée et maintenir sa disponibilité, le Chef du Personnel du centre se fait assister d'un

Cadre de Personnel

Sa responsabilité propre s'exerce plus particulièrement dans :

- la mise en application et l'information sur la réglementation relative à différents domaines (droit social, déplacements, paie...).
- Il est consulté et informe les responsables et le personnel sur les modalités d'applications des règles de politique sociale de la société,
- la gestion de la formation : évaluation des besoins, organisation des stages et suivi des budgets.

Ce poste s'adresse à un jeune cadre diplômé de l'enseignement supérieur (de préférence droit, gestion du personnel) ayant nécessairement deux ans d'expérience professionnelle acquise en milieu industriel.

Outre ses facilités de communications, il devra se faire reconnaître par sa rigueur, sa compétence et son sens de l'organisation. Anglais souhaité.

Adresser CV, photo, rémunération actuelle et souhaitée en indiquant la référence NK 889 à MATRA, Chef du Personnel rue des Cosmonautes Z.I. du Palays - 31400 TOULOUSE

100.000 F IMPORTANT FABRICANT PRODUITS D'ÉTANCHÉITÉ ET DE COUVERTURE

recherche
POUR L'UNE DE SES UNITÉS
DE PRODUCTION (250 PERSONNES)
Région PAYS DE LOIRE

ADJOINT ADMINISTRATIF

Il assistera le directeur de l'établissement, en liaison avec les services centraux du siège, dans toutes les tâches administratives de l'usine, sera responsable de la gestion et de l'administration du Personnel (Fiche informatisée, tableaux de bord, préparation réunions D.P., C.E., etc), supervisera les services généraux. Ce poste conviendrait à un candidat de bonne formation, ayant de bonnes connaissances juridiques et justifiant une solide expérience des relations industrielles acquise au sein d'une unité de production.

Adresser Lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 5877 à TELEX P.A. 34, Bd haussmann 75008 PARIS qui transmettra

MATRA ESPACE TOULOUSE

Le Département Intégration recherche rapidement :

2 Ingénieurs Electroniciens

Dans l'un des postes :

Il participe avec les groupes projets aux réponses d'appels d'offres, plus particulièrement dans une approche globale des problèmes d'intégration de satellites. Réf. A

Pour le second :

Il est chargé dans un premier temps de définir les spécifications, procédures et moyens d'essai d'intégration d'un satellite spatial. Dans une deuxième phase, il sera responsable de la mise en œuvre des essais et de l'organisation d'une équipe d'intégration. Réf. B

Ces postes concernent des ingénieurs Grandes Ecoles d'environ 5 ans d'expérience des problèmes d'intégration ou d'essais de systèmes électroniques / informatiques complexes réalisés en milieu aéronautique, spatial, nucléaire.

Outre leur compétence technique en informatique et si possible en hyperfréquences, ils doivent avoir des qualités personnelles de disponibilité, de rigueur et d'esprit d'équipe.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en précisant la référence du poste choisi sous N° NK 885 - MATRA Chef du Personnel rue des Cosmonautes - Z.I. du Palays - 31400 TOULOUSE.

AATON, société grenobloise fabricant de caméras cinéma et vidéo, cherche :

INGÉNIEUR ELECTRONICIEN BUREAU D'ETUDES

Chef de projet ; connaissances vidéo, traitement numérique d'image.

Envoyer C.V. à B.P. 104 38001 Grenoble Cedex.

BUREAU D'ETUDES REGIONAL recherche pour LYON :

INGENIEUR THERMICIEN

PLURIDISCIPLINAIRE, ayant 3 à 5 ANS d'expérience dans les domaines énergies nouvelles, économies d'énergie, gestion d'énergie, chauffage, conditionnement, froid.

Adresser CV et prétentions à N° 26.905 CONTESSE, Publiété 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Importante Société de Construction de Biens d'Équipements Électriques

recherche pour NANCY

2 INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Métropole et Exportation
niveau III A

machines synchrones
moyenne et grande puissance (réf. 28)

machines asynchrones
moyenne et grande puissance (réf. 29)

Ces deux postes peuvent être confiés à des INGÉNIEURS ELECTROMECANIQUES ayant une expérience technique et commerciale dans le domaine des grosses machines tournantes, capables d'animer des équipes de vente et d'assurer des relations avec clients, réseau de vente, départements ensemble, etc...

Anglais obligatoire, Allemand souhaité.

Adresser CV, photo et prétentions sous N° 24.969 Contesse Publiété 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

MERLIN GERIN

14000 PERSONNES - 4 milliards de C.A. en 1981 dont 43% à l'Exportation.

Le plus important constructeur français d'appareillages et d'équipements haute et basse tension pour le transport et la distribution d'énergie électrique.

Pour faire face à son expansion, a besoin d'hommes et de femmes de valeur. Pour les choisir, nous recherchons un SPÉCIALISTE du

RECRUTEMENT INGÉNIEURS

Diplômé d'études supérieures (ingénieur, gestion, sciences humaines). Il dispose d'une expérience de quelques années du recrutement des ingénieurs et cadres acquise en entreprise ou cabinet.

Il participera à l'ensemble des activités du service, sera directement responsable du recrutement, soit de certaines catégories d'ingénieurs, soit d'un secteur d'activité de l'entreprise selon ses aptitudes.

Bonnes perspectives d'évolution dans le groupe.

Écrire avec CV et prétentions à :

MERLIN GERIN - SGE - Référence GDL 167
38050 GRENOBLE Cedex

emploi international

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE PARIS

recherche son

DIRECTEUR DE PROJET URSS

Il prendra en charge la gestion complète de la réalisation d'un contrat de l'ordre d'un MILLIARD de Francs.

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école (type ECP, MINES ou AM) âgé de 37 ans minimum, ayant une expérience de plusieurs années de la responsabilité de la gestion de contacts avec l'URSS.

Envoyer c.v., photo et prétentions à M. KATHALAN - 364, rue de Vaugirard - 75015 Paris, qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressent et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publi » ou d'une agence.

NCE
Société Française
pour étrangers
cherche

CONSEILLER

PÉDAGOGIQUE / PROFESSEUR
ayant autorité et sens des responsabilités. Connaissances pratiques V.F. et D.V.V. exigées. Ecrire sous le n° TOS 159 TM

réf. 285

35 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

VILLAGE DE VACANCES

(400 lits), Ile d'Oléron

recherche

des ANIMATEURS dynamiques,

ayant bonne connaissance

animation villages et mandats

évac. Envoyer C.V., adresse, photo et

prétentions sous n° 75018

à M. Michel Pichard,

Service ANNONCES CLASSEES,

20, rue de la République, 75004 Paris.

SOCIÉTÉ MAROCAINE

recherche à ROUEN

UN RESPONSABLE

de la MAINTENANCE et de

l'ENTRETIEN d'un parc de

10.000 logements.

Une bonne aptitude aux

contrats et au travail en

équipe est indispensable.

Formation sup., souhaitée.

Quelques années d'exp. requises.

Adresser lettre manuscrite, C.V.,

photo, prétentions à J.D/322,

Paris, S.P. 907,

75003 ROUEN Cedex.

Faire l'un des 1^{ers} Groupes

Francs rech. pour un de ses

Éts de Province

UN CHEF COMPTABLE

D'USINE

30 ans minimum, chargé de

la tenue des comptes

industriels et généraux usine.

Formation BTS ou DUT

comptabilité gestion (DSCG

souhaitée), complétée par

6 ans d'expérience.

Connaissances informatiques

souhaitées.

Adresser C.V. + photo

sous le n° TOS 159 TM

à NCE-PRESSE,

35 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.



recherche pour son usine

de DEVILLE-LES-ROUEN (76) - (800 Personnes)

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Pour compléter son équipe d'ingénieurs d'essais.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé ayant quelques années d'expérience et motivé par un travail comportant des responsabilités de gestion et de commandement.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à T.R.T., 49, rue de la République, 76250 DEVILLE-LES-ROUEN.

A VALENCE

Crouzet

DIVISION « AÉROSPATIAL »

recherche pour son

Service Informations - Marketing

UN COLLABORATEUR

De formation scientifique complétée par une formation en

économie et en documentation.

Niveau B.T.S. ou D.U.T.

La division conduira principalement en analyse et ges-

tion de données marketing.

REFERENCE 246

Adresser C.V. manuscrit,

photo, références et prétentions

à CROUZET S.A.,

Service du Personnel - 26027 VALENCE Cedex.

Jean-Claude MAURICE Rhône-Alpes

fête sa première année et s'installe
dans de nouveaux locaux
pour mieux vous servir.



J.C. MAURICE Rhône-Alpes
Immeuble "Le Président"
3 avenue Condorcet
69100 VILLEURBANNE
Tél. : 16 (7) 894.20.05

	Large*	Large TTC
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITALUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Large*	Large TTC
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,05
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

Société de Services
Champ d'action au plan national
spécialisée dans l'entretien, exploitation
du chauffage, d'installations de climati-
sation et pompes à chaleur,
recherche

**INGENIEUR THERMICIEN
OU CHAUFFAGISTE**

Environ 30 ans.
Cadre position II convention collective
de la Métallurgie.

Connaissances : — chauffage, climatisa-
tion, production de froid, électricité,
électronique, régulation électronique
Expérience : — conduite et maintenance
d'installations de chauffage et de clima-
tisation.
— réalisation et conduite de chantiers.
Fonction : — assistance technique et
commerciale des hommes de terrain.

Position dans l'entreprise : Ingénieur
à la Direction Régionale Paris-Ile de
France.

Salaire : 115/135.000 F/an

Ecrire s/réf. 26035 à Contesse Publicité
20, av. de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01
qui transmettra. Il sera répondu à toutes
les candidatures. Discretion assurée.

SOCIÉTÉ BANLIEUE OUEST
recherche pour son
SERVICE ETUDES

**INGENIEUR
A.M. ou EQUIVALENT**

Ayant quelques années d'expérience en entreprises.
Connaissance en thermique souhaitée.
ANGLAIS parlé.

Adresser curriculum vitae et prétentions sous n° 26422 à
CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra,
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

MATRA ESPACE VELIZY
Le développement de l'activité spatiale favorise la création de plusieurs postes d'

Ingénieurs Grandes Ecoles
Automatique - Electronique - Informatique

- Ingénieurs systèmes "pluridisciplinaires"
pour participer aux études et à la conception, coordonner le développement et suivre les
essais et opérations en orbite de systèmes de pilotage embarqués sur satellites. **Réf.A.**
- Ingénieur de conception
pour mener des études de systèmes digitaux de traitement de données embarqués sur
satellites,
3 à 6 ans d'expérience de conception nécessaire. **Réf.B.**
- Ingénieur "produits"
pour être responsable de la conception et de la coordination du développement d'équi-
pements embarqués dans l'un des domaines suivants :
— électronique,
— opto-électronique,
— électromagnétiques,
— techniques inertielles,
— propulsion spatiale. **Réf.C.**
- Ingénieurs électroniciens
pour faire la conception, l'étude et le développement en laboratoire d'équipements élec-
troniques complexes mettant en oeuvre des techniques de puissance, analogies fines logique
câblée et microprocesseurs. **Réf.D.**
- Chef de laboratoire électronique
pour diriger et animer un labo de conception et de développement d'électroniques em-
barqués,
au minimum 5 ans d'expérience. **Réf.E.**

Ces postes concernent des Ingénieurs débutants ou quelques années d'expérience selon les
fonctions.
Le lieu de travail est situé à VELIZY.
L'anglais courant, lu et parlé, est nécessaire.

Ecrire avec CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence du poste
choisi sous N° NK 886 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres
78146 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

**CENTRE NATIONAL
D'ETUDES SPATIALES**

SECRÉTAIRE
Expérimenté(e)
Pour PARIS

Vous serez chargé(e) du secrétariat du départe-
ment gestion administrative et financière des
laboratoires, notamment de la frappe, de l'édition
et du classement des documents contractuels.

Vous avez occupé un poste similaire pendant
quelques années, êtes titulaire du Baccalauréat
et possédez une excellente orthographe.

Vos qualités d'ordre et de méthode, votre
vivacité d'esprit seront appréciées.

Merci d'adresser lettre manuscrite,
CV, et prétentions au
Service du Personnel du CNES
129, rue de l'Université
75007 PARIS.

VILLE DE ST-DENIS 93200
recrute
selon conditions statutaires :

- 1 RESPONSABLE SERVICE DES SPORTS
(attaché ou chef de service).
- 2 ATTACHÉS COMMUNAUX
pour services municipaux :
— enseignement
— personnel
(expérience, gestion personnel souhaitée)
- 1 DOCUMENTALISTE
(archiviste 2° catégorie)
Expérience professionnelle souhaitée.
Diplômes spécifiques exigés.

Envoyer candidatures et C.V. à M. le Maire.

emplois régionaux

A VALENCE

Crouzet

DIVISION "AÉROSPATIAL"
recherche
**INGENIEUR MÉCANICIEN
PHYSICIEN OU ÉLECTRONICIEN**

Débutant ou 2 à 3 ans d'expérience dans les circuits
hybrides.

- Intégré dans l'équipe chargée des développements
en microélectronique hybride, il participera :
— aux études technologiques
— au développement de nouveaux produits
— au développement technologique de nou-
veaux circuits
— à l'amélioration des moyens de fabrication
existants.

N° DE RÉFÉRENCE : 244
Adresser C.V. manuscrit
photo, références, prétentions
à Crouzet SA
Service du Personnel - 26027 Valence Cédex.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ
NANTAISE**
recherche pour son
SERVICE COMPTABILITÉ

TRESORIER

Dans un premier temps, sa mission
consistera à mettre en place la gestion
informatisée de trésorerie en dates de
valeur.

Directement rattaché au Chef Comptable
ses fonctions évolueront vers :

- l'analyse des saisies internes de l'in-
formation
- le suivi des encours bancaires et
marché des changes — optimisation
- le contrôle mensuel des objectifs.

De formation financière ou comptable,
il devra justifier d'une expérience de
3 à 5 ans des services de trésorerie
bancaire ou entreprise.

Possibilité d'évolution pour candidat
de valeur.

Connaissance de l'anglais souhaitée.
Poste à pourvoir à NANTES.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V.,
et photo sous référence T/M ss No26524
CONTESSÉ PUBLICITÉ
20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01 q.tr.

**PUISSANT GROUPE ALIMEN-
TAIRE** mettant en œuvre une politi-
que sociale avancée recherche pour
assurer des fonctions FORMATION et ORGA-
NISATION un

**JEUNE
INGENIEUR
ECP, Mines, AM,
ENSIA...**

ayant une première expérience en milieu indus-
triel de 3 à 5 ans de préférence acquise en pro-
duction ou formation.

Une opportunité de carrière motivante et évolutive
est offerte au sein de l'établissement de
Bordeaux.

Il aura à concevoir, à animer des actions de for-
mation et d'organisation depuis le diagnostic,
jusqu'à la réalisation.

Large perspectives d'évolution au sein du
groupe.

Poste à Bordeaux.

Adresser CV, photo sous référence 2.282 M à
PUBLIPANEL 20 rue Richer 75441 Paris Cedex
09 qui transmettra.

**RELATIONS HUMAINES
ET SOCIALES**
(NANCY) (180.000 F +)

Une très importante société industrielle
(2.000 salariés) recherche le successeur de
son actuel CHIEF DE PERSONNEL. Dépen-
dant du Directeur administratif, il exercera
son action sur l'ensemble des bureaux,
ateliers et chantiers de la Société. Ce poste
s'adresse à un candidat ayant déjà quelques
années d'expérience en milieu industriel.

Adresser CV ou téléphoner pour recevoir
notice détaillée N° 4580 au (8) 335.42.63

CABINET CLAUDE BLIQUE
FONDE EN 1925
ORIENTATION-RECRUTEMENT
BP.3097-54013 NANCY CEDEX

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ T.P.
FILIALE D'UN GRAND GROUPE**
recherche

INGENIEURS
DEBUTANTS
(ESTP ou équivalent)

**CONDUCTEURS
DE TRAVAUX**

QUELQUES ANNEES D'EXPERIENCE
(IUT Egletons, ou équivalent)
Poste à pourvoir en Métropole.

Adresser C.V., photo et prétentions
sous N° 26627, CONTESSÉ PUBLICITÉ
20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE (23 personnes) banlieue
ouest de PARIS, génie climatique, électricité, concep-
teur techniques nouvelles, renforce ses structures pour
faire face au développement, recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
pour secondar Directeur Général dans les domaines de
l'organisation, la gestion, la planification et la rédaction
des contrats. Le poste sera confié à un candidat de plus
de 35 ans, de formation supérieure, si possible ingénieur
d'origine et possédant quelques années d'expérience à un
poste similaire.

Ecrire sous n° 7.934 le Monde Publicité, service
annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Société MORS recherche pour sa Division
Aéronautique BRION-LEROUX

UN AGENT TECHNIQUE
Electronicien AT2, niveau BTS

possédant une expérience de laboratoire d'au
moins 2 ans en électronique analogique bas
niveau et en logique câblée ou programmée.

**UN INGENIEUR D'AFFAIRE
FRANCE** Formation électronique

pour prospection, négociation et suivi d'aff-
aires auprès des aviateurs, motoristes et
équipementiers français.
Anglais indispensable.

**UN INGENIEUR D'AFFAIRE
EXPORT** Formation électronique

pour prospection, négociation et suivi d'aff-
aires auprès de la clientèle aéronautique
étrangère.
Nombreux voyages à prévoir.
Anglais indispensable, Allemand souhaité.

UN INGENIEUR S.O.F.T.
Formation électronique

UN INGENIEUR H.A.R.D.
ayant expérience logique câblée et micro-
processeur. Tous deux pour études concep-
tion et industrialisation de systèmes micro-
informatiques embarqués.
Anglais indispensable.

Envoyer C.V. à Division Aéronautique
BRION-LEROUX - 2 & 4, rue Newton
93155 LE BLANC-MESNIL

Office municipal de la Culture
de MONTIGNY (95)
recrute

DIRECTEUR

Tél. pour rendez-vous :
578-44-01, de 14 à 18 heures.

Société Industrielle impor-
tante de production et distribu-
tion de chaleur (C.A. 800 MW,
Siège social à Paris) recherche :

- un ingénieur dipl. ait 8 à
10 ans de direction et conduite
de travaux de corps d'Etat.
- un ingénieur ayant 5 ans
exp. d'exploit. de centrale
thermique. Poste à pourvoir
rapidement.

Env. lettre et C.V. en rappelant
réf. 360, à l'O.S.P., 4 Ser-
vice C 2, 7, rue Ste-Anne,
75038 Paris Cedex 01, qui tr.

Le Centre d'Informations
Financières recherche
FUTURS CARRIÈRES
COMMERCIAUX

- Dynamiques et ambitieux.
- Goût de contact haut niveau.
- Très bonne présentation.
- Sens des responsabilités.

Pour R.-V., 663-91-30, P. 201.

CENTRE de RECHERCHES
recrute un

**INGENIEUR
INFORMATICIEN**

susceptible d'assurer la mise au point de systèmes de
gestion comportant des applications en Temps Réel sur
ordinateur.

Une bonne connaissance de l'Anglais est indispen-
sable.

Ecrire avec C.V. détaillé au :
CNET - SDI
40, rue du Général Leclerc
92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

OFFRES D'EMPLOI

JURISTE D'ENTRA

**INGENIEUR
ETUDES DE PRIX**

ETAT SECONDAIR
INDICAI SERVICE
PROFESSEUR

**ASSISTANTS
TECHNIQUES**

**INGENIEUR
ECONOMISTE**

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DEMANDES D'EMPLOIS

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

JURISTE D'ENTREPRISE

pour le siège de l'établissement PARIS ÉVRY.

Votre formation juridique de haut niveau, renforcée par vos connaissances en droit des affaires vous permettra d'effectuer certaines opérations fiscales et juridiques entrant dans la compétence du Siège : droit des obligations, droit des Sociétés, propriété industrielle, etc.

Vous aurez à élaborer les directives aux services du CNES en vue de faire respecter la réglementation et les décisions prises dans ces domaines.

Nous souhaitons un sens réel des relations humaines et une parfaite maîtrise de l'expression écrite et orale. 2 à 3 années d'expérience dans un Service Juridique du secteur industriel et commercial seraient très appréciées. La pratique de la langue anglaise est indispensable.



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions au Service du Personnel du CNES, 129, rue de l'Université - 75007 PARIS.

Notre Société (C.A. 800 millions; 1100 personnes) poursuit son développement et souhaite intégrer de jeunes ingénieurs pour tenir, à terme, des postes importants en production ou en gestion. Dans l'immédiat, nous cherchons un

Jeune Ingénieur

à dominante électro-mécanique: Rattaché au chef du service

organisation et gestion sociale

Il assistera nos trois usines dans le suivi et l'amélioration de l'organisation, de l'ergonomie et des conditions de travail.

Ce poste permettra au titulaire de se former techniquement et humainement; il pourra ensuite évoluer vers la production, le B.E., le contrôle de gestion ou la fonction personnel.

Merci d'envoyer CV et prétentions sous réf. CL 480.



Placoplatre

Service Recrutement : B.P. 316, 92506 RUELLY - Malmaison.

POURQUOI PAS DES DÉBUTANTS ?

A vingt-deux ans on est rapidement opérationnel en entreprise (avec le Bac et parfois plus et six mois de cours d'informatique théorique et pratique)

Nous sommes formés à EDUVISION sous contrôle de l'Etat et cherchons des emplois de

PROGRAMMEURS-ANALYSTES

GESTION DU SYSTÈME

MICRO-INFORMATIQUE

Libres le 19 mars

EDUVISION, 75, rue de Courcelles, 75008 Paris, tél. 227-77-10.

ENTREPRISE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

de taille internationale, recherche pour son Siège Social

INGENIEUR ETUDES DE PRIX - G.O.

Connaissant parfaitement les techniques de construction du bâtiment, environ 30 ans, expérience chantier.

Anglais lu, parlé, écrit.

Lieu de travail : PARIS SUD

Déplacements occasionnels à l'étranger de courte durée.

Adresser C.V., photo, prétentions et appointements actuels sous référence 26406 à CONTESSA PUBLICITE 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

TRÈS IMPORTANTE STÉ DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE (banlieue Ouest) recherche

LE RESPONSABLE DE SON SERVICE DOUANE

Fonction :

- Diriger, organiser et contrôler toutes les activités de la douane afin de fournir à la Sté les autorisations nécessaires à l'import et l'export de tous produits.
- Représenter la société auprès des différentes administrations, banques ou ambassades afin de faciliter les différentes opérations douanaires.

Profil souhaité :

- 32 ans minimum;
- Diplômé d'une grande école de commerce, droit ou finances;
- Expérience d'une dizaine d'années chez un transitier agréé en douane et/ou dans l'industrie dans des fonctions similaires;
- Bonnes connaissances des réglementations douanaires et du commerce extérieur;
- Absence dans les contacts humains;
- Connaissance de l'anglais et l'espagnol souhaitée.

Rémunération : suivant formation et expérience.

Large possibilité de carrière dans un groupe de premier plan.

Boire sous n° 56 à LA PUBLICITE FRANÇAISE, 23-27, avenue de NEUILLY, 75116 PARIS qui transmettra.

Importante Société de MATÉRIEL FERROVIAIRE - proche Paris de Neuilly - recherche

cadre pour seconder son chef du service approvisionnements

Le candidat devra :

- avoir une formation technique supérieure (mécatronique - électrique)
- posséder une première expérience industrielle en approvisionnement, fabrication ou B.E.
- connaître l'Anglais
- être disponible rapidement.

Fonction à remplir :

- négociation avec fournisseurs et sous-traitants
- suivi des commandes
- établissement et suivi des budgets approvisionnements
- expéditions - transports (douanes).

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 9114 à AXIAL Publicité, 27, rue Talbot - 75009 Paris, qui transmettra.

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR L'INFORMATIQUE ?

Faites carrière avec nous

Nous sommes une Société et Conseil en Informatique et recherche de JEUNES COLLABORATEURS ayant 2 ou 3 années d'études supérieures, collégiales et diplômés des obligations, militaires, libérés rapidement.

Il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances en informatique, les candidats engagés étant formés intégralement par la société.

Adresser lettre sous n° 25223 à CONTESSA PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

GRATEV GROUPE EX-O.R.T.F.

Dans le cadre du développement de l'audiovisuel français, GRATEV Informatique du groupe EX-O.R.T.F. équipe de matériel puissant et varié.

BM 168 - MVS-88 - 8100 - R 2000 - Mini 6 - Micro 6000 - Solar 16

accrédité pour l'enseignement en informatique de gestion (concepts d'architecture distribuée, réseaux, mini, vidéo) et en ingénierie des technologies audiovisuelles nouvelles (télématique, en particulier).

Pour cela, il recherche :

PROGRAMMEURS

expérimentés, DUT informatique ou équivalent, la connaissance de COBOL et/ou PL 1 est souhaitable.

Plan de formation complémentaire personnalisé. SALAIRE de 90.000 F à 120.000 F selon expérience professionnelle.

Adresser C.V., manuscrit, photo et prétentions à EUROPE INFORMATIQUE SELECTION, 6, rue de Sèze, 75009 Paris.

COLLABORATEUR standing. Ser. M. Guez, 148, rue Saint-Honoré, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Importants affaires dispos. de nombreux moyens à Paris, rech. ATTACHE COMMERCIAL pour banque, congrès, séminaire. Min. 5 ans expérience en travail.

Boire sous le n° 119601 M. RÉGIE-PRESSE 86 bis, r. Ménilmontant, 75002 Paris.

Chercheur de Langue: Ch. FEMME ALLEMANDE pr. cours. Tél. 228-52-30.

Lynde tech. rech. prof. math 5 h hebdo. exp. pédag. mod. Tél. M. ROUSSET 405-06-32.

INGENIEUR AGRO-ALIMENTAIRE

pour assurer gestion et organisation, production de crèmes glacées ainsi que son développement commercial France et étranger.

Adresser C.V. et prétentions à 28.549 Commerce Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INFORMATIS

pour d'importants projets T&E - S&T - S&T - CAO - Robotique, processus industriels. RECHERCHE 15 INGENIEURS

INGENIEURS SYSTEMES

4 ans exp. récom. Télécom. (PROT 325 - HDLC - BSC - ...)

INGENIEURS SYSTEMES

Expérience logiciel, télématique.

INGENIEURS SYSTEMES

5 ans expérience CI-HS 66.

INGENIEURS SYSTEMES

BM - OS/DOS - VSE - VM CICS - CICS - DL1.

INGENIEURS SYSTEMES

Logiciel contrôle process. SOLAR - MITRA - POP 11.

INGENIEURS CAO

3 ans de Logiciel CAO. Déplacements fréquents USA.

INGENIEURS FORMATION

pour dispenser des cours de COBOL sous CICS et DL1, de télécommunications et de CAO.

INGEN. COMMERCIAUX

ayant l'expérience de la vente des services informatiques « Constructeurs » ou S&C. Salaires très motivants. Ecrire Direction Technique, 25, rue Daubigny, P. 337-99-22.

LE PARIS SAINT-GERMAIN recherche URGENT

1 DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Formation minimum licence droit + D.E.S. ou licence Sc. Eco. + I.A.E. ou équivalent. Age 40 ans minimum, expérience administrative, comptable, gestion, fiscalité, droit social, etc.

Rigueur, rompu au travail intense et passionné de foot.

Ecr. avec C.V. et photo à : M. le Président du P.S.G., 30, rue Berghes, Paris-16^e. Réponses assurées.

COLLABORATEURS

Niveau D.E.C.S., expérience commerciale, 3 à 5 ans. Envoyer C.V. à n° 7711 P.M. à M. le Président de l'Arcade, 75008 PARIS.

URGENT, administration M. Pons-de-Cléry rech. pour centre d'information G.L.L. - D.P.S. 4. Médiatiquement basé de données Socrate

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

DUT ou équivalent, même débutant. Salaire annuel de l'ordre de 75.000 F selon diplômes et expérience.

Tél. 627-05-05, poste 2245.

secrétaires

Paris-Etoile, société de location services et bureau, offre de secrétariat recherche

SECRÉTAIRE EXPÉR.

bilingue français-anglais pour courrier, télécopie, accueil clients.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à n° 118.765. RÉGIE-PRESSE, 86 bis, r. Ménilmontant, 75002 Paris.

SECRÉTAIRE COMPTABLE

rigoriste et traitement de textes scientifiques, Angl. Ser. Labeyrie, de Géopolys Université Paris-Sud-S&C 510 91405 ORSAY.

SOCIÉTÉ IMPORTATION MATÉRIEL PRÉSENTATION

recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

BILINGUE ANGLAIS-FRANÇAIS. Excellente connaissance langues anglaise, néerlandaise et allemande. Situation d'avenir et responsabilité.

Ecrire avec C.V. et n° 28.543 Commerce Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

capitax propositions commerciales

Homme, 47 ans, grande exp. commerciale, disp. 300.000 F. recherche association ou reprise progressive. Ser. s/n° 2.344, le Monde Pub. service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

representation offres

SA FRANCO-ITALIENNE

REPRÉSENTANT CONFIRMÉ

en photographie. Tél. 367-61-70.

Société de recouvrement internationale recrute

V.R.P. - H. ou F.

- minimum 25 ans, - très bonne présentation exigée, - niveau supérieur, - Commission impré + indemnité.

Adresser C.V. + photo à : SODERA INTERNATIONAL, 161, bd Magesse, Paris-10^e, ou téléph. au 281-04-65, p. R.V.

formation professionnelle

FORMATIQUE

INSTITUT NAT. SUPÉRIEUR D'INFORMATIQUE-APPLIQUÉE forme

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

DE HAUT NIVEAU EMPLOI ASSURÉ

1, rue de Châteaufort, 75002. 296-65-08

propositions diverses

EMPLOIS ET CARRIÈRES DE LA FONCTION PUBLIQUE

Le PIRELUX ou environs en vente chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

automobiles

de 8 à 11 C.V.

Vende Ford Taurus 1800 Touring 81. Pr Argus 30.000 F. vendu 25.000 F. état neuf. Téléphone 288-31-60.

achats

BMW, VW, MERCEDES PAIEMENT COMPTANT ECHANGE POSSIBLE

Tél. : 366-15-22.

divers

PRIX ATTRACTIF LANCIA B TREVI HP - COUPE 1300 1600 2000 IE 336 38 35+

deux-roues

Vende K.T.M. 125 GS. Février 81, 9.000 F. Téléphone 568-05-81.

ANNONCES CLASSÉES

TÉLÉPHONEES 296-15-01

L'immobilier

locations non meublées offres

Paris

FONTARABIE, beau 3 P., ch. par. dans un grand immeuble. 2.500 F. + ch. Tél. 862-89-92.

Région parisienne

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

à 150 m R.E.R., plein centre, calme, sur grand jardin. APP'TS 2 et 3 pièces STAND.

de 75 m² à 95 m². Châssis bois, parquet, VOR SUR PLACE le samedi, 14 h à 16 h 30.

10, RUE DE PARIS. Tél. : 661-58-03, heures bur.

MAISON LAFFITTE

2 chambres, grand séjour. Tél. 862-65-72.

locations non meublées demandes

Paris

PPTAIRE LOUEZ SOUS 24 H. Clientèle sélectionnée. Service gratuit - 770-88-65.

Région parisienne

CADRE de BANQUE

cherche urgent pavillon F4 ou F5 LE PERREUX ou environs

Enquête cherche pour CADRES villes, pay. très bon, loyer max. 6.000 F max. 283-57-02. Tél. (7) 820-72-89.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 8 P. LOYERS GARANTIS par état ou ambassades - 281-10-20.

pavillons

Dans calme village normand, près Glacis, Pavillon F 4, 82 m² sous-sol total, chauffage fuel au terrain arboré de 2.850 m², complètement clos.

Tél. 619 19 h à 961-87-80.

NOUVEAU-LE-GRAND

Père familial de VILLIERS, maison 4 pièces sur 100 m² habitables + garage. Séjour, cheminée. Sur terrain de 1.574 m², nombreux arbres fruitiers et de décoration. Prix 780.000 F. Tél. 306-41-21.

immobilier information

PRODUITS FINANCIERS IMMOBILIERS PROTÉGÉS DE L'INFLATION RENTABILITÉ EXCEPTIONNELLE DES LOYERS GARANTIS n'importe quelles circonstances. FRANCE C.B.I. - S.A. 194, rue de Tolbiac, Paris-13^e. Tél. pour R.V. : 568-78-26.

villas

ANTONY, Villa, 10 P., splendide, 11 ch. sur 600 m², jardin, 1.250.000. 738-70-87.

AUX-EN-PROVENCE part vit. prox. centre, VILLA avec vue 7 p. principales, jard., garage. Superficie totale 1.000 m². Prix 1.200.000 F. Ecrire sous le n° 7 031.625 M. RÉGIE-PRESSE 86 bis, r. Ménilmontant, 75002 Paris.

maisons de campagne

Part. vil. maison Louis, w.c., s. br., 2 ch., s.d. avec s/sol aménagé (cuisine, w.c., ch.). Garage, buanderie, hangar, sur terrain 2.230 m² arborés (ormes, frutiers, vignes), à 15' Toulon. 27 pièces, 500.000 F. Tél. (93) 23-21-57, de 20 h à 21 h. Libre 6 mois après vente.

propriétés

BOUGIVAL, Demeuré 18^e s. dans parc 1,5 ha, 1.400 m² habit., + dépend. 800 m². Conv. à siège, état. 628-63-00.

domaines

Part. vil. coteau maitr., 5,50 ha vignes dont 2 ha V.D.O.S. et A.O.C. Saint-Chinian. Tél. : (87) 89-40-14.

terrains

PARC MAISONS-LAFFITTE

Angle av. BERGET. Prix gens et commerces. TERRAIN UNIQUE

1.340 m² x 675 F. Const. par. AFFAIRE EXCEPTIONNELLE. Appeler pour : 828-71-03.

Conviendrait Constructeur Commune d'ANDONNE, 3 kilomètres Nord MONTMELAN. Terrain 5.300 m² avec permis de lotir 16 lots jumelés.

Avec dossier complet et lots acquis. Prix 700.000 F. Tél. SAINT-PIERRE IMMOBILIER, 22, rue Aristide-Briand, 69001 SAINT-PIERRE. Tél. (7) 820-72-89.

viagers

Vente adj. + 3 chbrs, 2 s. de bain, gd hall d'entrée, lingerie, penderie, balc., terrasse, etc. 22 m², sous-sol, récom. 4 p. m. P. 350.000 + 4.500. Occupé femme 78 ans. CHLZ - 268-19-00.

Libre M. LAMARIE, 62 P., 4 ch. de bain, sol. 75.000 + 3.800. 2 chbrs, 21 ans. Cruz, 8, r. la Boétie, 288-19-00.

7^e App't 4 p., 2 s. de bain, imm. récent plein de talis, standing occupé femme 73 ans. 150.000 + rente 7.300 F. LODEL - 358-00-44.

INFORMATIONS « SERVICES »

TRANSPORTS

AIR FRANCE A CHARLES-DE-GAULLE 2

A compter du lundi 1^{er} mars 1982, les vols d'Air France à destination - ou en provenance - de Nice, de l'Allemagne, de la Scandinavie, de la Finlande et d'Irlande sont traités au terminal B de l'aéroport 2 de l'aéroport Charles-de-Gaulle.

La première phase de la mise en service de l'aéroport 2 de cet aéroport était intervenue le 1^{er} novembre 1981, date à laquelle tous les vols entre Paris, d'une part, et la Grande-Bretagne, l'Autriche et les Pays-Bas, d'autre part, avaient été transférés de l'aéroport 1 au terminal B de l'aéroport 2.

C'est le 28 mars que sera mis en service le terminal A consacré, ainsi, l'ouverture totale de l'aéroport 2 : à cette date, tous les vols d'Air France, au départ et à l'arrivée de l'aéroport Charles-de-Gaulle,

auront été transférés de l'aéroport 1 à l'aéroport 2.

L'aéroport 2 est accessible en voiture par les autoroutes A1 et A3, par les cars d'Air France (départ toutes les vingt minutes de la porte Maillot), par le train (Roissy-Rail, au départ de la gare du Nord) et par les autobus n° 350 (à partir de la gare de l'Est et de la gare du Nord) et n° 351 (à partir de la place de la Nation).

L'ouverture de la nouvelle aéroport ne modifiera en rien l'activité d'Air France à Orly : les vols à destination de l'Europe de l'Est (à l'exception de Moscou), de l'Afrique du Nord, de l'Espagne, du Portugal, de la Turquie, de l'Océan Indien, des Antilles et de la Corse continueront à être assurés au départ de cet aéroport.

• 1, square Max Hymans, 75714 Paris cedex 15. Tél. : 273-41-41.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 1^{er} et mardi 2 mars :

UNE ORDONNANCE

• Relative à la prise en charge par l'Etat de certaines cotisations de sécurité sociale dans les entreprises industrielles des secteurs du textile et de l'habillement.

DES DÉCRETS

• Relatif à l'indemnité pour dépossession des meubles meublants, prévue au titre II de la loi du 6 janvier 1982 portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés.

• Portant règlement national des enseignes et fixant certaines dispositions relatives aux enseignes pour

l'application de la loi du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et enseignements.

• Portant réaménagement de la tarification postale relative aux journaux et écrits périodiques.

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 3 mars :

DES LOIS

• Relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions.

• Portant statut particulier de la région de Corse (organisation administrative).

UNE CIRCULAIRE

• Relative à l'application du décret du 16 décembre 1980 portant aménagement du régime de l'épargne-logement.

DES DÉCRETS

• Portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'éducation nationale.

• Portant création d'une commission chargée d'émettre des propositions en vue d'une refonte du droit de la consommation.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3138

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTELEMENT

I. Passent le meilleur de leur temps à s'étendre sur des couches. — II. Suprême, il est éternel. Participe passé. — III. Science fondée expérimentalement par un navigateur biblique. — IV. Modifie la valeur des timbres. Entoure d'une enveloppe ou élimine l'entourage. — V. Des mineurs qui piochent. Le plus battant des coeurs. — VI. Personnel. Rituel

précédant la fête de la Nativité. — VII. Brut. Lieu de rencontre des bordelaises et des champenoises. — VIII. Donner du montant à tout ce qui est plat. Alternative. — IX. Peut être fait d'indienne et la vêtir. Outil de démolisseur. — X. N'est jamais libre à l'école ainsi qualifiée. — XI. Négation. Vertu essentielle d'un homme de goût.

VERTICALEMENT

I. Agissent avec mesure. — 2. Témoin d'un usage de faux. Chef spirituel. — 3. Titulaire d'une décoration. Fleuron détaché de la couronne britannique. — 4. Prénom d'un compositeur de ballets séduisants ou d'un auteur de chansons gringantes. Une griffe d'un trait de plume les authentifie. — 5. Certains le tirent, d'autres le soulèvent. Possessif. — 6. Redoutable quand elle est maligne. Raccourci un circuit déjà court. — 7. Jeu jaune. Base de lancement de mini-fusées « sol-sol ». — 8. Plus ardue à réaliser avec des gens de mauvais poil. — 9. Portes qui ne sont jamais sèches. Peut se percer avec des tarots.

Solution du problème n° 3137

Horizontalement

I. Assuétude. — II. Peintures. — III. Raseur. Np. — IV. Eau. Diète. — V. Scion. — VI. Ra. Ranche. — VII. Avion. — VIII. Salut. E.V. — IX. Art. Réa. Cf. — X. Cône. — XI. Ge. Osiers. — XII. Esen. Ossa.

Verticalement

I. Après-rasage. — 2. Seau. Avance. — 3. Sues. He. — 4. Une. Croifton. — 5. Etudiantes. — 6. Turlion. Io. — 7. Ur. Enchères. — 8. Dent. Vers. — 9. Espèces. Ass. — 10. GUY BROUTY.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérants : Jacques Favart, directeur de la publication. Claude Julien.

Imprimerie du Monde 5, rue de la Harpe PARIS IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437. ISSN : 0395 - 2037.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue de la Harpe
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F 442 F 611 F 788 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
483 F 862 F 1241 F 1620 F

ÉTRANGER
(par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F

IL - SUISSE TUNISIE
386 F 667 F 949 F 1230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

CORRESPONDANCE

Cavaillon-Toulon
à petites étapes

J'habite Aix-en-Provence, mais un certain dimanche, j'ai dû aller de Cavaillon à Toulon sans m'arrêter dans ma bonne ville. J'ai ainsi parcouru 144 kilomètres (au compteur) de l'autoroute « Provence » que je connais bien... Et, une fois de plus, j'ai pensé contre la succession d'arrêts provoqués par des péages sur une autoroute où on peut rouler à 130 kilomètres à l'heure, mais où on est arrêté sept fois (détail ci-dessous).

Par habitude, nous nous soumettons à de telles aberrations. Mais comme on comprend la stupeur des étrangers qui empruntent, nombreux, cette autoroute et qui croient que les Français étaient cartésiens et intelligents.

Voici les étapes de leur parcours : Cavaillon : on reçoit un ticket ; Lagnon : on paie au guichet ; Salon : on jette au panier ; La Barque : on prend un ticket ; Pont-de-l'Étoile : on paie au guichet ; La Ciotat : on jette au panier ; Bandol : on jette au panier ; Toulon : voie libre.

Sans autres commentaires.

UN NOUVEAU SERVICE D'AIDE A DOMICILE POUR LES HANDICAPÉS

Lors d'une conférence de presse réunie récemment à Paris, l'A.D.M.R. (Aide à domicile en milieu rural) a annoncé la création d'un nouveau service, celui des « auxiliaires de vie », destiné aux personnes handicapées, et le développement de ses projets en matière de services de soins à domicile pour les personnes âgées. Actuellement, une trentaine d'auxiliaires, répartis dans une dizaine de départements, interviennent auprès d'adultes handicapés pour les aider dans « les actes essentiels de la vie », c'est-à-dire le lever, la toilette, les repas.

Le financement de cette opération, qui doit prouver son efficacité dans un délai d'un an, est assuré par les pouvoirs publics, qui versent 4 000 F par mois par poste d'auxiliaire, et par les handicapés sur la base de 15 F à 20 F de l'heure. Quant aux services de soins à domicile, l'A.D.M.R. a lancé une dizaine de projets qui « devraient se concrétiser au printemps ».

L'A.D.M.R., née en 1945, regroupe mille huit cents associations locales d'aide à domicile et compte plus de dix-neuf mille salariés à temps plein ou partiel, dont mille huit cents travailleuses familiales qui exercent auprès des familles et dix-sept mille aides ménagères qui sont intervenues en 1981 auprès de cinquante-neuf mille personnes âgées.

Cette semaine dans **Le Monde**

Les femmes en politique

La politique est encore une chasse gardée des hommes. Mais les femmes y sont maintenant bien présentes et aspirent aux pleins pouvoirs.

LORSQU'ON SAIT ECOUTER, ON SAIT AUSSI SAISIR LA PREMIERE OCCASION QUI SE PRESENTE.

Nous ne savons jamais combien d'idées ont été perdues ou d'occasions manquées tout simplement parce qu'on n'y a pas prêté attention.

Mais chez Sperry, nous sommes décidés à ne pas laisser passer la moindre opportunité.

Avoir l'esprit créatif et se tenir à l'avant-garde des progrès technologiques suppose le développement d'une rare qualité humaine : l'aptitude à écouter !

C'est pourquoi nous avons mis sur pied des programmes de formation à l'écoute dans le monde entier, pour le personnel de Sperry.

Dans l'informatique, dans l'industrie aéronautique et dans d'autres secteurs de pointe, où il faut parfois des dizaines d'années pour élaborer de nouveaux produits, nous avons trouvé là, le meilleur moyen pour répondre aux besoins du futur.

Développez donc votre propre capacité d'écoute pour être prêt à saisir la première opportunité dès la première occasion.

SPERRY

Pour nous, l'important est de savoir écouter.

Sperry comprend : les ordinateurs Sperry Univac, les machines agricoles Sperry New Holland, les équipements hydrauliques et pneumatiques Sperry Vickers, les systèmes de navigation et de contrôle Sperry et Sperry Flight Systems.

ENQUÊTE

Les mystères des Arts et Métiers

II. - LA FAUTE AUX ANCIENS ?

par EDWY PLENEL

Sur leur déclin jusqu'au milieu des années 70, les « traditions » propres aux Gads'Arts, connaissent un regain de popularité dans chacun des six centres régionaux qui, avec un centre interrégional à Paris, forme l'Ecole nationale supérieure des Arts et Métiers (E.N.S.A.M.) (le Monde du mardi). Mélanges folkloriques et techniques, ces rites initiatiques, qui supposent une vie d'internat, sont vivement critiqués par une minorité d'élèves et d'enseignants. Ils attribuent leur renommée à l'action « occulte » de la puissante Société des anciens élèves.

L'« usinage » d'une pièce ne se juge-t-il pas au résultat ? A la conformité aux normes ? A l'adéquation du produit à la demande ? Aussi, pour les défenseurs des traditions « gadsarques », n'est-il meilleur plaidoyer que l'effet retour : le jugement des entreprises sur l'ingénieur des arts et métiers.

D'une enquête auprès d'employeurs, réalisée en 1977 par la Société des anciens élèves - les « archis », - il ressort que l'ingénieur arts et métiers est très recherché pour ses facilités d'adaptation et ses aptitudes de meneur d'hommes. Telle serait l'originalité première : les « qualités humaines », à une époque où la compétence technique ne suffit plus et où les entreprises veulent à la « personnalité des ingénieurs qu'elles recrutent ». Le discours promotionnel du Gads'Arts trouve ici sa cohérence : quelle autre grande école, par un climat spécifique et une vie communautaire originale, à cette formation humaine et morale ? Les traditions ne sont pas un luxe : elles donnent le profil.

Car cet ingénieur-là « s'est modelé à la vie en groupe (et) le travail en équipe lui est familier », écrit M. Henri Prêtre, vice-président de la Société des anciens, qui y voit la troisième « richesse » du Gads'Arts, après son origine sociale plus modeste et sa formation concrète en atelier. M. Louis Feuvrais, directeur national de l'ENSAM, qui n'est pourtant pas un « ultra » des traditions et les reconnaît « contraignantes », rappelle aux « nouveaux dirigeants » leurs envolées sur la « vie collective » : « Est-ce si ridi-

cule de s'y faire à l'école ? Le futur ingénieur ne devra-t-il pas jouer un rôle de pédagogue, d'entraîneur ? » Affirmation qui conforte la place actuelle des Gads'Arts dans la division du travail industriel : intermédiaires, rouages hiérarchiques, hommes de terrain plus souvent qu'hommes de pouvoir (1).

Le message est donc clair : halte aux caricatures ! Les traditions ne sont en rien « totalitaires », elles ont une rationalité que saisis mal un regard extérieur. Bref, ainsi que nous l'ont répété des élèves traditionnalistes : « Nous ne sommes pas des fachos ! » Le propos serait acceptable si la pratique des traditions n'avait le fâcheux effet d'exclure et de diviser, si les élèves nontraditionnalistes avaient les mêmes droits que les autres. Or, à en croire leurs témoignages, il n'en serait rien. Et ce, durant toute la scolarité.

Discriminations

« Le foyer nous est interdit certains soirs », affirme Serge, un « H.U. » (hors usinage) d'Angers. « Nous n'avons pas le droit de participer aux rencontres inter-centres des arts et métiers, non plus qu'aux activités annexes de l'école. Cela va jusqu'à de l'agressivité entre les élèves. » Déclaration semblable de M. Frédéric Malenot, « non baptisé » de Cluny : « Le but des traditions est la fraternité, la solidarité ; mais le problème réel c'est l'intolérance : dès que vous avez choisi de refuser, vous n'avez pratiquement plus de contact, vous êtes exclu de la communauté. Les activités sportives ou culturelles, le foyer, le débit de boissons, l'accès aux chambres, tous ça nous est interdit, comme si cela appartenait aux traditionnalistes. »

Il n'y a pas de problème pour les cours », ajoute M. Jean-Louis Letzelter, à l'ENSAM de Châlons-sur-Marne jusqu'à l'an dernier. « Mais c'est pour le reste, ce qui est en dehors : les visites d'usines, les stages d'été, le voyage de promo, certains polycoptes... Ces services sont réservés aux adhérents de l'Union des élèves, l'U.E.E.N.S.A.M., tenue par les traditionnalistes. Nous, les H.U., on nous fait traiter, on prétend que le défilé d'inscription est passé, etc. » M. Pascal Damiani, qui « fit » Angers et Bordeaux, M. Frédéric Bon-

nin, de Bordeaux, sont, avec Jean-Louis, tous H.U. et syndiqués à l'Union des grandes écoles (U.G.E.). « Le creux de la vague, reconnaissent-ils. A peine une dizaine d'adhérents ! » La raison en serait, à les croire, que les traditions ne tolèrent pas leur différence : « Une affiche, faut rester devant pour qu'elle tienne ! Le noyau dur des traditions, ce sont pas des types de gauche : ils font le ménage des locaux politiques. A Châlons, notre local a été cambriolé deux fois. Alors, on laisse tomber ; ça démoralise. »

Dières invérifiables, mais que confirme cependant, pour partie, le refus récent des directeurs de centre de transmettre les adresses des nouvelles promotions aux non-traditionnalistes. Or, semble-t-il, les « autres » les ont : à Angers, en 1980, lettre d'accueil du directeur et littérature de présentation des « trad's » sont arrivés à un « con-crit » sous même enveloppe. Ainsi l'information serait à sens unique : le nouveau venu ne peut savoir que le port de la blouse grise ou la calligraphie du « carn's » sont indépendants de l'enseignement, bref que l'adhésion aux traditions relève du libre arbitre. Autre confirmation, apportée par le mensuel de l'Union des élèves (décembre 1981) : le responsable des rencontres sportives inter-ENSAM, qui auront lieu en mai prochain, y précise qu'elles « sont avant tout une rencontre de gads'arts à laquelle les H.U. n'ont aucune raison de s'abstenir ».

Sans conduire aux brimades que signalait, en 1977, le journal de l'U.G.E. (2), les discriminations sont indéniables et leur systématisation serait récente. Dans les salles de cours d'Angers, les « gris » ou les « gazés » (les traditionnalistes) s'installent toujours à trois rangs des H.U. et des « crappeurs » (baptisés ayant renié les traditions). La division, c'est physique, commente un H.U. Clunien, selon des enseignants, serait peu favorable à l'accueil des filles - deux ou trois par promotion régionale, malgré la mixité officielle - et des étrangers. Tel de ceux-ci - anonyme par nécessité - affirme qu'il ne peut « s'adapter, être à l'aise, tirer profit de l'enseignement. Le langage gad-

zarique, j'y comprends rien. L'idéologie des traditions est raciste : ils sont les élus, avec un sentiment de supériorité. Je suis très déçu... »

Les traditions sont également une pomme de discorde entre élèves et enseignants. Du moins certains de ces derniers, en particulier ceux du centre régional angevin qui, le 7 décembre 1981, s'opposèrent, par une grève majoritaire, à un projet d'extension de l'internat « au détriment des locaux pédagogiques ». Accroissements baroques, interruptions érotiques, retardataires ensemencés : leur enseignement leur paraît miné par les « trad's » : « Elles renforcent l'insolence. Après des nuits blanches, ils dorment en cours. De l'avis d'un élève, durant l'usinage du premier trimestre, ils n'ont pas ouvert un seul bouquin ! ». Lamentations sans doute excessives, mais le climat de suspicion est réel, entretenu par les « sondages » d'évaluation des professeurs qu'organise l'Union des élèves au nom de la « solidarité » : les élèves s'y prononcent, entre autres, sur l'« expression faciale » ou les « gestes » de l'enseignant, l'« ambiance » de son cours... « endormante » de son cours.

Un « lobby »

Anciens « Gads'Arts » pour plusieurs d'entre eux, ces professeurs jugent aujourd'hui sévèrement les traditions dont la renommée leur paraît être rétrograde et artificielle. « Nous nous heurtons à un certain intégrisme », affirme M. Yvon Le Meur, chef de travaux. « Notre enseignement est contrebalancé, renchérit M. Pierre Bourrel, professeur de construction mécanique. Nous voulons enseigner la doute, le tâtonnement : les traditions enseignent des certitudes. »

Une école du conformisme en somme : « Usiner, n'est-ce pas prendre un objet brut, le faire souffrir, enlever des copeaux, le rendre interchangeable avec d'autres ? » Ces critiques rejoignent certaines analyses sociologiques sur les grandes écoles (3) : le regain de l'internat, le rejet de la politique et du syndicalisme, l'entretien d'un esprit d'école avec ses signes de reconnaissance,

autant d'éléments nécessaires à la constitution de « cocons » où croissent les « élites » futures.

En ce domaine, les Arts et Métiers iraient actuellement au-delà du supportable. La faute à qui ? Aux anciens, répondent ces enseignants, souvent proches du parti socialiste ou de la C.F.D.T. Et de dénoncer une Société des anciens élèves qui « considère l'école comme lui appartenant en propre, estime avoir un droit de regard, de contrôle, sur tout ce qui s'y passe (...), développe un esprit de chapelle, finance des activités au bénéfice exclusif des élèves traditionnalistes ». Bref, la « latérite » de ces établissements publics serait en cause : un « lobby » y imposerait sa loi.

Attentionnés, prévenants et empressés auprès des écoles et des élèves, les anciens le sont et ne s'en cachent pas. Parrains de promotion, repas réguliers avec les « archis », comité de liaison avec l'Union des élèves, réunion mensuelle avec le directeur national, rencontre annuelle

Bruits de réforme

Le moment est mal choisi : Ces remous et conflits autour des traditions gadsarques, M. James Chassériaud, président de la société des anciens élèves des Arts et Métiers, s'en passerait bien. « Nous sommes inquiets et personne ne nous démontre. » Il exprime avoir un sentiment largement partagé dans le monde des grandes écoles.

Depuis le 10 mai, celles-ci craignent, en effet, une application stricte du plan socialiste pour l'éducation nationale (1978) qui recommandait « l'unification des formations supérieures par l'intégration dans des organismes nouveaux - que l'on nomme universités - des universités actuelles, des grandes écoles et leurs classes préparatoires ». L'espoir est cependant revenu avec le rapport de M. Laurent Schwartz, pour la Commission du bilan, qui insiste sur la « dynamisme » des grandes écoles et conseille plutôt une « collaboration » entre celles-ci et les universités.

Pourtant l'inquiétude demeure : un document de la conférence permanente des présidents d'université (décembre 1981) recommande la suppression des « classes préparatoires du lycée à l'entrée des universités » et souhaite que les universités aient la maîtrise des diplômes d'ingénieur. « Les universitaires sont aujourd'hui plus influents, commente M. Chassériaud. Nous n'avons plus la tête de pont que nous avions avec le précédent ministère... »

En fait, aucun bouleversement ne semble se dessiner, alors que la « commission Jeantet » continue ses travaux

malaise plus général, comme si les Arts et Métiers étaient victimes de leur succès. La réforme de 1974 a eu pour effet d'ébranler l'identité originelle de l'école et de la soumettre à plus vive concurrence (5). La part de ses élèves issus de terminale C - et partant des classes moyennes - augmente, démentant son image de « couronnement de l'enseignement technique ». De nouvelles écoles d'ingénieurs sont nées, dont les promotions effritent le poids des Gads'Arts dans l'industrie. Telle est du moins l'analyse de M. Claude Maury, du Comité d'étude sur les formations d'ingénieurs (CEFI), pour qui la réforme de 1974 a décentré l'ENSAM par rapport à sa tradition (...). Objectivement, en termes de salaires, de placement, il n'y a aucun voyant rouge. Mais on entend parfois dire que l'ENSAM n'est plus ce qu'elle était, qu'elle forme des ingénieurs qui ressemblent aux autres...

Le retour des traditions manifesterait donc la quête d'une identité renouvelée. Est-ce la bonne voie ? Peut-on se tourner vers le passé alors que les problèmes s'accumulent ? Alors que les enseignants sont in-

sur la nouvelle loi d'orientation de l'enseignement supérieur. M. Guy Ourisson, directeur des établissements supérieurs au ministère de l'éducation nationale, est décidé « à faire cesser la marginalisation des écoles d'ingénieurs ». Mais, précise-t-il, que l'on ne comprenne pas : « Vouloir les faire rentrer dans le rang ». Non, plus modestement : diversifier les recrutements pour ne plus avoir « des diables qui sortent tous du moule des classes préparatoires » ; encourager la recherche technologique dans ces écoles ; moderniser leur « parc machines » en accroissant leurs crédits d'investissement.

Concernant les Arts et Métiers, il est cependant des propositions plus précises, émanant d'enseignants de l'ENSAM et suggérées aux nouveaux gouvernements. Outre la vie interne - restauration de l'externat, libre expression syndicale, élection des directeurs de centre parmi les enseignants - elle préconise, en particulier, sur la « régionalisation » des écoles, correspondant aux six centres régionaux actuels. Privé de l'année terminale, dont il a aujourd'hui le monopole, le centre interrégional de Paris deviendrait un « Institut national supérieur de la machine-outil ».

Autant de bruits qui inquiètent M. Chassériaud. « Des évolutions mais pas de chambardement ! répète-t-il. Ne démolissons pas ce corps d'enseignement : ils auront bien besoin des ingénieurs pour reconstruire les syndicats avec les patrons... »

E. P.

des délégués de promotion, plus de cent groupes régionaux, vingt-cinq mille sociétaires... : la machine tourne à plein régime. En quoi serait-ce répréhensible, puisque la cause est bonne : faciliter l'entrée des jeunes dans l'industrie, leur trouver un emploi, rester solidaires face aux lauréats des autres écoles ? Le lien avec le terrain, le rappel aux réels, c'est nous ! dit en substance M. James Chassériaud, président de la Société. « Depuis 1946, c'est notre tâche : réaliser l'adéquation entre la formation à l'école et les besoins de l'entreprise (...). On y croit, nous ! »

Identité perdue

Alors, oui, les anciens sont intervenus pour « promouvoir le rétablissement de l'internat à l'intérieur de l'école » et obtenir du précédent président de la République des financements. Oui, à leur congrès de 1976, ils se sont félicités de ce que, dans les conseils d'administration de l'ENSAM, les personnalités extérieures soient « pour l'essentiel » des Gads'Arts et que leur rôle « dans l'évolution de l'école soit reconnu par les pouvoirs publics ». Leur action est positive, insistent-ils, et n'est en rien monolithique. « N'excluez personne ! » : tel serait le message que M. Chassériaud affirme avoir transmis à l'Union des élèves. « Soyez indulgents avec un H.U., ne manquez pas de lui donner l'occasion de se racheter » (4). D'ailleurs, ne dit-il pas son inquiétude devant les entorses au travail qu'occasionne le regain des traditions : « Nous sommes formels, cela ne peut continuer comme ça (...). Après les deux mois d'usinage, trêve de paléontologie ! ».

Aussi, bien que le prosélytisme des anciens soit indéniable, ne peut-on attribuer à leur seule action la vogue traditionnaliste qui saisit l'ENSAM. Elle serait plutôt l'indice d'un

tifs de leur statut, relevant toujours du second degré ; que les élèves sont par trop marqués par le bachotage et l'isolement des classes préparatoires ; et que les six centres régionaux se sentent amputés par le maintien d'une année terminale à Paris ?...

Autant de questions qui appellent des remises en cause. Certains le pensent, et même parmi les traditionnalistes. Ainsi M. Sylvain Thellier, Gads'Arts et directeur du centre de Cluny. Soucieux de « plaider le positif », décrivant l'ouverture de son établissement aux stagiaires de la formation continue, insistant sur son rôle régional d'aide aux P.M.E., il reconnaît qu'un « dépoussiérage » est nécessaire : « Une société qui ne vit que pour elle-même, ce n'est jamais bon. Les traditions doivent évoluer, sinon ça risque de casser... »

FIN

- (1) Seulement un quart d'entre eux ont des fonctions de directeurs d'entreprises et, parmi les P.-D.G. des mille premières entreprises françaises, la viennent après leurs collègues de Polytechnique, Centrale et H.E.C.
- (2) Un élève de Cluny, « devenu le symbole de la réputation des traditions », aurait fait tomber à l'intérieur de l'école pour « défilé d'opinion » (la Marmite, journal de l'U.G.E., n° 8 1977).
- (3) Cf. Pierre Bourdieu, « Epreuves scolaires et conservation sociale : les classes préparatoires aux grandes écoles », Actes de la recherche en sciences sociales, n° 39, septembre 1981.
- (4) Etre H.U. signifie, à notre avis, « renoncement à d'une autochtonie, d'adhérer à la Société des anciens élèves ».
- (5) Le statut actuel de l'ENSAM, a été défini par un décret du 17 mai 1974. Auparavant, les élèves faisaient une année de classe préparatoire avant le concours d'entrée, puis quatre années de scolarité. Maintenant, la préparation est de deux ans, ainsi allongée sur celle des autres grandes écoles, tandis que la scolarité est de trois ans (deux en province, une à Paris).

Faites-vous faire la cuisine.

Du 22 février au 20 mars 1982

-15%* et crédit gratuit**

sur toutes les cuisines installées.



UNE ÉQUIPE DE VENDEURS-CONCEPTEURS COMPÉTENTE.

Cette équipe analyse avec vous l'ensemble de vos souhaits et besoins en mobilier, appareils électroménagers, décoration, etc. puis elle vous soumet un projet et, bien sûr, un devis détaillé. Par la suite, un maître-verifiera chez vous la conformité de votre commande.

LE CHOIX DUBV.

14 cuisines présentées, toutes de style différent. Un grand éventail de possibilités vous est ainsi offert : des centaines de variantes sont réalisables. De plus, des centaines de références d'appareils électroménagers de toutes les grandes marques, font qu'une solution peut être adaptée à chaque cas spécifique.

L'EXPÉRIENCE DUBV :

Dubv Installation Service, est maître d'œuvre et coordonne une équipe d'artisans agréés qui interviennent sur votre chantier pour la pose de la cuisine et pour tous les travaux annexes : plomberie, électricité, carrelage, etc. garantissant ainsi l'achèvement et la fonction de vos travaux. L'assurance d'un Service Après-Vente efficace : à la moindre difficulté Service N° 1 est à votre disposition, 110 techniciens sont prêts à intervenir.

Dans les 9 BHV du 22 février au 20 mars 1982

Crédit gratuit sur tout le magasin.**

* Cet avantage s'applique aux prix pratiqués antérieurement dans nos magasins.
** En 9 mois, à partir de 1200 F d'achats, 20% remises à verser à la fin du 9ème mois. Après acceptation du dossier crédit Cofinogad/BHV. A l'acceptation des articles signifiés par point vert et des services.

Au BHV Rivot



Le Monde

économie

ÉTRANGER

SELON L'O.C.D.E.

La France semble tenir ses engagements en matière d'aide au développement

L'engagement pris par le gouvernement français de doubler — en termes réels — sa contribution en faveur du tiers-monde d'ici à 1985 paraît tenu jusqu'à présent, estime le comité d'aide au développement (CAD) de l'O.C.D.E. L'accroissement de l'aide publique au développement (A.P.D.) de la France en 1981 et en 1982 semble s'être effectué approximativement au taux nécessaire pour progresser régulièrement vers l'objectif de 0,7 % du produit national brut en plus tard en 1985, indique le CAD après examen de la politique française en ce domaine.

Les Français ont en effet décidé de ne plus faire figurer les contributions aux départements et territoires d'outre-mer (D.O.M.-T.O.M.) dans le nouveau objectif. Ainsi l'aide de la France a-t-elle, avec les D.O.M.-T.O.M., 4,1 milliards de dollars en 1980 (0,36 % du P.N.B.), contre 3,4 milliards en 1979 (0,29 %). D.O.M.-T.O.M. exclus, cette aide a représenté 2,4 milliards de dollars en 1980 (0,26 % du P.N.B.) et est estimée à 0,43 % du P.N.B. pour 1981.

Les Français ont informé le CAD qu'ils entendaient maintenir la priorité accordée à l'Afrique — spécialement les pays à relations privilégiées — tout en faisant un effort accru en faveur

d'autres nations et d'autres continents et en accordant une aide particulière (0,15 % du P.N.B. d'ici à 1985) aux pays les moins avancés (P.M.A.). En 1980, les pays africains au sud du Sahara ont reçu 83 % de l'aide française (hors D.O.M.-T.O.M.) et les pays du Maghreb 17 %. En dehors de ces deux zones, les principaux bénéficiaires ont été le Bangladesh, l'Égypte et l'Indonésie. L'aide aux P.M.A. a, elle, atteint 0,10 % du P.N.B. français.

Le comité se félicite enfin de la priorité accordée par la France aux secteurs de l'énergie et du développement rural ainsi que de l'intention des Français de poursuivre la progression de leurs contributions au programme des Nations unies pour le développement et d'accroître celles consacrées à d'autres institutions multilatérales.

L'ensemble des contributions des secteurs public et privé français aux pays en développement a atteint 11,6 milliards de dollars en 1980, soit 1,77 % du P.N.B. (0,8 milliards et 1,41 % sans les D.O.M.-T.O.M.). Les apports privés, accordés aux conditions du marché, se sont fortement accrus (+ 33 %), représentant 4,7 milliards de dollars (soit 1,08 du P.N.B.).

FACE A L'IMMOBILISME DES ÉTATS-UNIS

La C.E.E. entend agir concrètement en faveur des pays démunis

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Face à l'attitude restrictive des États-Unis qui à l'évidence — en dépit des promesses faites — ne sont pas disposés à engager les « négociations globales » souhaitées par le tiers-monde, qui peut faire la Communauté pour résoudre le dialogue Nord-Sud ? Tel était le thème principal, pris sous différents angles, d'une réunion ministérielle informelle qu'ont tenue, le 2 mars, les Dix sur les problèmes du développement.

Les réponses données ont été fort prudentes. Les États membres, notamment la France, ont fait observer que l'ouverture de « négociations globales » demeure l'objectif fondamental des pays en voie de développement, comme l'a encore confirmé la conférence Sud-Sud de New-Delhi.

La C.E.E. doit donc éviter les initiatives qui pourraient donner l'impression qu'ayant pris acte de l'échec du projet, elle cherche une autre voie pour animer le dialogue Nord-Sud. En outre, plusieurs États — le Royaume-Uni, la R.F.A. et les Pays-Bas — ont insisté sur la nécessité de ne rien entreprendre qui soit de nature à haïr les États-Unis.

Ces recommandations de prudence émanent des pays membres de la C.E.E. d'accord avec la Commission pour saisir, dans des domaines précis, des opportunités

qui permettront à la Communauté, malgré l'immobilisme américain, d'agir au profit du tiers-monde. Les Dix paraissent ainsi décidés à mettre progressivement en œuvre le programme conçu le 1^{er} janvier, quand les pays du tiers-monde ont, dans la Commission par M. Pisani en octobre.

Le premier volet de ce programme prévoit l'octroi d'une aide alimentaire scolarisée de 40 millions d'ECU (240 millions de francs) ; c'est un fait déjà réglé. Le deuxième volet suggère que la Communauté, ses États membres et éventuellement d'autres pays industrialisés soumettent par l'opération la Suède et le Japon ont déjà réagi positivement, aidant les pays du tiers-monde qui en faisant la demande à se doter, puis surtout à appliquer une stratégie alimentaire. Il s'agit de l'aider pour éviter les gaspillages, à assurer une coordination efficace entre la politique de production agricole menée sur place et les différentes livraisons effectuées au titre de l'aide alimentaire tant sur le plan bilatéral que multilatéral. Les Dix ont manifesté l'intention d'arrêter, d'ici une liste de pays pilotes (il pourrait s'agir principalement de pays du Sahel) au profit desquels sera expérimentée cette nouvelle formule de concours. — Ph. L.

La Guinée demande le concours de la Banque européenne d'investissement pour un projet minier

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La Guinée a demandé le 2 mars la concours de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.) pour financer le projet d'exploitation de minerai de fer des monts Nimba, près de la frontière du Libéria. La B.E.I. ne s'est pas prononcée à ce stade et a même l'intention de donner un délai de réflexion relativement long.

Deux raisons justifient, semble-t-il, la position de la Banque mondiale, qui, selon Conakry, est le chef de file de l'opération, n'a pas encore sollicité l'appui de la B.E.I. : en outre, il y a lieu d'attendre la réunion des sidérurgistes de la C.E.E. prévue dans les prochaines semaines à Bruxelles, pour apprécier leur intérêt à l'égard de la production guinéenne.

A l'issue de ses entretiens de la semaine dernière avec les commissaires européens concernés — MM. Pisani (aide au développement), Ortoli (crédits et investissements), Davignon (affaires industrielles), M. Jomali Touré, ministre guinéen des mines, a déclaré que « la réalisation du complexe minier doit être prioritaire. Il s'agit d'un projet à long terme, il s'agit d'un projet à long terme, il s'agit d'un projet à long terme ».

La Commission, qui porte un grand intérêt à l'exploitation du gisement d'Ambokou orientale, envisage de lui accorder un prêt sur les fonds disponibles de la Communauté

européenne du charbon et de l'acier (le Monde du 29 janvier).

Selon M. Touré, Conakry et Monrovia sont d'accord pour le minerai guinéen transiter par le chemin de fer libérien aboutissant au port de Buchanan à l'acheminement de la production annuelle (15 millions de tonnes prévues en 1987) est assuré par les entreprises sidérurgiques qui ont pris une participation au capital de la Mipetrul, dont l'État guinéen détient 50 % du capital. Parmi celles-ci figurent U.S. Steel, qui doit être le maître d'œuvre du projet, et les firmes françaises Solmer et Union, qui se sont engagées à acheter chacune 1 million de tonnes de minerai par an. Enfin, le plan de financement, d'un montant de 900 millions de dollars, est assuré à 60 %. Les contributions à financer le projet sont : 340 millions de dollars, la contribution du Canada (250 millions) et de la Banque mondiale (200 millions). Il reste à trouver 340 millions de dollars. Le ministre guinéen s'est montré à ce sujet très optimiste. Il est vrai que le projet a déjà la caution d'une entreprise de la taille d'U.S. Steel et de trois pays pétroliers (Nigeria, Libye, Algérie), sans compter les sociétés espagnoles et japonaises, qui, selon M. Touré, se sont engagées à participer à l'opération.

MARCEL SCOTTO.

ÉNERGIE

La forte diminution du prix du pétrole britannique pourrait entraîner une nouvelle vague de baisses

La British National Oil Company a offert à ses clients, le 2 mars, une réduction de 4 dollars par baril du prix du pétrole britannique. Le brut des Forties cotait donc, à compter du 1^{er} mars, 31 dollars le baril, soit 3 dollars de moins que le pétrole saoudien, pourtant de moins bonne qualité.

La réduction du prix du pétrole de la mer du Nord, annoncée le 2 mars par la British National Oil Company (B.N.O.C.) correspond au maximum demandé par les principaux acheteurs de brut britannique Shell et B.P. Ce pétrole cotait donc désormais 3 dollars de moins que le baril d'Arabie saoudienne, pourtant de moindre qualité. La logique économique voudrait pourtant qu'il vaille 3 dollars de plus.

Mais de logique économique, sur le marché pétrolier, on n'en voit guère. C'est ce qui explique que la Grande-Bretagne, jusqu'alors prudente et suiviste en matière des prix pétroliers, ait décidé d'avoir, en l'occurrence, un rôle moteur. Elle n'aurait pas le choix si elle n'était la compagnie nationale doit vendre 1,2 million de barils par jour — soit les deux-tiers de la production de la mer du Nord — ou plusieurs de ses acheteurs, notamment américains, préféreraient s'approvisionner sur le marché libre de Rotterdam pour quelques dollars de moins par baril.

La présence désormais sur le marché de vendeurs non membres de l'O.P.E.P. — la Grande-Bretagne, le Mexique, l'Algérie, la Malaisie — a fait baisser le prix du pétrole à un point tel qu'il n'y avait plus de prix du brut avaient légèrement fléchi, jouant indubitablement comme un amplificateur de la baisse.

Face à la concurrence internationale, le Venezuela, jusqu'alors relativement préservé par son marché captif américain, d'ailleurs, ne peut pas résister à l'attrait des nouvelles réductions des prix de ses pétroles lourds, ce qui correspond à une baisse de l'ordre de trois dollars depuis le 1^{er} janvier. La production vénézuélienne a, il est vrai, chuté à 1,6 million de barils par jour.

On voit mal surtout comment le

La Grande-Bretagne, qui a effectué un mouvement plus ample que prévu, a annoncé un gel de ces prix jusqu'à la fin du mois de juin. Cette décision de Londres, qui amputera les recettes de près de 1 milliard de livres en 1982, va accroître les pressions pour une réduction des prix officiels de l'O.P.E.P.

Nigeria pourrait résister longtemps à la décision britannique, tant les deux pays sont liés par la qualité de leurs bruts comme par leurs marchés potentiels. A court de devises, le Nigeria, obligé d'importer, subit de très fortes pressions de ses clients qui menacent de réduire leurs achats.

Dans ces conditions la Libye, et à un degré moindre l'Algérie (pays que ce pays veut du condenser (1) dont les cours ne sont pas fixés par l'O.P.E.P. et des produits raffinés), seraient du mal à maintenir leur prix à 37 dollars et l'Arabie saoudite elle-même qui a toujours relevé ses prix avec plus de prudence que les autres membres de l'O.P.E.P. pour n'avoir pas à les baisser, pourrait être contrainte à une révision à la baisse de ses prix officiels. La moyenne des prix « spot » n'est-elle pas tombée en un mois de 32 à 28 dollars quand la moyenne pondérée des prix de vente officiels approche 34 dollars ?

L'Arabie pour trouver des clients indispensables pour financer une facture d'importations alimentaires de l'ordre de 1,5 milliard de dollars par mois a du procéder à trois baisses successives en février, causant ainsi du tort à ses voisins du Golfe, l'Irak mais aussi le Koweït. Les pays producteurs, membres de l'O.P.E.P. sont d'ailleurs désormais demandeurs de baisses de prix sur les marchés financiers et l'on affirme que le Koweït aurait vendu une partie du portefeuille d'actions qu'il possède, notamment au Japon.

Pour remettre un peu d'ordre sur un marché qui ne cesse de voir un marché de vendeurs qu'avait la reprise de l'économie mondiale — le président en exercice de l'O.P.E.P. M. Al Otaibi, ministre des Pétroles arabes, a tenu mardi un conseil d'Arabie saoudite, le 2 mars, avant de rencontrer le 3 mars, les ministères du Qatar et du Koweït. Il est peu probable qu'une conférence extraordinaire soit convoquée par l'Organisation avant qu'une série de contacts bilatéraux aient préparé le terrain, tant les points de vue sont éloignés. Une telle conférence ne pourrait donc se tenir avant la fin du mois de mars, si même elle a lieu, affirme la revue Middle East Economic Survey.

En attendant, les baisses de prix à la production n'ont pas

CONJONCTURE

LES CLUBS PERSPECTIVES ET RÉALITÉ : une « réduction importante » du temps de travail pour les « salariés productifs ».

M. Jean-Pierre Roudot a annoncé à la presse l'intention des clubs Perspectives et Réalité qu'il préside, de présenter chaque mois un dossier sur la situation de la France. M. Paul Mantel, ancien conseiller financier à Washington, a aussi commenté le 2 mars un dossier sur l'économie française. Dans une salle ornée d'un grand portrait de M. Giscard d'Estaing, M. Mantel a insisté sur la croissance du déficit du secteur public et la perte de compétitivité de l'industrie, due notamment à l'augmentation des prélèvements industriels. Et de conclure : « Le gouvernement doit prendre des mesures pour enrayer ce processus fondamental entre un programme de stabilisation extrêmement rigoureux, qui signifie un décalage du chômage, une forte baisse du pouvoir d'achat et un conflit avec les syndicats et un programme de radicalisation fondé sur des perspectives de contrôle des prix, des échanges, des taxes d'intérêt, des échanges extérieurs, qui signifie que la France tourne le dos au principe d'une économie de marché ».

M. Jean-Jacques Descamps devait présenter un dossier préparé par une autre « commission nationale » des clubs Perspectives et Réalité. Il s'agissait d'une analyse des trente-neuf heures, mise en œuvre bécote de l'idée fautive en elle-même qu'une réduction du temps de travail d'une heure pour tous soit traitée d'emploi sans charges nouvelles pour les entreprises. C'est pourquoi le rapport en question demande au gouvernement « de corriger et de modifier son texte en conséquence ».

Il est préconisé, pour maintenir la compétitivité des entreprises, des « compensations » telles que la déductibilité de la provision pour congé payé ou la suppression du décalage d'un mois de récupération de la T.V.A. Il ne s'agit pas à cette critique et préconise « une autre voie », qui repose sur l'idée (qu'on trouvait dans le rapport Giraudet) que l'on doit distinguer entre les différentes catégories de salariés, plus précisément entre ceux qui sont « productifs », tels les ouvriers d'usine, et les autres. Pour ces derniers, la solution se trouve du côté de l'aménagement du travail, qu'il faudrait essayer de faire sans augmentation des frais fixes.

En revanche, pour les salariés « productifs », la réduction (des horaires de travail) devrait être importante pour justifier des emplois nouveaux, probablement trente-six heures par semaine et s'accompagner, d'une part, d'un effort de modernisation du matériel pour compenser les charges supplémentaires ; d'autre part, de modifications sensibles des conventions collectives afin de faciliter le travail du week-end. Et d'ajouter : « À une telle réduction devrait être associé un partage du travail avec partage du revenu ».

EVOLUTION DES PRIX EN TROIS ANS (en dollar par baril)

	1 ^{er} jan. 1980	1 ^{er} jan. 1981	1 ^{er} jan. 1982
Arabie Saoudite	37,50	37,50	37,50
Iran (Géorgie)	35,37	37,50	37,50
Algérie (Sahara)	33,39	40	37
Géorgie (Forties)	29,75	29,25	31

Des difficultés accrues pour la préparation du budget britannique

De notre correspondant

Londres. — La baisse du prix du pétrole de la mer du Nord est une bonne nouvelle pour les industriels britanniques, dont les coûts de production vont ainsi légèrement diminuer. Mais la décision, qui était attendue, étant donnée la pression à la baisse exercée sur les marchés pétroliers internationaux, ne fait pas l'affaire du chancelier de l'Échiquier, Sir Geoffrey Howe, qui prépare le budget. Les vingt champs pétroliers de la mer du Nord, qui produisent 1,5 million de barils par jour, rapportent par an près de 6 milliards de livres (80 milliards de francs) de taxes au Trésor public.

La baisse du prix va faire perdre à ce chiffre de 1 milliard de livres en année pleine, alors que le chancelier de l'Échiquier cherche désespérément le moyen de

financer quelques allègements fiscaux dans un budget très serré. Le manque à gagner provoqué par la baisse des prix du pétrole représenterait un tiers du petit effort de relance que Sir Geoffrey était prêt à consentir.

Pour sa part, M. Peter Shore, chancelier de l'Échiquier du cabinet fantôme travailliste, a présenté mardi son projet de « contre-budget ». Il prévoit 9 milliards de livres de dépenses extraordinaires pour les infrastructures, la réduction des services sociaux, ainsi que quelques allègements fiscaux pour les ménages et les entreprises.

L'annonce a admis que son projet, s'il était appliqué, provoquerait une accélération de l'inflation, mais qu'il entraînerait la création de cinq cent mille emplois cette année et de deux millions dans les prochaines cinq années, alors que le chômage frappe plus de trois millions de Britanniques. — D. V.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURE 30 JOURS	30 JOURS	30 JOURS	30 JOURS	30 JOURS	30 JOURS	30 JOURS	30 JOURS	30 JOURS
	100	100	100	100	100	100	100	100	100
S. E.-U.	6,6459	6,6459	6,6459	6,6459	6,6459	6,6459	6,6459	6,6459	6,6459
S. can.	6,5399	6,5399	6,5399	6,5399	6,5399	6,5399	6,5399	6,5399	6,5399
Yen (100)	2,5623	2,5623	2,5623	2,5623	2,5623	2,5623	2,5623	2,5623	2,5623
D.M.	2,5524	2,5524	2,5524	2,5524	2,5524	2,5524	2,5524	2,5524	2,5524
France	2,5524	2,5524	2,5524	2,5524	2,5524	2,5524	2,5524	2,5524	2,5524
F. S. (100)	12,243	12,243	12,243	12,243	12,243	12,243	12,243	12,243	12,243
L. (1000)	1,7181	1,7181	1,7181	1,7181	1,7181	1,7181	1,7181	1,7181	1,7181
S.	11,4215	11,4215	11,4215	11,4215	11,4215	11,4215	11,4215	11,4215	11,4215

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4
F. S.	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4
France	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4
F. S. (100)	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
L. (1000)	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4
S.	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
F. français	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4

Nous donnons ci-dessous les taux pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

NEUBAUER

PEUGEOT - TALBOT

EN FÉVRIER !

VOTRE PEUGEOT 82 MOINS CHÈRE

RACHAT DE VOTRE VOITURE PLUS CHER

M. JOEL - Tél. : 766-02-44

PEOPLE'S REPUBLIC OF MOZAMBIQUE

THE PEQUENOS LIBOMBOS DAM PROJECT

SUPPLY AND ERECTION

OF HYDROMECHANICAL EQUIPMENT

The government of the people's Republic of Mozambique has requested the assistance of the African Development Bank in financing the costs of the supply and erection of hydromechanical for the above, mentioned project, located about 30 km from Maputo City.

The tender will be for the supply and erection of the following equipment:

- 1 upstream Caterpillar gate 8 m wide x 6.5 m high
- 1 maintenance portal for the Caterpillar gate 9 m wide x 12 m high
- Bottom outlet 1.2 m wide x 1.5 m high
- 2 radial gates 1.5 m wide x 1.5 m high
- 2 steel linings 110 m long and 1.5 m diameter
- Water intake 3 m wide x 3.4 m high
- 2 steel mobile trashrack 1.8 m wide x 2.3 m high
- 2 wheel gates 0.5 diameter
- Power
- 1 emergency generator

The pre-qualification documents shall be delivered to the same address, not later than the period of 80 days after the issue of this advertisement.

Direcção Nacional de Aguas

Unidade de direcção de aproveitamentos hidroeléctricos, av. Samora Machel n.º 30 sétimo andar.

Telefones : 20574, 30580.

Telex : 6-521-HIDR MO.

MAPUTO (Mozambique).

SOCIAL

LES SALAIRES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

M. Anicet Le Pors propose d'appliquer la « méthode Delors » en fin d'année

M. Anicet Le Pors, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, a adressé, mercredi 3 mars, aux sept fédérations de fonctionnaires, le « relevé de conclusions » des négociations salariales 1982 qui se sont achevées le 3 mars. Après avoir consulté leurs instances, les fédérations signent ou ne signent pas ce texte le 10 mars. Un autre document, un « relevé de l'état et des résultats de la concertation

sociale » va être également soumis à l'approbation des syndicats. Lors de l'ultime réunion de négociations, M. Le Pors a fait quelques ouvertures par rapport à ses propositions du 25 février (le Monde du 26 février). Ainsi le système proposé pour 1982 est un mixage de la formule du rattrapage trimestriel, mise en pratique sous le gouvernement Barre, et de la « méthode Delors », basée sur une préfixation de la hausse des

traitements (anticipant une dévaluation du rythme de l'inflation). Au 1^{er} avril et au 1^{er} juillet, les revalorisations seront basées sur le rattrapage trimestriel (par exemple le rattrapage d'avril tendra compte de l'évolution des prix en janvier et février majorée de 1 %). En revanche, les augmentations seront « préfixées » pour le 1^{er} septembre (3,5 %) et le 1^{er} décembre (2,4 %).

M. Le Pors a confirmé que les négociations salariales 1983 commenceront, en septembre 1982, pour être harmonisées avec la préparation de la loi de finances. Le ministre a également fait une concession non négligeable pour le relèvement des salaires : l'intégration de l'indemnité mensuelle spéciale dans le traitement se fera rétroactivement au 1^{er} janvier au lieu du 1^{er} juin prévu initialement.

Malgré ces ouvertures, les signataires pourraient être les mêmes que lors de l'accord salarial d'avril 1980. F.O., la FEN, la C.G.C. et les autonomes n'excluent pas d'apposer leurs signatures. La C.F.T.C. est plus réservée tandis que la C.G.T. et la C.F.P.T. ont laissé entendre qu'elles ne signeraient pas. Lors du précédent « relevé de conclusions », le 26 septembre 1981, seules la FEN, F.O., la C.F.T.C. et les autonomes avaient signé.

■ **Au conseil des ministres.** Sur proposition du ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie, chargé de l'énergie, M. Jean Guillaumond est nommé directeur général d'Electricité de France (le Monde du 2 mars).

■ **La productivité des entreprises privées américaines.** L'exclusion des sociétés financières (banques, assurances, etc.), le progrès de 2,5 % en 1981 contre 0,8 % en 1980. Ces entreprises représentent environ les deux tiers du secteur privé des affaires. Toutefois, au dernier trimestre de 1981, leur productivité s'est inscrite en baisse de 0,5 % (taux annuel en raison de la récession). — (A.F.P.)

À L'OCCASION DU XX^e ANNIVERSAIRE DE L'A.R.R.C.O.

Mme Questiaux réaffirme la volonté gouvernementale d'abaisser l'âge de la retraite

Mme Questiaux, ministre de la solidarité nationale, invitée à la célébration, le 2 mars à Paris, du vingtième anniversaire de l'A.R.R.C.O. (Association des régimes de retraite complémentaire des non-cadres) (1), a affirmé : « Il n'y a aucune perspective à concevoir le projet d'ordonnance sur la retraite à soixante ans. Le conseil des ministres de ce même jour avait entendu une communication sur ce projet, mais n'avait pas arrêté sa décision, contrairement à ce qui avait été initialement prévu (2). Une nouvelle concertation doit avoir lieu avec les partenaires sociaux. Ce délai supplémentaire avait suscité divers commentaires auxquels Mme Questiaux a vivement répondu, indiquant que ce projet allait être examiné par les ministres « dans quelques jours ». Elle a ensuite assuré les responsables des régimes complémentaires que le gouvernement n'entendait pas « porter atteinte à leur autonomie ».

Le problème est en effet posé. Si les régimes complémentaires « alignent » sur le régime général, l'abaissement de l'âge de la retraite aura pour conséquence une importante augmentation de leurs charges. Selon M. Munier, président de l'A.R.R.C.O., le taux des cotisations sur les salaires devraient être portés de 4,4 % à 5,1 % en 1985, alors qu'à législation constante il aurait été porté à 4,55 % en 1985, et à 5,5 % en 1990 (au lieu de 5 %), compte tenu de l'évolution démographique. Mme Questiaux, pour sa part, a estimé que ce taux d'appel des cotisations devait

passer de 4,4 % à 4,7 % d'ici cinq ans.

Elle a proposé aux responsables des régimes complémentaires des discussions « le plus rapidement possible » et « un rendez-vous d'étape » pour faire le point vers la mi-juillet.

Ces discussions seront sans doute animées, les partenaires qui gèrent paritaires les régimes complémentaires ne partageant pas tant d'un fait, les positions gouvernementales. Ainsi, M. Faesch, secrétaire général de Force ouvrière, a sans ambiguïté réaffirmé, au miroir d'Antenne 2, le 2 mars, le maintien de la garantie de ressources (licenciement) pour les salariés âgés de plus de soixante ans ayant moins de trente-sept années et demi de cotisations et désireux de continuer à travailler.

Pour ces derniers, en effet, la future réglementation en matière de retraites ne maintiendra pas les avantages acquis par l'actuel système de garanties de ressources — ce qui contredit les affirmations gouvernementales en la matière. M. Faesch a également rappelé les inquiétudes de Force ouvrière concernant le montant des futures retraites et leur financement, compte tenu de la situation financière des divers régimes.

(1) L'A.R.R.C.O., créée en 1961, gère quarante-cinq régimes de retraites complémentaires pour les non-cadres. En 1980, elle regroupait quarante-cinq millions de cotisations (35 milliards de francs) et quatre millions sept cent mille allocataires (30,6 milliards de francs de prestations versées).

(2) La commission des affaires sociales à l'Assemblée nationale préconise d'autre part que pour les prochaines ordonnances sociales, les ministres aient été entendus par la commission, contrairement à ce que le Monde du 3 mars indiquait sur la loi d'informations ministérielles. Elle ajoute qu'un rendez-vous avait été prévu à Paris avec Mme Questiaux... mais le 9 mars, une erreur ayant sans doute été commise sur le calendrier des décisions gouvernementales.

AFFAIRES

ÉCLAIR-PRESTIL EST MIS EN RÉGLEMENT JUDICIAIRE

Le tribunal de commerce de Paris a prononcé la mise en règlement judiciaire de la société Éclair-Prestil, qu'emploie plus de deux millions de salariés dans des usines à Petit-Quevilly (Seine-Maritime), Berny (Haute-Normandie) et Choisy-le-Roi (Val-de-Marne). Éclair-Prestil, qui fabrique les célèbres « fermetures Éclair », avait obtenu le 9 octobre le bénéfice de la suspension provisoire des poursuites, une mesure conservatoire qui donne à l'entreprise le temps d'élaborer un plan de redressement. Cette mesure avait été prorogée jusqu'au 26 février afin de faciliter les négociations menées avec le personnel de l'entreprise (le plan de redressement prévoyait une réduction de près de moitié des effectifs) et avec des entreprises du secteur. Le groupe D.M.C. et un des « géants » japonais, Yoshida (Y.K.K.) seraient intéressés.

Les négociations n'ayant pas abouti, le tribunal a donc transformé la suspension provisoire des poursuites en règlement judiciaire, en nommant un administrateur provisoire et un syndic, afin de gérer l'entreprise, qui a été autorisée à poursuivre son exploitation.

Éclair-Prestil est issue de la fusion en 1979 des sociétés Éclair Industries et Prestil S.A. Elle est filiale à part égale de deux groupes étrangers : Imperial Metal Industries (britannique) et Opti (allemand). Elle connaît depuis plusieurs années de graves difficultés liées pour une bonne part à la concurrence croissante des firmes japonaises sur un marché en relative stagnation.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ELECTRICITE DE FRANCE

Titres remboursables au gré du porteur et de l'émetteur les 7^e, 10^e et 14^e années.

emprunt

Mars 1982
de 4 milliards de francs

Obligations de 5 000 francs

16,90%

Taux de rendement actuariel brut à l'émission :

16,84%

Prix d'émission : le pair soit 5 000 F par obligation

Date de jouissance : le 9 mars 1982

Intérêt par obligation : 845 F payables le 9 mars des années 1983 à 2000

Amortissement normal : au pair en totalité le 9 mars 2000

Amortissement anticipé :
■ **Au gré des obligataires.**
Remboursement au pair le 9 mars de chacune des années 1989, 1992, 1996, le coupon d'intérêt étant ramené de F 845 à F 470 pour les obligations remboursées le 9 mars 1989, F 595 pour les obligations remboursées le 9 mars 1992, F 720 pour les obligations remboursées le 9 mars 1996. Les demandes de remboursement irrévocables devront être déposées 45 jours au moins avant la date de remboursement auprès de l'un des établissements chargés du service de l'emprunt.

■ **Au gré de l'émetteur.**
Remboursement total ou partiel des obligations au prix de :
F 5 375 par obligation le 9 mars 1989
F 5 250 par obligation le 9 mars 1992
F 5 125 par obligation le 9 mars 1996.
A ce prix de remboursement s'ajoutera le coupon d'intérêt de F 845 venant à échéance à la date du remboursement anticipé.

■ **Possible par rachats en bourse.**
Souscriptions : les souscriptions seront reçues aux caisses désignées ci-après, dans la limite des titres disponibles chez chacune d'elles :
- Comptables du Trésor et des Postes et Télécommunications,
- Caisse Nationale et Caisse Régionales de Crédit Agricole Mutuel,
- Caisse de Crédit Mutuel,
- Caisse d'Épargne,
- Caisse Nationale de l'Énergie,
- Banques et tous intermédiaires agréés par la Banque de France.

Cotation : les obligations du présent emprunt feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris).

LA CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE EST CHARGÉE DU SERVICE DE L'ÉMISSION.
Notice au B.A.L.O. du 1^{er} mars 1982.

LE RENVOI DU DIRECTEUR DE LA CAISSE-MALADIE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

« C'est une affaire politique », nous déclare M. René Lucet

M. René Lucet, directeur de la C.P.C.A.M. (Caisse primaire centrale d'assurance-maladie) des Bouches-du-Rhône, s'est vu notifier, mardi 2 mars, le retrait d'agrément de la part du ministre de la solidarité nationale. L'agrément lui avait été accordé le 6 janvier 1981. Cette décision fait suite à la suspension de fonctions qui lui avait été notifiée le 23 février 1982. A l'annonce de cette suspension, une partie du personnel de la Caisse s'était mis en grève, et avait occupé les locaux de la direction générale à Marseille, tandis que M. Lucet demeurait symboliquement à son poste jusqu'à la tenue du conseil d'administration prévu pour le 26 février. Ce conseil s'est tenu en l'absence des

délégués syndicaux C.G.T., et il a voté sa confiance au directeur suspendu.

Malgré cela, le mouvement de grève continue. Le 3 mars, M. Lucas, conseiller technique de Mme Questiaux, a fait parvenir une note dans laquelle il déplore l'attitude de M. Lucet, qui a interdit l'accès des locaux au directeur intermédiaire venu le remplacer. En conséquence, le ministre de la solidarité a décidé le retrait d'agrément immédiat, et invite les responsables de l'occupation des locaux à les faire évacuer. Pour le directeur général de la C.P.C.A.M. des Bouches-du-Rhône, il s'agit, au-delà d'un différend administratif, d'une véritable affaire politique.

« Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. nous accusent d'avoir organisé le mouvement de grève, nous disent-ils, et nous reprochent d'avoir délégué à la Caisse un directeur qui n'est pas un homme de discipline. Je m'estime toujours employé à la Sécurité sociale mais j'estime également qu'on m'empêche de me justifier et de me défendre.

— C'est faux. C'est un mouvement spontané qui s'est créé autour de moi et je ne suis pour rien dans son organisation. Mme Questiaux m'a suspendu le 23 février au soir et le 24 au matin, à 7 h 30, j'ai trouvé les locaux occupés par des gens qui déclaraient ne vouloir que l'annulation de mon poste. Dans la journée qui a suivi, F.O. a appelé à la grève sur le tas suivant le principe que, directeur ou pas, on n'attaque pas un employé sans avoir entendu sa défense. Mme Questiaux m'avait donné quinze jours pour répondre, et elle n'a pas attendu ce délai pour ordonner ma suspension.

— Le ministre explique sa hâte par le « climat d'insécurité » qui régnait à la caisse et des mutations abusives que vous auriez ordonnées.

— Pendant la période à laquelle le ministre fait allusion, j'étais précédemment en vacances. Et puis il faudrait dire qui se plaint et quand on s'est plaint. C'est trop facile d'affirmer sans donner des preuves.

— On vous reproche d'avoir considéré la caisse comme une entreprise personnelle, notamment en occupant votre bureau en dépit de la mesure de suspension qui vous frappe.

Les motifs avancés par Mme Questiaux sont un tissu de mensonges. D'ailleurs le ministre lui-même n'a jamais contesté mes qualités de gestionnaire.

— Que vous reproche-t-on ?

— Pour moi, c'est une affaire politique. On me jette en pâture au parti communiste. C'est le règlement d'un vieux contentieux qui m'oppose à la C.G.T. depuis mon arrivée. J'ai eu deux « torts » : réduire la part de la mutualité dans ce département où elle se substituait illégalement à la Sécurité sociale, et ramener la représentativité de la C.G.T. à l'intérieur de la caisse à moins de 40 %. C'est cela que je paie aujourd'hui. Et je dis être victime de l'axe gauche du P.S. de l'entourage de Mme Questiaux, qui fait un très bon jeu avec la C.G.T. et au P.C. à Marseille.

— Quelle va être, à votre avis, la suite des événements ?

— Ma vie ne s'arrête pas là, mais le compte sort à la tête de mes idées. Je n'oublierai pas leur aide spontanée et je ne les laisserai pas tomber. Pour ma part, je continuerai à combattre pour la justice et pour la liberté.

Propos recueillis par JEAN CONTRUCCI.

LA RÉPONSE DU MINISTRE

Le ministre de la solidarité nationale indique que le retrait d'agrément du directeur a été décidé en raison de l'attitude de celui-ci, après la notification de sa suspension. Le ministre lui reproche non seulement de s'être maintenu à son poste, considérant ainsi la caisse comme sa propre entreprise, mais d'avoir perturbé un service public. Il est notamment reproché à la direction la disparition, après la demande de suspension — de stocks d'imprimés pour le décompte des prestations, ce qui retarde le service des assurés.

Sur le fond, le ministre rappelle que des accusations précises ont été portées, il y a trois mois, par un rapport de l'inspection générale des affaires sociales. Il est reproché à la direction des « abus » et des « fraudes », telle la multiplication de notes de frais par des « banquets de chauffeurs ». Le ministre indique qu'après ce rapport l'inspection avait demandé des explications et justifications qui lui ont été refusées ; le ministre ajoute qu'une tentative de règlement amiable a également été repoussée.

Le ministre de la solidarité nationale indique que le retrait d'agrément du directeur a été décidé en raison de l'attitude de celui-ci, après la notification de sa suspension. Le ministre lui reproche non seulement de s'être maintenu à son poste, considérant ainsi la caisse comme sa propre entreprise, mais d'avoir perturbé un service public. Il est notamment reproché à la direction la disparition, après la demande de suspension — de stocks d'imprimés pour le décompte des prestations, ce qui retarde le service des assurés.

Le ministre de la solidarité nationale indique que le retrait d'agrément du directeur a été décidé en raison de l'attitude de celui-ci, après la notification de sa suspension. Le ministre lui reproche non seulement de s'être maintenu à son poste, considérant ainsi la caisse comme sa propre entreprise, mais d'avoir perturbé un service public. Il est notamment reproché à la direction la disparition, après la demande de suspension — de stocks d'imprimés pour le décompte des prestations, ce qui retarde le service des assurés.

Le ministre de la solidarité nationale indique que le retrait d'agrément du directeur a été décidé en raison de l'attitude de celui-ci, après la notification de sa suspension. Le ministre lui reproche non seulement de s'être maintenu à son poste, considérant ainsi la caisse comme sa propre entreprise, mais d'avoir perturbé un service public. Il est notamment reproché à la direction la disparition, après la demande de suspension — de stocks d'imprimés pour le décompte des prestations, ce qui retarde le service des assurés.

Le ministre de la solidarité nationale indique que le retrait d'agrément du directeur a été décidé en raison de l'attitude de celui-ci, après la notification de sa suspension. Le ministre lui reproche non seulement de s'être maintenu à son poste, considérant ainsi la caisse comme sa propre entreprise, mais d'avoir perturbé un service public. Il est notamment reproché à la direction la disparition, après la demande de suspension — de stocks d'imprimés pour le décompte des prestations, ce qui retarde le service des assurés.

CARREFOUR

Le conseil d'administration a arrêté les résultats de la Société Carrefour.

	1981	1980
(En millions de francs)		
Chiffre d'affaires hors taxe	14 282	12 270
Amortissements	147,9	125,5
Bénéfice d'exploitation	147,9	125,5
Bénéfice net de la dotation à la provision pour investissements	36,4	47,7
Impôts sur les sociétés	223,8	219,7
Répartitions des dividendes	126,6	121,6
Résultat net après impôt et participation	261,9	216,9

En raison des problèmes auxquels Carrefour a dû faire face en Espagne et en Israël, le résultat consolidé de l'exercice 1981 devrait faire apparaître une progression de l'ordre de 5 % sur 1980.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire prévue pour le 10 mai 1982 de fixer le dividende à 75 F par action assorti d'un avoir fiscal de 37,50 F.

CAISSE NATIONALE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T.-Obligations 11 % 1978

Les intérêts courus du 10 mars 1981 au 9 mars 1982 sur les obligations C.N.T. 11 % 1978 seront payables à partir du 10 mars 1982 à raison de 90 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 4.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le coupon du prélèvement libératoire sera de 16,48 F, soit un net de 82,51 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans les séries des numéros 501 973 à 522 000 et 523 001 à 538 999 sortent au tirage au sort du 12 janvier 1982 et seront remboursées à 1 000 F coupon n° 5 au 10 mars 1982 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, recettes des finances et perceptions), auprès des bureaux de poste, au siège de la C.N.T., 3, rue de l'Arrivée, Paris (19^e), ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements désignés ci-après :

Banque nationale de Paris, Société générale, Crédit lyonnais, Caisse des dépôts et consignations, Caisse de Paris et des Pays-Bas, Crédit industriel et commercial, Lazard Frères et Cie, Banque de Normandie, Schumacher, Malet, Caisse centrale des banques populaires, Crédit commercial de France, Crédit du Nord, Banque de l'Indochine et de Suez, Banque de l'Union européenne, Banque Rothschild, Société marseillaise de crédit, Société centrale de banques, Société générale alsacienne de banques.

Il est rappelé :
— d'une part, que les intérêts courus sur les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la C.N.T. ;
— d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les séries de numéros nominatifs sera effectué également par la C.N.T. des réceptions sous bordereaux des certificats nominatifs concernés ;
— enfin, que les titres compris dans les séries des numéros 523 001 à 538 999 et 539 000 à 554 999 sont respectivement remboursables depuis le 10 mars 1978, le 10 mars 1980 et le 10 mars 1981.

isa INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

78350 JOUY-EN-JOSAS - TEL. (3) 958.80.00 - POSTE 476.
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (MAG-ISA-CFO).
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

En vue de la rentrée de septembre 1982, date limite de dépôt des dossiers de candidature pour la deuxième session : lundi 15 mars 1982.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

2 mars

Très hésitant recul du dollar

La cote a fluctué dans d'étroites limites, mardi, et l'indicateur instantané a joué à cache-cache avec la barre d'équilibre tout au long de la séance avant de terminer sur un gain de 0,02 %.

Pourtant, de l'avis des familiers de la corbeille, cette hésitation ne doit pas faire illusion. Le marché continue à digérer sans problème aucun la série de prises de bénéfices qu'il connaît depuis quelques séances, et la cote est prête pour un nouveau départ à brève échéance.

Dans l'immédiat, les opérateurs continuent à procéder quelques ajustements dans cette perspective. Cetelem, qui figurait la veille au palmarès des plus fortes hausses, devait s'incliner vingt-quatre heures plus tard, avec un repli voisin de 5 %, emplantant Veuve Clicquot, Métal Dunkerque, Elf-Gabris et A.T. de nouveaux chefs.

A l'inverse, Général Fonderie, Schneider, Esso et Marine Wendel gagnent 4 % à 5 %, suivie de Elf-Aquitaine (+ 4,5 %).

Le titre Radar, dont la cotation reprend normalement ce mardi (voir par ailleurs), est « souligné à 940 F contre 930 F la veille.

La reprise observée sur le marché de l'or, où le cours du métal fin s'est inscrit à 363 dollars l'once dans la City (358,75 dollars la veille), n'a pas eu d'impact sur notre place. Le lingot gagne tout juste 10 F, à 70 015 F, mais le napoléon perd 3,40 F, à 610,10 F.

A. 6,06 F, en séance officielle, le dollar poursuit son repli amorcé lundi soir à New-York, où les cambistes semblent tabler sur une décélération des taux d'intérêt au fur et à mesure que s'éloignent les perspectives de reprise économique. Le dollar-titre se négocie à 7,34/36 F.

NEW-YORK

Baisse des valeurs pétrolières

Le vif repli constaté sur les valeurs pétrolières, après la décision annoncée par la British National Oil Corp (BNOC) de réduire de 4 dollars le prix de son baril de brut provenance de la mer du Nord, a pesé sur cette

Du coup, l'indice Dow Jones des industrielles, qui s'ajustait jusqu'à 8 points de hausse à la mi-août, a rapidement fait marche arrière, accusant finalement un repli de 2,57 points en clôture, l'indicateur s'établissant à 825,82. Les hausses Portemporté sur les replis dans la proportion de 824 contre 652 cependant, et le volume d'échanges est passé à 63,80 millions d'actions contre 53,01 millions la veille.

De l'avis des professionnels, le marché new-yorkais apparaissant « survenu », le nombre d'investisseurs dotés de portefeuilles importants prennent un certain nombre de positions à court terme, estimant que la reprise de Wall Street, essentiellement technique, est encore jouable.

Les grands magasins, les institutions financières ont tout de même réussi à tirer leur épingle de ce jeu compliqué, tant que, sur une autre scène, le président de Réserve fédérale s'efforçait de redonner confiance aux investisseurs.

commission sénatoriale du budget, M. Paul Volcker a écarté l'idée selon laquelle les Etats-Unis seraient en pleine récession allant même jusqu'à prédire une reprise de l'économie américaine pour le second semestre 1982.

VALEURS	Cours du 1 ^{er} mars	Cours du 2 mars
Alcos ATT	23 7/8 E4 7/8	24 1/2 E4 7/8

A. A. A.	1535/4
B. B. B.	1535/4
C. C. C.	1535/4
D. D. D.	1535/4
E. E. E.	1535/4
F. F. F.	1535/4
G. G. G.	1535/4
H. H. H.	1535/4
I. I. I.	1535/4
J. J. J.	1535/4
K. K. K.	1535/4
L. L. L.	1535/4
M. M. M.	1535/4
N. N. N.	1535/4
O. O. O.	1535/4
P. P. P.	1535/4
Q. Q. Q.	1535/4
R. R. R.	1535/4
S. S. S.	1535/4
T. T. T.	1535/4
U. U. U.	1535/4
V. V. V.	1535/4
W. W. W.	1535/4
X. X. X.	1535/4
Y. Y. Y.	1535/4
Z. Z. Z.	1535/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

PRIMAGAZ. - Le groupe néerlandais S.H.V., un des plus importants aux Pays-Bas dans la distribution du gaz, mais aussi dans le commerce du charbon, vient d'acquiescer une participation de 20 % dans le capital de la société française Primagaz.

S.H.V. (environ 12 milliards de florins de chiffre d'affaires) n'est pas un inconnu pour Primagaz. Les deux groupes étaient déjà associés dans une filiale de distribution de gaz en R.F.A. et dans le stockage à Auvers.

En resserrant ses liens avec S.H.V., Primagaz entend diversifier ses approvisionnements de gaz, les premières livraisons devant avoir lieu en 1983. D'autre part, Primagaz espère bien, de son côté, pouvoir

prendre une participation minoritaire dans A.D.G., dont le contrôle pourrait revenir à I.R.G. (groupe Shell).

UNILEVER. — Le groupe anglo-néerlandais, un des quatre grands fabricants mondiaux de lessives et de produits détergents, annonce pour 1981 un bénéfice net de 1 842 millions de florins (+ 30 % pour un chiffre d'affaires accru de 2 % en volume et de 13 % en valeur (56,12 milliards de florins)).

Un dividende final de 7,60 florins sera servi aux actionnaires de Unilever N.V. faisant un total de 12,04 florins contre 11,12 florins.

Les actionnaires de Unilever P.L.C. sont

BOURSE DE PARIS Comptant 2 MARS

VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS				
%	du	%	du	Cours	Dernier	Cours	Dernier	Cours	Dernier	Cours	Dernier	Cours	Dernier	Cours	Dernier			
compte	compte	compte	compte	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours	préc.	cours			
23.50	1.228	Dég. Rév. Pa.C.M.	118	118	Méag. Dist. de	67	67	Étrangères								Voyer S.A.	145	145
33.3	1.011	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	A.E.E.	130	75	d	142	142	428.00	440			
1/4 1/8 1963	96.30	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1972	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1973	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1974	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1975	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1976	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1977	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1978	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1979	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1980	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1981	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1982	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1983	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1984	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1985	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1986	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1987	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1988	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1989	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1990	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1991	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1992	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1993	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1994	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1995	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1996	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1997	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1998	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 1999	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2000	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2001	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2002	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2003	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2004	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2005	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2006	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2007	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2008	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2009	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2010	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2011	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2012	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2013	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2014	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2015	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2016	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2017	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2018	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2019	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2020	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2021	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2022	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2023	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2024	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2025	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2026	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2027	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2028	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2029	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2030	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2031	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2032	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2033	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2034	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2035	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2036	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2037	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2038	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2039	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2040	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2041	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2042	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2043	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2044	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2045	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2046	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2047	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2048	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2049	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2050	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2051	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2052	106.50	Départ. de la	222	229	Alco. de	406	427	Alco. de	130	75	d	142	142	428.00	440			
Emp. N. 2053																		

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

Valeurs françaises	113,1	113,1
Valeurs étrangères	104	105

C^o DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	103,9	103,6
----------------------	-------	-------

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 3 mars 143/16
COURS DU DOLLAR A TOKYO

	2/3	3/3
1 dollar (per year)	237.70	235.70

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous

dans nos dernières éditions, nous pourrions à
 derniers cours. Dans ce cas ci figureraient

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant

Marché à terme été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Comp. Premier	Compensation	VALUES	Cross price	Premier cross	Danier cross	Comp. Premier	Compensation	VALUES	Cross price	Premier cross	Danier cross	Comp. Premier	Compensation	VALUES	Cross price	Premier cross	Danier cross	Comp. Premier
595	335	Parnell-Ricard	339	326	337 50	335	6 70	Uniter	6 25	6 15	6 15	6	80	Hannay	80 60	81 40	80 70	79 80
570	130	Philmore (Pat)	132 80	132 10	134 90	186		Intl	97 80	98 50	99 50	88	22	Hoover	22 80	20 15	20 10	20 15
170	189	(Add.)	182 80	182 10	182 80	186		U.T.A.	182 80	180 50	185 80	345	345	Hoschek-Alz.	362	369 10	359 10	359 80
50	85 10	(Add.)	85 10	85 10	85 10	147		Vol. com.	387 382	382 381	381 381	47	47	Imp. Chemical	40 40	44 20	44 20	45
30	189	Pengard S.A.	182 10	185 10	185 10	147		Vol. com.	138 137	137 139	134 140	455	455	IBM	458	468 40	468 40	468 40
50	189	Pengard S.A.	182 10	185 10	185 10	147		Vol. com.	138 137	137 139	134 140	455	455	IBM	458	468 40	468 40	468 40
402	69	P.L.M.	74 76	76 76	74 76	1140		V. C. Cabot	1030 1030	1030 1030	1030 1030	124	124	ITT	201 199 20	199 20	199 20	199 50
402	69	P.L.M.	74 76	76 76	74 76	1140		V. C. Cabot	1030 1030	1030 1030	1030 1030	124	124	ITT	201 199 20	199 20	199 20	199 50
402	69	P.L.M.	74 76	76 76	74 76	1140		V. C. Cabot	1030 1030	1030 1030	1030 1030	124	124	ITT	201 199 20	199 20	199 20	199 50
402	69	P.L.M.	74 76	76 76	74 76	1140		V. C. Cabot	1030 1030	1030 1030	1030 1030	124	124	ITT	201 199 20	199 20	199 20	199 50
402	69	P.L.M.	74 76	76 76	74 76	1140		V. C. Cabot	1030 1030	1030 1030	1030 1030	124	124	ITT	201 199 20	199 20	199 20	199 50
402	69	P.L.M.	74 76	76 76	74 76	1140		V. C. Cabot	1030 1030	1030 1030	1030 1030	124	124	ITT	201 199 20	199 20	199 20	199 50
402	69	P.L.M.	74 76	76 76	74 76	1140		V. C. Cabot	1030 1030	1030 1030	1030 1030	124	124	ITT	201 199 20	199 20	199 20	199 50
402	69	P.L.M.	74 76	76 76	74 76	1140		V. C. Cabot	1030 1030	1030 1030	1030 1030	124	124	ITT	201 199 20	199 20	199 20	199 50
402	69	P.L.M.	74 76	76 76	74 76	1140		V. C. Cabot	1030 1030	1030 1030	1030 1030	124	124	ITT	201 199 20	199 20	199 20	199 50
402	69	P.L.M.	74 76	76 76	74 76	1140		V. C. Cabot	1030 1030	1030 1030	1030 1030	124	124	ITT	201 199 20	199 20	199 20	199 50
402	69	P.L.M.	74 76	76 76	74 76	1140		V. C. Cabot	1030 1030	1030 1030	1030 1030	124	124	ITT	201 199 20	199 20	199 20	199 50
402	69	P.L.M.	74 76	76 76	74 76	1140		V. C. Cabot	1030 1030	1030 1030	1030 1030	124	124	ITT	201 199 20	199 20	199 20	199 50
402	69	P.L.M.	74 76	76 76	74 76	1140		V. C. Cabot	1030 1030	1030 1030	1030 1030	124	124	ITT	201 199 20	199 20	199 20	199 50
402	69	P.L.M.	74 76	76 76	74 76	1140		V. C. Cabot	1030 1030	1030 1030	1030 1030	124	124	ITT	201 199 20	199 20	199 20	199 50
402	69	P.L.M.	74 76	76 76	74 76	1140		V. C. Cabot	1030 1030	1030 1030	1030 1030	124	124	ITT	201 199 20	199 20	199 20	199 50

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé

COTE DES CHANGES						COURS DES BILLETS AUX GUCHETS		MARCHE LIBRE DE L'OR					
MARCHE OFFICIEL						COURS				MONNAIES ET DEVISES		COURS	
						prie.				prie.		COURS	
						2/3		Achat		Vente		2/3	
90	137	Swiss	136 50	135 50	128 50	131							
92	360	S.L.A.S.	355	355	350	356							
93	440	Spn. det. R.	427	433	433	425							
94	551	Spn. det. R.	538	538	530	545							
95	770	Spnco	180	180	180	176 50							
96	82	Spnco	80 50	81	81	80 80							
97	326	Spn. Romagn.	342 50	342	342	335							
98	346	S.L. (Spn. Rom.)	246	246	242 50	250							
99	415	S.L. (Spn. Rom.)	401 50	401 50	359 80	347 50							
100	380	Spn. (Spn. Rom.)	362	362	362	355							
101	84	Spnco	154	153	153	153							
102	171	Spnco	172 50	176 50	176 50	175							
103	426	Spnco	421 50	421 50	416 10	416 10							
104	150	Spnco	277 80	281	281	280							
105	116	T.R. Elect.	104 5	103 5	103 5	103 5							
106	136	(p.d.)	135	134	134	131							
107	31	Thomson-R.	307	305 40	305 70	305 70							
108	385	Thomson-R.	385	385	384 5	384 5							
109	358	Thomson-C.S.F.	336	322	324 40	320 10							
110	270	(p.d.)	280	264	264	260							
111	930	T.A.T.	925	930	940	930							
112	122 80	U.F.L.	148	151	151	151							
113	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
114	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
115	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
116	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
117	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
118	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
119	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
120	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
121	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
122	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
123	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
124	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
125	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
126	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
127	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
128	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
129	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
130	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
131	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
132	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
133	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
134	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
135	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
136	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
137	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
138	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
139	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
140	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
141	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
142	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
143	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
144	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
145	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
146	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
147	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
148	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
149	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
150	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
151	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
152	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
153	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
154	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
155	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
156	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
157	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
158	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
159	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
160	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
161	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
162	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
163	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
164	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
165	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
166	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
167	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
168	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
169	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
170	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
171	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
172	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
173	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
174	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
175	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
176	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
177	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
178	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
179	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
180	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
181	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
182	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
183	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
184	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
185	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
186	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
187	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
188	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
189	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
190	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
191	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
192	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
193	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
194	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
195	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
196	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
197	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
198	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
199	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
200	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
201	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
202	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
203	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
204	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
205	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
206	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
207	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
208	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
209	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
210	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
211	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
212	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
213	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
214	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
215	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
216	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
217	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
218	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
219	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
220	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
221	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
222	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
223	320	U.F.L.	320	320	320	320 50							
224	320	U.F.L.	320										

1984 90	141	U.C.B.	135	135	135	132 30	Japon (100 years)	2 561	2 551	2 450	2 590
---------	-----	-------------	-----	-----	-----	--------	-------------------------	-------	-------	-------	-------

